103e ANNÉE
VOL. 103

N° 20
3825

Gazette officielle du Québec

QUÉBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 15 mai 1971

Règlements

1° Adresser toute correspondance à l'Éditeur officiel du Québec, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Éditeur officiel du Québec, qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle du Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le ***mercredi***, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Éditeur officiel du Québec a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

Québec, Saturday, May 15, 1971

Rules

1. Address all communications to The Québec Official Publisher, Parliament Buildings, Québec.

2. Advertisers should submit all copy in both official languages, otherwise they will be charged for translation at official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Advertisements are payable in advance at rates set forth below, except when they are to be published more than once. In such case, remittance must be made upon receipt of the invoice and before the second insertion, failing which further insertions will be automatically cancelled without prejudice to The Québec Official Publisher, and any overpayment refunded.

5. Fees for subscription, sale of documents and the like are payable in advance.

6. Remittance must be made by cheque or money order payable to the Minister of Finance.

7. The *Québec Official Gazette* is published every Saturday morning. All notices, documents or advertisements for publication must reach The Québec Official Publisher, not later than ***Wednesday***, noon; if Wednesday is a holiday, the deadline is Tuesday noon. Material not delivered in time will appear in a later edition. Moreover, The Québec Official Publisher, reserves the right to defer publication of certain documents because of their length or for administrative reasons.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
25 MAI 1971
PUBLICATIONS OFFICIELLES

L'Éditeur officiel du Québec, ROCH LEFEBVRE, *Québec Official Publisher*

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Éditeur officiel du Québec, avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 35 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 220 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 15 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: $4 des 100 mots.

Exemplaire séparé: $1 chacun.

Feuilles volantes: $3 la douzaine.

Périodes d'abonnement: du 1er janvier au 31 décembre, $20; du 1er avril au 31 décembre, $15 et du 1er juillet au 31 décembre, $10.

N.B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Éditeur officiel du Québec,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 30 avril 1969 37883 — 1-52-o

8. Any request for cancellation or refund is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, interested parties are requested to notify The Québec Official Publisher, before the second insertion, in order to avoid costly duplication.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 35 cents per agate line, for each version (14 lines to the inch, or 220 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 15 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: $4 per 100 words.

Single copies: $1 each.

Slips: $3 per dozen.

Subscriptions periods: From January 1st to December 31st, $20; April 1st to December 31st, $15 and July 1st to December 31st, $10.

N.B.—Key to figures below notices:

The first figure is our invoice number; the second, that of the edition of the *Gazette* carrying the first insertion; the third, the number of insertions. The letter "o" indicates that the text was not composed or translated by The Québec Official Publisher personnel. Notices published only once are followed by our invoice number.

ROCH LEFEBVRE,
Québec Official Publisher.

Parliament Buildings,
Québec, April 30, 1969 37883—1-52-o

Pour toute demande de renseignements concernant publication d'avis, tirée-à-part ou abonnement à la *Gazette officielle du Québec*, veuillez communiquer avec:

Georges Lapierre
Gazette officielle du Québec
Téléphone: (418) 643-5195

Adresser toute correspondance au bureau de

l'Éditeur officiel du Québec,
Hôtel du Goévernement,
Québec 4, P.Q.

For information concerning the publication of notices, off-printy or subscription rates to the *Québec Official Gazette*, please call:

Georges Lapierre
Québec Official Gazette
Telephone: (418) 643-5195

All carrespondence should be sent to the office of the

Québec Official Publisher,
Parliament Buildings,
Québec 4, P.Q.

Affranchissement en numéraire au tarif de la troisième classe (permis n° 107)
Postage paid-in-cash — Third class matter (permit No. 107)

Lettres patentes

Agentech inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de mars 1971, constituant en corporation: Guy Valois, vendeur, 7081, boulevard St-Michel, app. 1, Pierre Paquin, 10274, Marquette, tous deux de Montréal, et Donald Bilodeau, 6446, Place Val d'Anjou, Anjou, ces deux derniers comptables agréés, pour les objets suivants:

Agir comme agents de manufacturier d'appareils et de matériaux de plomberie, chauffage, réfrigération et climatisation, sous le nom de « Agentech inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 30,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 7,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7081, boulevard St-Michel, appartement 1, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 1185-1971

Alimentation J. A. Drolet inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de mars 1971, constituant en corporation: Rémi Drolet, 1353, des Pins, Gustave Drolet, tous deux épiciers, et Cécile Langlois, ménagère, épouse dudit Gustave Drolet, ces deux derniers de 1371, St-Jacques, tous trois d'Ancienne-Lorette, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers-bouchers, sous le nom de « Alimentation J. A. Drolet inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 200 actions ordinaires de $10 chacune, 3,000 actions privilégiées classe « A » de $1 chacune et en 950 actions privilégiées classe « B » de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1372, rue St-Jacques, Ancienne-Lorette, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 1246-1971

Amparo construction inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de février 1971, constituant en corporation: Paul-A. Beaulieu, courtier en immeuble, 12089, Marsan, André Blouin, 6625, rue Boyer, et Roger Blouin, 6741, rue de la Roche, ces deux derniers constructeurs, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Amparo construction inc. »,

Letters Patent

Agentech inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy Valois, salesman, 7081 St-Michel Boulevard, Apt. 1, Pierre Paquin, 10274 Marquette, both of Montreal, and Donald Bilodeau, 6446 Val d'Anjou Place, Anjou, the latter two chartered accountants, for the following purposes:

To act as manufacturers' agent in plumbing, heating, refrigeration air-conditioning apparatus and materials, under the name of "Agentech inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 30,000 common shares of $1 each and 7,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 7081 St-Michel Boulevard, Apartment 1, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 1185-1971

Alimentation J. A. Drolet inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Rémi Drolet, 1353 des Pins, Gustave Drolet, both grocers, and Cécile Langlois, housewife, wife of said Gustave Drolet, the latter two of 1371 St-Jacques, all three of l'Ancienne-Lorette, for the following purposes:

To carry on business as grocers-butchers, under the name of "Alimentation J. A. Drolet inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 200 common shares of $10 each, 3,000 class "A" preferred shares of $1 each and 950 class "B" preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 1372 St-Jacques Street, Ancienne-Lorette, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 1246-1971

Amparo construction inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of February, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul-A. Beaulieu, real estate broker, 12089 Marsan, André Blouin, 6625 Boyer Street, and Roger Blouin, 6741 de la Roche Street, the latter two builders, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and to deal in all kinds of materials, under the name of "Amparo construction inc.", with a total capital

avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1480, rue Poirier, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 861-1971

Arcon ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de mars 1971, constituant en corporation: Marcel Thiffault, constructeur, Alice Thiffault, maîtresse de maison, épouse dudit Marcel Thiffault, tous deux de 1291, 13e Avenue, Grand'Mère, Robert Johansen, architecte, et Pauline Johansen, maîtresse de maison, épouse dudit Robert Johansen, ces deux derniers de 205, 120e Rue, Shawinigan-Sud, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Arcon ltée », avec un capital total de $200,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Grand'Mère, district judiciaire de Saint-Maurice.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 1273-1971

Association de danse ADRQ

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de mars 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Rolland Hallé, professeur de danse, 35, d'Auteuil, Michel Nolin, animateur, 1196, 4e Avenue, Denise Langlois, professeur de ballet, épouse de Jean-Luc Langlois, 260, des Pins est, tous trois de Québec, et Lise Laberge, secrétaire, fille majeure, 6249, Royale, L'Ange-Gardien, pour les objets suivants:

Promouvoir le développement de la danse, sous le nom de « Association de danse ADRQ ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $500,000.

Le siège social de la corporation est 1159, rue St-Jean, Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 1231-1971

L'association des embouteilleurs Co-Fa-Spri du Québec inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de mars 1971, constituant en corporation: Marcel Thiffault, constructeur, Alice Thiffault, maîtresse de maison, épouse dudit Marcel Thiffault, tous deux de 1291, 13e Avenue, Grand'Mère, Robert Johansen, architecte, et Pauline Johansen, maîtresse de maison, épouse dudit Robert Johansen, ces deux derniers de 205, 120e Rue, Shawinigan-Sud, pour les objets suivants:

stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 1480 Poirier Street, Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 861-1971

Arcon ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Thiffault, builder, Alice Thiffault, housewife, wife of said Marcel Thiffault, both of 1291, 13th Avenue, Grand'Mère, Robert Johansen, architect, and Pauline Johansen, housewife, wife of said Robert Johansen, the latter two of 205, 120th Street, Shawinigan-South, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors and to deal in all kinds of materials, under the name of "Arcon ltée", with a total capital stock of $200,000, divided into 10,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Grand'Mère, judicial district of Saint-Maurice.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 1273-1971

Association de danse ADRQ

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Rolland Hallé, dance professor, 35 d'Auteuil, Michel Nolin, animator, 1196, 4th Avenue, Denise Langlois, ballet professor, wife of Jean-Luc Langlois, 260 Pine East, all three of Québec, and Lise Laberge, secretary, spinster of the full age of majority, 6249 Royale, L'Ange-Gardien, for the following purposes:

To promote dance development, under the name of "Association de danse ADRQ".

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and hold is $500,000.

The head office of the corporation is at 1159 St-Jean Street, Québec, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 1231-1971

L'association des embouteilleurs Co-Fa-Spri du Québec inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives

tuant en corporation sans capital-actions: Gustave Dufour, La Malbaie, René Ménard, case postale 574, Saint-Jean, Benoit Roberge, 115, Monseigneur Blanche, Sept-Iles, Bastien Méthot, case postale 458, Rivière-du-Loup, John Bryant, Sherbrooke, Philippe Gagné, case postale 1000, Nicolet, Gisèle Plamondon, épouse divorcée de Armand Bouchard, Drummondville, Madeleine St-Onge, veuve de Paul-A. St-Onge, Saint-Hyacinthe, et Richard Raymond, case postale 364, Granby, tous neuf administrateurs, pour les objets suivants:

Promouvoir, augmenter, faire avancer, protéger et améliorer le commerce d'embouteillage et de vente de breuvage d'eau gazeuse par les embouteilleurs sous franchise avec Coca-Cola, ainsi que d'autres breuvages communément appelés liqueurs douces, sous le nom de « L'association des embouteilleurs Co-Fa-Spri du Québec inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels provenant des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de $100,000.

Le siège social de la corporation est 460, rue Principale, Granby, district judiciaire de Bedford.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40058-o 5373-1971

to incorporate a corporation without share capital: Gustave Dufour, La Malbaie, René Ménard, Post Office Box 574, Saint-Jean, Benoit Roberge, 115 Monseigneur Blanche, Sept-Iles, Bastien Méthot, Post Office Box 458, Rivière-du-Loup, John Bryant, Sherbrooke, Philippe Gagné, Post Office Box 1000, Nicolet, Gisèle Plamondon, wife divorced of Armand Bouchard, Drummondville, Madeleine St-Onge, widow of Paul-A. St-Onge, Saint-Hyacinthe, and Richard Raymond, Post Office Box 364, Granby, all nine administrators, for the following purposes:

To promote, increase, foster, protect and improve the bottling business and the sale of sparkling waters by the bottlers under franchise with Coca-Cola, as well as other beverages commonly called soft drinks, under the name of "L'Association des embouteilleurs Co-Fa-Spri du Québec inc.".

The amount to which are limited the annual revenues from the immovable property that the corporation may acquire and hold is $100,000.

The head office of the corporation is at 460 Main Street, Granby, judicial district of Bedford.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 5373-1971

Automobile M. Bourgault inc.
M. Bourgault Automobile Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de février 1971, constituant en corporation: Émile Caron, agronome, Maurice Bourgault, garagiste, et Rose Bourgelas, ménagère, épouse dudit Maurice Bourgault, tous trois de La Pocatière, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Automobile M. Bourgault inc. — M. Bourgault Automobile Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $50 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à La Pocatière, district judiciaire de Kamouraska.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40058-o 938-1971

Automobile M. Bourgault inc.
M. Bourgault Automobile Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of February, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Émile Caron, agronomist, Maurice Bourgault, garage keeper, and Rose Bourgelas, housewife, wife of said Maurice Bourgault, all three of La Pocatière, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers in all its specialties, under the name of "Automobile M. Bourgault inc. — M. Bourgault Automobile Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $50 each and 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at La Pocatière, judicial district of Kamouraska.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 938-1971

Les bas-culottes Lola ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mars 1971, constituant en corporation: Julien Plouffe, avocat, Catherine Plouffe, infirmière, épouse dudit Julien Plouffe, tous deux de 11605, Lépine, Pierrefonds, et Roland Gaucher, vendeur, 119, Bowen, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exploiter des magasins de bonneterie, sous le nom de « Les bas-culottes Lola ltée », avec un capital total

Les bas-culottes Lola ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Julien Plouffe, advocate, Catherine Plouffe, nurse, wife of said Julien Plouffe, both of 11605 Lépine, Pierrefonds, and Roland Gaucher, salesman, 119 Bowen, Sherbrooke, for the following purposes:

To operate hosiery stores, under the name of "Les bas-culottes Lola ltée", with a total capital stock of

de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 5384-1970

Beaumont Camping Inc.
Camping Beaumont inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de février 1971, constituant en corporation: Michel Dumais fils, Michel-A. Dumais, tous deux industriels, et Graziella Bourdeau, ménagère, épouse dudit Michel-A. Dumais, tous trois de 1952, du Sanctuaire, Giffard, pour les objets suivants:

Exploiter des terrains de camping, sous le nom de « Beaumont Camping Inc. — Camping Beaumont inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 533, 7e Rue, Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 976-1971

Bell aluminium inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mars 1971, constituant en corporation: Jean Lefebvre, commerçant, Suzanne Bélisle, ménagère, épouse dudit Jean Lefebvre, tous deux de 59, 9e Rue, app. 1, Laval, et Jean-Roch Lavoie, vendeur, 3212, Pierre Tétreault, Montréal-Est, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de marchandises et articles fabriqués totalement ou en partie de métaux ou bois, sous le nom de « Bell aluminium inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 59, 9e Rue, appartement 1, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 1427-1971

Boucherie Germain Dubé inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de mars 1971, constituant en corporation: Germain Dubé, boucher, Dolorès Martel, ménagère, épouse dudit Germain Dubé, tous deux de 1505, St-Aimé, Drummondville-Sud, et Cécile Houde, secrétaire, épouse de Auguste Houde, 302, Laurier, Drummondville, pour les objets suivants:

$40,000, divided into 100 common shares of $10 each and into 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 5384-1970

Beaumont Camping Inc.
Camping Beaumont inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of February, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michel Dumais Jr., Michel-A. Dumais, both industrialists, and Graziella Bourdeau, housewife, wife of said Michel-A. Dumais, all three of 1952 du Sanctuaire, Giffard, for the following purposes:

To operate camping grounds, under the name of "Beaumont Camping Inc. — Camping Beaumont inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 533, 7th Street, Québec, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 976-1971

Bell aluminium inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Lefebvre, dealer, Suzanne Bélisle, housewife, wife of said Jean Lefebvre, both of 59, 9th Street, Apt. 1, Laval, and Jean-Roch Lavoie, salesman, 3212 Pierre Tétreault, Montreal-East, for the following purposes:

To manufacture and deal in goods and articles manufactured, in whole or in part, in metal or wood, under the name of "Bell aluminium inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 59, 9th Street, Apartment 1, Laval, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 1427-1971

Boucherie Germain Dubé inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Germain Dubé, butcher, Dolorès Martel, housewife, wife of said Germain Dubé, both of 1505 St-Aimé, Drummondville-South, and Cécile Houde, secretary, wife of Auguste Houde, 302 Laurier, Drummondville, for the following purposes:

Fabriquer et faire le commerce de toutes marchandises se rapportant au commerce de boucherie et des spécialités alimentaires, sous le nom de « Boucherie Germain Dubé inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 90,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Drummondville-Sud, district judiciaire de Drummond.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 1160-1971

R & M Boudreau & frères inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de mars 1971, constituant en corporation: Gilles Coulombe, avocat, Route Rurale #1, Lennoxville, Françoise Fouquet, 1011, McManamy, et Micheline Bégin, 31, Wood, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « R & M Boudreau & frères inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 880, rue Deschaillons, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 1167-1971

Brochu construction inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de mars 1971, constituant en corporation: Jean Lord, dessinateur, 100, Montmorency, Saint-Jean-de-Boischatel, Lucien Brochu, entrepreneur, et Kathleen B. Brochu, maîtresse de maison, épouse dudit Lucien Brochu, ces deux derniers de 2695, Place Vigneault, Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Brochu construction inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 1358-1971

Caboteurs unis de Québec inc.
Québec United Coasters Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

To manufacture and deal in all kinds of goods pertaining to the butcher's business and food products specialties, under the name of "Boucherie Germain Dubé inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 90,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Drummondville-South, judicial district of Drummond.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 1160-1971

R & M Boudreau & frères inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Coulombe, advocate, Rural Route #1, Lennoxville, Françoise Fouquet, 1011 McManamy, and Micheline Bégin, 31 Wood, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors, under the name of "R & M Boudreau & frères inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and into 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 880 Deschaillons Street, Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 1167-1971

Brochu construction inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Lord, draftsman, 100 Montmorency, Saint-Jean-de-Boischatel, Lucien Brochu, contractor, and Kathleen B. Brochu, housewife, wife of said Lucien Brochu, the latter two of 2695 Place Vigneault, St. Foy, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors and to deal in all kinds of materials, under the name of "Brochu construction inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and into 200 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 1358-1971

Caboteurs unis de Québec inc.
Québec United Coasters Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial

patentes, en date du 15e jour de mars 1971, constituant en corporation: Marcel Dionne, 1492, Commerciale, Pierre Côté, 50, des Intendants, tous deux de Saint-Romuald-d'Etchemin, et Claude Fortin, 8, Chateaubriand, Lévis, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter une agence maritime, sous le nom de « Caboteurs unis de Québec inc. — Québec United Coasters Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 1245-1971

Centre de culture physique de Saint-Jean inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1971, constituant en corporation: Denis Gauthier, Nicole Dupuis, épouse dudit Denis Gauthier, tous deux de 18, Notre-Dame, André Degongre, et Claire Millette, épouse dudit André Degongre, ces deux derniers de 105, du Séminaire, tous quatre professeurs de culture physique, de Saint-Jean, pour les objets suivants:

Exploiter un centre de culture physique pour le conditionnement physique du public, sous le nom de « Centre de culture physique de Saint-Jean inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 284-1971

Centre de parachutage Lévisien inc.
Levisian Parachute Centre Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Suzanne Barcelo, 2470, Perreault, Diane Beaupré, 1440, Bardy, toutes deux secrétaires, filles majeures, de Québec, et Claude-A. Blanchard, avocat, 1187, St-Cyrille ouest, Sillery, pour les objets suivants:

Promouvoir les sports et sans limiter ce qui précède, promouvoir en particulier le sport du parachutisme, vol à voile et autre se rattachant de près ou de loin à la navigation aérienne, sous le nom de « Centre de parachutage Lévisien inc. — Levisian Parachute Centre Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Dionne, 1492 Commerciale, Pierre Côté, 50 des Indendants, both of Saint-Romuald-d'Etchemin, and Claude Fortin, 8 Chateaubriand, Lévis, all three advocates, for the following purposes:

To operate a maritime agency, under the name of "Caboteurs unis de Québec inc.—Québec United Coasters Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 1245-1971

Centre de culture physique de Saint-Jean inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Denis Gauthier, Nicole Dupuis, wife of said Denis Gauthier, both of 18 Notre-Dame, André Degongre, and Claire Millette, wife of said André Degongre, the latter two of 105 du Séminaire, all four physical culture professors, of Saint-Jean, for the following purposes:

To operate a physical culture centre for the healthy conditioning of the public, under the name of "Centre de culture physique de Saint-Jean inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $1 each and 3,900 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Saint-Jean, judicial district of Iberville.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 284-1971

Centre de parachutage Lévisien inc.
Levisian Parachute Centre Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Suzanne Barcelo, 2470 Perreault, Diane Beaupré, 1440 Bardy, both secretaries, spinsters of the full age of majority, of Québec, and Claude-A. Blanchard, advocate, 1187 St-Cyrille West, Sillery, for the following purposes:

To promote sports and without limitation for the precedent, promote in particular parachuting sports, gliding and other pertaining in any way to air navigation, under the name of "Centre de parachutage Lévisien inc. — Levisian Parachute Centre Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Jean-Chrysostome, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 1059-1971

The head office of the company is at Saint-Jean-Chrysostome, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 1059-1971

Centre Jour inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour d'avril 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Michèle Grenier, infirmière, épouse de Louis Lesage, 1356, St-Cyrille ouest, Québec, Maureen Moisan, étudiante, 2885, Valmond, et Annie Halfou, programmeur, 2991, Place Dompierre, ces deux dernières filles majeures, de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Grouper les personnes désireuses d'organiser des services axés sur le développement de l'enfant, sous le nom de « Centre Jour inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $500,000.

Le siège social de la corporation est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 1747-1971

Centre Jour inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Michèle Grenier, nurse, wife of Louis Lesage, 1356 St-Cyrille West, Québec, Maureen Moisan, student, 2885 Valmond, and Annie Halfou, programmer, 2991 Dompierre Place, the latter two spinsters of the full age of majority, Sainte-Foy, for the following purposes:

To group persons anxious to organize services centred upon the child's development, under the name of "Centre Jour inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and hold is $500,000.

The head office of the corporation is at Québec, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 1747-1971

Centre professionnel de modernisation mécanique inc.
Mechanical Modernization Professional Center Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de mars 1971, constituant en corporation: Émile Bélanger, 10350, Esplanade, Raymond Dinelle, 10345, Waverley, Claude Cadorette, 11245, Verville, Marcel Patenaude, 5265, de Carignan, tous quatre de Montréal, et André Gendron, 106, Ste-Marguerite, Châteauguay-Centre, tous entrepreneurs en plomberie, pour les objets suivants:

Exploiter un centre professionnel de modernisation, comportant une salle de montre, en vue de promouvoir le commerce de plomberie, chauffage, de ventilation, d'humidification et de climatisation, de réfrigération et de filtration de l'air et de purification, sous le nom de « Centre professionnel de modernisation mécanique inc.— Mechanical Modernization Professional Center Inc. », avec un capital divisé en 2,500 actions ordinaires sans valeur nominale, 2,500 actions privilégiées classe « A » de $100 chacune et en 2,500 actions privilégiées classe « B » de $2 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 867-1971

Centre professionnel de modernisation mécanique inc.
Mechanical Modernization Professional Center Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Émile Bélanger, 10350 Esplanade, Raymond Dinelle, 10345 Waverley, Claude Cadorette, 11245 Verville, Marcel Patenaude, 5265 de Carignan, all four of Montreal, and André Gendron, 106 Ste-Marguerite, Châteauguay-Centre, all plumbing contractors, for the following purposes:

To operate a professional center of modernization comprising a show room, in order to promote the plumbing, heating, ventilation, moistening and air-conditioning, refrigeration and air filtration and purifying business, under the name of "Centre professionnel de modernisation mécanique inc.— Mechanical Modernization Professional Center Inc.", with a capital stock divided into 2,500 common shares without nominal value, 2,500 class "A" preferred shares of $100 each and 2,500 class "B" preferred shares of $2 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 867-1971

Club Âge d'Or de Cowansville inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mars 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Claude Hamann, stagiaire, Route Rurale #1, André Bachan, 111, rue Hallé, tous deux de Cowansville, et C. Peter Turner, Brome, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Voir au bien-être de la population âgée de cinquante ans et plus, sous le nom de « Club Âge d'Or de Cowansville inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Cowansville, district judiciaire de Bedford.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 1225-1971

Club de kayak Les Voyageurs de Montréal

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mars 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Robert Piché, étudiant, 1771, Lajoie, Outremont, René Bureaud, technicien, 360, Place Barberry, Dollard-des-Ormeaux, Gaston Nadeau, policier, 5174, St-Zotique, et Olaf Skorzewski, ingénieur, 3525, Vendôme, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir la pratique du canoë-kayak, sous le nom de « Club de kayak Les Voyageurs de Montréal ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 615-1971

Club Lions Val d'Or Métropolitain inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de février 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Robert Bonneville, homme d'affaires, 828, Dion, Hubert Gauthier, comptable, 640, 1re Avenue, et François Gervais, industriel, 169A, Laurier, tous trois de Val d'Or, pour les objets suivants:

Établir et exploiter un club social pour la récréation et la détente de l'esprit et du corps de ses membres et de leurs invités, sous le nom de « Club Lions Val d'Or Métropolitain inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Club Âge d'Or de Cowansville inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Claude Hamann, articled student, Rural Route #1, André Bachan, 111 Hallé Street, both of Cowansville, and C. Peter Turner, Brome, the latter two advocates, for the following purposes:

To look after the well-being of the population of and over fifty years old, under the name of "Club Âge d'Or Cowansville inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and hold is $100,000.

The head office of the corporation is at Cowansville, judicial district of Bedford.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 1225-1971

Club de kayak Les Voyageurs de Montréal

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Robert Piché, student, 1771 Lajoie, Outremont, René Bureaud, technician, 360 Barberry Place, Dollard-des-Ormeaux, Gaston Nadeau, policeman, 5174 St-Zotique, and Olaf Skorzewski, engineer, 3525 Vandôme, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To promote canoe-kayak sport, under the name of "Club de kayak Les Voyageurs de Montréal".

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and hold is $50,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 615-1971

Club Lions Val d'Or Métropolitain inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of February, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Robert Bonneville, businessman, 828 Dion, Hubert Gauthier, accountant, 640, 1st Avenue, and François Gervais, industrialist, 169A Laurier, all three of Val d'Or, for the following purposes:

To establish and operate a social club for the recreation and mind and body relaxation of its members and their guests, under the name of "Club Lions Val d'Or Métropolitain inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and hold is $100,000.

Le siège social de la corporation est à Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 900-1971

Club sportif Compton inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1971, constituant en corporation sans capital-actions: René Grenier, cultivateur, Auréa Grenier, ménagère, épouse dudit René Grenier, et Maurice Grenier, journalier, tous trois de Route Rurale 2, Compton, pour les objets suivants:

Établir et administrer un club social pour la récréation et la détente de l'esprit et du corps des membres et de leurs invités, sous le nom de « Club sportif Compton inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de $200,000.

Le siège social de la corporation est à Compton, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

40058-o 82-1971

Colossal Contractor Co. Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de février 1971, constituant en corporation: Raymond-P. Sabourin, concierge, 6680, boulevard Pie IX, app. 1, Yvon Daigle, plombier, 2928, Dandurand, et Pauline Mathieu, ménagère, veuve de J.-René Désilets, 6575, boulevard Pie IX, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux, sous le nom de « Colossal Contractor Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4264, rue Beaubien est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 790-1971

La compagnie de gestion & d'administration (C.G.A.) inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mars 1971, constituant en corporation: Madame Béatrice Desrosiers, secrétaire, veuve de Ernest Desrosiers, 41, 14e Rue ouest, Paul-Arthur Gendreau, 40, des Flandres, et

The head office of the corporation is at Val d'Or, judicial district of Abitibi.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 900-1971

Club sportif Compton inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: René Grenier, farmer, Auréa Grenier, housewife, wife of the said René Grenier, and Maurice Grenier, labourer, all three of Rural Route 2, Compton, for the following purposes:

To establish and administer a social club for the recreation and relaxation of mind and body of the members and their guests, under the name of "Club sportif Compton inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and hold is $200,000.

The head office of the corporation is at Compton, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

40058 82-1971

Colossal Contractor Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of February, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Raymond-P. Sabourin, janitor, 6680 Pie IX Boulevard, Apt. 1, Yvon Daigle, plumber, 2928 Dandurand, and Pauline Mathieu, housewife, widow of J.-René Désilets, 6575 Pie IX Boulevard, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general contractors, under the name of "Colossal Contractor Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and 200 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at 4264 Beaubien Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 790-1971

La compagnie de gestion & d'administration (C.G.A.) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Mrs. Béatrice Desrosiers, secretary, widow of Ernest Desrosiers, 41, 14th Street West, Paul-Arthur Gendreau, 40 des Flandres, and Marion Pelletier,

Marion Pelletier, 158, de Touraine, ces deux derniers avocats, tous trois de Rimouski, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction, de placement, de courtage immobilier, et d'administration de biens immobiliers, sous le nom de « La compagnie de gestion & d'administration (C.G.A.) inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 140, rue St-Germain ouest, Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40058-o 1313-1971

Construction générale Sphex ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mars 1971, constituant en corporation: André Therrien, vendeur, 2036, St-Germain, Joseph Tremblay, et Roméo Tremblay, ces deux derniers entrepreneurs, de 9273, St-Michel, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Construction générale Sphex ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40058-o 968-1971

Construction Journeault inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de mars 1971, constituant en corporation: Gérard Journeault, Henri Journeault, tous deux industriels, de Saint-Étienne-de-Beaumont, et Raynald Journeault, annonceur à la radio, 2, Parc Lalande, Loretteville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Construction Journeault inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Étienne-de-Beaumont, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40058-o 1347-1971

La Coquille Métropolitaine inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

158 de Touraine, the latter two advocates, all three of Rimouski, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction, investment, real estate brokerage and real estate administration, under the name of "La compagnie de gestion & d'administration (C.G.A.) inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a nominal value of $100 each and 300 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at 140 St-Germain Street West, Rimouski, judicial district of Rimouski.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40058 1313-1971

Construction générale Sphex ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Therrien, salesman, 2036 St-Germain, Joseph Tremblay, and Roméo Tremblay, the latter two contractors, of 9273 St-Michel, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Construction générale Sphex ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service,

40058 968-1971

Construction Journeault inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial industrialists, of Saint-Étienne-de-Beaumont, and Rayrating: Gérard Journeault, Henri Journeault, both industrialists of Saint-Étienne-de-Beaumont, and Raynald Journeault, radio announcer, 2 Parc Lalande, Loretteville, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and to deal in all kinds of materials, under the name of "Construction Journeault inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a nominal value of $100 each and into 2,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Saint-Étienne-de-Beaumont, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40058 1347-1971

La Coquille Métropolitaine inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of February, 1971, have been issued by the Minister of

patentes, en date du 25e jour de février 1971, constituant en corporation: Marc Fatter, 180, boulevard Lévesque, Jean Filteau, 48, 4e Rue, et Jacques Valiquette, 1280, Neuilly, tous trois administrateurs, de Laval, pour les objets suivants:

Exploiter des restaurants, motels, hôtels, boutiques à café, salles de danse, de réception et de banquet, bars et autres endroits semblables, sous le nom de « La Coquille Métropolitaine inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 4,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4287, boulevard Métropolitain est, Saint-Léonard, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 5771-1970

Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marc Fatter, 180 Lévesque Boulevard, Jean Filteau, 48, 4th Street, and Jacques Valiquette, 1280 Neuilly, all three administrators, of Laval, for the following purposes:

To operate restaurants, motels, hotels, cafés, dance, reception and banquet halls, bars and other similar places, under the name of "La Coquille Métropolitaine inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and into 4,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 4287 Métropolitain East, Saint-Léonard, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 5771-1970

Corporation des entrepreneurs en entretien ménager de Québec

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de mars 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Georges Picard, gérant, 647, 19e Rue, app. 3, Charny, Claude Poirier, homme d'affaires, 11265, Bois de Boulogne, et Thomas Pogany, directeur, 7705, l'Acadie, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Étudier, promouvoir, protéger et développer de toutes manières les intérêts économiques, sociaux et professionels des membres, sous le nom de « Corporation des entrepreneurs en entretien ménager de Québec ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est 3083, des Quatre-Bourgeois, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 1271-1971

Corporation des entrepreneurs en entretien ménager de Québec

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Georges Picard, manager, 647, 19th Street, Apt. 3, Charny, Claude Poirier, businessman, 11265 Bois de Boulogne, and Thomas Pogany, director, 7705 l'Acadie, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To study, promote, protect and develop in any manners the professional, social and economical interests of its members, under the name of "Corporation des entrepreneurs en entretien ménager de Québec".

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and hold is $100,000.

The head office of the corporation is at 3083 des Quatre-Bourgeois, Sainte-Foy, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 1271-1971

D.O.C. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de mars 1971, constituant en corporation: Guy Ouellet, médecin, Forestville, Jean-Guy Daigle, agent d'assurance, 68, Lampton, Ormstown, et Shirley Cheeseman, infirmière licenciée, fille majeure, 2095, Bourbonnière, Sillery, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement et de portefeuille (holding) et exercer sous toutes leurs formes les opérations de conseillers en administration, sous le nom de « D.O.C. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

D.O.C. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy Ouellet, physician, Forestville, Jean-Guy Daigle, insurance agent, 68 Lampton, Ormstown, and Shirley Cheeseman, licensed nurse, spinster of the full age of majority, 2095 Bourbonnière, Sillery, for the following purposes:

To carry on business as an investment and holding company, and to perform in all their forms the operations of management consultants, under the name of "D.O.C. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est 2095, rue Bourbonnière, Sillery, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 611-1971

D.R. construction inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de mars 1971, constituant en corporation: Pierre-Y. de Carufel, comptable, 50, Place Crémazie, suite 1010, Montréal, Denis Hamel, 8629, des Rapides, et Raymond Filion, 9074, Matane, ces deux derniers entrepreneurs, de Lasalle, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « D.R. construction inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8629, des Rapides, Lasalle, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 1439-1971

Michel David inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mars 1971, constituant en corporation: Lucille Roy, secrétaire, épouse de Jean-Claude Blais, 24, Gilles, Sainte-Thérèse-Ouest, Michel David, assureur-vie, et Nicole Laperle, ménagère, épouse dudit Michel David, ces deux derniers de 2065, Arvida, Saint-Bruno-de-Montarville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers en assurance, sous le nom de « Michel David inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 100 actions ordinaires de $1 chacune, 9,970 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 200 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2025, Arvida, Saint-Bruno-de-Montarville, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 1169-1971

Démolition E.G.R. inc.
E.G.R. Demolition Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de mars 1971, constituant en corporation: Ronald Doucet, contremaître, 7666, 8e Avenue, app. 6, Montréal, Eugène Tremblay, homme d'affaires, et Gladys Lavallée, secrétaire, veuve de Fernand Hébert, ces deux derniers de 5682, avenue Verneuil, Anjou, pour les objets suivants:

The head office of the company is at 2095 Bourbonnière Street, Sillery, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 611-1971

D.R. construction inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Y. de Carufel, accountant, 50 Crémazie Place, suite, 1010, Montreal, Denis Hamel, 8629 des Rapides, and Raymond Filion, 9074 Matane, the latter two contractors, of Lasalle, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, and to deal in all kinds of materials under the name of "D.R. construction inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 8629 des Rapides, Lasalle, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 1439-1971

Michel David inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lucille Roy, secretary, wife of Jean-Claude Blais, 24 Gilles, Sainte-Thérèse West, Michel David, life insurer, and Nicole Laperle, housewife, wife of said Michel David, the latter two of 2065 Arvida, Saint-Bruno-de-Montarville, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers, under the name of "Michel David inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 100 common shares of $1 each, 9,970 class "A" preferred shares of $10 each and into 200 class "B" preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 2065 Arvida, Saint-Bruno-de-Montarville, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 1169-1971

Démolition E.G.R. inc.
E.G.R. Demolition Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ronald Doucet, foreman, 7666, 8th Avenue, Apt. 6, Montreal, Eugène Tremblay, businessman, and Gladys Lavallée, secretary, widow of Fernand Hébert, the latter two of 5682 Verneuil Avenue, Anjou, for the following purposes:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en démolition, sous le nom de « Démolition E.G.R. inc. — E.G.R. Demolition Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montreal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 990-1971

Dimension Engraving Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Shahen Minassian, 12225, Joseph Casavant, Chavo Minassian, tous deux graveurs, et Chake Minassian, ménagère, épouse dudit Chavo Minassian, ces deux derniers de 10897, Frigon, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs et graveurs, sous le nom de « Dimension Engraving Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 11755, Letellier, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

40058-o 34-1971

Domaine Petit Lac Bowker ltée
Little Bowker Lake Domain Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mars 1971, constituant en corporation: Micheline Mercier, secrétaire, fille majeure, 4760, rue Jean Rivard, Saint-Léonard, Guy Quesnel, 43, 15e Avenue sud, et Bernard-E. Blanchard, 105, 3e Avenue sud, ces deux derniers avocats, de Roxboro, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Domaine Petit Lac Bowker ltée — Little Bowker Lake Domain Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Bonsecours, district judiciaire de Bedford.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 1384-1971

Édifice Trever inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de mars 1971, constituant en corporation: Marcel Tremblay, optométriste, 973, 3e Avenue, Gilles Verreault, ingénieur professionnel,

To carry on business as general demolition contractors, under the name of "Démolition E.G.R. inc. — E.G.R. Demolition Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 990-1971

Dimension Engraving Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Shahen Minassian, 12225 Joseph Casavant, Chavo Minassian, both engravers, and Chake Minassian, housewife, wife of said Chavo Minassian, the latter two of 10897 Frigon, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as printers and engravers, under the name of "Dimension Engraving Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each and into 3,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 11755 Letellier, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40058 34-1971

Domaine Petit Lac Bowker ltée
Little Bowker Lake Domain Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Micheline Mercier, secretary, spinster of the full age of majority, 4760 Jean Rivard Street, Saint-Léonard, Guy Quesnel, 43, 15th Avenue South, and Bernard-E. Blanchard, 105, 3rd Avenue South, the latter two advocates, of Roxboro, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Domaine Petit Lac Bowker ltée — Little Bowker Lake Domain Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Bonsecours, judicial district of Bedford.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 1384-1971

Édifice Trever inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Tremblay, optometrist, 973, 3rd Avenue, Gilles Verreault, professional engineer, 661-A, Grande

661-A, Grande Allée est, tous deux de Québec, et Émile Blais, technicien, 3399, des Quatre-Bourgeois, Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Entretenir, exploiter et administrer un immeuble, sous le nom de « Édifice Trever inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 470, rue Jacques-Cartier, Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 771-1971

Les emballages Carrousel inc.
Carrousel Packaging Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de mars 1971, constituant en corporation: Jacques Morand, notaire, 4894, Valéry, Saint-Léonard, Mariette Henry, épouse de Réjean Jobin, 6180, Roi René, Anjou, et Gisèle Desroches, épouse de Jean-Marie Langlois, 624, Taillon, Montréal, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce du papier, des produits du papier de toutes sortes, des produits du bois et de la pulpe, carton, carton-pâte, papier de toutes sortes, et les articles et produits qui font généralement partie du commerce de la papeterie, sous le nom de « Les emballages Carrousel inc.— Carrousel Packaging Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 100 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 666, Général Vanier, Boucherville, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 1017-1971

Les entreprises d'Aquitaine ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de mars 1971, constituant en corporation: Joseph-P. Martineau, industriel, Gloria Asselin, ménagère, épouse dudit Joseph-P. Martineau, tous deux de 6405, Place Bonaparte, Charlesbourg, et Gilbert Benito, entrepreneur, 2, Vimy, Neufchatel, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Les entreprises d'Aquitaine ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4500, boulevard Henri-Bourassa, Charlesbourg, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 1461-1971

Allée East, both of Québec, and Émile Blais, technician, 3399 des Quatre-Bourgeois, St. Foy, for the following purposes:

To maintain, operate and manage a building, under the name of "Édifice Trever inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 470 Jacques-Cartier Street, Québec, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 771-1971

Les emballages Carrousel inc.
Carrousel Packaging Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Morand, notary, 4894 Valéry, Saint-Léonard, Mariette Henry, wife of Réjean Jobin, 6180 Roi René, Anjou, and Gisèle Desroches, wife of Jean-Marie Langlois, 624 Taillon, Montreal, the latter two secretaries, for the following purposes:

To manufacture and deal in paper, paper products of all kinds, wood and pulp products, cardboard, pasteboard, paper of all kinds and articles which are generally forming part of a stationery business, under the name of "Les emballages Carrousel inc.— Carrousel Packaging Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of a nominal value of $10 each and 100 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at 666 Général Vanier, Boucherville, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 1017-1971

Les entreprises d'Aquitaine ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Joseph-P. Martineau, industrialist, Gloria Asselin, housewife, wife of said Joseph-P. Martineau, both of 6405 Bonaparte Place, Charlesbourg, and Gilbert Benito, contractor, 2 Vimy, Neufchatel, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, and to deal in all kinds of materials, under the name of "Les entreprises d'Aquitaine ltée", with a total capital stock of $40,000, divided 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 4500 Henri-Bourassa Boulevard, Charlesbourg, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 1461-1971

Entreprises H. Legault inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1971, constituant en corporation: Pierre Lalande, avocat, 1, Place Laval, Laval, Denise Valiquette, épouse de Jean-Georges Girard, 1681, Sauvé est, et Ginette Huneault, fille majeure, 7283, Berri, ces deux dernières secrétaires, de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce d'appareils et systèmes de chauffage, de climatisation de l'air, de ventilation, de réfrigération, d'arrosage, d'extincteurs d'incendie, neufs et usagés, sous le nom de « Entreprises H. Legault inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 17860, boulevard Gouin ouest, Pierrefonds, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 442-1971

Entreprises H. Legault inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Lalande, advocate, 1 Place Laval, Denise Valiquette, wife of Jean-Georges Girard, 1681 Sauvé East, and Ginette Huneault, spinster of the full age of majority, 7283 Berri, the latter two secretaries, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in heating, air-conditioning, ventilation, refrigeration, watering, fire-extinguishing, new and second-hand, applicances and systems, under the name of "Entreprises H. Legault inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $1 each and into 3,900 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 17860 Gouin Boulevard West, Pierrefonds, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 442-1971

Les entreprises Lucien Turcotte inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de mars 1971, constituant en corporation: Lucien Turcotte, entrepreneur, Monique Bernard, ménagère, épouse dudit Lucien Turcotte, tous deux de 148, Notre-Dame, Matane, et Jeanne Jalbert, secrétaire, épouse de Réal Girard, Murdochville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, sous le nom de « Les entreprises Lucien Turcotte inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Matane, district judiciaire de Rimouski.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 1200-1971

Les entreprises Lucien Turcotte inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lucien Turcotte, contractor, Monique Bernard, housewife, wife of said Lucien Turcotte, both of 148 Notre-Dame, Matane, and Jeanne Jalbert, secretary, wife of Réal Girard, Murdochville, for the following purposes:

To carry on business as a real estate company, under the name of "Les entreprises Lucien Turcotte inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Matane, judicial district of Rimouski.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 1200-1971

Les entreprises Parexco ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de mars 1971, constituant en corporation: Jean-Paul Couture, avocat, Jeannine Couture, ménagère, épouse dudit Jean-Paul Couture, tous deux de 51, Magenta est, et Jacques Dupuis, commis, 547, Ste-Marthe est, tous trois de Farnham, pour les objets suivants:

Agir comme administrateurs d'immeubles et de fonds de commerce, sous le nom de « Les entreprises Parexco ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et en 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Les entreprises Parexco ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Paul Couture, advocate, Jeannine Couture, housewife, wife of said Jean-Paul Couture, both of 51 Magenta East, and Jacques Dupuis, clerk, 547 Ste-Marthe East, all three of Farnham, for the following purposes:

To act as real estate and business managers, under the name of "Les entreprises Parexco ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and into 350 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est 146, rue Champlain, Disraëli, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 1302-1971

Entreprises P. Desjardins & H. Power, inc.
P. Desjardins & H. Power Enterprises, Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mars 1971, constituant en corporation: Gilles-J.-W. Larose, notaire, France Ouellette, et Thérèse Pinel, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, tous trois de 1155, boulevard Dorchester ouest, suite 818, Montréal, pour les objets suivants:

Offrir, louer et vendre des services d'administration, de gestion et de secrétariat à toutes compagnies, sociétés, entreprises, personnes ou autres, y compris les services de réception, sous le nom de « Entreprises P. Desjardins & H. Power, inc. — P. Desjardins & H. Power Enterprises, Inc. », avec un capital divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 1074-1971

Les entreprises Telar inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mars 1971, constituant en corporation: Gilles Landry, comptable, 340, Jeanne-Mance, Coaticook, Lauréat Richard, 1920, Varennes, et Bertrand Tessier, 390, Darche, ces deux derniers entrepreneurs généraux, de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Les entreprises Telar inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 700 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 390, rue Darche, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 760-1971

Équipe Sociale Féminine de Terrebonne inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de mars 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Geneviève Masson, veuve de Rodrigue Masson, 924, rue St-Louis, Mme Joseph Guay, veuve de Joseph Guay, 756, rue St-Louis, et Mme Aldéric Raymond, épouse de Aldéric Raymond,

The head office of the company is at 146 Champlain Street, Disraëli, judicial district of Saint-François.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 1302-1971

Entreprises P. Desjardins & H. Power, inc.
P. Desjardins & H. Power Enterprises, Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles-J.-W. Larose, notary, France Ouellette, and Thérèse Pinel, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, all three of 1155 Dorchester Boulevard West, Suite 818, Montreal, for the following purposes:

To offer, rent and sell administrative, managerial and secretarial services to companies, corporations, businesses, persons or others, including reception services, under the name of "Entreprises P. Desjardins & H. Power, inc. — P. Desjardins & H. Power Enterprises, Inc.", with a capital stock divided into 10,000 common shares without nominal value and into 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 1074-1971

Les entreprises Telar inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Landry, accountant, 340 Jeanne-Mance, Coaticook, Lauréat Richard, 1920 Varennes, and Bertrand Tessier, 390 Darche, the latter two general contractors, of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors and to deal in all kinds of materials, under the name of "Les entreprises Telar inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 300 common shares of $100 each and into 700 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 390 Darche Street, Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 760-1971

Équipe Sociale Féminine de Terrebonne inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Geneviève Masson, widow of Rodrigue Masson, 924 St-Louis Street, Mrs. Joseph Guay, widow of Joseph Guay, 756 St-Louis Street, and Mrs. Aldéric Raymond, wife

620, rue Mathieu, toutes trois ménagères, de Terrebonne, pour les objets suivants:

Venir en aide aux personnes dans le besoin, sous le nom de « Équipe Sociale Féminine de Terrebonne inc.».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Terrebonne, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 983-1971

Fondation Fernand Levasseur inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Gilles Le Tourneux, 11, Croissant de Venise, Laval, Fernand Levasseur, 10, rue St-Jacques, tous deux administrateurs, et Guy-P. Genest, avocat, 3152, Fendall, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Constituer un fonds dont les revenus seulement serviront à octroyer des bourses, afin de permettre à des jeunes étudiants et étudiantes de la province de Québec de poursuivre leurs études à Middlebury College, au Vermont, sous le nom de « Fondation Fernand Levasseur inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels provenant des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de $15,000.

Le siège social de la corporation est 10, rue St-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 941-1971

Aux Galeries de l'Habit inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de mars 1971, constituant en corporation: André Tremblay, gérant, 2195, 1re Avenue, app. 1, Québec, Jean-Louis L'Écuyer, homme d'affaires, et Micheline Levac, ménagère, épouse dudit Jean-Louis L'Écuyer, ces deux derniers de 3173, de la Concorde, Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vêtements de toutes sortes pour hommes, sous le nom de « Aux Galeries de l'Habit inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 696, St-Vallier ouest, Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 1211-1971

Hôtel Opemiska inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première

of Aldéric Raymond, 620 Mathieu Street, all three housewives, of Terrebonne, for the following purposes:

To help the needy persons, under the name of "Équipe Sociale Féminine de Terrebonne inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and hold is $50,000.

The head office of the corporation is at Terrebonne, judicial district of Terrebonne.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 983-1971

Fondation Fernand Levasseur inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Gilles Le Tourneux, 11 Croissant de Venise, Laval, Fernand Levasseur, 10 St-Jacques Street, both administrators, and Guy-P. Genest, advocate, 3152 Fendall, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To constitute a fund of which the revenues therefrom only will be used for the purpose of granting scholarships in order to permit young students of the province of Québec to continue their studies at Middlebury College in Vermont, under the name of "Fondation Fernand Levasseur inc.".

The amount to which are limited the annual revenue from the immovable property that the corporation may acquire and hold is $15,000.

The head office of the corporation is 10 St-Jacques Street, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Services.

40058 941-1971

Aux Galeries de l'Habit inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Tremblay, manager, 2195, 1st Avenue, Apt. 1, Québec, Jean-Louis L'Écuyer, businessman, and Micheline Levac, housewife, wife of said Jean-Louis L'Écuyer, the latter two of 3173 de la Concorde, St-Foy, for the following purposes:

To manufacture and deal in men's clothing of all kinds, under the name of "Aux Galeries de l'Habit inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 696 St-Vallier West, Québec, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 1211-1971

Hôtel Opemiska inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de mars 1971, constituant en corporation: Jean-Baptiste Laflamme, homme d'affaires, 37, 2e Avenue, Chapais, Lionel Tremblay, représentant, et Colombe Gaudreault, maîtresse de maison, épouse dudit Lionel Tremblay, ces deux derniers de 376, 2e Rue, Chibougamau, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Hôtel Opemiska inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 101, boulevard Springer, Chapais, district judiciaire d'Abitibi.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 1062-1971

Immeubles Major (1971) inc.
Major Real Estate (1971) Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de février 1971, constituant en corporation: Josée Marcotte, épouse de Jacques Verschuere, 385, Place de la Louisiane, Longueuil, Denise Lemay, épouse de Eugène-L. Dubé, 1685, rue Charles Falkner, toutes deux secrétaires, et Michel Bonneville, comptable, 3343, rue Lacombe, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme courtier en valeurs mobilières et faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Immeubles Major (1971) inc.— Major Real Estate (1971) Inc. », avec un capital total de $5,000, divisé en 50 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 757-1971

Les immeubles Rustar inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de mars 1971, constituant en corporation: Marius Bernier, agent d'assurance, Pierre Glackmeyer, dessinateur, Jacques Langlois, et Jean Drouin, ces deux derniers avocats, tous quatre de Saint-Dunstan-du-Lac-Beauport, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les immeubles Rustar inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Dunstan-du-Lac-Beauport, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 1322-1971

March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Baptiste Laflamme, businessman, 37, 2nd Avenue, Chapais, Lionel Tremblay, representative, and Colombe Gaudreault, housewife, wife of said Lionel Tremblay, the latter two of 376, 2nd Street, Chibougamau, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Hôtel Opemiska inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 101 Springer Boulevard, Chapais, judicial district of Abitibi.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 1062-1971

Immeubles Major (1971) inc.
Major Real Estate (1971) Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of February, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Josée Marcotte, wife of Jacques Verschuere 385 Place de la Louisiane, Longueuil, Denise Lemay, wife of Eugène-L. Dubé, 1685 Charles Falkner Street, both secretaries, and Michel Bonneville, accountant, 3343 Lacombe Street, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To act as transferable securities brokers and to carry on business as an investment company, under the name of "Immeubles Major (1971) inc.— Major Real Estate (1971) Inc.", with a total capital stock of $5,000, divided into 50 common shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 757-1971

Les immeubles Rustar inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marius Bernier, insurance agent, Pierre Glackmeyer, draftsman, Jacques Langlois, and Jean Drouin, the latter two advocates, all four of Saint-Dunstan-du-Lac-Beauport, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les immeubles Rustar inc. », with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and into 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Saint-Dunstan-du-Lac-Beauport, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 1322-1971

Imperméabilisation G.D. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de mars 1971, constituant en corporation: Jacques Gagné, employé de bureau, Marielle Lachance, ménagère, épouse dudit Jacques Gagné, tous deux de 251, Pruneau, Jean-Paul Roger, comptable, 159, Bernatchez, tous trois de Vanier, et Jean-Guy Donaldson, vendeur, 147, Place Montmartre, Neufchatel, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Imperméabilisation G.D. inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 251, rue Pruneau, Vanier, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 1415-1971

Imperméabilisation G.D. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Gagné, office employee, Marielle Lachance, housewife, wife of the said Jacques Gagné, both of 251 Pruneau, Jean-Paul Roger, accountant, 159 Bernatchez, all three of Vanier, and Jean-Guy Donaldson, salesman, 147 Montmartre Place, Neufchatel, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and to deal in all kinds of materials, under the name of "Imperméabilisation G.D. inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 251 Pruneau Street, Vanier, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 1415-1971

Les importations Taron inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mars 1971, constituant en corporation: Yvon-G. Dion, industriel, Micheline Dion, ménagère, épouse dudit Yvon-G. Dion, tous deux de 1455, Malouin, Sherbrooke, Jean-Marc Tardif, industriel, et Rose-Hélène Tardif, ménagère, épouse dudit Jean-Marc Tardif, ces deux derniers de 3404, Place Roland, Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits, articles et marchandises de toutes sortes, sous le nom de « Les importations Taron inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2518, chemin Ste-Foy, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 1144-1971

Les importations Taron inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yvon-G. Dion, industrialist, Micheline Dion, housewife, wife of said Yvon-G. Dion, both of 1455 Malouin, Sherbrooke, Jean-Marc Tardif, industrialist, and Rose-Hélène Tardif, housewife, wife of said Jean-Marc Tardif, the latter two of 3404 Place Roland, St-Foy, for the following purposes:

To deal in products, articles and goods of all kinds, under the name of "Les importations Taron inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 2518 St. Foy Road, St-Foy, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 1144-1971

Inter-Video inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mars 1971, constituant en corporation: Pierre-L. Lapointe, 155, Marcotte, Alexander S. Konigsberg, 2378, Frenette, tous deux de Saint-Laurent, Mark M. Rosenstein, 5003, Lacombe, Jacques Lemaître-Auger, 8462, Drolet, tous deux de Montréal, et Thomas A. Lavin, Knowlton, tous avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme producteurs et éditeurs de films et exploiter des studios de production et des ateliers de projection de films, sous le nom de « Inter-Video inc. », avec un capital divisé en 40,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Inter-Video inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre-L. Lapointe, 155 Marcotte, Alexander S. Konigsberg, 2378 Frenette, both of Saint-Laurent, Mark M. Rosenstein, 5003 Lacombe, Jacques Lemaître-Auger, 8462 Drolet, both of Montreal, and Thomas A. Lavin, Knowlton, all advocates, for the following purposes:

To carry on business as film producers and editors and to operate reproduction studios and film projection shop, under the name of "Inter-Video inc.", with a capital divided into 40,000 common shares without nominal value.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40058-o 1269-1971

Jardins de Savoie inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de mars 1971, constituant en corporation: André Fleury, étudiant, 2608, Montbray, Michel Dufresne, 2845, de Soulange, tous deux de Sainte-Foy, Jean Légaré, 1072, boulevard St-Cyrille, Québec, tous deux constructeurs, et Louise Busque, secrétaire, fille majeure, 3, Côte du Cap-Rouge, Saint-Félix-du-Cap-Rouge, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Jardins de Savoie inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 500 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40058-o 1379-1971

Jet camping inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de mars 1971, constituant en corporation: Louis Jetté, technicien, Monique Duplessis, ménagère, épouse dudit Louis Jetté, tous deux de 60, Provence, et Rosario Jetté, rentier, 235, Sackville, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce des articles de sport et des articles de camping comprenant tentes, maisons mobiles, tentes remorques, ainsi que leurs accessoires, sous le nom de « Jet camping inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40058-o 1279-1971

Les laboratoires en recherche esthétique et cosmétique (Laresco) inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de mars 1971, constituant en corporation: Firmin Bernatchez, avocat, Mireille Lacasse, étudiante, fille majeure, tous deux de 2470, Quatre-Bourgeois, Sainte-Foy, et Gisèle Bédard, secrétaire, épouse de Marcel Bernier, 1717, avenue Capricieuse, Québec, pour les objets suivants:

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 1269-1971

Jardins de Savoie inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Fleury, student, 2608 Montbray, Michel Dufresne, 2845 de Soulange, both of St-Foy, Jean Légaré, 1072 St-Cyrille Boulevard, Québec, both constructors, and Louise Busque, secretary, spinster of the full age of majority, 3 Côte du Cap-Rouge, Saint-Félix-du-Cap-Rouge, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Jardins de Savoie inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 5,000 common shares of a nominal value of $10 each and into 500 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at St-Foy, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 1379-1971

Jet camping inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Louis Jetté, technician, Monique Duplessis, housewife, wife of said Louis Jetté, both of 60 Provence, and Rosario Jetté, annuitant, 235 Sackville, all three of Laval, for the following purposes:

To manufacture and deal in sports and camping articles including tents, mobile homes, trailer tents, as well as their accessories, under the name of "Jet camping inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 1279-1971

Les laboratoires en recherche esthétique et cosmétique (Laresco) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Firmin Bernatchez, advocate, Mireille Lacasse, student, spinster of the full age of majority, both of 2470 Quatre-Bourgeois, St. Foy, and Gisèle Bédard, secretary, wife of Marcel Bernier, 1717 Capricieuse Avenue, Québec, for the following purposes:

Manufacturer et faire le commerce de cosmétiques, bijoux, parures, accessoires de beauté et produits connexes, sous le nom de « Les laboratoires en recherche esthétique et cosmétique (Laresco) inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 1338-1971

Henri Lamer inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1971, constituant en corporation: Pierre Lamer, Henri Lamer, tous deux commerçants, et Jeanne d'Arc Thibault, ménagère, épouse dudit Henri Lamer, tous trois de 787, 5e Rue, Val d'Or, pour les objets suivants:

Faire le commerce de fruits, légumes et toutes sortes de comestibles fabriqués, ainsi que tous les produits de la terre, de la vigne et des arbres et autres produits vendus à l'étalage, sous le nom de « Henri Lamer inc. », avec un capital total de $75,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 5,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 1567-1971

Yvon Lemire inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de mars 1971, constituant en corporation: Yvon Lemire, entrepreneur, Jeanne d'Arc Bournival, secrétaire, épouse dudit Yvon Lemire, tous deux de 4023, 32e Avenue, et Denis Beaumier, notaire, 794, 5e Rue, tous trois de Shawinigan, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Yvon Lemire inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4023, 32e Avenue, Shawinigan, district judiciaire de Saint-Maurice.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 1327-1971

Ligue de soccer senior inter-cités inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mars 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Benoit Vanasse,

To manufacture and deal in cosmetics, jewels, ornaments, beauty accessories and products related thereto, under the name of "Les laboratoires en recherche esthétique et cosmétique (Laresco) inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 1338-1971

Henri Lamer inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Lamer, Henri Lamer, both traders, and Jeanne d'Arc Thibault, housewife, wife of said Henri Lamer, all three of 787, 5th Street, Val d'Or, for the following purposes:

To deal in fruits, vegetables and all kinds of food products, as well as all farm, vineyard and tree products and others sold on display, under the name of "Henri Lamer inc.", with a total capital stock of $75,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 5,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Val d'Or, judicial district of Abitibi.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 1567-1971

Yvon Lemire inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yvon Lemire, contractor, Jeanne d'Arc Bournival, secretary, wife of said Yvon Lemire, both of 4023, 32nd Avenue, and Denis Beaumier, notary, 794, 5th Street, all three of Shawinigan, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors and to deal in all kinds of materials, under the name of "Yvon Lemire inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 4023, 32nd Avenue, Shawinigan, judicial district of Saint-Maurice.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 1327-1971

Ligue de soccer senior inter-cités inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Benoit Va-

industriel, 3781, des Hêtres, Trois-Rivières, Pat Boursier, mouleur, 4813, Ste-Marthe, Shawinigan, et Georges Arago, machiniste, 320, Notre-Dame, Drummondville, pour les objets suivants:

Promouvoir le sport du soccer, sous le nom de « Ligue de soccer senior inter-cités inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40058-o 1097-1971

F. Mailloux ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de mars 1971, constituant en corporation: Fernand Mailloux, hôtelier, Rita Patry, épouse dudit Fernand Mailloux, tous deux de 53, St-Alexandre, et Roland Patry, 78½, St-Hyacinthe, ces deux derniers commis, tous trois de Hull, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « F. Mailloux ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 25, boulevard Sacré-Coeur, Hull, district judiciaire de Hull.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40058-o 1114-1971

Manoir St-Philippe inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de février 1971, constituant en corporation: Léopold Fredette, industriel, Analda Bohémier, ménagère, épouse dudit Léopold Fredette, tous deux de 10305, Hogue, et Léo Fredette, commis-voyageur, 6599, 44e Avenue, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des pensions et hôtels de tous genres, sous le nom de « Manoir St-Philippe inc. », avec un capital total de $150,000, divisé en 150 actions ordinaires de $1,000 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Philippe, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40058-o 1321-1971

Marché Grand'Mère inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopérative donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mars 1971, constituant en corporation: Guy Arcand, marchand, Gabrielle Ducharme, ménagère, épouse dudit Guy Arcand, tous

nasse, industrialist, 3781 des Hêtres, Trois-Rivières, Pat Boursier, moulder, 4813 Ste-Marthe, Shawinigan, and Georges Arago, machinist, 320 Notre-Dame, Drummondville, for the following purposes:

To promote soccer sport, under the name of "Ligue de soccer senior inter-cités inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and hold is $50,000.

The head office of the corporation is at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40058 1097-1971

F. Mailloux ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Fernand Mailloux, hotel keeper, Rita Patry, wife of said Fernand Mailloux, both of 53 St-Alexandre, and Roland Patry, 78½ St-Hyacinthe, the latter two clerks, all three of Hull, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "F. Mailloux ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 25 Sacré-Coeur Boulevard, Hull, judicial district of Hull.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40058 1114-1971

Manoir St-Philippe inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of February, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Léopold Fredette, industrialist, Analda Bohémier, housewife, wife of said Léopold Fredette, both of 10305 Hogue, and Léo Fredette, commercial traveller, 6599, 44th Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To operate boarding houses and hotels of all kinds, under the name of "Manoir St-Philippe inc.", with a total capital stock of $150,000, divided into 150 common shares of $1,000 each.

The head office of the company is at Saint-Philippe, judicial district of Terrebonne.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40058 1321-1971

Marché Grand'Mère inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy Arcand, trader, Gabrielle Ducharme, housewife, wife of said Guy Arcand, both of 491, 17th Street,

deux de 491, 17e Rue, Maurice Breton, marchand, et Marguerite Brazeau, ménagère, épouse dudit Maurice Breton, ces deux derniers de 869, 6e Avenue, tous quatre de Grand'Mère, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers, sous le nom de « Marché Grand'Mère inc. », avec un capital total de $80,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 700 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Grand'Mère, district judiciaire de Saint-Maurice.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 1326-1971

Marché St-Norbert inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de février 1971, constituant en corporation: Lionel Lemieux, marchand, Clément Lemieux, et Jocelyn Lemieux, ces deux derniers commis, tous trois de Cap-Chat, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers-bouchers, sous le nom de « Marché St-Norbert inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Cap-Chat, district judiciaire de Gaspé.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 829-1971

Luc Moreau inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de mars 1971, constituant en corporation: Bernard Moreau, 193, 14e Avenue, Luc Moreau, tous deux commerçants, et Lucille Brossard, ménagère, épouse dudit Luc Moreau, ces deux derniers de 272, 14e Avenue, tous trois de Saint-Lin-des-Laurentides, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes, et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Luc Moreau inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Lin-des-Laurentides, district judiciaire de Joliette.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 1281-1971

Motel Hôtel Aztec inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mars 1971, constituant en corporation: Fernand Roy, homme d'affaires, 12199,

Maurice Breton, trader, and Marguerite Brazeau, housewife, wife of said Maurice Breton, the latter two of 869, 6th Avenue, all four of Grand'Mère, for the following purposes:

To carry on business as grocers, under the name of "Marché Grand'Mère inc.", with a total capital stock of $80,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 700 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Grand'Mère, judicial district of Saint-Maurice.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 1326-1971

Marché St-Norbert inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of February, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lionel Lemieux, trader, Clément Lemieux, and Jocelyn Lemieux, the latter two clerks, all three of Cap-Chat, for the following purposes:

To carry on business as grocers-butchers, under the name of "Marché St-Norbert inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Cap-Chat, judicial district of Gaspé.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 829-1971

Luc Moreau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Bernard Moreau, 193, 14th Avenue, Luc Moreau, both dealers, and Lucille Brossard, housewife, wife of said Luc Moreau, the latter two of 272, 14th Avenue, all three of Saint-Lin-des-Laurentides, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers and to deal in automobiles, motors, machines and all their accessories and parts, under the name of "Luc Moreau inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $1 each and into 3,900 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Saint-Lin-des-Laurentides, judicial district of Joliette.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 1281-1971

Motel Hôtel Aztec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Fernand Roy, businessman, 12199 l'Acadie, Mont-

l'Acadie, Montréal, Guy Lavoie, courtier en immeuble, 4948, Lavoie, Pierrefonds, et Lisette Côté, secrétaire, fille majeure, 1683, boulevard des Laurentides, Laval, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, motels, restaurants, auberges, boulangeries, tavernes, camps et maisons de touristes et stations estivales, sous le nom de « Motel Hôtel Aztec inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,850 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4948, Lavoie, Pierrefonds, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 221-1971

J. R. Palardy inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mars 1971, constituant en corporation: J.-Guy Beaulieu, représentant, Thérèse Palardy, courtier en douanes, épouse dudit J.-Guy Beaulieu, et J.-Raymond Palardy, rentier, tous trois de 38, Laflamme, Saint-Jérôme, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtage en douanes, sous le nom de « J. R. Palardy inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $10 chacune, 1,500 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées classe « B » de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 1045-1971

Pâtisserie Faim de Loup ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Claude Landry, industriel, Lise Landry, ménagère, épouse dudit Claude Landry, tous deux de 521, St-Pierre, et Bertrand Ouellet, vendeur, 228, Témiscouata, tous trois de Rivière-du-Loup, pour les objets suivants:

Exploiter une boulangerie et une pâtisserie, sous le nom de « Pâtisserie Faim de Loup ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

40058-o 185-1971

Claude Perrault inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première

real, Guy Lavoie, real estate broker, 4948 Lavoie, Pierrefonds, and Lisette Côté, secretary, spinster of the full age of majority, 1683 Laurentides Boulevard, Laval, for the following purposes:

To operate hotels, motels, restaurants, inns, bakeries, taverns, tourist camps and homes and summer resorts, under the name of "Motel Hôtel Aztec inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,500 common shares of $1 each and into 3,850 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 4948 Lavoie, Pierrefonds, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 221-1971

J. R. Palardy inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: J.-Guy Beaulieu, representative, Thérèse Palardy, customs broker, wife of said J.-Guy Beaulieu, and J.-Raymond Palardy, annuitant, all three of 38 Laflamme, Saint-Jérôme, for the following purposes:

To carry on a business of custom brokerage, under the name of "J. R. Palardy inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,500 common shares of $10 each, 1,500 class "A" preferred shares of $10 each and 1,000 class "B" preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

ROCH RIOUX,
Director of the companies Service.

40058 1045-1971

Pâtisserie Faim de Loup ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude Landry, industrialist, Lise Landry, housewife, wife of said Claude Landry, both of 521 St-Pierre, and Bertrand Ouellet, salesman, 228 Témiscouata, all three of Rivière-du-Loup, for the following purposes:

To operate a bakery and a pastry shop, under the name of "Pâtisserie Faim de Loup ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $100 each and into 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

40058 185-1971

Claude Perrault inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of March,

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mars 1971, constituant en corporation: Claude Perrault, professeur, d'histoire, 6850, St-Denis, Thérèse Perrault, comptable, épouse de Maurice Lanthier, et Conrad Perrault, contremaître, ces deux derniers de 8130, Boyer, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter une entreprise de publicité, d'édition et de production cinématographique, sous le nom de « Claude Perrault inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 30 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune, 3,987 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de $10 chacune et en 100 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6850, rue St-Denis, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 1430-1971

1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude Perrault, history professor, 6850 St-Denis, Thérèse Perrault, accountant, wife of Maurice Lanthier, and Conrad Perrault, foreman, the latter two of 8130 Boyer, all three of Montreal, for the following purposes:

To operate an advertising, editing and cinematographic production business, under the name of "Claude Perrault inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 30 common shares of a nominal value of $1 each, 3,987 class "A" preferred shares of a nominal value of $10 each and into 100 class "B" preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at 6850 St-Denis Street, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 1430-1971

Placement Plaza ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de février 1971, constituant en corporation: Yvon Brizard, 1100, McGregor, Jean-Louis Lamoureux, 10581, Grande-Allée, et Guy Duranleau, 3825, St-Denis, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Placement Plaza ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 20,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 3017-1970

Placement Plaza ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of February, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yvon Brizard, 1100 McGregor, Jean-Louis Lamoureux, 10581 Grande-Allée and Guy Duranleau, 3825 St-Denis, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Placement Plaza ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of a nominal value of $1 each and 20,000 preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 3017-197o

Les placements B.F.P. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de février 1970, constituant en corporation: Louis-Georges Bouchard, garagiste, 4201, 49e Rue, app. 4, Marcel Paquet, comptable, 9274, 25e avenue, tous deux de Montréal, et Andrée Demers, secrétaire, fille majeure, 4848, boulevard Ste-Rose, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « Les placements B.F.P. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 45 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 3,550 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Les placements B.F.P. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of February, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Louis-Georges Bouchard, garage keeper, 4201, 49th Street, Apt. 4, Marcel Paquet, accountant, 9274, 25th Avenue, both of Montreal, and Andrée Demers, secretary, spinster of the full age of majority, 4848 Ste-Rose Boulevard, Laval, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Les placements B.F.P. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 45 common shares of a nominal value of $100 each and into 3,550 preferred shares of a nominal value of $10 each.

Le siège social de la compagnie est 9141, boulevard Pie IX, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

40058-o 917-1970

Les placements Caco inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de février 1971, constituant en corporation: Victor Last, 10626, Laurentides, Montréal-Nord, Pierre Villeneuve, 615, Cousineau, Laval, et Pierre de Lanauze, 7691, de la Seine, Anjou, tous trois commerçants, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Les placements Caco inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 10626, Laurentides, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 937-1971

Placements D.T.V. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de mars 1971, constituant en corporation: Lucien Dion, comptable, 148, Gagnon, Laval Tanguay, administrateur, et Jeanne Vallières, ménagère, épouse dudit Laval Tanguay, ces deux derniers de 450, Wright, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme prêteurs d'argent dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Placements D.T.V. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 1230-1971

Les plantations Eden inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de mars 1971, constituant en corporation: Roger Simard, administrateur, 5162, St-Denis, Mario-Luc Thomas, commis, 4701, de Lanaudière, tous deux de Montréal, et Bernard, Martel, technicien, Saint-Télesphore, pour les objets suivants:

Exploiter une ou des fermes de culture commerciale et industrielle, sous le nom de « Les plantations Eden inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 800 actions ordinaires de $10 chacune et en 320 actions privilégiées de $100 chacune.

The head office of the company is at 9141 Pie IX Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40058 917-1970

Les placements Caco inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of February, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Victor Last, 10626 Laurentides, Montreal-North, Pierre Villeneuve, 615 Cousineau, Laval, and Pierre de Lanauze, 7691 de la Seine, Anjou, all three traders, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les placements Caco inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 10626 Laurentides, Montreal-North, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 937-1971

Placements D.T.V. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lucien Dion, accountant, 148 Gagnon, Laval Tanguay, administrator, and Jeanne Vallières, housewife, wife of said Laval Tanguay, the latter two of 450 Wright, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as money lenders in each of its specialties, under the name of "Placements D.T.V. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 1230-1971

Les plantations Eden inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roger Simard, administrator, 5162 St-Denis, Mario-Luc Thomas, clerk, 4701 de Lanaudière, both of Montreal, and Bernard Martel, technician, Saint-Télesphore, for the following purposes:

To operate one or several farms of commercial and industrial culture, under the name of "Les plantations Eden inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 800 common shares of $10 each and 320 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Télesphore, district judiciaire de Beauharnois.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 1329-1971

Presse-auto A. & R. inc.
A. & R. Auto-Press Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mars 1971, constituant en corporation: André Robillard, chef-peseur, Jeannine Lalande, ménagère, épouse dudit André Robillard, tous deux de 6135, Langelier, Montréal, et Robert Robillard, caissier, 217, des Saules, Pointe-aux-Trembles, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de transformation et disposition des rebuts de métal, notamment des véhicules inutilisables, par réduction de leur volume ou autrement, sous le nom de « Presse-auto A. & R. inc.— A. & R. Auto-Press Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10 actions ordinaires de $100 chacune et en 390 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6135, rue Langelier, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 926-1971

Renovex inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de mars 1971, constituant en corporation: Julienne Lefebvre, épouse de Charles-P. Simard, 283, boulevard Montcalm, Fernande Dubuc, épouse de Léo Breault, 46, Toulouse, et Nicole Petit, épouse de Gilles Papineau, 245, Reynolds, toutes trois secrétaires, de Granby, pour les objets suivants:

Exploiter une entreprise de décoration intérieure et faire le commerce de tous articles et marchandises nécessaires à la décoration intérieure, sous le nom de « Renovex inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 390 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Granby, district judiciaire de Bedford.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 1207-1971

Les restaurants Brisebois & Martel inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mars 1971, constituant en corporation: Robert Brisebois, agent d'assurance, Lorraine Leroux, ménagère, épouse dudit Robert Brisebois, tous deux de 8520, Chantenay, Saint-Léonard, Réjean Martel, chef cuisinier, et Pauline Courtois,

The head office of the company is at Saint-Télesphore, judicial district of Beauharnois.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 1329-1971

Presse-auto A. & R. inc.
A. & R. Auto-Press Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of March, 1971 have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Robillard, chief scalesman, Jeannine Lalande, housewife, wife of said André Robillard, both of 6135 Langelier, Montreal, and Robert, Robillard, cashier, 217 des Saules, Pointe-aux-Trembles, for the following purposes:

To carry on the business of scrap metal transformation and disposal, more particularly unusable vehicles, by reducing their volumes or otherwise, under the name of "Presse-auto A. & R. inc.— A. & R. Auto-Press Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10 common shares of $100 each and 390 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 6135 Langelier Street, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 926-1971

Renovex inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of March, 1971, have been issued by the Minister fo Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Julienne Lefebvre, wife of Charles-P. Simard, 283 Montcalm Boulevard, Fernande Dubuc, wife of Léo Breault, 46 Toulouse, and Nicole Petit, wife of Gilles Papineau, 245 Reynolds, all three secretaries, of Granby, for the following purposes:

To operate an interior decorating business and to deal in all articles and goods necessary to interior decorating, under the name of "Renovex inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and into 390 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Granby, judicial district of Bedford.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 1207-1971

Les restaurants Brisebois & Martel inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Brisebois, insurance agent, Lorraine Leroux, housewife, wife of said Robert Brisebois, both of 8520 Chantenay, Saint-Léonard, Réjean Martel, head cook, and Pauline Courtois, housewife, wife of said

ménagère, épouse dudit Réjean Martel, ces deux derniers de 1305, Notre-Dame, Saint-Sulpice, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de produits alimentaires, épiceries, viandes, volailles et vivres d'éleveurs de toutes sortes, sous le nom de « Les restaurants Brisebois & Martel inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1305, Notre-Dame, Saint-Sulpice, district judiciaire de Joliette.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 1147-1971

Ringdex inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de mars 1971, constituant en corporation: Roland Primeau, représentant, 14037, Forsyth, app. 7, Pointe-aux-Trembles, Paule Béliveau, secrétaire, épouse de Jean-Marie Claude, 5135, Chambord, app. 4, et Léo-René Maranda, avocat, 550, Cherrier, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs et conseillers en publicité, sous le nom de « Ringdex inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 1438-1971

St-Philippe transport inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de mars 1971, constituant en corporation: Adrien-R. Paquette, avocat, 212, Bloomfield, Outremont, Benoit Groleau, stagiaire, 7130, boulevard Lacordaire, Saint-Léonard, et Denise Paquette, secrétaire, fille majeure, 9915, Esplanade, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « St-Philippe transport inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 20,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Philippe, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 1411-1971

Scieries de l'Est inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

Réjean Martel, the latter two of 1305 Notre-Dame, Saint-Sulpice, for the following purposes:

To manufacture and deal in food products, groceries, meats, poultry and breeders' supplies of all kinds, under the name of "Les restaurants Brisebois & Martel inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 1305 Notre-Dame, Saint-Sulpice, judicial district of Joliette.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 1147-1971

Ringdex inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roland Primeau, representative, 14037 Forsyth, Apt. 7, Pointe-aux-Trembles, Paule Béliveau, secretary, wife of Jean-Marie Claude, 5135 Chambord, Apt. 4, and Léo-René Maranda, advocate, 550 Cherrier, the latter two of Montreal,for the following purposes:

To carry on business as publicity contractors and consultants, under the name of "Ringdex Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 1438-1971

St-Philippe transport inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Adrien-R. Paquette, advocate, 212 Bloomfield, Outremont, Benoit Groleau, articled student, 7130 Lacordaire Boulevard, Saint-Léonard, and Denise Paquette, secretary, spinster of the full age of majority, 9915 Esplanade, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "St-Philippe transport inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of a nominal value of $1 each and into 20,000 preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at Saint-Philippe, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 1411-1971

Scieries de l'Est inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of March, 1971, have been issued by the Minister of

patentes, en date du 23e jour de mars 1971, constituant en corporation: Adory Laliberté, commerçant, Georgette Otis, secrétaire, épouse dudit Adory Laliberté, tous deux de Dixville, et Bernard Laliberté, journalier, Coaticook, pour les objets suivants:

Industrie et commerce de bois, sous le nom de « Scieries de l'Est inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 80,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Dixville, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 1026-1971

Les services de conditionnement d'air G.P. ltée G.P. Conditioning Air Services Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de février 1971, constituant en corporation: Patrick Long, 1425, Jacques Lemaistre, Montréal-Nord, Jean Blain, 298, Jeanne-Petit, Boucherville, et Bernard Ranger, 86, Bord du Lac, Pointe Claire, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme maîtres-mécaniciens en tuyauterie, chauffage, réfrigération, ventilation, humidification et climatisation, sous le nom de « Les services de conditionnement d'air G.P. ltée — G.P. Conditioning Air Services Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies:
ROCH RIOUX.

40058-o 823-1971

La société Alfi inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de mars 1971, constituant en corporation: Louis Lefebvre, notaire, 726, Davaar, Pierre Mercier, analyste, 1120, Lajoie, app. 2, tous deux d'Outremont, Jean-Pierre Lussier, avocat, 5580, Gatineau, app. 2, Paul Boudreau, architecte, 3400, Linton, et Maurice Lacoste, publicitaire, 3780, Dupuis, ces trois derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement et de porte-feuille, sous le nom de « La société Alfi inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 9,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3400, Linton, appartement 95, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 396-1971

Financial Instituions, Companies and Cooperatives, incorporating: Adory Laliberté, trader, Georgette Otis, secretary, wife of said Adory Laliberté, both of Dixville, and Bernard Laliberté, labourer, Coaticook, for the following purposes:

Industry and trade of wood, under the name of "Scieries de l'Est inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 20,000 common shares of a nominal value of $1 each and 80,000 preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at Dixville, judicial district of Saint-François.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 1026-1971

Les services de conditionnement d'air G.P. ltée G.P. Conditioning Air Services Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of February, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Patrick Long, 1425 Jacques Lemaistre, Montreal North, Jean Blain, 298 Jeanne-Petit, Boucherville, and Bernard Ranger, 86 Bord du Lac, Pointe Claire, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as master pipe and tube works, heating, refrigeration, ventilation, humidification and air-conditioning mechanics, under the name of "Les services de conditionnement d'air G.P. ltée — G.P. Conditioning Air Services Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 823-1971

La société Alfi inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Louis Lefebvre, notary, 726 Davaar, Pierre Mercier, analyst 1120, Lajoie, Apt. 2, both of Outremont, Jean-Pierre Lussier, advocate, 5580 Gatineau, Apt. 2, Paul Boudreau, architect, 3400 Linton, and Maurice Lacoste, publicist, 3780 Dupuis, the latter three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment and holding company, under the name of "La société Alfi inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 9,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 3400 Linton, Apartment 95, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 396-1971

Société de gestion Clan Savard inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Gilles Savard, commerçant, Solange Bilodeau, puéricultrice, épouse dudit Gilles Savard, tous deux de 573, Racine, Roger Savard, commerçant, et Roma Jobin, employée d'hôpital, épouse dudit Roger Savard, ces deux derniers de 615, Racine, tous quatre de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de gestion, de placement et de portefeuille, sous le nom de « Société de gestion Clan Savard inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 50,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 381a, rue Racine est, Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 4801-1970

Société immobilière L.L.G. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de mars 1971, constituant en corporation: Paul Vézina, 7040, Place Montclair, Charlesbourg, Louis Vézina, 1231, Charles-Huot, et Pierre-F. Pouliot, 1048, Chaumont, ces deux derniers de Sillery, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Société immobilière L.L.G. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 500, Place d'Armes, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 1352-1971

Sonimages inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mars 1971, constituant en corporation: Jean-Yves Fortin, avocat, 350, Côte Vertu, app. 316, Saint-Laurent, Armande Archambault, et Annette Pomminville, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de 5839, St-Urbain, Montréal, pour les objets suivants:

Fournir des services d'enregistrements sur rubans magnétiques ou tous autres procédés de conservation de son et images selon les techniques en évolution, sous le nom de « Sonimages inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 65, rue Fleury ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 1081-1971

Société de gestion Clan Savard inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Savard, trader, Solange Bilodeau, specialist in infant, wife of said Gilles Savard, both of 573 Racine, Roger Savard, trader, and Roma Jobin, hospital employee, wife of said Roger Savard, the latter two of 615 Racine, all four of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on business as a management, investment and holding company, under the name of "Société de gestion Clan Savard inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 50,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 381a Racine Street East, Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 4801-1970

Société immobilière L.L.G. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul Vézina, 7040 Montclair Place, Charlesbourg, Louis Vézina, 1231 Charles-Huot, and Pierre-F. Pouliot, 1048 Chaumont, the latter two of Sillery, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Société immobilière L.L.G. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 500 Place d'Armes, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 1352-1971

Sonimages inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Yves Fortin, advocate, 350 Côte Vertu, Apt. 316, Saint-Laurent, Armande Archambault, and Annette Pomminville, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, of 5839 St-Urbain, Montreal, for the following purposes:

To provide magnetic tape or all other sound and picture preservation methods according to the techniques in development services, under the name of "Sonimages inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 65 Fleury Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 1081-1971

Taverne industrielle de Tracy inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1971, constituant en corporation: Jean Frappier, Pierre Salvail, tous deux avocats, et Cécile Péloquin, secrétaire, épouse de Gérald Péloquin, tous trois de 70, Roi, Sorel, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Taverne industrielle de Tracy inc. », avec un capital divisé en 5,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 350 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sorel, district judiciaire de Richelieu.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 63-1971

Taverne industrielle de Tracy inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of February, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Frappier, Pierre Salvail, both advocates, and Cécile Péloquin, secretary, wife of Gérald Péloquin, all three of 70 Roi, Sorel, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Taverne industrielle de Tracy inc.", with a capital stock divided into 5,000 common shares without nominal value and into 350 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Sorel, judicial district of Richelieu.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 63-1971

J. A. Têtu ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1971, constituant en corporation: Jean-Marc Têtu, 378, des Saules ouest, Québec, Joseph Têtu, 280, 47e Rue est, et Joseph-Alphonse Têtu, 8325, 1re Avenue, ces deux derniers de Charlesbourg, tous trois plombiers, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de « J. A. Têtu ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8325, 1re Avenue, Charlesbourg, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 1101-1971

J. A. Têtu ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Marc Têtu, 378 des Saules West, Québec, Joseph Têtu, 280, 47th Street East, and Joseph-Alphonse Têtu, 8325, 1st Avenue, the latter two of Charlesbourg, all three plumbers, for the following purposes:

To carry on business as plumbing, heating and refrigeration contactors, under the name of "J. A. Têtu ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 8325, 1st Avenue, Charlesbourg, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 1101-1971

J. A. Thibault inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de mars 1971, constituant en corporation: Hervé Matte, avocat, 7830, des Ormeaux, Montréal, Jacques-André Thibault, conseiller en assurances, et Majella Thibault, institutrice, épouse dudit Jacques-André Thibault, ces deux derniers de 1821, Vermont, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents et courtiers en assurances, sous le nom de « J. A. Thibault inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1821, rue Vermont, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 1366-1971

J. A. Thibault inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Hervé Matte, advocate, 7830 des Ormeaux, Montreal, Jacques-André Thibault, insurance consultant, and Majella Thibault, teacher, the latter two of 1821 Vermont, Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers and agent, under the name of "J. A. Thibault inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 1821 Vermont Street, Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 1366-1971

Les vêtements Raoul Garneau inc.
Raoul Garneau Clothing Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de mars 1971, constituant en corporation: Raoul-P. Garneau, 2105, chemin Ste-Foy, Sainte-Foy, André Garneau, 2149, Marillac, et F.-Laurent Garneau, 2095, St-Cyrille ouest, ces deux derniers de Sillery, tous trois marchands, pour les objets suivants:

Faire affaires comme tailleurs, sous le nom de « Les vêtements Raoul Garneau inc. — Raoul Garneau Clothing Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune et en 150 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 369, boulevard Charest est, Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 1351-1971

Vitrerie A. Lavoie ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de mars 1971, constituant en corporation: Roland Paquette, agent d'assurance, 3911, boulevard Saint-Martin, Alexandre Lavoie, marchand, et Françoise Legris, ménagère, épouse dudit Alexandre Lavoie, ces deux derniers de 1842, boulevard Labelle, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de la vitre et du verre et de tous ses produits et sous-produits, sous le nom de « Vitrerie A. Lavoie ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1840, boulevard Labelle, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 1126-1971

Les vêtements Raoul Garneau inc.
Raoul Garneau Clothing Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Raoul-P. Garneau, 2105 Ste-Foy Road, Sainte-Foy, André Garneau, 2149 Marillac, and F.-Laurent Garneau, 2095 St-Cyrille West, the latter two of Sillery, all three merchants, for the following purposes:

To carry on business as tailors, under the name of "Les vêtements Raoul Garneau inc. — Raoul Garneau Clothing Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 250 common shares of $100 each and 150 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 369 Charest East Boulevard, Québec, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 1351-1971

Vitrerie A. Lavoie ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roland Paquette, insurance agent, 3911 Saint-Martin Boulevard, Alexandre Lavoie, trader, and Françoise Legris, housewife, wife of said Alexandre Lavoie, the latter two of 1842 Labelle Boulevard, all three of Laval, for the following purposes:

To manufacture and deal in glass and panes and in all their products and by-products, under the name of "Vitrerie A. Lavoie ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and into 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 1840 Labelle Boulevard, Laval, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 1126-1971

Lettres patentes supplémentaires

Agence Publicitaire le P.G. de Granby inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 30e jour de mars 1971, à la compagnie « Agence Publicitaire le P.G. de Granby inc. », réduisant son capital de $40,000 à $10,300 par l'annulation de 297 actions ordinaires de $100 chacune.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 4207-66

Supplementary Letters Patent

Agence Publicitaire le P.G. de Granby inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Agence Publicitaire le P.G. de Granby inc.", reducing its capital from $40,000 to $10,300 by the cancellation of 297 common shares of $100 each.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 4207-66

Airmotive Precision Products Inc.
Produits de Précision Aéromobiles inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 15e jour de mars 1971, à la compagnie « Développement Lac Chaud inc. », constituée par lettres patentes en date du 13e jour de mars 1962, 1° changeant son nom en celui de « Airmotive Precision Products Inc.— Produits de Précision Aéromobiles inc. »; 2° changeant son siège social du numéro 11257, rue Frigon, Montréal, au numéro 10757, rue Edger, Montréal-Nord; 3° changeant le nombre de ses administrateurs de 4 à 3; 4° étendant ses pouvoirs.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 10863-62

B.B.C. Machine Shop Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 18e jour de mars 1971, à la compagnie « Les Ateliers Mécaniques Parent inc.— Parent Machine Shop Inc. », constituée par lettres patentes en date du 19e jour de novembre 1963, 1° changeant son nom en celui de « B.B.C. Machine Shop Inc."; 2° augmentant son capital de $40,000 à $100,000 par la création de 600 actions privilégiées de $100 chacune.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 4950-63

Berlind Phonograph Company, Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 22e jour de mars 1971, à la compagnie « Berlind Phonograph Company, Limited », réduisant son capital de $20,000 à $5,000 par l'annulation de 150 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 1947-16

Boudreau, Ferron, Dévost & Associés ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 31e jour de décembre 1970, à la compagnie « Boudreau, Ferron, Martel & Associés, constituée par lettres patentes en date du 31e jour de décembre 1957, changeant son nom en celui de « Boudreau, Ferron, Dévost & Associés ltée ».

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

40058-o 14134-57

Airmotive Precision Products Inc.
Produits de Précision Aéromobiles inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Développement Lac Chaud inc.", incorporated by letters patent dated 13th day of March, 1962, 1. changing its name to that of "Airmotive Precision Products Inc.— Produits de Précision Aéromobiles inc."; 2. changing its head office from number 11257 Frigon Street, Montreal to number 10757 Edger Street, Montreal-North; 3. changing the number of its directors from 4 to 3; 4. extending its powers.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 10863-62

B.B.C. Machine Shop Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 18th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Les Ateliers Mécaniques Parent inc.— Parent Machine Shop Inc.", incorporated by letters patent dated 19th day of November, 1963, 1. changing its name to that of "B.B.C. Machine Shop Inc."; 2. increasing its capital from $40,000 to $100,000 by the creation of 600 preferred shares of $100 each.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 4950-63

Berlind Phonograph Company, Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Berlind Phonograph Company, Limited", reducing its capital from $20,000 to $5,000 by the annulment of 150 common shares of a par value of $100 each.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 1947-16

Boudreau, Ferron, Dévost & Associés ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 31st day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Boudreau, Ferron, Martel & Associés", incorporated by letters patent dated 31st day of December, 1957, changing its name to that of "Boudreau, Ferron, Dévost & Associés ltée".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

40058 14134-57

Le Circuit Québec-Ste-Croix inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 23e jour de mars 1971, à la compagnie « Le Circuit Québec-Ste-Croix inc. », 1° modifiant les lettres patentes et les lettres patentes supplémentaires; 2° augmentant son capital par la création de 4,268 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune prenant rang pari passu avec les actions ordinaires existantes; 3° augmentant son capital par la création de 5,340 actions privilégiées classe « B » d'une valeur au pair de $10 chacune; 4° subdivisant et convertissant chacune des 19,268 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune en 9 actions classe « B » sans valeur au pair et 1 action classe « A » sans valeur au pair; 5° convertissant et subdivisant chacune des 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune en 100 actions classe « B » sans valeur au pair; 6° convertissant et subdivisant chacune des 5,340 actions privilégiées classe « B » d'une valeur au pair de $10 chacune en 10 actions classe « B » sans valeur au pair; 7° augmentant son capital par la création de 2,173,188 actions classe « B » sans valeur au pair et 280,732 actions classe « A » sans valeur au pair; la considération totale pour l'émission des actions de classe « B » sera de $2,700,000 et celle pour les actions de classe « A » sera de $300,000.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 3953-68

Dandurand Automobiles inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 26e jour de mars 1971, à la compagnie « Dandurand Automobiles inc. », étendant ses pouvoirs.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 5523-64

Les Entreprises Dan-Marc inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 23e jour de mars 1971, à la compagnie « Marché Dan-Marc inc. », constituée par lettres patentes en date du 17e jour de mai 1968, 1° changeant son nom en celui de « Les Entreprises Dan-Marc inc. »; 2° étendant ses pouvoirs; 3° changeant son siège social de Cowansville à Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 2273-68

J. Oscar Gaudreault ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première

Le Circuit Québec-Ste-Croix inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Le Circuit Québec-Ste-Croix inc.", 1. modifying the letters patent and the supplementary letters patent; 2. increasing its capital by the creation of 4,268 common shares of a par value of $10 each, ranging pari passu with the common shares existing; 3. increasing its capital by the creation of 5,340 class "B" preferred shares of a par value of $10 each; 4. subdividing and converting each of the 19,268 common shares of a par value of $10 each into 9 class "B" shares without par value and 1 class "A" share without par value; 5. converting and subdividing each of the 3,000 preferred shares of a par value of $100 each into 100 class "B" shares without par value; 6. converting and subdividing each of the 5,340 class "B" preferred shares of a par value of $10 each into 10 class "B" shares without par value; 7. increasing its capital by the creation of 2,173,188 class "B" shares without par value and 280,732 class "A" shares without par value; the aggregate consideration for the issue of the class "B" shares will be $2,700,000 and the one for class "A" shares will be $300,000.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 3953-68

Dandurand Automobiles inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Dandurand Automobiles inc.", extending its powers.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 5523-64

Les Entreprises Dan-Marc inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Marché Dan-Marc inc.", incorporated by letters patent dated 17th day of May, 1968, 1. changing its name to that of "Les Entreprises Dan-Marc inc.; 2. extending its powers; 3. changing its head office from Cowansville, to Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 2273-68

J. Oscar Gaudreault ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 30e jour de mars 1971, à la compagnie « J. Oscar Gaudreault ltée », augmentant son capital de $40,000 à $80,000 par la création de 4,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 10947-55

Les Immeubles Rouville incorporée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 31e jour de mars 1971, à la compagnie « Les Immeubles Rouville incorporée », augmentant son capital de $100,000 à $200,000 par la création de 1,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 3959-63

Marché de l'Est ltée
East Market Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 26e jour de mars 1971, à la compagnie « Marché Conseil ltée — Conseil Market Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 11e jour de décembre 1968, changeant son nom en celui de « Marché de l'Est ltée — East Market Ltd. ».

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 5395-68

Place Québec inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 29e jour de mars 1971, à la compagnie « Place St-Cyrille limitée », constituée par lettres patentes en date du 12e jour de juin 1964, changeant son nom en celui de « Place Québec inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 2698-64

C. Poupart ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 31e jour de mars 1971, à la compagnie « Perconex ltée », constituée par lettres patentes en date du 4e jour de septembre 1929, changeant son nom en celui de « C. Poupart ltée ».

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 1666-29

30th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "J. Oscar Gaudreault ltée", increasing its capital from $40,000 to $80,000 by the creation of 4,000 preferred shares of $10 each.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 10947-55

Les Immeubles Rouville incorporée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 31st day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Les Immeubles Rouville incorporée", increasing its capital from $100,000 to $200,000 by the creation of 1,000 preferred shares of $100 each.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 3959-63

Marché de l'Est ltée
East Market Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Marché Conseil ltée — Conseil Market Ltd.", incorporated by letters patent dated 11th day of December, 1968, changing its name to that of "Marché de l'Est ltée — East Market Ltd.".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 5395-68

Place Québec inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Place St-Cyrille limitée", incorporated by letters patent dated 12th day of June, 1964, changing its name to that of "Place Québec inc.".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 2698-64

C. Poupart ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 31st day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Perconex ltée", incorporated by letters patent dated 4th day of September, 1929, changing its name to that of "C. Poupart ltée".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 1666-29

F. Sarrazin Automobile incorporée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 26e jour de mars 1971, à la compagnie « F. Sarrazin Automobile incorporée », augmentant son capital de $60,000 à $200,000 par la création de 14,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40058-o 10664-58

J. P. Trudeau inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 18e jour de janvier 1971, à la compagnie « Luzerne St-Louis inc.— St. Louis Altalfa Inc. », constituée par lettres patentes en date du 15e jour de janvier 1970, 1° changeant son nom en celui de « J. P. Trudeau inc. », 2° étendant ses pouvoirs.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

40058-o 168-70

F. Sarrazin Automobile incorporée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "F. Sarrazin Automobile incorporée", increasing its capital from $60,000 to $200,000 by the creation of 14,000 preferred shares of a par value of $10 each.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40058 10664-58

J. P. Trudeau inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 18th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Luzerne St-Louis inc.— St. Louis Alfalfa Inc.", incorporated by letters patent dated 15th day of January, 1970, 1. changing its name to that of "J. P. Trudeau inc.", 2. extending its powers.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40058 168-70

Ventes pour taxes

Ville de Rosemère

Avis public est par les présentes donné par le soussigné greffier de la susdite municipalité que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique au poste de Police, 428 Grande-Côte, Rosemère, comté de Terrebonne, Qué., MERCREDI, le DEUXIÈME jour de JUIN, 1971, à DIX heures du matin (heure avancée de l'est), pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêt, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

La Commission municipale de Québec, par décision en date du 15 avril 1971, a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles sous l'autorité de la Loi des cités et villes, article 550 (S.R.Q. 1964, chapitre 193).

Sales for taxes

Town of Rosemère

Public notice is hereby given by the undersigned clerk of the aforesaid municipality that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the Police Station, 428 Grande-Côte, Rosemère, county of Terrebonne, Qué., on WEDNESDAY, the SECOND day of JUNE, 1971, at TEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time), to satisfy the payment of the municipal and school taxes, with interest, plus the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale.

The Québec Municipal Commission, by a decision, dated April 15, 1971, has authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers of the immoveables under the authority of article 550 of the Cities and Towns Act (R.S.Q. 1964, chapter 193).

Noms des propriétaires Names of proprietors	No cadastre	Taxes Munic. Munic. taxes	Taxes scolaires School taxes
Archambault, R.	36-81	$ 20.25	
Goodz, S. Polan, N. & Maisonneuve, R.	35-38, 39	708.76	$ 14.36
Lacroix, Gustave	33-55	596.24	
Lima, Jos.	P. 40	152.52	
Rozon, Mme-Mrs. H.	31-6	334.89	
Lissonet, J.P.	31-7	360.37	
Thevenot, Daniel	P. 31-9, 31-10	294.93	
Thevenot, Daniel	P. 31-24, 31-23	667.17	

Noms des propriétaires Names of proprietors	No cadastre	Taxes Munic. Munic. taxes	Taxes scolaires School taxes
Fournier, Maurice	15-48	$ 352.77	
Meteor Homes Ltd.	260-35-2	475.27	$ 10.19
Freuchet, Eugène	P. 24	578.07	
Benoit, Mme-Mrs. Jeanne	241-206, -207	393.80	
Tingman, Wallace	30-71	844.02	
Emond, L. & Lucas, A	30-72	587.49	
Emond, L. & Lucas, A	30-73, -74	1,227.33	
Browne, D. A.	29-83	626.84	
Blanchard & Kunzli Ent.	29-84	414.58	11.44
Eldorado Inv. Corp	P. 236	5,084.54	443.43
Despirt, Louis	241-304-10-2	393.80	
Poirier, Mme-Mrs. Lucille	P. 45	646.22	
Nault, Florian	45-74, -73, -72	552.96	
Cloutier, Emile	44-18	223.93	
Lamy, Est. Mme-Mrs. A	237-223, -224	501.65	
Veinish, Est. Louis	237-173, -174	34.99	33.32
Chouinard, A. & P.	237-255	323.30	
Chouinard, A. & P.	237-121	284.30	
Chouinard, A. & P.	237-256	568.56	
Chouinard, A. & P.	237-124	284.30	
Walsh, J. &/or Feola, J.	237-125	360.82	
Gauvin, Paul	45-47	288.21	
Langlais, J. N.	45-53	223.93	
Richard, Elie	45-54	297.66	
Nault, Florian	45-63, -64, -65	552.96	
Nault, Florian	45-67	210.57	
Nault, Florian	45-68, -69, 44-14, -15	368.63	
Giroux, Henri	44-5, -4	863.01	
Giroux, Henri	44-3	347.28	
Ouimet, Emile	237-233, -232, -231, -230	903.11	
Deschênes, François	237-147	339.23	
Chouinard, A. & P.	237-253-4, -253-3	1,113.36	
Chouinard, A. & P.	237-253-2, -253-1	1,091.94	
Veinish, Est. Louis	237-77	552.01	16.65
Ticehurst, G.	237-75, -74, -73	36.52	17.35
D.E.F. Construction	253-111	355.97	
D.E.F. Construction	253-112	446.63	
D.E.F. Construction	253-113	441.13	
D.E.F. Construction	253-106	294.45	
Carrière, Guy	42-86	190.61	
Carrière, Guy	42-85	190.61	
Veinish, Charles	42-41, -42	496.92	39.44
Milrot, Benjamin	42-60, -61, -62	556.10	25.23
Milrot, Benjamin	42-63, -64, -65	552.16	19.62
Brunelle, Roger	29-86	352.94	
Tylee, Est. Geo. R.	52-63, -64	514.65	59.45
Alie, Armand	15-9	352.77	
Létourneau, R.	15-8	289.06	
Andersen, Erick	35-60-1	661.56	100.96
Andersen, Erick	35-61-1	1,045.23	597.89
Herco Inv. Inc.	235-38-2, -39-1	632.07	32.91
Herco Inv. Inc.	235-45-1, -45-2, -46-1	973.20	35.91
Herco Inv. Inc.	235-46-2, -49	515.07	31.90
Herco Inv. Inc.	235-51, -52-1	630.87	32.39
Herco Inv. Inc.	235-52-2, -53-1	630.87	32.39
Rosenberg, Mme-Mrs. Lily	235-53-2, -54	806.12	93.53
Nault, Florian	45-129, -156	395.37	
Taylor, Mme-Mrs. Pierrette	45-136, -137	384.80	
Chouinard, A. & P.	237-254	49.68	
Chouinard, A. & P.	237-110	16.56	
Chouinard, A. & P.	237-107, -106	33.11	
Chouinard, A. & P.	237-105, -104	33.11	
Herco Inv. Inc.	235-22, 49-53, -54-1	673.27	19.45
Herco Inv. Inc.	49-128	80.42	33.87
Herco Inv. Inc.	49-129	102.89	43.37
Herco Inv. Inc.	49-130	73.34	30.92
Herco Inv. Inc.	235-75, 49-131	49.68	20.95
Herco Inv. Inc.	49-132, 235-74	49.68	20.95
Herco Inv. Inc.	235-72	49.68	20.95
Herco Inv. Inc.	235-71, P. 235	54.41	22.93
Herco Inv. Inc.	235-24, -27-1, -23, -26-1	598.78	20.95
Herco Inv. Inc.	49-108, -109-1, -107, -106-1	563.10	19.94
Herco Inv. Inc.	49-92, -106-3, -93-1	629.88	23.91

Noms des propriétaires Names of proprietors	No cadastre	Taxes Munic. Munic. taxes	Taxes scolaires School taxes
Vernon Homes Inc.	49-97-2, -98, -99-1	$ 649.79	$ 34.95
Herco Inv. Inc.	49-139-2	751.54	41.86
Vernon Homes Inc.	49-136	752.73	35.41
Herco Inv. Inc.	49-133	566.03	38.86
Herco Inv. Inc.	49-134, 235-70	50.85	21.41
Herco Inv. Inc.	235-69, 49-135	49.68	20.95
Herco Inv. Inc.	235-68, P. 235-67	85.15	35.91
Nault, Florian	P. 45-98, 45-97	1,939.55	
Chambers, Mme-Mrs. May	P. 45-19	386.09	490.03
MacDonald, Mme-Mrs. E. B.	P. 53	272.57	66.93
Kimpton, Mme-Mrs. Nicole	P. 47	494.48	
Bélair, Bernard	P. 23	639.20	
Archambault, Roméo	36-88	279.55	
Billet, succession-estate Achille	37-43, P. 37-42	797.66	
Rollet, Mlle-Miss M.	P. 37-62	736.84	33.55
Rabin, David	53-34	326.23	
Rabin, David	53-33	323.23	64.64
Rabin, David	53-32	326.23	64.64
Rabin, David	53-31	326.23	64.64
Rabin, David	P. 53-29	319.94	55.39
Rabin, David	53-21	327.01	65.77
Lamy, succession-estate Mme-Mrs. A.	P. 241, 241-285	40.22	
Lamy, succession-estate, Mme-Mrs. A.	241-284, -283	26.03	
Dupuis, Jos.	241-267	554.35	
Thibault, Mme-Mrs. Corinne	P. 28	938.73	
Billet, succession-estate Achille	53-27	885.46	
Dagenais, Réal	27-51	415.01	
Scala, Salvatore	27-54	332.21	
Gallaro, Salvatore	27-55	221.32	
Therrien, Bernard	27-84	476.44	
Boucher, Victor	27-117	628.57	
Wlodarski, Bohdan	27-119	608.97	
Taylor, Mme-Mrs. M.	27-60, -59	563.83	43.42
Laborne, Claude	27-104	458.55	
Veinish, Charles	241-260	361.87	28.50
Lebeau Construction Ltd.	29-132	497.71	17.97
Les entreprises H. B. R. Ltd.	28-103	548.49	28.57
Les entreprises H. B. R. Ltd.	28-104	548.49	28.51
Les entreprises H. B. R. Ltd.	28-105	609.98	29.27
Lebeau construction ltée	29-127	497.71	17.94
Lebeau construction ltée	29-128	497.71	17.94
Lebeau construction ltée	29-130	497.71	17.94
Les entreprises H. B. R. ltée	28-102	454.92	6.88
Les entreprises H. B. R. ltée	28-101	453.06	24.01
Les entreprises H. B. R. ltée	28-100	640.31	24.01
Brunet, Philippe	16-23	192.18	
Commire, Roger	16-18	461.60	
Commire, Roger	16-17	215.77	
Champagne, Robert	16-10, -9	392.73	
Vlahos, Nicholas	16-8, -7	718.92	
Levesque, J. P.	16-49	194.17	
McIntosh, Mme-Mrs. A.	P. 26-15, -13, 26-14	440.87	237.54
Maisonneuve, Mme-Mrs. Alice	260-73	627.09	
Maisonneuve, Mme-Mrs. Alice	260-62, P. 260-63	750.05	
Maisonneuve, Mme-Mrs. Alice	P. 260-63, 260-64	770.01	
Maisonneuve, Mme-Mrs. Alice	260-65	504.02	
Miller, Mme-Mrs. M. C.	242-39, -40	1,553.71	1,078.33
Ouellette, R. P. & Rivard, L.	253-42-1, -42-2 -42-3, -43-1-1	755.08	
Ouellette, R. P. & Rivard, L.	253-46-1, -46-2	800.50	
Ouellette, R. P. & Rivard, L.	253-50-2-2, -52	453.60	
Ouellette, R. P. & Rivard, L.	P. 253	595.63	
Ouellette, R. P. & Rivard, L.	253-34-1, -34-2	602.48	
Ouellette, R. P. & Rivard, L.	253-35-2, -35-1	447.69	
Ouellette, R. P. & Rivard, L.	253-35-3, -36-1	431.63	
Ouellette, R. P. & Rivard, L.	253-36-2, -37-1, -37-2-1	497.64	
Ouellette, R. P. & Rivard, L.	253-37-3-2, -37-4-2	562.64	
Ouellette, R. P. & Rivard, L.	253-38-1, -39-1	421.38	
Ouellette, R. P. & Rivard, L.	253-38-2, -39-2, -39-3	721.81	
Ouellette, R. P. & Rivard, L.	253-40-1, -40-2	588.66	
Ouellette, R. P. & Rivard, L.	P. 253	1,307.51	
Thibault, Denis	253-92	557.41	
Finco Inc.	P. 34	617.42	
Maisonneuve, Mme-Mrs. Alice	260-58, P. 260-59	774.74	

Noms des propriétaires Names of proprietors	No cadastre	Taxes Munic. Munic. taxes	Taxes scolaires School taxes
Maisonneuve, Mme-Mrs. Alice	P. 260-59, 260-60	$ 765.30	
Les entreprises H. B. R. ltée	28-92	647.59	$ 35.99
Les entreprises H. B. R. ltée	28-93	478.93	29.27
Les entreprises H. B. R. ltée	28-94	465.02	27.00
Les entreprises H. B. R. ltée	28-95	465.02	27.00
Les entreprises H. B. R. ltée	28-96	651.10	35.27
Les entreprises H. B. R. ltée	28-88	595.73	31.52
Blanchard & Kunzli Ent. Ltd.	29-107	410.19	20.95
Ouellette, R. P. & Rivard, L.	253-23-2, -13-3, -51	614.67	
Eldorado Inv. Ltd	30-121, -122-1	823.48	
Labelle, Edouard	P. 242	2,213.36	
Les entreprises H. B. R. ltée	P. 28	474.89	454.19
Carroll, T. D.	41-180	1,111.92	100.81
Chartrand, René	35-45	11.01	
Parent, Arthur	34-34	310.36	
Maisonneuve, Léo	P. 34	791.12	
Meteor Homes Ltd	260-35-1	867.24	13.22
Leslie, Gordon	35-3-5, -24, -3-6, -25, P. 35-20	550.12	525.81
Maisonneuve, Léo	34-137, -136	721.78	
Les ent. Blanchard & Kunzli ltée	29-85	362.85	17.94
Guindon, succession-estate J. P.	40-14	192.96	
Decarufel, André	40-26, -27	576.85	
Donut Boy Inc.	237-156, -157	605.86	56.56
Succession-estate O'Rourke Thomas Jr.	237-95, -94	682.61	
Lacas, David	40-48	671.73	
Mercure, Claude	28-43	827.85	13.29
Thibault, Mme-Mrs. Corinne	P. 28	496.09	
Béland, J. E. & Masson, Mme-Mrs. J. P.	31-30	303.32	
Mancuso, Dr. S.	33-4	399.80	
Les ent. Blanchard & Kunzli ltée	29-44	436.62	17.94
Tyles, succession-estate Geo. R.	52-65	321.81	26.04
Tylee, succession-estate Geo. R.	52-66	301.07	29.77
Tylee, succession-estate Geo. R.	52-67	301.07	29.77
Tylee, succession-estate Geo. R.	52-68	303.89	29.77
Tylee, succession-estate Geo. R.	52-69	302.65	31.96
Tylee, succession-estate Geo. R.	P. 52	11.01	17.36
Hissink, J. W.	65-94	306.50	77.29
Stypinski, L. J.	65-58	399.60	109.68
Bradley, Wayne	65-72	272.39	222.46
Wasserman, J.	237-253-7	570.82	
Germano, Yves	43-93	478.36	
Seery, Léo	P. 43-36, -35	414.74	
Attore, Jean	43-59, -60, -61	562.39	
Earle, Dr. B. J.	66-18	1,135.58	464.66
Herco Inv. Inc.	49-105, -104-2	574.20	35.91
Phaneuf, Mme-Mrs. R.	928-106	1,055.04	
Vernon Homes Inc.	49-137, 235-66	533.72	26.40
Herco Inv. Inc.	49-140-2, 235-61	590.04	32.91
Herco Inv. Inc.	235-41-2, -42	706.12	31.90
Maisonneuve, Mme-Mrs. Alice	260-71	514.27	
Maisonneuve, Mme-Mrs. Alice	260-76	514.27	
Les entreprises H. B. R. ltée	28-99	591.96	25.49
Les entreprises H. B. R. ltée	28-98	444.16	25.49
Les entreprises H. B. R. ltée	28-97	452.54	25.49
Les entreprises H. B. R. ltée	28-89	615.16	45.01
Warbis, Frank	38-2, -1	1,291.53	757.31

Les immeubles susdits sont tous aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Thérèse-de-Blainville, division d'enregistrement de Terrebonne, et situés dans la ville de Rosemère.

Ladite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives ou passives, apparentes ou occultes, attachées auxdits immeubles.

Donné à Rosemère, ce 26e jour d'avril 1971.

Le greffier de la ville,
Mme PH. GARDINER.

39943-19-2-o

The above immoveables are all on the official plan and book of the parish of Ste-Thérèse-de-Blainville, Registry Division of Terrebonne, and situated in the town of Rosemère.

The said sale will be made with all active and passive servitudes, apparent or occult, attached to the said properties.

Given at Rosemère, this 26th day of April, 1971.

MRS. PH. GARDINER,
Town Clerk.

39943-19-2-o

Municipalité du Comté de Mégantic

Avis public est par le présent donné par René Chevrier, secrétaire-trésorier, que les terrains ci-dessous mentionnés seront vendus à l'enchère publique dans le village d'Inverness, au lieu où le Conseil de Comté tient ses sessions, MERCREDI, le NEUVIÈME jour de JUIN, 1971, à DIX heures du matin, tel que fixé par règlement, à défaut de paiement des taxes auxquelles ils sont affectés et des frais encourus.

Municipalité d'Halifax Sud-Ouest
Partie sud-ouest

1° Une terre située dans le 1er rang de la paroisse de St-Jean Baptiste Vianney, en la municipalité d'Halifax sud-ouest, contenant cent trois acres en superficie, plus ou moins, connue au cadastre officiel de la paroisse de St-Ferdinand, canton d'Halifax, comme étant le lot No 29 et la moitié sud-est du lot No 30, mesurant environ cinq arpents de largeur par la profondeur du rang, bornée à chaque bout aux cordons du rang, d'un côté au nord-ouest à la moitié nord-ouest du lot No 30, appartenant à Ferdinand Binette, ou son représentant, et de l'autre côté au sud-est au lot No 28 appartenant à Raoul Nolet ou son représentant. Avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Une autre terre située dans le 2e rang de la même paroisse, contenant cent vingt-huit acres en superficie, plus ou moins, connue au cadastre officiel de la paroisse de St-Ferdinand, canton d'Halifax, comme étant le lot No 60 et la partie sud-ouest du lot No 61, cette dernière partie étant bornée à un bout au nord-est au chemin public coupant le lot, à l'autre bout au sud-ouest, au cordon entre les rangs un et deux, d'un côté au nord-ouest au lot No 60 ci-dessus décrit et de l'autre côté au sud-est au lot No 62 appartenant à Philibert Guilmette. Avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

La partie sud-ouest du lot No 61 ci-dessus décrite est sujette à l'entretien des chemins de front et de la route en faveur du résidu du même lot, selon le titre s'y rapportant, enregistré sous le No 85,292.

Connues comme appartenant à Fortunat Côté. Taxes dues: $1,058.05.

Une certaine propriété connue et désignée comme:

a) Une partie du lot No 59, du 2e rang, du canton d'Halifax, au cadastre officiel de la paroisse de St-Ferdinand, étant toute cette partie du lot située au nord-est du chemin qui mène de St-Jean Baptiste à Trottier Mills et qui divise ledit lot No 59; cettedite partie a la largeur de la moitié du lot plus un arpent et est prise au sud-est du lot; ladite partie de terrain est bornée au sud-est par une partie du lot No 60 du 2e rang, appartenant à Fortunat Côté, au sud-ouest par le chemin public qui traverse ledit lot 59, au nord-ouest par le résidu dudit lot 59 appartenant à Roger Côté et au nord-est par le cordon qui divise les rangs 2 et 3.

b) Toute la partie du lot No 61, du 2e rang du canton d'Halifax, au cadastre officiel de la paroisse de St-Fer-

Municipality of the County of Mégantic

Public notice is hereby given by René Chevrier, Secretary-Treasurer, that the lands hereunder mentioned will be sold at public auction, in the village of Inverness, at the place where the county council helds its sittings, on WEDNESDAY, the NINTH day of JUNE, 1971, at TEN o'clock a.m., as enacted by a by-law, in default of payment of taxes due thereon and costs incurred.

Municipality of Halifax Southwest
Southwest Part

1. A farm situated in the 1st range of the parish of St-Jean Baptiste Vianney, in the municipality of Halifax southwest, containing one hundred and three acres in superficies, more or less, known on the official cadastre of the parish of St-Ferdinand, township of Halifax, as being the lot No. 29 and the southwest half of the lot No. 30, measuring about five arpents in width by the length of the range, bounded at each end by the division lines of the range, on one side to the northwest to the northwest half of the lot 30, belonging to Ferdinand Binette, or his representative, and on the other side to the southeast by the lot 28 belonging to Raoul Nolet or his representative. With all the buildings thereon, circumstances and dependencies.

2. Another farm situated in the 2nd range of the same parish, containing one hundred and twenty-eight acres in superficies, more or less, known and designated on the official cadastre of the parish of St-Ferdinand, township of Halifax, as being the lot No. 60 and the southwest part of the lot No. 61, this last part being bounded at one end to the northeast by the public road crossing the lot, at the other end to the southwest at the division line between ranges 1 and 2, on one side to the northwest by the lot No. 60 above described and on the other side to the southeast by the lot No. 62 belonging to Philibert Guilmette. With all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

The southwest part of the lot No. 61 above described is subject of the maintenance of the front road and of the road in favor of the residue of the same lot, according to the title registered under the No. 85,292.

Known as belonging to Fortunat Côté. Taxes due: $1,058.05.

A certain property known and described as being:

(*a*) A part of the lot No. 59, of the 2nd range of the township of Halifax, of the official cadastre of the parish of St-Ferdinand, being all that part of the said lot situated to the northeast of the road leading from St-Jean Baptiste to Trottier Mills and who is dividing the said lot No. 59; that said part has the width of the half of the lot plus one arpent and is taken to the southeast of the lot; the said part of land is bounded to the southeast by a part of the lot No. 60 of the 2nd range, belonging to Fortunat Côté, to the southwest, by the public road crossing the said lot 59, to the northwest by the residue of the said lot 59 belonging to Roger Côté and to the northeast by the division line between ranges 2 and 3.

(*b*) All that part of lot No. 61, of the 2nd range of the township of Halifax, of the official cadastre of the

dinand, située au nord-est du chemin public qui mène de St-Jean Baptiste à Trottier Mills et qui traverse ledit lot 61, cette partie dudit lot 61 est bornée au nord-est par le cordon des rangs 2 et 3, au sud-est par le lot 62 appartenant à Philibert Guillemette, au sud-ouest par ledit chemin public et au nord-est par le lot 60 appartenant à Fortunat Côté.

Avec les bâtisses érigées sur ces terres et toutes améliorations y appartenant.

Connue comme appartenant à Jacques Binette. Taxes dues: $134.24.

parish of St-Ferdinand, situated to the northeast of the public road leading from St-Jean Baptiste to Trottier Mills and which is crossing the said lot 61, that part of the said lot 61 is bounded to the northeast by the division line of the ranges two and three, to the southeast by lot 62 belonging to Philibert Guillemette, to the southwest by the said public road and to the northeast by the lot 60 belonging to Fortunat Côté.

With the buildings erected on the above lands and all ameliorations appertaining to them.

Known as belonging to Jacques Binette. Taxes due: $134.24.

Municipalité du canton de Leeds

Tous droits et prétentions appartenant au vendeur sur un terrain mesurant deux acres de largeur sur cinq acres de longueur, le tout plus ou moins, connu et désigné comme faisant partie de la moitié sud-est du lot No 17-B, du 3e rang, du cadastre officiel du canton de Leeds, borné comme suit, savoir: sur la largeur nord-est et sur la longueur nord-ouest par le terrain d'Albéric Gagné, sur la longueur sud-est par le lot No 18 dans le 3e rang et sur la largeur sud-ouest par le 2e rang, circonstances et dépendances.

Le tout connu comme appartenant à Irenée Nadeau et Irenée Sylvain. Taxes dues: $37.55.

Municipality of the township of Leeds

All rights and pretentions belonging to the vendor on a land measuring two acres in width by five acres in depth, the whole more or less, known and designated as forming part of the southeast half of the lot No. 17-B, of the official cadastre for the 3rd range of the township of Leeds, bounded on the northeast width and on the northwest length by the land of Albéric Gagné, on the southeast length by the lot No. 18 on the 3rd range and on the southwest width by the 2nd range, circumstances and dependencies.

The whole as belonging to Irenée Nadeau and Irenée Sylvain. Taxes due: $37.55.

Municipalité de Sacré-Coeur-de-Marie
Partie sud

Lot No 13-B, rang 9, canton de Thetford, d'une superficie d'environ 125 arpents. À déduire une vente d'une source d'eau à Janvier Cloutier, d'une superficie de 20 pieds de largeur par 20 pieds de profondeur, située à environ 300 pieds du chemin des emplacitaires de chalets; avec droit de passage et droit d'installation de tuyaux, et borné par le résidu dudit lot.

Connu comme appartenant à Arthur Blais. (Ancienne propriété d'Arthur Fontaine). Taxes dues: $36.49.

Les lots Nos. 13-B et 13-C, rang 8, du canton de Thetford, d'une superficie d'environ 143 arpents.

Connus comme appartenant à Arthur Blais. (Ancienne propriété d'Arthur Fontaine). Taxes dues: $396.69.

Municipality of Sacré-Coeur-de-Marie
South Part

Lot No. 13-B, range 9, township of Thetford, of a superficie of about 125 arpents. To be deducted a spring of water sold to Janvier Cloutier, measuring 20 feet in width by 20 feet in depth, situated at about 300 feet from the road of the proprietors of cottages; with right of way and right to lay down pipes and bounded by the residue of the said lot.

Known as belonging to Arthur Blais. (Formerly the property of Arthur Fontaine). Taxes dues: $36.49.

The lots Nos. 13-B and 13-C, range 8, of the township of Thetford, of a superficie of about 143 arpents.

Known as belonging to Arthur Blais. (Formerly the property of Arthur Fontaine). Taxes due: $396.69.

Municipalité de Saint-Joseph de Coleraine

Les bâtisses érigées sur le lot No 17, du cadastre officiel pour le 12e rang, du canton de Coleraine, avec les droits d'occupation sur ledit lot et sujet aux billets de location pour ledit lot, émis par la Couronne.

Connues comme appartenant à Roger Côté. Taxes dues: $123.23.

Municipality of Saint-Joseph de Coleraine

The buildings erected on the lot No. 17 of the official cadastre for the 12th range of the township of Coleraine, with the rights of occupation on the said lot and subject to "the billets de location" for the said lot, in favour of the Crown.

Known as belonging to Roger Côté. Taxes due: $123.23.

Municipalité de la paroisse de Plessisville

Le lot No 17-B, du 6e Rang, du cadastre officiel de la municipalité de Somerset-Sud, sujet au billet de location.

Connu comme appartenant à Sylvio Jean. Taxes dues: $80.10.

Municipality of the parish of Plessisville

The lot No. 17-B, range 6, of the official cadastre of the municipality of Somerset-South, subject to the "Billet de location".

Known as belonging to Sylvio Jean. Taxes due: $80.10.

Municipalité de Sainte-Anastasie

Les 2/3 du lot No 7, du 6e rang, du cadastre officiel du canton de Nelson.

Le lot No 9, du 6e rang, du cadastre officiel du canton de Nelson.

Le tout connu comme appartenant à Edmond Manningham. Taxes dues: $6.05.

Municipalité de Saint-Jacques de Leeds

1° Un certain terrain faisant partie du lot No 10-A, rang 9, du canton de Leeds, mesurant cent pieds de profondeur sur cent pieds de largeur, borné comme suit: au sud-ouest par la ligne de division entre les lots 9-I et 10-A, au nord-ouest par le chemin public, au nord-est et sud-est par le terrain ci-après décrit.

2° Un emplacement faisant partie du lot No 10-A, rang 9, du canton de Leeds, borné en front au nord-ouest sur une longueur de cent pieds par l'emplacement ci-dessus décrit et sur une longueur de vingt-cinq pieds par le chemin de Craig, au sud-ouest sur une longueur de trois cent quatre-vingt-cinq pieds par la ligne de division entre le lot No 9-I propriété de Jean-Guy Doyle et ledit 10-A, au nord-est par la propriété de Mme Miville Chrétien et au sud-est par Alfred Dion ou représentants, ces deux emplacements formant un terrain de cent vingt-cinq pieds de largeur sur quatre cent quatre-vingts pieds de profondeur.

3° Une lisière de terre de forme irrégulière située dans le 9e rang, du canton de Leeds, étant cette parcelle de terrain située entre le nouveau chemin et cette partie du chemin de Craig à l'endroit où il fait une courbe pour aller rejoindre le nouveau chemin par les deux extrémités y compris cette partie dudit chemin avec en plus une lisière de terre de trois pieds de largeur à partir du fossé qui suit ledit chemin de Craig à aller vers le sud-est, c'est-à-dire que cette lisière de terre aura trois pieds de largeur comme susdit sur toute la longueur de cette partie dudit chemin de Craig, laquelle lisière de terre mesurant en longueur toute cette partie du chemin qui se trouve situé entre les deux extrémités dudit chemin présentement vendu et rejoignant le chemin neuf, connu et désigné comme faisant partie du lot No 9-A, du cadastre pour le 9e rang du canton de Leeds et ainsi borné d'un côté par le nouveau chemin situé en front du terrain de Jos. Henri Payeur et de l'autre côté à une partie du lot 9-A appartenant à Jean-Guy Doyle, sauf la réserve de ladite lisière de terre vendue par Amédée Lessard à Théodore Guay et cette partie de terrain vendue à Sa Majesté la Reine par acte enregistré sous le No 51,242.

Avec les bâtisses y érigées.

Le tout connu comme appartenant à Dame Marie-Ange Jacques. Taxes dues: $328.22.

Inverness, le 28 avril 1971.

Le secrétaire-trésorier,
RENÉ CHEVRIER.

39997-19-2-o

Municipality of Sainte-Anastasie

2/3 of the lot No. 7, range 6, of the official cadastre of the township of Nelson.

The lot No. 9, range 6, of the official cadastre of the township of Nelson.

The whole known as belonging to Edmond Manningham. Taxes due: $6.05.

Municipality of Saint-Jacques de Leeds

1. A certain piece of land forming part of lot No. 10-A, range 9, of the township of Leeds, measuring one hundred feet depth by one hundred feet wide, bounded as follows: on the south-west by the line of division between lots 9-I and 10-A, on the northwest by the public road, on the northeast and southeast by the land hereafter described.

2. An emplacement forming part of lot No. 10-A, range 9, of the township of Leeds, bounded in front or on the northwest a length of one hundred feet by the emplacement hereabove described and a length of twenty-five feet by Craig Road, on the southwest by a length of three hundred and eighty-five feet by the line of division between lot No. 9-I property of Jean-Guy Doyle and the said 10-A, on the northeast by the property of Mrs. Miville Chrétien, and on the southeast by Alfred Dion or representatives, these two emplacements forming a piece of land of one hundred and twenty-five feet wide by four hundred and eighty feet deep.

3. A strip of land of an irregular form situated in the 9th range of the township of Leeds, being this strip of land situated between the new road and this part of Craig Road where it makes a curve to joint the new road by both extremities including this part of the said road with, in addition, a strip of land of three feet wide from the ditch which follows the said Craig Road to the southeast, that is to say that this strip of land shall be three feet wide as aforesaid by the entire length of this part of said Craig Road, the strip of land measuring in length the entire part of the road bound between both extremities of the said road now sold and joining road nine, known and designated as forming part of lot No. 9-A, of the cadastre for the 9th range of the township of Leeds and thus bounded on one side by the new road situated in front of the land of Jos. Henri Payeur and on the other side, by a part of lot No. 9-A belonging to Jean-Guy Doyle, save the reserve of the said strip of land sold by Amédée Lessard to Théodore Guay and this part of land sold to Her Majesty the Queen by a deed registered under No. 51,242.

With the buildings thereon erected.

Known as belonging to Mrs. Marie-Ange Jacques. Taxes due: $328.22.

Inverness, April 28, 1971.

RENÉ CHEVRIER,
Secretary-Treasurer.

39997-19-2-o

La Corporation de la Cité des Trois-Rivières

Avis public est par le présent donné que le QUATRIÈME jour de juin 1971, à DIX heures de l'avant-

The Corporation of the City of Trois-Rivières

Public notice is hereby given that on the FOURTH day of JUNE, 1971, at TEN o'clock in the forenoon,

midi, à l'Hôtel de Ville de la cité des Trois-Rivières, les terres et héritages ci-dessous désignés seront vendus comme étant grevés de taxes qui n'ont pas été payées dans les six mois après l'avis du dépôt du rôle, tel que requis par la loi; certains de ces immeubles seront vendus à charge pour l'adjudicataire d'acquitter les taxes consolidées et les versements sur trottoirs permanents non exigibles, à savoir:

2° *a*) « Un emplacement situé du côté nord-est de la rue Champflour en la Cité des Trois-Rivières, contenant environ 19.5 de largeur sur ladite rue, sur une profondeur de 80′, formant une superficie de 1,500′ mesure anglaise, et plus ou moins connu et désigné comme suit, savoir: « A » La partie nord-ouest du lot no 1453 du cadastre officiel de la Cité des Trois-Rivières, mesurant 2′ de largeur par 80′ de profondeur et enfermée dans les bornes suivantes: Vers le sud-ouest par la rue Champflour vers le nord-est par la partie du même lot restant à la Banque Canadienne Nationale vers le sud-est par la partie du même lot appartenant à Adélard Lambert ou ses représentants et vers le nord-ouest à la partie ci-après décrite du lot no 1454, comme appartenant à M. L.P. Gouin. »

2° *b*) « La partie sud-ouest du lot no 1454 du même cadastre mesurant 17.5′ de largeur par 80′ de profondeur formant une superficie de 1400′ et enfermée dans les bornes suivantes: En front vers le sud-ouest par les rues Champflour, en profondeur vers le nord-est par le surplus du même lot restant à la Banque Canadienne Nationale d'un côté vers le sud-est par la partie décrite ci-dessus du lot no 1453 et vers le nord-ouest par le surplus dudit lot no 1454 restant à ladite Banque Canadienne Nationale, comme appartenant à M. L.P. Gouin. »

4° « Un emplacement connu et désigné comme étant le lot no 2040 du cadastre de la Cité des Trois-Rivières, avec bâtisse dessus construite, comme appartenant à M. LS. Georges Pérusse. »

5° « Un emplacement connu et désigné comme étant la subdivision 148-149 du lot no 1755 du cadastre de la Cité des Trois-Rivières, avec bâtisse dessus construite, comme appartenant à M. L.P. Gouin. »

7° « La partie sud-est du lot no 690 de la subdivision officielle du lot originaire 1119 (1119-p. 690) du cadastre de la Cité des Trois-Rivières et longeant le lot no 689, ayant ladite lisière à détacher du lot 690, 35′ de largeur sur la profondeur du lot et en plus, la partie nord-ouest du lot 689 de la subdivision du lot originaire no 1119 (1119-p. 689) du cadastre de la Cité des Trois-Rivières, mesurant 32′ de largeur sur la profondeur du lot, à prendre le long de la ligne du lot 690 ci-haut mentionnée, avec maison y érigée portant le no 3350 de la rue Foucher, comme appartenant à Mme Vve Luc Gendron ».

8° « Un emplacement connu et désigné comme étant la subdivision 463 du lot no 181 du cadastre de la paroisse des Trois-Rivières, avec bâtisse dessus construite, comme appartenant à M. Robert P. Grenier. »

9° « Un emplacement connu et désigné comme étant la subdivision 622 du lot no 1119 du cadastre de la Cité des Trois-Rivières, avec bâtisse dessus construite, comme appartenant à M. Paul Lemire. »

at the City Hall of the City of Trois-Rivières, the lands and tenements hereinafter designated will be sold for taxes unpaid in the six months following the deposit of the roll, as required by law; some of the said immovables shall be sold on condition that the adjudicator pay the consolidated taxes and payments on permanent non exigible sidewalks, to wit:

2. (*a*) "An emplacement situated on the northeast side of Champflour Street in the City of Trois-Rivières, containing about 19.5 in width on the said street, by a depth of 80′, forming an area of 1,500′ English measure, and more or less, known and designated as follows, to wit: "A" The northwest part of lot No. 1453 of the official cadastre of the City of Trois-Rivières, measuring 2′ in width by 80′ in depth and enclosed within the following boundaries: On the southwest by Champflour Street, on the northeast by the part of the same lot remaining to the Bank Canadian National on the southeast by the part of the same lot belonging to Adélard Lambert or his representatives and on the northwest by the part hereafter described of lot No. 1454, as belonging to Mr. L.P. Gouin."

2. (*b*) "The southwest part of lot No. 1454 of the same cadastre measuring 17.5′ in width by 80′ in depth forming an area of 1400′ and enclosed within the following boundaries: In front on the southwest by Champflour Street, in depth on the northeast by the northeast by the surplus of the same lot remaining to the Bank Canadian National, on one side on the southeast by the part hereabove described of lot No. 1453 and on the northwest by the surplus of said lot No. 1454 remaining to the said Bank Canadian National, as belonging to Mr. L.P. Gouin."

4. "An emplacement known and designated as forming lot No. 2040 of the cadastre of the City of Trois-Rivières, with a building constructed thereon, as belonging to Mr. Ls. Georges Pérusse."

5. "An emplacement known and designated as forming subdivision 148-149 of lot No. 1755 of the cadastre of the City of Trois-Rivières, with a building constructed thereon, as belonging to Mr. L.P. Gouin."

7. "The southeast part of lot No. 690 of the official subdivision of original lot 1119 (1119 — P. 690) of the cadastre of the City of Trois-Rivières, and running along lot No. 689, with the said strip to detach from lot 690, 35′ in width by the depth of the lot and in addition, the northwest part of lot 689 of the subdivision of original lot No. 1119 (1119 P. 689) of the cadastre of the City of Trois-Rivières, measuring 32′ in width by the depth of the lot, to be taken along the line of lot 690 hereabove mentioned, with a house erected thereon bearing No. 3350 Foucher Street, as belonging to Mrs. Luc Gendron, widow."

8. "An emplacement known and designated as forming subdivision 463 of lot No. 181 of the cadastre of the Parish of Trois-Rivières, with a building constructed thereon, as belonging to Mr. Robert P. Grenier."

9. "An emplacement known and designated as forming subdivision 622 of lot No. 1119 of the cadastre of the City of Trois-Rivières, with a building constructed thereon, as belonging to Mr. Paul Lemire."

11° « Une partie du lot 177 du cadastre officiel de la Paroisse des Trois-Rivières, de figure irrégulière, borné au nord-est par le lot 177-45 et partie des lots 177-42 et 177-46, au sud-est par partie du même lot, au sud-ouest par le Boulevard Des Forges, au nord-ouest par le lot 177-84; mesurant cent pieds et vingt-deux centièmes (100'.22) au nord-est, cent un pieds et trois dixièmes (101'.3) au nord-ouest et sud-est, cent pieds et un dixième (100'.1) en front sur le Boulevard Des Forges; contenant en superficie dix mille seize pieds carrés (10,016') mesure anglaise, comme étant de propriétaire inconnu. »

12° « Un emplacement connu et désigné comme étant la subdivision 1 du lot no 1662 du cadastre de la Cité des Trois-Rivières, avec bâtisse dessus construite, comme appartenant à la Corporation Épiscopale des Trois-Rivières. »

13° « Un emplacement connu et désigné comme étant les lots nos 926-927 du cadastre de la Cité des Trois-Rivières, avec bâtisse dessus construite, comme appartenant à M. L.P. Gouin. »

14° « Un emplacement situé sur la rue St-Martin, contenant environ 44' de largeur au front par environ 38' de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins, faisant partie du lot no P. 1493 du cadastre officiel de la Cité des Trois-Rivières et borné en front par la rue St-Martin, en profondeur, par le terrain de M. Rochefort ou représentants vers le sud-ouest par le terrain de Dame Gélinas ou représentants, et de l'autre côté par celui de Dame Martin ou représentants, avec les deux maisons dessus construites, circonstances et dépendances, comme appartenant à Mme Vve Yves Cormier. »

18° « Un emplacement connu et désigné comme étant la subdivision 496 du lot no 181 du cadastre de la Paroisse des Trois-Rivières, avec bâtisse dessus construite, comme appartenant à M. Roger Fréchette. »

19° « Un emplacement connu et désigné comme étant le lot no 295 du cadastre de la Cité des Trois-Rivières, avec bâtisse dessus construite, comme appartenant à M. Raymond Turcotte. »

23° « Un emplacement connu et désigné comme étant la subdivision 86 du lot no 25 du cadastre de la Cité des Trois-Rivières, avec bâtisse dessus construite, comme appartenant à M. Jean-Paul Dupont. »

24° « Une certaine parcelle de terre étant un parallélogramme mesurant (138') en largeur par (231.2') en profondeur formant partie du lot connu et désigné comme étant lot numéro (P. 9) sur le plan et livre de renvoi officiel de la Cité des Trois-Rivières, dans le comté de St-Maurice, et borné comme suit: En front au nord-est par Père Daniel Street, en arrière, au sud-ouest et d'un côté, au nord-ouest, par d'autres parties dudit lot numéro (P. 9) dudit cadastre appartenant au vendeur et présentement sous promesse de vente à la compagnie Central Québec Steel Ltd., et de l'autre côté, au sud-est par une autre partie dudit lot numéro (P. 9) dudit cadastre, la propriété de la compagnie Central Québec Steel Ltd., ou représentants; contenant en superficie 31,905 pieds carrés, équivalent à (0.73 acres) le tout mesure anglaise, appartenant à la compagnie Three Rivers Press Ltd. »

11. "A part of lot 177 of the official cadastre of the Parish of Trois-Rivières, of an irregular figure, bounded on the northeast by lot 177-45 and part of lots 177-42 and 177-46, on the southeast by part of the same lot, on the southwest by Des Forges Boulevard, on the northwest by lot 177-84; measuring one hundred feet and twenty-two hundredths (100'.22) on the northeast, one hundred and one feet and three-tenths (101'.3) on the northwest and southeast, one hundred feet and one-tenth (100'.1) in front on Des Forges Boulevard; containing in area ten thousand sixteen square feet (10,016') English measure, as belonging to an unknown proprietor."

12. "An emplacement known and designated as forming subdivision 1 of lot No. 1662 of the cadastre of the City of Trois-Rivières, with a building constructed thereon, as belonging to "La Corporation Épiscopale des Trois-Rivières."

13. "An emplacement known and designated as forming lots Nos 926-927 of the cadastre of the City of Trois-Rivières, with a building constructed thereon, as belonging to Mr. L.P. Gouin."

14. "An emplacement situated on St-Martin Street, containing about 44' in width in front by about 38' in depth, English measure, and more or less, forming part of lot No. P. 1493 of the official cadastre of the City of Trois-Rivières, and bounded in front by St-Martin Street, in depth, by the land of Mr. Rochefort or representatives, on the southwest by the land of Mrs. Gélinas or representatives, and on the other side by that of Mrs. Martin or representatives, with both houses constructed thereon, circumstances and dependencies, as belonging to Mrs. Yves Cormier, widow."

18. "An emplacement known and designated as forming subdivision 496 of lot No. 181 of the cadastre of the Parish of Trois-Rivières, with a building constructed thereon, as belonging to Mr. Roger Fréchette."

19. "An emplacement known and designated as forming lot No. 295 of the cadastre of the City of Trois-Rivières, with a building constructed thereon, as belonging to Mr. Raymond Turcotte."

23. "An emplacement known and designated as forming subdivision 86 of lot No. 25 of the cadastre of the City of Trois-Rivières, with a building constructed thereon, as belonging to Mr. Jean-Paul Dupont."

24. "A certain parcel of land being a parallelogram measuring (138') in width by (231.2') in depth forming part of the lot known and designated as being lot number (P. 9) on the official plan and in the book of reference of the City of Trois-Rivières, in the County of St-Maurice, and bounded as follows: In front on the northeast by Father Daniel Street, in the rear on the southwest and on one side on the northwest, by other parts of said lot number (P. 9) of the said cadastre belonging to the vendor, presently under promise of sale to Central Québec Steel Ltd. and on the other side, on the southeast by another part of said lot number (P. 9) of the said cadastre, the property of Central Québec Steel Ltd. or representatives; containing in area 31,905 sq. ft. equivalent to (0,73 acres) the whole English measure, belonging to Three Rivers Press Ltd."

26° « Un emplacement connu et désigné comme étant composé des lots nos 533, 534, 535 du lot no 1121 (1121-533, 534 et 535) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement faits pour la Cité des Trois-Rivières, avec bâtisses. À distraire, la partie de la subdivision no 1121-533 dudit cadastre vendue à Maxime Gauthier, par acte enregistré sous le no 146,667 vol. 170;

Un terrain de forme triangulaire dont la base a 18 pieds et la hauteur 83 pieds, le tout à mesure anglaise, formant une superficie de 747 pieds carrés, et faisant partie de la subdivision no 536 du lot no 1121 (1121-p. 536) dudit cadastre de la Cité des Trois-Rivières, comme appartenant à M. Jean-Louis Caron. »

27° « Un terrain de forme régulière, mesurant 98 pieds de front sur la rue Ste-Julie, par 127 pieds et 6 pouces de profondeur, formant une superficie de 12,495 pieds carrés étant les lots nos 47, 46 et partie du 45 du plan de la subdivision officielle du lot primitif 1164 du cadastre officiel de la Cité des Trois-Rivières, avec maison dessus construite, portant les numéros civiques 1276 et 1284 de ladite rue Ste-Julie, en la Cité des Trois-Rivières, borné au nord-est par la rue Ste-Julie, à l'ouest par le lot no 1164-48, au nord-ouest par les lots nos 1164-36, 1164-37 et partie de 1164-38, et au sud par le résidu du lot no 1164-45, comme appartenant à M. James Kelly. »

28° « Un emplacement situé du côté sud-ouest de la rue Cartier et ne portant pas de numéro cadastral, ayant environ 80′ de largeur par toute la profondeur qu'il peut avoir depuis ladite rue à aller au pied du côteau St-Louis, comme appartenant à Mme Vve Léo Dufresne. »

33° « Une parcelle de terrain qui peut se décrire comme suit: De figure irrégulière, borné au nord-est par le lot 181-32, au sud-est par partie du lot 181-33 (rue), au sud-ouest par partie du lot 181-35, au nord-ouest par partie du même lot, mesurant 10′ de largeur, pour une superficie de 933 pieds carrés, mesure anglaise, comme appartenant à M. et Mme Léo Lambert et Mme Vve Jos. Lambert. »

34° « Un emplacement connu et désigné comme étant la subdivision 52 du lot no 181 du cadastre de la paroisse des Trois-Rivières, comme appartenant à M. et Mme Léo Lambert et Mme Jos. Lambert. »

35° « Une parcelle de terrain bornée comme suit: De forme triangulaire, bornée au nord-est par les lots 181-382, 386, 625, au sud-est par partie du lot 181-1-50, au sud-ouest par partie du même lot, comme appartenant à M. et Mme Léo Lambert et Mme Jos. Lambert. »

36° « Le lot no 26 de la subdivision officielle du susdit lot no 181 (181-26) du susdit cadastre, sauf et à distraire dudit lot la partie de terrain cédée à M. Gabriel Laperrière, suivant acte d'échéance reçu par Me Lionel Martin, notaire, le 29 avril 1965, et enregistré au susdit bureau d'enregistrement sous le no 24899.

« Une partie du lot no 25 de la subdivision officielle du lot no 181 (181-p. 25) du cadastre officiel de la Paroisse des Trois-Rivières, mesurant, mesure anglaise, 10′ de largeur par la largeur dudit lot, borné en profondeur, vers le sud, par partie non subdivisé du lot no 181;

26. "An emplacement known and designated as being composed of lots Nos 533, 534, 535 of lot No. 1121 (1121-533, 534 and 535) on the official plan and in the book of reference of the cadastre, registration made for the City of Tros-Rivières, with buildings. To withdraw, the part of subdivision No. 1121-533 of the said cadastre sold to Maxime Gauthier, by a deed registered under No. 146,667 Vol. 170;

A piece of land of a triangular form, the base of which has 18 feet and the height 83 feet, the whole English measure, forming an area of 747 square feet, and forming part of subdivision No. 536 of lot No. 1121 (1121-P. 536) of the said cadastre of the City of Trois-Rivières, as belonging to Mr. Jean-Louis Caron."

27. "A piece of land of a regular figure, measuring 98 feet in front on Ste-Julie Street, by 127 feet and 6 inches in depth, forming an area of 12,495 square feet being lots Nos. 47, 46 and part of 45 of the plan of the official subdivision of primitive lot 1164 of the official cadastre of the City of Trois-Rivières, with a house constructed thereon, bearing civic numbers 1276 and 1284 of the said Ste-Julie Street, in the City of Trois-Rivières, bounded on the northeast by Ste-Julie Street, on the west by lot No. 1164-48, on the northwest by lots Nos. 1164-36, 1164-37 and part of 1164-38, and on the south by the remainder of lot No. 1164-45, as belonging to Mr. James Kelly."

28. "An emplacement situated on the southwest side of Cartier Street and existing without a cadastral number, with about 80′ feet in width by the entire depth which may exist from the said street to the foot of St-Louis Slope, as belonging to Mrs. Léo Dufresne, widow."

33. "A parcel of land which may be described as follows: Of an irregular figure, bounded on the northeast by lot 181-32, on the southeast by part of lot 181-33 (street), on the southwest by part of lot 181-35, on the northwest by part of the same lot, measuring 10′ in width, for an area of 933 square feet, English measure, as belonging to Mr. and Mrs. Léo Lambert and Mrs. Jos. Lambert, widow."

34. "An emplacement known and designated as forming subdivision 52 of lot No. 181 of the cadastre of the Parish of Trois-Rivières, as belonging to Mr. and Mrs. Léo Lambert and Mrs. Jos Lambert."

35. "A parcel of land bounded as follows: Of a triangular form, bounded on the northeast by lots 181-382, 386, 625, on the southeast by part of lot 181-1-50, on the southwest by part of the same lot, as belonging to Mr. and Mrs. Léo Lambert and Mrs. Jos. Lambert.

36. "Lot No. 26 of the official subdivision of aforesaid lot No. 181 (181-26) of the aforesaid cadastre, save and to withdraw from the said lot the part of land ceded to Mr. Gabriel Laperrière, according to a deed of maturity received by Me Lionel Martin, notary, on April 29, 1965, and registered at the aforesaid registry office under No. 24899.

"A part of lot No. 25 of the official subdivision of lot No. 181 (181-P. 25) of the official cadastre of the Parish of Trois-Rivières, measuring, English measure, 10′ in width by the width of the said lot, bounded in depth, on the south, by an unsubdivided part of lot

du côté nord, par le surplus du lot no 181-25, restant la propriété de Gabriel Laperrière; d'un côté, vers l'ouest, par le lot no 181-24 et de l'autre côté, vers le nord-est, par le lot no 181-26, comme appartenant à M. et Mme Léo Lambert et Mme Vve Jos. Lambert. »

« Une parcelle de terrain qui peut se décrire comme suit: De figure triangulaire, borné au nord-est par partie du même lot, au sud-ouest par le lot 181-26, au nord-ouest par partie du lot 181-28 (rue), pour une superficie de 545′ ca., mesure anglaise, comme appartenant à M. et Mme Léo Lambert et Mme Vve Jos. Lambert. »

39° « Une certaine partie de terrain situé dans la province de Québec, connu et désigné comme partie du lot 184 (lot no 184) au plan et dans le livre de renvoi de la Paroisse des Trois-Rivières et situé sur le côté nord-est de la route publique appelée « Chemin des Forges », contenant 200′ de largeur en front le long dudit Chemin des Forges, par 150′ de profondeur, mesure anglaise, étant borné en front vers le sud-ouest par le Chemin des Forges, en profondeur, vers le nord-est par une autre partie du lot no 184 décrite ci-dessous, d'un côté vers le sud-est par les lots no 184-1 et 184-2, de l'autre côté vers le nord-ouest par le lot 184-34 étant une rue, avec bâtisse dessus construite, comme appartenant à M. François Pleau. »

« Un emplacement de figure rectangulaire situé à une distance de cent cinquante pieds (150′) du côté nord-est du chemin public appelé « Chemin des Forges », pris à même le lot no 184 (p. 184) au plan et dans le livre de renvoi officiel pour la paroisse des Trois-Rivières, mesurant 200′ de largeur des côtés sud-ouest et nord-est et 332′ de profondeur des côtés nord-ouest et sud-est et borné comme suit: En front au sud-ouest par partie du lot no 184 décrit au paragraphe ci-dessus, au nord-est par partie dudit lot 184 appartenant à Wilfrid A. Lainesse, du côté nord-ouest par le lot no 184-34 étant une rue et vers le sud-est par les lots nos 184-3-4-5-6-7-8 et partie du lot 184-9.

Dans l'état où se trouve ledit immeuble avec tous les droits, dépendances et accessoires, attachés et appartenant à cet immeuble, sans aucune exception ou réserve de la part du vendeur, comme appartenant à M. François Pleau. »

40° « Un morceau de terrain ou emplacement situé du côté nord-est du chemin public en la paroisse de St-Michel des Forges, contenant 180 pieds de largeur par 125 pieds de profondeur, connu et désigné comme faisant partie du lot 212 (p. 212) du cadastre officiel de la paroisse des Trois-Rivières, borné en front, vers le sud-ouest par le chemin public, vers le nord-ouest par Armand Bellemare, en profondeur, vers le nord-est et de l'autre côté vers le sud-est par le vendeur, comme appartenant à M. Fernand Gauthier. »

42° « Un terrain connu et désigné comme faisant partie du lot 236 (p. 236) du cadastre officiel de la Paroisse des Trois-Rivières, contenant 58 pieds de l'argeur par 500 pieds de profondeur, borné en front par le chemin public, en profondeur et du côté nord, par le terrain de M. Eugène Bellefeuille et du côté sud, par le terrain de Dame Alphonse Tessier. Cependant,

No. 181; on the north side, by the surplus of lot No. 181-25, remaining the property of Gabriel Laperrière; on one side, on the west, by lot No. 181-24 and on the other side, on the northeast, by lot No. 181-26, as belonging to Mr. and Mrs. Léo Lambert and Mrs. Jos. Lambert, widow."

"A parcel of land which may be described as follows: Of a triangular figure, bounded on the northeast by part of the same lot, on the southwest, by lot 181-26, on the northwest by part of lot 181-28 (street), for an area of 545′ square feet, English measure, as belonging to Mr. and Mrs. Léo Lambert and Mrs. Jos. Lambert, widow."

39. "A certain part of the land situated in the Province of Québec, known and designated as part of lot 184 (lot No. 184) on the plan and in the book of reference of the Parish of Trois-Rivières and situated on the northeast side of the public road called "Des Forges Road", containing 200′ in width in front along the said Des Forges Road, by 150′ in depth, English measure, bounded in front on the southwest by Des Forges Road, in depth, on the northeast by another part of lot No. 184 hereunder described, on one side on the southeast by lots Nos. 184-1 and 184-2, on the other side on the northwest by lot 183-44 being a street, with a building constructed thereon, as belonging to Mr. François Pleau."

"An emplacement of a rectangular figure situated at a distance of one hundred and fifty feet (150′) on the northeast side of the public road called "Des Forges Road", taken from lot No. 184 (P. 184) on the official plan and in the book of reference for the Parish of Trois-Rivières, measuring 200′ in width on the southwest and northeast sides and 332′ in depth on the northwest and southeast sides and bounded as follows: In front on the southwest by part of lot No. 184 described in the paragraph hereabove, on the northeast by part of said lot 184 belonging to Wilfrid A. Lainesse, on the northwest side by lot No. 184-34 being a street and on the southeast by lots Nos. 184-3-4-5-6-7-8 and part of lot 184-9.

In the state in which the said immovable may be found with all the rights, dependencies and accessories, attached and belonging to this immovable, without any exception nor reservation on the part of the vendor, as belonging to Mr. François Pleau."

40. "A piece of land or emplacement situated on the northeast side of the public road in the Parish of St-Michel des Forges, containing 180 feet in width by 125 feet in depth, known and designated as forming part of lot 212 (P. 212) of the official cadastre of the Parish of Trois-Rivières, bounded in front, on the southwest by the public road, on the northwest by Armand Bellemare, in depth, on the northeast and on the other side on the southeast by the vendor, as belonging to Mr. Fernand Gauthier."

42. "A piece of land known and designated as forming part of lot 236 (P. 236) of the official cadastre of the Parish of Trois-Rivières, containing 58 feet in width by 500 feet in depth, bounded in front by the public road, in depth and on the north side, by the land of Mr. Eugène Bellefeuille and on the south side, by the land of Mrs. Alphonse Tessier. However, to withdraw the

à soustraire la partie vendue à la Cité des Trois-Rivières en date du 19 octobre 1970, et enregistré sous le no 270,976, comme appartenant à M. Maurice Morneau. »

43° « La moitié latérale sud-est du lot no 227 (p. 227) du cadastre officiel de la Paroisse des Trois-Rivières, comté de St-Maurice, situé dans le deuxième rang de cette paroisse et contenant cette bâtisse dessus construite, circonstances et dépendances. À soustraire une partie de ce lot exproprié par le ministère de la Voirie (Québec) en date du 14 décembre 1965 et une autre partie expropriée par la Corporation de la Cité des Trois-Rivières, en date du 13 mai 1970, comme appartenant à M. Paul Chamberland. »

44° « Un emplacement situé du côté nord-est du premier rang, en la Paroisse de St-Michel des Forges, à être pris à cent pieds anglais au nord de la ligne divisant la terre du vendeur de celle de monsieur Adélard Doucet, l'emplacement présentement vendu, contenant cent pieds de largeur par deux cent pieds de profondeur, connu et désigné comme faisant partie du lot no 9 (p. 9) du cadastre officiel du comté de St-Maurice, pour la paroisse de St-Étienne des Grès, borné comme suit, savoir en front vers le sud-ouest par le premier rang et des trois autres côtés par le vendeur, comme appartenant à M. Antonio Paillé. »

45° « Une propriété située sur le lot no p. 288 du cadastre de la Paroisse des Trois-Rivières (lot appartenant à la Corporation de la Cité des Trois-Rivières), comme appartenant à Roger Leblanc Hélicoptère aviation ltée. »

47° « Un emplacement connu et désigné comme étant la subdivision 62 du lot no 185 du cadastre de la Paroisse des Trois-Rivières, comme appartenant à M. Paul Couture. »

48° « Un emplacement connu et désigné comme étant la subdivision 63 du lot no 185 du cadastre de la Paroisse des Trois-Rivières, avec bâtisse dessus construite, comme appartenant à M. Paul Couture. »

49° « Un emplacement connu et désigné comme étant la subdivision 144 du lot No. 184 du cadastre de la paroisse des Trois-Rivières, avec bâtisse dessus construite, comme appartenant à M. Gérard Lebel. »

50° « Un emplacement connu et désigné comme étant la subdivision 102 du lot No 185 du cadastre de la paroisse des Trois-Rivières, avec bâtisse dessus construite, comme appartenant à M. Arsène Gagné. »

52° « Un emplacement connu et désigné comme étant la subdivision 98 du lot No 218 du cadastre de la paroisse des Trois-Rivières, comme appartenant à M. Clément Dubé. »

54° « Un emplacement connu et désigné comme étant la subdivision 343 du lot No 1 du cadastre de la paroisse de St-Étienne, avec bâtisse dessus construite, comme appartenant à M. Roger Baribeau. »

56° « Un emplacement connu et désigné comme étant la subdivision 31 du lot No 7 du cadastre de la paroisse de St-Étienne, comme appartenant à M. Paul-Émile Paquin. »

57° « Un emplacement connu et désigné comme étant la subdivision 32 du lot No 7 du cadastre de la paroisse de St-Étienne, comme appartenant à M. Paul-Émile Paquin. »

part sold to the City of Trois-Rivières, dated the 19th day of October, 1970, and registered under No. 270,976, as belonging to Mr. Maurice Morneau."

43. "The lateral southeast half of lot No. 227 (P. 227) of the official cadastre of the Parish of Trois-Rivières, County of St-Maurice, situated in the second range of this parish and containing this building constructed thereon, circumstances and dependencies. To To withdraw a part of this lot expropriated by the Department of Roads (Québec) dated December 14, 1965 and another part expropriated by the Corporation of the City of Trois-Rivières, on May 13, 1970, as belonging to Mr. Paul Chamberland."

44. "An emplacement situated on the northeast side of the first range, in the Parish of St-Michel des Forges, to be taken at one hundred English feet north of the line dividing the land of the vendor from that of Mr. Adélard Doucet, the emplacement presently sold, containing one hundred feet in width by two hundred feet in depth, known and deisgnated as forming part of lot No. 9 (P. 9) of the official cadastre of the County of St-Maurice, for the Parish of St-Étienne des Grès, bounded as follows, to wit: in front, on the southwest by the first range and on the other three sides by the vendor, as belonging to Mr. Antonio Paillé."

45. "A property situated on lot No. P. 288 of the cadastre of the Parish of Trois-Rivières, (lot belonging to the Corporation of the City of Trois-Rivières), as belonging to Roger Leblanc Hélicoptère Aviation ltée."

47. "An emplacement known and designated as forming subdivision 62 of lot No. 185 of the cadastre of the Parish of Trois-Rivières, as belonging to Mr. Paul Couture."

48. "An emplacement known and designated as forming subdivision 63 of lot No. 185 of the cadastre of the Parish of Trois-Rivières, with a building constructed thereon, as belonging to Mr. Paul Couture."

49. "An emplacement known and designated as forming subdivision 144 of lot No. 184 of the cadastre of the Parish of Trois-Rivières, with a building constructed thereon, as belonging to Mr. Gérard Lebel."

50. "An emplacement known and designated as forming subdivision 102 of lot No. 185 of the cadastre of the Parish of Trois-Rivières, with a building constructed thereon, as belonging to Mr. Arsène Gagné."

52. "An emplacement known and designated as forming subdivision 98 of lot No. 218 of the cadastre of the Parish of Trois-Rivières, as belonging to Mr. Clément Dubé."

54. "An emplacement known and designated as forming subdivision 343 of lot No. 1 of the cadastre of the Parish of St-Étienne, with a building constructed thereon, as belonging to Mr. Roger Baribeau."

56. "An emplacement known and designated as forming subdivision 31 of lot No. 7 of the cadastre of the Parish of St-Étienne, as belonging to Mr. Paul-Émile Paquin."

57. "An emplacement known and designated as forming subdivision 32 of lot No. 7 of the cadastre of the Parish of St-Étienne, as belonging to Mr. Paul-Émile Paquin."

58° « Un emplacement connu et désigné comme étant la subdivision 22 du lot No 26 du cadastre de la paroisse de St-Étienne, comme appartenant à Mme Édouard Langevin. »

59° « Un emplacement connu et désigné comme étant la subdivision 72 du lot No 27 du cadastre de la paroisse de St-Étienne, comme appartenant à Mme Édouard Langevin. »

60° « Un emplacement connu et désigné comme étant la subdivision 74 du lot No. 28 du cadastre de la paroisse de St-Étienne, comme appartenant à Mme Édouard Langevin. »

61° « Un emplacement connu et désigné comme étant la subdivision 19 du lot No. 29 du cadastre de la paroisse de St-Étienne, comme appartenant à Mme Édouard Langevin. »

62° « Un emplacement connu et désigné comme étant la subdivision 22 du lot No 313 du cadastre de la paroisse de St-Étienne, comme appartenant à M. Jean-Marc Côté. »

63° « Un emplacement connu et désigné comme étant la subdivision 396 du lot No 1119 du cadastre de la cité des Trois-Rivières, avec bâtisse dessus construite, comme appartenant à M. Harry Mac Lellan. »

Le greffier de la Cité,
GEORGES BEAUMIER.

40056-19-2-o

58. "An emplacement known and designated as forming subdivision 22 of lot No. 26 of the cadastre of the Parish of St-Étienne, as belonging to Mrs. Édouard Langevin."

59. "An emplacement known and designated as forming subdivision 72 of lot No. 27 of the cadastre of the Parish of St-Étienne, as belonging to Mrs. Édouard Langevin."

60. "An emplacement known and designated as forming subdivision 74 of lot No. 28 of the cadastre of the Parish of St-Étienne, as belonging to Mrs. Édouard Langevin."

61. "An emplacement known and designated as forming subdivision 19 of lot No. 29 of the cadastre of the Parish of St-Étienne, as belonging to Mrs. Édouard Langevin."

62. "An emplacement known and designated as forming subdivision 22 of lot No. 313 of the cadastre of the Parish of St-Étienne, as belonging to Mr. Jean-Marc Côté."

63. "An emplacement known and designated as forming subdivision 396 of lot No. 1119 of the cadastre of the City of Trois-Rivières, with a building constructed thereon, as belonging to Mr. Harry Mac Lellan."

GEORGES BEAUMIER,
City Clerk.

40056-19-2

Ministère de la Voirie

Avis

À partir du 1er avril 1972, la route No 29, dans les municipalités ci-dessous désignées ne sera plus à l'entretien du ministère de la Voirie.

Comté de Terrebonne

Dans la ville de Rosemère, des limites de Sainte-Thérèse-Ouest, jusqu'à l'intersection avec la route 11, sur une longueur de 2,995 pieds.

Dans la ville de Sainte-Thérèse-Ouest, des limites de Saint-Eustache paroisse jusqu'aux limites de la ville de Rosemère, sur une longueur de 15,845 pieds.

Comté de Deux-Montagnes

Dans la paroisse de Saint-Eustache, des limites de la ville de Saint-Eustache jusqu'aux limites de la ville de Sainte-Thérèse-Ouest sur une longueur de 13,305 pieds.

Dans la ville de Saint-Eustache, des limites de la cité de Deux-Montagnes, jusqu'aux limites de la paroisse de Saint-Eustache, sur une longueur de 5,150 pieds.

Dans la cité de Deux-Montagnes, des limites de Sainte-Marthe-sur-le-lac, jusqu'aux limites de la ville de Saint-Eustache, sur une longueur de 8,874 pieds.

Dans la municipalité de Sainte-Marthe-sur-le-lac, de l'intersection avec l'autoroute No 640 jusqu'aux limites de la cité de Deux-Montagnes, sur une longueur de 6,524 pieds.

Québec, le 28 avril 1971.

Le ministre de la Voirie,
BERNARD PINARD.

40068-o

Department of Roads

Notice

As of April 1, 1972, Highway No. 29 will no longer be maintained by the Department of Roads in the municipalities hereunder designated:

County of Terrebonne

In the town of Rosemère, from the limits of Sainte-Thérèse-Ouest to its intersection with Highway 11, a length of 2,995 feet.

In the town of Sainte-Thérèse-Ouest, from the limits of Saint-Eustache Parish to the limits of the town of Rosemère, a length of 15,845 feet.

County of Two-Mountains

In the parish of Saint-Eustache, from the limits of the town of Saint-Eustache to the limits of the town of Sainte-Thérèse-Ouest, a length of 13,305 feet.

In the town of Saint-Eustache, from the limits of the city of Two-Mountains to the limits of the Parish of Saint-Eustache, a length of 5,150 feet.

In the city of Two-Mountains, from the limits of Sainte-Marthe-sur-le-lac to the limits of the town of Saint-Eustache, a length of 8,874 feet.

In the municipality of Sainte-Marthe-sur-le-lac, from its intersection with Autoroute No. 640 to the limits of the city of Two-Mountains, a length of 6,524 feet.

Québec, April 28, 1971.

BERNARD PINARD,
Minister of Roads.

40068

Arrêtés en conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1564

Québec, le 27 avril 1971.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'aide à l'édition et à la production du livre.

ATTENDU QU'il y a lieu d'aider les entreprises québécoises d'édition et de production du livre et d'ouvrages de bibliothèques.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Affaires culturelles:

QUE ne soient accordées par le gouvernement du Québec des subventions pour l'édition et la production du livre et d'ouvrages de bibliothèques, qu'aux seules entreprises qui répondent aux exigences suivantes:

a) être une société ou une compagnie constituée par les lois du Québec; cette règle ne s'applique pas aux sociétés ou compagnies qui, au 1er mai 1971, sont, en territoire québécois, constituées par les lois du Canada;

b) avoir sa principale place d'affaires au Québec;

c) que 50% de leurs actions ayant droit de vote ou 50% du capital des associés soient détenus ou possédés par un ou plusieurs citoyens canadiens domiciliés au Québec. Cette obligation n'est satisfaite que si les actions sont enregistrées et détenues par des particuliers seulement ou par des compagnies dont la majorité des actions sont détenues par des citoyens canadiens domiciliés au Québec. Toute transaction de nature à changer la capitalisation de la compagnie ou de la société, de façon à ce que la condition ci-dessus ne soit plus remplie, entraîne la perte de l'aide ci-dessus mentionnée;

d) que la majorité des associés ou des administrateurs soient des citoyens canadiens domiciliés au Québec;

e) que, dans chaque société ou compagnie, le président, le directeur général, le directeur général adjoint et le secrétaire-trésorier soient des citoyens canadiens domiciliés au Québec;

f) que les entreprises existantes au 1er mai 1971 aient jusqu'au 30 avril 1973 pour modifier la composition de leur conseil d'administration et leur structure financière conformément aux exigences qui précèdent; d'ici là, elles seront considérées comme y satisfaisant, mais elles ne seront plus éligibles aux subventions si, à compter du 1er mai 1973, elles ne se sont pas effectivement conformées aux exigences énumérées plus haut (*a*, *b*, *c*, *d*, *e*);

QUE les arrêtés en conseil numéro 935 en date du 10 mars 1971 et numéro 992 en date du 16 mars 1971 soient abrogés.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

40066-o

Orders in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1564

Québec, April 27, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING the promotion of book editing and publishing.

WHEREAS it is expedient to assist the firms editing and publishing in the province of Québec books and library reference works.

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Cultural Affairs:

THAT grants from the Government of the Province of Québec for the editing and publishing of books and library reference works be made only to the firms complying with the following requirements:

(*a*) to be a partnership or company incorporated under the laws of the Province of Québec; such rule shall not apply to the partnerships or companies being, on May 1, 1971 and in the territory of the province of Québec, incorporated under the Canadian laws;

(*b*) to have its head office in the province of Québec;

(*c*) that 50% of their shares entitled to vote or 50% of the capital of the partners be held or owned by one or more Canadian citizens domiciled in the province of Québec. Such requirement shall not be fulfilled unless the shares are registered and held by individuals only or companies the majority of the shares of which are held by Canadian citizens domiciled in the province of Québec. Any transaction that could change the capitalization of the company or partnership so that the above requirement be no more fulfilled, shall entail the loss of the assistance above mentioned;

(*d*) that the majority of the partners or directors be Canadian citizens domiciled in the province of Québec;

(*e*) that in each partnership or company the president, director general, assistant director general and secretary-treasurer be Canadian citizens domiciled in the province of Québec;

(*f*) that the firms existing on May 1, 1971 have till April 30, 1973 to change the composition of their board of directors and their financial structure in conformity with the above requirements; in the meantime they shall be deemed as complying therewith but shall not be entitled to grants if from May 1, 1973 they have not effectively complied with the requirements listed above (*a*, *b*, *c*, *d*, *e*);

THAT Orders in Council numbers 935 of March 10, 1971 and 992 of March 16, 1971 be repealed.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

40066

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1566

Québec, le 27 avril 1971.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'aide aux libraires accrédités.

ATTENDU QU'il y a lieu de favoriser la diffusion du livre en langue française au Québec et son accessibilité au public;

ATTENDU QU'il y a lieu d'aider les libraires qui ont obtenu l'accréditation auprès du ministre des Affaires culturelles suivant la Loi de l'accréditation des libraires (1965, Session I, chapitre 21).

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Affaires culturelles:

QUE, pour bénéficier de subventions autres que statutaires du gouvernement du Québec, pour fins d'achat de volumes, manuels scolaires et documents imprimés, en toutes langues, les institutions publiques telles que les bibliothèques publiques, commissions scolaires, hôpitaux et institutions d'enseignement, doivent effectuer leurs achats et produire des documents l'attestant, des volumes, manuels scolaires et documents imprimés, dans les librairies accréditées par le ministre des Affaires culturelles sous réserve de ce qui suit: lesdites institutions publiques ne sont assujetties à cette obligation qu'en autant que les libraires accrédités leur vendent les volumes publiés, coédités et imprimés à l'extérieur à un taux de conversion des monnaies étrangères en dollars canadiens que le ministre des Affaires culturelles désigne périodiquement selon les variations de la valeur au change. Le prix ainsi obtenu est net, c'est-à-dire qu'aucune remise ou escompte ne sera consentie par le libraire à l'acheteur. En ce qui concerne les livres imprimés au Québec, les ministres qui ont le pouvoir d'octroyer des subventions pourront soumettre à l'étude du Comité consultatif les prix des ouvrages qui leur paraîtraient exagérés et prendre les mesures qui s'imposent pour corriger les abus;

QUE le Service des achats du gouvernement du Québec et chacun de ses ministères et organismes achètent leurs livres, manuels et documents pédagogiques uniquement chez les libraires agréés et aux conditions stipulées plus haut;

QUE le présent arrêté en conseil ne porte pas atteinte aux ententes conclues entre le gouvernement du Québec et tout autre gouvernement;

QUE, par exception, le libre scientifique, technique et médical désignant tout manuel ou livre de référence à l'université, dont le prix de détail excède onze (11) dollars et qui bénéficie d'une subvention à la vente en milieux universitaires, peut être acheté chez des libraires ou organismes non agréés;

QUE l'arrêté en conseil numéro 934 en date du 10 mars 1971 soit abrogé.

Le greffier du Conseil exécutif,
40066-o JULIEN CHOUINARD.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1566

Québec, April 27, 1971.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING assistance to accredited booksellers.

WHEREAS it is expedient to promote the distribution of French books in the Province and their accessibility to the public;

WHEREAS it is expedient to assist the booksellers who have been granted accreditation by the Department of Cultural Affairs under the Booksellers Accreditation Act (1965, 1st session, chapter 21).

IT IS ORDERED, therefore upon the recommendation of the Minister of Cultural Affairs:

THAT, in order to benefit by non-statutory grants of the Government of the Province of Québec, to buy books, school-books and printed matters in any language, public establishments such as public libraries, school boards, hospitals and teaching establishments shall buy, and supply documentation to prove that they did so, books, schoolbooks and printed matters from publishing establishments accredited by the Minister of Cultural Affairs — subject to the following: the said public institutions shall be bound by such obligation only insofar as the accredited booksellers sell them books published, edited jointly and printed outside the country at a conversion rate a foreign currencies into Canadian dollars which the Minister of Cultural Affairs determines from time to time according to the fluctuations of the exchange value. Any price so computed shall be a net price so that no rebate or discount be allowed by the bookseller to the purchaser. As to books printed in the Province, the ministers empowered to make grants may refer to the advisory committee the study of the prices of the works which they find too high and take the necessary steps to correct abuses;

THAT the Québec Government Purchasing Service and each of its departments and bodies purchase books, text-books and pedagogical documents only at accredited booksellers and on the conditions stated above;

THAT this Order in Council is not contrary to the agreements signed by the Government of the Province and any other government;

THAT scientific, technic and medical books which are university textbooks or books of reference, the retail price of which is more than eleven (11) dollars and that benefit by any grant on selling in university circles, may exceptionally be purchased at non-accredited booksellers and bodies;

THAT Order in Council number 934 of March 10, 1971 be repealed.

JULIEN CHOUINARD,
40066 *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1565

Québec, le 27 avril 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les modifications à la réglementation de l'accréditation des libraires.

ATTENDU QUE le paragraphe *a*) de l'article 10 de la Loi de l'accréditation des libraires permet au lieutenant-gouverneur en conseil de faire des règlements pour déterminer les qualités requises et les conditions à remplir d'une personne qui sollicite l'accréditation ou un renouvellement;

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier les règlements relatifs à l'accréditation des libraires (A.C. 932 en date du 10 mars 1971 et 991 en date du 16 mars 1971).

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Affaires culturelles:

QUE soient approuvées les modifications apportées au règlement relatif à l'accréditation des libraires.

Le règlement se lira dorénavant comme suit: voir annexe A;

QUE les arrêtés en conseil numéro 932 en date du 10 mars 1971 et numéro 991 en date du 16 mars 1971 soient abrogés.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Règlements concernant l'accréditation des libraires

Article 1. Dans les présents règlements, l'expression « requérant » signifie toute personne qui sollicite un certificat d'accréditation pour chacune de ses librairies.

Article 2. Pour qu'il lui soit accordé un certificat de libraire de détail accrédité, le requérant doit en tout temps répondre aux exigences suivantes:

a) avoir sa principale place d'affaires dans le Québec;

b) être citoyen canadien domicilié au Québec; dans le cas d'une société ou d'une compagnie, être constituée par les lois du Québec; cette règle ne s'applique pas aux sociétés ou aux compagnies qui, au 1er mai 1971, sont, en territoire québécois, constituées par les lois du Canada;

c) 50% des actions ayant droit de vote ou 50% du capital des associés sont détenus ou possédés par un ou plusieurs citoyens canadiens domiciliés au Québec. Cette obligation n'est satisfaite que si les actions sont enregistrées et détenues par des particuliers seulement ou par des compagnies dont la majorité des actions sont détenues par des citoyens canadiens domiciliés au Québec. Toute transaction de nature à changer la capitalisation de la compagnie ou de la société, de façon à ce que la condition ci-dessus ne soit plus remplie, rend le certificat d'accréditation caduc;

d) que la majorité des associés ou des administrateurs soient des citoyens canadiens domiciliés au Québec;

e) que, dans chaque compagnie ou société, le président, le directeur général, le directeur général adjoint

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1565

Québec, April 27, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING the amendments to the regulations on booksellers accreditation.

WHEREAS under paragraph *a* of section 10 of the Booksellers Accreditation Act the Lieutenant-Governor in Council may make regulations to determine the qualifications required and the conditions to be fulfilled by any person applying for accreditation or for renewal.

WHEREAS it is expedient to amend the regulations respecting booksellers accreditation (O.C. 932 of March 10, 1971 and 991 of March 16, 1971).

THEREFORE, IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Cultural Affairs:

THAT the amendments to the regulations respecting booksellers accreditation be approved.

The regulations shall hereafter read as follows: See schedule A;

THAT Orders in Council numbers 932 of March 10, 1971 and 991 of March 16, 1971 be repealed.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Regulations respecting booksellers accreditation

Article 1. In these regulations the expression "applicant" means any person applying for a certificate of accreditation for each of his bookstores.

Article 2. To be granted a certificate of accredited retail bookseller, the applicant shall at any time comply with the following requirements:

(*a*) to have his chief place of business in the province of Québec;

(*b*) to be a Canadian citizen domiciled in the province of Québec; in the case of a partnership or company, to be incorporated under the laws of the Province of Québec; such rule shall not apply to the partnerships or companies being, on May 1, 1971 and in the province of Québec, incorporated under the Canadian laws;

(*c*) that 50% of the shares entitled to vote or 50% of the capital of the partners be held or owned by one or more Canadian citizen domiciled in the province of Québec. Such requirement will not be fulfilled unless the shares are registered and held by individuals only or companies the majority of the shares of which are held by Canadian citizens domiciled in the province of Québec. Any transaction that could change the capitalization of the company or partnership so that the above requirement be no more fulfilled shall entail nullity of the certificate of accreditation;

(*d*) that the majority of the partners or directors be Canadian citizens domiciled in the Province of Québec;

(*e*) that in each partnership or company the president, director general, assistant director general and secre-

et le secrétaire-trésorier soient des citoyens canadiens domiciliés au Québec;

f) que les librairies agréées répondant aux normes d'accréditation le 30 avril 1971, auront jusqu'au 30 avril 1973 pour modifier la composition de leur conseil d'administration et leur structure financière conformément aux exigences qui précèdent; d'ici là, elles seront considérées comme y satisfaisant, mais elles ne seront plus éligibles aux subventions si, à compter du 1er mai 1973, elles ne se sont pas effectivement conformées aux exigences énumérées plus haut (*a*, *b*, *c*, *d* et *e*);

g) lors d'un réaménagement de locaux, faire une nouvelle demande d'accréditation;

h) tenir un établissement accessible de la voie publique ou du mail d'un centre d'achat, avec enseigne et vitrine en façade, et ouvert toute l'année conformément aux règlements municipaux et aux usages commerciaux de l'endroit;

i) vendre principalement au détail de façon continue et régulière;

j) dans une ville de plus de 10,000 habitants, posséder un stock de livres neufs et variés, sans compter les manuels scolaires:

1° d'une valeur d'au moins $15,000 au coût d'achat;

2° comportant un nombre minimum de 5,000 titres à l'étalage, dont au moins 400 d'auteurs canadiens, à condition que les éditeurs canadiens consentent des remises de 40% sur les ouvrages qui ne sont pas strictement des manuels scolaires ou des documents didactiques. Si ces ouvrages devenaient agréés pour fin d'enseignement selon les listes publiées par le ministère de l'Éducation, le même remise serait consentie au libraire;

k) dans une ville de moins de 10,000 habitants, posséder un stock de livres neufs et variés, sans compter les manuels scolaires:

1° d'une valeur de $10,000 au prix d'achat;

2° comportant un nombre minimum de 3,000 titres à l'étalage dont au moins 300 d'auteurs canadiens, à condition que les éditeurs canadiens consentent au libraire de détail des remises de 40%. Si ces ouvrages devenaient agréés pour fin d'enseignement selon les listes publiées par le ministère de l'Éducation, la même remise serait consentie au libraire;

l) posséder un équipement bibliographique suffisant;

m) être en mesure d'exécuter, dans un délai raisonnable, des commandes spéciales de livres neufs qu'il n'a pas en stock.

Article 3. Pour qu'il lui soit accordé un certificat de libraire de matériel didactique accrédité, le requérant doit en tout temps répondre aux exigences suivantes:

a) répondre aux exigences mentionnées aux paragraphes *a*), *b*), *c*), *d*), *e*), *f*), *g*), *h*), *i*), *l*) et *m*) de l'article 2;

b) posséder de façon permanente un échantillonnage d'au moins un exemplaire de chacun des ouvrages dont l'usage est agréé pour fins d'enseignement seulement, selon les listes annuelles publiées par le ministère de l'Éducation.

Article 4. L'accréditation est renouvelable annuellement le 1er mai. Le requérant doit adresser une demande à cette fin au ministère des Affaires culturelles qui

tary-treasurer be Canadian citizens domiciled in the province of Québec;

(*f*) that the accredited bookstores meeting the accreditation standards on April 30, 1971 will have till April 30, 1973 to change the composition of their board of directors and their financial structure in conformity with the above requirements; until then they shall be considered as complying therewith but shall be entitled to no grant if from May 1, 1973 they have not effectively complied with the requirements listed above (*a*, *b*, *c*, *d* and *e*);

(*g*) when renovating the premises, to apply again for accreditation;

(*h*) to keep a shop accessible from the street or the mall of a shopping center, with sign and shop-window in front; such shop shall be open during the whole year in compliance with the local municipal by-laws and business customs;

(*i*) to sell chiefly at retail, without interruption and regularly;

(*j*) in any town of more than 10,000 inhabitants, to have on hand a variety of new books, excluding schoolbooks,

1. of a value of at least $15,000 at purchase price;

2. with a minimum of 5,000 titles on display, including at least 400 titles from Canadian authors, provided that a 40% discount be allowed by Canadian publishers on works which are not strictly school-books or didactic documents. Should such works become agreed for purposes of teaching, according to the lists published by the Department of Education, the same discount would be granted to booksellers;

(*k*) in any town of less than 10,000 inhabitants, to have on hand a variery of new books, excluding schoolbooks,

1. of a value of $10,000 at purchase price;

2. with a minimum of 3,000 titles on display, including at least 300 titles from Canadian authors, provided that 40% discount be allowed to retail booksellers by Canadian publishers. Should such works become agreed for purposes of teaching, according to the lists published by the Department of Education, the same discount would be granted to booksellers;

(*l*) to own adequate bibliographical equipment;

(*m*) to be able to fill within a reasonable delay special orders for new books which he does not have on hand.

Article 3. To be granted a certificate of accredited bookseller in didactic material, the applicant shall at any time comply with the following requirements:

(*a*) to comply with the requirements mentioned in paragraphs *a*, *b*, *c*, *d*, *e*, *f*, *g*, *h*, *i*, *l* and *m* of article 2;

(*b*) to have always on hand and as sample at least one copy of each of the works the use of which is agreed for teaching purposes only, according to the annual lists published by the Department of Education.

Article 4. Accrediation shall be renewed on the first of May in each year. The applicant shall send in an application therefor to the Department of Cultural

vérifiera si l'entreprise répond aux normes d'accréditation.

Une entreprise qui a déjà reçu un certificat d'agrément et qui ne répond pas aux présentes normes, jouit d'un délai de six (6) mois pour se conformer à ces nouvelles normes.

Article 5. Les présents règlements entrent en vigueur à compter de la date de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec.*

40066-o

Affairs where shall be decided whether or not the firm corresponds to the accreditation requirements.

Any firm which was already granted an accreditation certificate and does not comply with the present requirements shall have a delay of six (6) months to come into compliance with such new requirements.

Article 5. These regulations shall come into force from the day of their publication in the *Québec Official Gazette.*

40066

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1479

Québec, le 27 avril 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la réserve de chasse et de pêche du Parc Joliette.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 77, paragraphe R de la Loi de la Conservation de la Faune, S.R.Q. 1969, chapitre 58, le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir des réserves de chasse et de pêche;

ATTENDU QU'il est opportun de constituer en réserve de chasse et de pêche, un certain territoire situé dans les comtés de Joliette et Berthier, laquelle est connue sous le nom de « Réserve du Parc Joliette »;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du Ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche:

QU'un territoire d'une superficie de 276 milles carrés, situé dans les cantons Cartier, Tracy, Courcelles, Gamelin, Tellier, Forbes et Gouin, soit constitué en réserve de chasse et de pêche sous le nom de « Réserve du Parc Joliette »; le périmètre de ce territoire étant décrit comme suit:

« Partant d'un point situé à l'intersection des lignes séparatrices des cantons Tracy Cartier et Tracy Cathcart; de là, vers le nord-ouest suivant la ligne séparatrice des cantons Tracy Cartier jusqu'à trois (3) chaînes au sud du chemin traversant le lot 38, du rang IV, canton Cartier; de là, vers l'ouest et le nord-ouest suivant une ligne parallèle et distante de trois (3) chaînes au sud-ouest dudit chemin traversant les rangs IV, V, VI, VII, VIII, IX (chemin longeant la rivière Assomption) jusqu'à la ligne séparatrice des lots IX et X canton Cartier; de là, vers le sud-ouest suivant la ligne séparatrice des rangs IX et X jusqu'à la ligne séparatrice des lots 22 et 23 du rang X; de là, vers le nord-ouest suivant la ligne séparatrice des lots 22 et 23 du rang X et du rang XI jusqu'à la ligne séparatrice des cantons Cartier Tellier; de là, vers le sud-ouest suivant la ligne séparatrice des cantons Cartier Tellier jusqu'à la ligne séparatrice des comtés Joliette, Montcalm; de là, vers le nord-ouest suivant la ligne séparatrice des comtés Joliette, Montcalm jusqu'à la ligne séparatrice des cantons Tellier Forbes; de là, dans des directions générales, nord-est, nord et sud-est suivant la limite est du parc du Mont-Tremblant (la ligne séparatrice des cantons Tellier Forbes, le chemin longeant le lac Forbes, le côté sud de l'emprise du chemin longeant la

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1479

Québec, April 27, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Game and Fish Reserve of Joliette Park.

WHEREAS under section 77, paragraph R of the Wildlife Conservation Act, R.S.Q., 1969, Chapter 58, the Lieutenant-Governor in Council may establish game and fish reserves;

WHEREAS it is expedient to constitute into a game and fish reserve, a certain territory situated in the counties of Joliette and Berthier, which is known under the name of "Reserve of Joliette Park";

IT IS ORDERED, therefore upon the recommendation of the Minister of Tourism, Game and Fish:

THAT a territory of an area of 276 square miles, situated in the townships of Cartier, Tracy, Courcelles, Gamelin, Tellier, Forbes and Gouin, be constituted into a game and fish reserve under the name of "Reserve of Joliette Park"; the perimeter of this territory described as follows:

"Starting at a point situated at the intersection of the separative lines of the townships of Tracy Cartier and Tracy Cathcart; thence, on the northwest following the separative line of the townships of Tracy Cartier to the three (3) chains soutn of the road crossing lot 38 of Range IV, township of Cartier, thence, on the west and northwest following a line parallel and distant three (3) chains southwest of the said road crossing Ranges IV, V, VI, VII, VIII, IX (road running along Assomption River) to the separative line of lots IX and X, township of Cartier; thence, on the southwest following the separative line of Ranges IX and X to the separative line of lots 22 and 23 of Range X; thence, on the northwest following the separative line of lots 22 and 23 of Range X and Range XI to the separative line of the townships of Cartier Tellier; thence, on the southwest following the separative line of the townships of Cartier Tellier to the separative line of the counties of Joliette, Montcalm; thence, on the northwest following the separative line of the counties of Joliette, Montcalm, to the separative line of the townships of Tellier Forbes; thence, in general directions, northeast, north and southeast following the east limit of Mont-Tremblant Park (the separative line of the townships of Tellier Forbes, the road running along Forbes Lake,

rivière Máttawin); de là, vers le sud-est suivant la ligne sud-ouest du lot 32 du rang V canton Gouin; de là, vers le nord-est la ligne séparatrice des rangs IV et V jusqu'à la ligne séparatrice des lots 15 et 16 du rang IV; de là, vers le sud-est suivant la ligne séparatrice des lots 15 et 16 du rang IV jusqu'à la limite sud-est du rang IV; de là, vers le nord-est suivant la limite sud-est du rang IV jusqu'à la ligne séparatrice des cantons Gouin Provost; de là, vers le sud-est, suivant la ligne séparatrice du canton Provost des cantons Gouin et Gamelin en contournant par l'est à trois (3) chaînes de la rive est les lacs Saint-Grégoire, Truite Doré, Saint-Gervais jusqu'à trois (3) chaînes de la rive nord du lac Sawin; de là, vers l'ouest suivant une ligne parallèle et distante de trois (3) chaînes de la rive du lac Sawin jusqu'au chemin longeant le lac Sawin; de là, vers le sud, suivant l'emprise sud-ouest du chemin longeant le lac Sawin jusqu'à la ligne séparatrice des cantons Provost et Gamelin; de là, vers le sud-est, suivant la ligne séparatrice des cantons Provost et Gamelin en contournant par l'est le lac Bouchard jusqu'à la ligne séparatrice des cantons Provost et Courcelles; de là, vers le nord-est la ligne séparatrice des cantons Provost Courcelles jusqu'à la limite sud-ouest de l'emprise de la route provinciale numéro 43; de là, vers le sud-est suivant la limite de l'emprise sud-ouest de la route provinciale numéro 43 jusqu'à la ligne séparatrice des lots 33 et 34 du rang II du canton Courcelles; de là, vers le sud-ouest la ligne séparatrice des lots 33 et 34 du rang II; vers le sud-est la ligne séparatrice des rangs I et II; vers le sud-ouest la ligne séparatrice des lots 34 et 35 du rang I; vers le sud-est la ligne séparatrice des cantons Courcelles Tracy jusqu'à la ligne séparatrice des los 42 et 43 du rang I canton Tracy; de là, vers le sud-ouest la ligne séparatrice des lots 42 et 43 du rang I canton Tracy jusqu'à la demi de la longueur du lot 43; de là, vers le sud-est une ligne séparant en deux parties égales les lots 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50; vers le sud-ouest la ligne séparatrice des lots 50 et 51 du rang I; vers le sud-est le prolongement de la ligne arrière des lots 42 à 51 du rang I jusqu'au trois quarts de la largeur du lot 54; vers le sud-ouest la ligne divisant la partie du lot 54 appartenant à la Couronne de la partie du lot 54 patenté; vers le sud-est une ligne séparant le terrain appartenant à la Couronne des terrains patentés sur les lots 55, 56, 57, 58 et 59; vers le sud-ouest la ligne séparatrice des cantons Tracy Joliette et Tracy Cathcart jusqu'au point de départ ».

QUE publication soit faite dans la *Gazette officielle du Québec.*

Le greffier du Conseil exécutif,
40064-o JULIEN CHOUINARD.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1478

Québec, le 27 avril 1971.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

the south side of the road right of way running along Mattawin River); thence, on the southeast following the southwest line of lot 32 of Range V of Gouin Township; thence, on the northeast the separative line of Ranges IV and V to the separative line of lots 15 and 16 of Range IV; thence, on the southeast following the separative line of lots 15 and 16 of Range IV to the southeast limit of Range IV; thence, on the northeast following the southeast limit of Range IV to the separative line of the townships of Gouin Provost; thence, on the southeast, following the separative line of the township of Provost, the townships of Gouin and Gamelin skirting on the east three (3) chains on the east shore of Saint-Grégoire, Truite Doré, Saint-Gervais Lakes to three (3) chains on the north shore of Sawin Lake; thence, on the west, following a line parallel and distant three (3) chains from the shore of Sawin Lake to the road running along Sawin Lake; thence, on the south, following the southwest right of way of the road running along Sawin Lake to the separative line of the townships of Provost and Gamelin; thence, on the southeast, following the separative line of the townships of Provost and Gamelin skirting on the east Bouchard Lake to the separative line of the townships of Provost and Courcelles; thence, on the northeast the separative line of the townships of Provost Courcelles to the southwest limit of the right of way of Provincial Route Number 43; thence, on the southeast following the limit of the southwest right of way of Provincial Route Number 43 to the separative line of lots 33 and 34 of Range II of the townships of Courcelles; thence, on the southwest the separative line of lots 33 and 34 of Range II; on the southeast the separative line of Ranges I and II; on the southwest the separative line of lots 34 and 35 of Range I; on the southeast the separative line of the townships of Courcelles Tracy to the separative line of lots 42 and 43 of Range I, Township of Tracy; thence, on the southwest the separative line of lots 42 and 43 of Range I, township of Tracy to half of the length of lot 43; thence, on the southeast a line separating into two equal parts lot 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49 50; on the southwest the separative line of lots 50 and 51 of Range I; on the southeast the prolongation of the rear line of lots 42 to 51 of Range I to three-fourths of the width of lot 54; on the southwest the line dividing the part of lot 54 belonging to the Crown; part of patented lot 54; on the southeast a line separating the land belonging to the Crown; lands patented on lots 55, 56, 57, 58 and 59; on the southwest the separative line of the townships of Tracy Joliette and Tracy Cathcart to the starting point."

THAT publication be made in the *Québec Official Gazette.*

JULIEN CHOUINARD,
40064 *Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1478

Québec, April 27, 1971.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNANT la division de la province pour les fins de la chasse, en vingt-trois zones.

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe *c*) de l'article 77 de la Loi de la Conservation de la faune (Lois du Québec 1969, chapitre 58), le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter des règlements pour diviser le Québec, en zones de chasse, et déterminer dans chaque zone ou partie de zone les catégories d'animaux qui peuvent être chassés et les périodes de l'année et les parties de journée, pendant lesquelles la chasse est interdite à l'égard de ces catégories d'animaux;

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier les zones existantes de chasse;

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche:

QU'à l'avenir, les zones de chasse du Québec soient celles décrites dans l'annexe du présent arrêté en conseil;

QUE l'arrêté en conseil numéro 1262 du 23 avril 1969 soit abrogé;

QUE publication soit faite dans la *Gazette officielle du Québec.*

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

ANNEXE

Zones de chasse

Article 1. *Zone A-1:*

Cette partie du Québec, dont le périmètre peut être décrit comme suit:

Partant de la rencontre de l'extrémité sud-ouest du pont Pierre-Laporte avec la limite ouest de l'emprise du raccordement du pont Pierre-Laporte, avec l'autoroute 20; de là vers le sud-ouest, en suivant ladite limite ouest de ladite emprise jusqu'à sa rencontre avec la limite nord de l'emprise de l'autoroute 20; de là vers le sud-ouest, en suivant ladite limite nord de ladite emprise de l'autoroute 20 jusqu'à sa rencontre avec la limite ouest de l'emprise de la route 13; de là vers le sud-ouest, en suivant ladite limite ouest de ladite emprise de la route 13 jusqu'à sa rencontre avec la limite nord de l'emprise de l'autoroute des Cantons de l'Est; de là vers le sud-ouest, en suivant ladite limite nord de ladite emprise de l'autoroute des Cantons de l'Est (10) jusqu'à sa rencontre avec la rive gauche de la rivière Yakaska; de là vers le nord-est, ladite rive gauche de la rivière Yakaska jusqu'à la limite nord des comtés bordant la rive sud du fleuve Saint-Laurent; de là vers le nord-est, en suivant ladite limite nord des comtés bordant la rive sud du fleuve Saint-Laurent jusqu'à la limite ouest du pont Pierre-Laporte; de là vers le sud, en suivant la limite ouest du pont Pierre-Laporte jusqu'au point de départ.

Article 2. *Zone A-2:*

Cette partie du Québec, dont le périmètre peut être décrit comme suit:

Partant d'un point situé à la rencontre de la limite nord de l'emprise de l'autoroute 20 avec la limite ouest

CONCERNING the dividing of the Province into twenty-three zones for hunting purposes.

WHEREAS under paragraph (*c*) of Section 77 of the Wild-life Conservation Act (Statutes of Québec, 1969, Chapter 58), the Lieutenant-Governor in Council may make regulations to divide the Province of Québec into hunting zones and determine, within each zone or part of a zone, the classes of animals which may be hunted and the periods of the year or the parts of the day during which hunting for such classes of animals is prohibited;

WHEREAS it is expedient to amend the existing hunting zones;

IT IS ORDERED, therefore upon the recommendation of the Minister of Tourism, Game and Fish:

THAT in the future, the Québec hunting zones be those described in the annex of this Order in Council;

THAT Order in Council number 1262 of April 23, 1969 be repealed;

THAT publication be made in the *Québec Official Gazette.*

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

ANNEX

Hunting zones

Article 1. *Zone A-1:*

This part of Québec, the perimeter of which may be described as follows:

Starting from the meeting of the southwestern extremity of Pierre-Laporte Bridge with the western limit of the right of way of the junction of Pierre-Laporte Bridge, with Highway 20; thence, on the southwest, following the said western limit of the said right of way to its meeting with the northern limit of the right of way ot Highway 20; thence, on the southwest, following the said northern limit of the said right of way of Highway 20 to its meeting with the western limit of the right of way of Route 13; thence, on the southwest, following the said western limit of the said right of way of Route 13 to its meeting with the northern limit of the right of way of the highway of the Eastern Townships; thence, on the southwest, following the said northern limit of the said right of way of the highway of the Eastern Townships (10) to its meeting with the left bank of Yakaska River; thence, on the northeast, the said left bank of Yakaska River to the northern limit of the counties bordering the southern bank of the St. Lawrence River; thence, on the northeast, following the said northern limit of the counties bordering the southern bank of the St. Lawrence River to the western limit of Pierre-Laporte Bridge; thence, on the south, following the western limit of Pierre-Laporte Bridge to the starting point.

Article 2. *Zone A-2:*

This part of Québec, the perimeter of which may be described as follows:

Starting from a point situated at the meeting of the northern limit of the right of way of Highway 20 with

de l'emprise de la route 1; de là vers le sud-est, puis le sud-ouest, en suivant ladite limite ouest de l'emprise de la route 1 jusqu'à sa rencontre avec la limite nord de l'emprise de l'autoroute 10, près d'Omerville; de là vers l'ouest, en suivant ladite limite nord de l'emprise de l'autoroute 10 jusqu'à sa rencontre avec la limite ouest de l'emprise de la route 13 au sud de Granby; de là vers le nord-est, en suivant ladite limite ouest de l'emprise de la route 13 jusqu'à sa rencontre avec la limite nord de l'emprise de l'autoroute 20; de là vers le nord-est, en suivant ladite limite nord de l'emprise de l'autoroute 20 jusqu'au point de départ.

Article 3. *Zone A-3:*

Cette partie du Québec, dont le périmètre peut être décrit comme suit:

Partant d'un point situé à la rencontre de la rive droite de la rivière aux Cerises avec la limite nord de l'emprise de l'autoroute 10, près de Magog, de là vers le sud, en suivant la rive droite de la rivière aux Cerises jusqu'à sa rencontre avec la rive nord du lac Memphrémagog; de là dans une direction générale sud-ouest, en suivant les rives nord et ouest du lac Memphrémagog jusqu'à la frontière Canada — États-Unis; de là, ouest, en suivant ladite frontière Canada — États-Unis jusqu'à sa rencontre avec la rive gauche de la rivière Richelieu; de là vers le nord, en suivant ladite rive gauche de la rivière Richelieu jusqu'à sa rencontre avec la limite nord de l'emprise de l'autoroute 10; de là vers l'est, en suivant ladite limite nord de l'emprise de l'autoroute 10 jusqu'au point de départ.

Article 4. *Zone A-4:*

Cette partie du Québec, dont le périmètre peut être décrit comme suit:

Partant du point de rencontre de la rive gauche de la rivière Richelieu avec la frontière Canada — États-Unis; de là vers l'ouest, en suivant la frontière Canada — États-Unis jusqu'à sa rencontre avec la limite nord des comtés bordant la rive sud du fleuve Saint-Laurent; de là vers le nord-est, en suivant ladite limite nord des comtés situés au sud du fleuve Saint-Laurent et du lac Saint-François jusqu'à la limite sud du pont de la voie ferrée du Chemin de fer Canadien National, qui enjambe le fleuve Saint-Laurent, à Soulanges-Station; de là vers le sud-est, en suivant la limite sud-ouest dudit pont et la limite sud de l'emprise dudit chemin de fer qui va de Soulanges-Station à Cantic, jusqu'à sa rencontre avec la rive gauche de la rivière Richelieu, à l'est de Cantic; de la vers le sud-ouest, en suivant la rive gauche de la rivière Richelieu jusqu'au point de départ.

Article 5. *Zone B:*

Cette partie du Québec, dont le périmètre peut être décrit comme suit:

Partant d'un point situé à la rencontre de la limite nord de l'emprise de l'autoroute 20 avec la limite ouest de l'emprise de la route 1, au sud du pont Pierre-Laporte; de là dans une direction générale sud puis sud-ouest, en suivant la limite ouest puis nord de l'emprise de la route 1 jusqu'à sa rencontre avec la limite

the western limit of the right of way of Route 1; thence, on the southeast, then the southwest, following the said western limit of the right of way of Route 1 to its meeting with the northern limit of the right of way of Highway 10, near Omerville; thence, on the west, following the said northern limit of the rigat of way of Route 10 to its meeting with the western limit of the right of way of Route 13 south of Granby; thence, on the northeast, following the said western limit of the right of way of Route 13 to its meeting with the northern limit of the right of way of Highway 20; thence, on the northeast, following the said northern limit of the right of way of Highway 20 to the starting point.

Article 3. *Zone A-3:*

This part of Québec, the perimeter of which may be described as follows:

Starting from a point situated at the meeting of the right bank of Cerises River with the northern limit of the right of way of Highway 10, near Magog, thence, on the south, following the right bank of Cerises River to its meeting with the north shore of Memphrémagog Lake; thence, in a general southwesterly direction, following the north and west shores of Mamphrémagog Lakes to the Canada — United States border; thence, west, following the said Canada — United States border to its meeting with the left bank of Richelieu River; thence, on the north, following the said left bank of Richelieu River to its meeting with the northern limit of the right of way of Highway 10; thence, on the east, following the said northern limit of the right of way of Highway 10 to the starting point.

Article 4. *Zone A-4:*

This part of Québec, the perimeter of which may be described as follows:

Starting from the meeting point of the left bank of Richelieu River with the Canada — United States border; thence, on the west, following the Canada — United States border to its meeting with the northern limit of the counties bordering the south bank of the St. Lawrence Riber; thence, on the northeast, following the said northern limit of the counties situated south of the St. Lawrence River and Saint-François Lake to the southern limit of the Canadian National Railway Bridge which spans the St. Lawrence River, at Soulanges-Station; thence, on the southeast, following the southwestern limit of the said bridge and the southern limit of the right of way of the said railway which goes from Soulanges-Station to Cantic, to its meeting with the left bank of Richelieu River, east of Cantic; thence, on the southwest, following the left bank of the Richelieu River to the starting point.

Article 5. *Zone B:*

This part of Québec, the perimeter of which may be described as follows:

Starting from a point situated at the meeting of the northern limit of the right of way of Highway 20 with the western limit of the right of way of Route 1, south of Pierre-Laporte Bridge; thence, in a general south, then southwest direction, following the west, then norht limit of the right of way of Route 1 to its meeting with

nord de l'emprise de l'autoroute 10, près d'Omerville; de là vers l'ouest, en suivant ladite limite nord de l'emprise de l'autoroute 10 jusqu'à sa rencontre avec la rive droite de la rivière aux Cerises; de là vers le sud, en suivant la rive droite de la rivière aux Cerises jusqu'à sa rencontre avec la rive nord du lac Memphrémagog; de là dans une direction générale sud-ouest, en suivant la rive nord puis la rive ouest du lac Memphrémagog jusqu'à sa rencontre avec la frontière Canada — États-Unis; de là dans une direction générale est puis nord-est, en suivant la frontière Canada — États-Unis jusqu'à sa rencontre avec la ligne extérieure nord-est du canton Daaquam; de là vers le nord-ouest, en suivant la ligne extérieure nord-est du canton Daaquam jusqu'à sa rencontre avec la limite nord de l'emprise de la route 24; de là vers le sud-ouest, en suivant la limite nord de l'emprise de la route 24 jusqu'à sa rencontre avec la limite ouest de l'emprise de la route 26; de là vers le nord-ouest, en suivant la limite ouest de l'emprise de la route 26 et son prolongement au nord jusqu'à sa rencontre avec la limite nord des comtés bordant la rive sud du fleuve Saint-Laurent; de là vers le sud-ouest, en suivant la limite nord des comtés bordant la rive sud du fleuve Saint-Laurent, jusqu'à sa rencontre avec la limite ouest du pont Pierre-Laporte; de là vers le sud, en suivant la limite ouest du pont Pierre-Laporte jusqu'à sa rencontre avec la limite ouest de l'emprise du raccordement du pont Pierre-Laporte avec l'autoroute 20; de là vers le sud-ouest, en suivant ladite limite ouest de ladite emprise dudit raccordement, jusqu'à sa rencontre avec la limite nord de l'emprise de l'autoroute 20; de là vers le sud-ouest, en suivant la limite nord de l'emprise de l'autoroute 20 jusqu'au point de départ.

Article 6. *Zone C:*

Cette partie du Québec, dont le périmètre peut être décrit comme suit:

Partant d'un point situé à la rencontre de la limite ouest de l'emprise de la route 6 avec la frontière Québec — Nouveau-Brunswick; de là dans une direction générale sud-ouest, en suivant la frontière Québec — Nouveau-Brunswick puis Canada — États-Unis jusqua sa rencontre avec la ligne extérieure nord-est du canton Daaquam; de là vers le nord-ouest, en suivant la ligne extérieure nord-est du canton Daaquam jusqu'à sa rencontre avec la limite nord de l'emprise de la route 24; de là vers le sud-ouest, en suivant la limite nord de l'emprise de la route 24 jusqu'à sa rencontre avec la limite ouest de l'emprise de la route 26; de là vers le nord-ouest, en suivant la limite ouest de l'emprise de la route 26 et son prolongement au nord, jusqu'à sa rencontre avec la limite nord des comtés bordant la rive sud du fleuve Saint-Laurent; de là vers le nord-est, en suivant la limite nord des comtés bordant la rive sud du fleuve Saint-Laurent jusqu'à sa rencontre avec le prolongement au nord de la limite ouest de l'emprise de la route 6; de là vers le sud-est, en suivant la limite ouest de l'emprise de la route 6 jusqu'au point de départ.

the northern limit of the right of way of Highway 10, near Omerville; thence, on the west, following the said northern limit of the right of way of Highway 10 to its meeting with the right bank of Cerises River; thence, on the south, following the right bank of Cerises River to its meeting with the northern shore of Memphrémagog Lake; thence, in a general southwest direction, following the northern, then the western share of Memphrémagog Lake to its meeting with the Canada — United States border; thence, in a general east, then northeast direction, following the Canada — United States border to its meeting with the exterior northeastern line of the township of Daaquam; thence, on the northwest, following the northeastern exterior line of the township of Daaquam to its meeting with the northern limit of the right of way of Route 24; thence, on the southwest, following the northern limit of the right of way of Route 24 to its meeting with the western limit of the right of way of Route 26; thence, on the northwest, following the western limit of the right of way of Route 26 and its prolongation on the north to its meeting with the northern limit of the counties bordering the south bank of the St. Lawrence River; thence, on the southwest, following the northern limit of the counties bordering the south bank of the St. Lawrence River, to its meeting with the western limit of Pierre-Laporte Bridge; thence, on the south, following the western limit of Pierre-Laporte Bridge to its meeting with the western limit of the right of way of the junction of the Pierre-Laporte Bridge with Highway 20; thence, on the southwest, following the said western limit of the said right of way of the said junction, to its meeting with the northern limit of the right of way of Highway 20; thence, on the southwest, following the northern limit of the right of way of Highway 20 to the starting point.

Article 6. *Zone C:*

This part of Québec, the perimeter of which may be described as follows:

Starting from a point situated at the meeting of the western limit of the right of way of Route 6 with the Québec — New Brunswick border; thence, in a general southwest direction, following the Québec — New Brunswick border then Canada — United States to its meeting with the exterior northeastern line of the township of Daaquam; thence, on the northwest, following the exterior northeastern line of the township of Daaquam to its meeting with the northern limit of the right of way of Route 24; thence, on the southwest, following the northern limit of the right of way of Route 24 to its meeting with the western limit of the right of way of Route 26; thence, on the northwest, following the western limit of the right of way of Route 26 and its prolongation to the north, to its meeting with the northern limit of the counties bordering the south bank of the St. Lawrence River; thence, on the northeast, following the northern limit of the counties bordering the south bank of the St. Lawrence River to its meeting with the prolongation on the north of the western limit of the right of way of Route 6; thence, on the southeast, following the western limit of the right of way of Route 6 of the starting point.

Article 7. *Zone D:*

Cette partie du Québec, comprise dans la Gaspésie, c'est-à-dire le territoire situé à l'est de la limite ouest de l'emprise de la partie de la route 6 allant de la frontière Québec — Nouveau-Brunswick (à Matapédia) jusqu'à la route 10, et du prolongement au nord de ladite limite ouest de l'emprise de ladite partie de la route 6.

Article 8. *Zone E:*

Cette partie du Québec, dont le périmètre peut être décrit comme suit:

Partant d'un point situé à la jonction de la rive gauche de la rivière Rouge avec la rive gauche de la rivière des Outaouais; de là, en suivant la rive gauche de la rivière Rouge jusqu'à sa rencontre avec la limite nord de l'emprise de la route 8; de là vers l'est, en suivant la limite nord de l'emprise de la route 8 jusqu'à sa rencontre avec la limite nord de l'emprise de la route 41; de là vers le nord-est, en suivant la limite nord de l'emprise de la route 41 jusqu'à sa rencontre avec la limite est de l'emprise du Chemin de fer Canadien Pacifique à Joliette; de là vers le nord, en suivant la limite est de l'emprise dudit chemin de fer jusqu'à sa rencontre avec la limite nord de l'emprise de la route reliant Saint-Gabriel-de-Brandon à Saint-Didace; de là vers le nord-est, en suivant la limite nord de l'emprise de la route reliant Saint-Gabriel de Brandon, Saint-Didace, Saint-Édouard de Maskinongé, Saint-Paulin, Shawinigan, Grand-Mère et Saint-Tite de Champlain jusqu'à sa rencontre avec la limite ouest de l'emprise de la route 19A; de là dans une direction générale sud-est, en suivant les limites sud-ouest, puis sud-est, puis sud-ouest de l'emprise de la route 19A et son prolongement au sud jusqu'à sa rencontre avec la limite sud des comtés bordant la rive nord du fleuve Saint-Laurent; de là dans une direction générale sud-ouest, en suivant la limite sud des comtés bordant la rive nord du fleuve Saint-Laurent jusqu'à sa rencontre avec le prolongement au nord de la rive gauche de la rivière Yamaska sur le lac Saint-Pierre; de là dans une direction générale sud, en suivant le prolongement au nord de la rive gauche de la rivière Yamaska et la rive gauche de la rivière Yamaska jusqu'à sa rencontre avec la limite nord de l'emprise de l'autoroute 10; de là vers l'ouest, en suivant la limite nord de l'emprise de l'autoroute 10 jusqu'à sa rencontre avec la rive gauche de la rivière Richelieu; de là vers le sud, en suivant la rive gauche de la rivière Richelieu jusqu'à sa rencontre avec la limite nord de l'emprise du chemin de fer Canadien National à l'est de Cantic; de là vers le nord-ouest, en suivant la limite nord de l'emprise du chemin de fer Canadien National jusqu'à sa rencontre avec la limite nord du comté de Beauharnois dans le lac Saint-François; de là vers le sud-ouest, en suivant la limite nord dans le lac Saint-François, du comté de Beauharnois et du comté de Huntingdon jusqu'à la frontière Québec — Ontario, à la limite sud-ouest du comté de Soulanges; de là vers le nord-ouest puis le nord-est, en suivant la frontière Québec — Ontario à l'ouest des comtés de Vaudreuil et de Soulanges, puis vers le nord-ouest, en suivant la frontière Québec — Ontario sur la

Article 7. *Zone D:*

This part of Québec included in Gaspé, that is to say the territory situated east of the western limit of the right of way of the part of Route 6 going from the Québec — New Brunswick border (at Matapédia) to Route 10, and the prolongation north of the said western limit of the right of way of the said part of Route 6.

Article 8. *Zone E:*

This part of Québec, the perimeter of which may be described as follows:

Starting from a point situated at the junction of the left bank of Rouge River with the left bank of the Ottawa River; thence, following the left bank of Rouge River to its meeting with the northern limit of the right of way of Route 8; thence, on the east, following the northern limit of the right of way of Route 8 to its meeting with the northern limit of the right of way of Route 41; thence, on the northeast, following the northern limit of the right of way of Route 41 to its meeting with the eastern limit of the right of way of the Canadian Pacific Railway at Joliette; thence, on the north, following the eastern limit of the right of way of the said railway to its meeting with the northern limit of the right of way of the route joining Saint-Gabriel-de-Brandon to Saint-Didace; thence, on the northeast, following the northern limit of the right of way of the route joining Saint-Gabriel de Brandon, Saint-Didace, Saint-Édouard de Maskinongé, Saint-Paulin, Shawinigan, Grand-Mère and Saint-Tite de Champlain to its meeting with the western limit of the right of way of Route 19A; thence, in a general south-east direction, following the southwest, then southeast, then southwest limits of the right of way of Route 19A and its prolongation on the south to its meeting with the southern limit of the counties bordering the north bank of the St. Lawrence River; thence, in a general southwest direction, following the southern limit of the counties bordering the northern bank of the St. Lawrence River to its meeting with the prolongation on the north of the left bank of the Yamaska River on Saint-Pierre Lake; thence, in a general south direction, following the prolongation on the north on the left bank of the Yamaska River and the left bank of the Yamaska River to its meeting with the northern limit of the irght of way of Highway 10; thence, on the west, following the northern limit of the right of way of Highway 10 to its meeting with the left bank of Richelieu River; thence, on the south, following the left bank of the Richelieu River to its meeting with the northern limit of the right of way of the Canadian National Railway east of Cantic; thence, on the northwest, following the northern limit of the right of way of the Canadian National Railway to its meeting with the northern limit of the County of Beauharnois on Saint-François Lake; thence, on the southwest, following the northern limit on Saint-François Lake, in the county of Beauharnois and the County of Huntingdon to the Québec — Ontario border, at the southwestern limit of the County of Soulanges; thence, on the northwest, then the northeast, following the Québec — Ontario

rivière des Outaouais jusqu'à sa rencontre avec le prolongement au sud de la rive gauche de la rivière Rouge; de là vers le nord, en suivant le prolongement au sud de la rive gauche de la rivière Rouge jusqu'au point de départ.

Article 9. *Zone F-1:*

Cette partie du Québec située au nord du fleuve Saint-Laurent et de la rivière des Outaouais, dont le périmètre peut être décrit comme suit:

Partant d'un point situé à la rencontre de la rive gauche de la rivière Rouge avec la rive gauche de la rivière des Outaouais; de là dans une direction générale nord, en suivant la rive gauche de la rivière Rouge jusqu'à sa rencontre avec la rive gauche de la rivière Du Diable; de là dans une direction générale nord-est, en suivant la rive gauche de la rivière Du Diable jusqu'à sa rencontre avec la frontière sud-est du parc du Mont-Tremblant; de là dans une direction générale nord-est, en suivant la limite sud-est dudit parc jusqu'à sa rencontre avec la limite sud de l'emprise de la route qui relie Saint-Michel-des-Saints au canton Forbes; de là vers le nord-est, en suivant ladite limite sud de l'emprise de ladite route jusqu'à sa rencontre avec la limite ouest de l'emprise de la route 43 à Saint-Michel-des-Saints; de là vers le sud-est, en suivant la limite ouest de l'emprise de la route 43 jusqu'à sa rencontre avec la limite est de l'emprise du chemin de fer Canadien Pacifique à Saint-Gabriel de Brandon; de là vers le sud, en suivant la limite ouest de ladite emprise du chemin de fer Canadien Pacifique jusqu'à sa rencontre avec la limite sud de l'emprise de la route 41 à Joliette; de là vers le sud-ouest, en suivant la limite sud de l'emprise de la route 41 jusqu'à sa rencontre avec la limite nord de l'emprise de la route 8 à Lachute; de là vers l'ouest, en suivant la limite nord de l'emprise de la route 8 jusqu'au point de départ.

Article 10. *Zone F-2:*

Cette partie du Québec située au nord de la rivière des Outaouais, dont le périmètre peut être décrit comme suit:

Partant d'un point situé à la rencontre du prolongement au sud de la rive gauche de la rivière Rouge avec la frontière Québec — Ontario sur la rivière des Outaouais; de là dans une direction générale sud-ouest, en suivant ladite frontière Québec — Ontario jusqu'à sa rencontre avec le prolongement au sud de la limite est de l'emprise de la route 35; de là dans une direction générale nord, en suivant le prolongement au sud de la limite est de l'emprise de la route 35 et ladite limite jusqu'à sa rencontre avec la limite sud de l'emprise de la route 11 à Mont-Laurier; de là vers l'est, en suivant la limite sud de l'emprise de la route 11 jusqu'à sa rencontre avec la rive gauche de l'émissaire du lac Nominingue; de là vers le sud-est, en suivant la rive gauche de l'émissaire du lac Nominingue jusqu'à sa rencontre avec la rive droite de la rivière Rouge; de là vers le nord-est, en suivant la rive droite de la rivière Rouge jusqu'à sa rencontre avec la limite sud-ouest du parc du Mont-Tremblant; de là vers le sud-est, en

border west of the Counties of Vaudreuil and Soulanges, then on the northwest, following the Québec — Ontario border on the Ottawa River to its meeting with the prolongation south of the left bank of Rouge River; thence, on the north, following the prolongation south of the left bank of Rouge River to the starting point.

Article 9. *Zone F-1:*

This part of Québec situated north of the St. Lawrence River and the Ottawa River, the perimeter of which may be described as follows:

Starting from a point situated at the meeting of the left bank of Rouge River with the left bank of the Ottawa River; thence, in a general north direction, following the left bank of Rouge River to its meeting with the left bank of Diable River; thence, in a general northeast direction, following the left bank of Diable River to its meeting with the southeastern border of Mont-Tremblant Park; thence, in a general northeast direction, following the southeastern limit of the said park to its meeting with the southern limit of the right of way of the road which joins Saint-Michel-des-Saints to the township of Fobes; thence, on the northeast, following the said southern limit of the right of way of the said road to its meeting with the western limit of the right of way of Route 43 at Saint-Michel-des-Saints; thence, on the southeast, following the western limit of the right of way of Route 43 to its meeting with the eastern limit of the right of way of the Canadian Pacific Railway at Saint-Gabriel de Brandon; thence, on the south, following the western limit of the said right of way of the Canadian Pacific Railway to its meeting with the southern limit of the right of way of Route 41 at Joliette; thence, on the southwest, following the southern limit of the right of way of Route 41 to its meeting with the northern limit of the right of way of Route 8 at Lachute; thence, on the west, following the northern limit of the right of way of Route 8 to the starting point.

Article 10. *Zone F-2:*

This part of Québec situated north of the Ottawa River, the perimeter of which may be described as follows:

Starting from a point situated at the meeting of the prolongation on the south of the left bank of Rouge River with the Québec — Ontario border on the Ottawa River; thence, in a general southwest direction, following the said Québec — Ontario border to its meeting with the prolongation on the south of the eastern limit of the right of way of Route 35; thence, in a general north direction, and following the prolongation on the south of the eastern limit of the right of way of Route 35 and the said limit to its meeting with the southern limit of the right of way of Route 11 at Mont-Laurier; thence, on the east, following the southern limit of the right of way of Route 11 to its meeting with the left shore of the outlet of Nominingue Lake; thence, on the southeast, following the left shore of the outlet of Nominingue Lake to its meeting with the right bank of Rouge River; thence, on the northeast, following the right bank of Rouge River to its meeting with the southwestern limit of Mont-Tremblant Park; thence,

suivant la limite sud-ouest du parc du Mont-Tremblant jusqu'à sa rencontre avec la rive gauche de la rivière Du Diable; de là vers le sud-ouest, en suivant la rive gauche de la rivière Du Diable jusqu'à sa rencontre avec la rive gauche de la rivière Rouge; de là vers le sud, en suivant la rive gauche de la rivière Rouge et son prolongement au sud jusqu'au point de départ.

Article 11. *Zone F-3:*

Cette partie du Québec, dont le périmètre peut être décrit comme suit:

Partant d'un point situé à la barrière sud du parc de La Vérendrye sur la limite sud de l'emprise de la route 58; de là vers le nord-est, en suivant la limite sud-est dudit parc jusqu'à sa rencontre avec la rive gauche de la rivière Gens-de-Terre; de là vers l'est, en suivant la rive gauche de la rivière Gens-de-Terre jusqu'à sa rencontre avec la rive ouest du lac Baskatong; de là vers le Nord, en suivant la rive ouest du lac Baskatong jusqu'à la rive droite de la rivière Gatineau; de là vers le nord-est, en suivant la rive droite de la rivière Gatineau jusqu'à sa rencontre avec la limite ouest de l'emprise de la route 18 de la Compagnie Internationale de Papier du Canada; de là vers le sud-est, en suivant ladite limite de l'emprise de ladite route, jusqu'à sa rencontre avec la limite ouest de l'emprise de la route 35 au nord-ouest du lac Tapanee; de là vers le sud, en suivant la limite ouest de ladite emprise de la route 35 jusqu'à sa rencontre avec la limite sud-ouest de l'emprise de la route forestière McClaren; de là vers le sud-est, en suivant la limite sud-ouest de ladite emprise puis, vers le nord-est, en suivant la limite sud-est de l'emprise de ladite route, puis vers le sud-est, en suivant la limite sud-ouest de l'emprise de ladite route passant par la rivière du Lièvre, le lac Baker et le ruisseau Dix-Milles, jusqu'à sa rencontre avec la rive droite de la rivière Rouge, à l'embouchure du ruisseau Dix-Milles; de là vers le sud-ouest, en suivant la rive droite de la rivière Rouge jusqu'à sa rencontre avec la rive droite de l'émissaire du lac Nomininguе; de là vers le nord-ouest, en suivant la rive droite de l'émissaire du lac Nomininguе jusqu'à sa rencontre avec la limite sud de l'emprise de la route 11; de là dans une direction générale nord-ouest, en suivant la limite sud de l'emprise de la route 11 jusqu'à la limite sud de l'emprise de la route 58; de là vers le nord-ouest, en suivant la limite sud de l'emprise de la route 58 jusqu'au point de départ.

Article 12. *Zone F-4:*

Cette partie du Québec située au nord de la rivière des outaouais, dont le périmètre peut être décrit comme suit:

Partant d'un point situé à la rencontre de la limite sud de l'emprise de la route 58 avec la barrière sud du parc de La Vérendrye; de là dans une direction générale sud-est, en suivant ladite limite sud de l'emprise de la route 58 ainsi que de celle de la route 11 jusqu'à sa rencontre avec la limite est de l'emprise de la route 35; de là dans une direction générale sud, en suivant ladite limite est de l'emprise de la route 35 et son prolongement au sud jusqu'à sa rencontre avec la frontière

on the southeast, following the southwestern limit of Mont-Tremblant Park to its meeting with the left bank of Du Diable River; thence, on the southwest, following the left bank of Du Diable River to its meeting with the left bank of Rouge River; thence, on the south, following the left bank of Rouge River and its prolongation on the south to the starting point.

Article 11. *Zone F-3:*

This part of Québec, the perimeter of which may be described as follows:

Starting from a point situated at the southern barrier of La Vérendrye Park on the southern limit of the right of way of Route 58; thence, on the northeast, following the southeastern limit of the said park to its meeting with the left bank of Gens-de-Terre River; thence, on the east, following the left bank of Gens-de-Terre River to its meeting with the western shore of Baskatong Lake, thence, on the north, following the western shore of Baskatong Lake to the right bank of the Gatineau River; thence, on the northeast, following the right bank of the Gatineau River to its meeting with the western limit of the right of way of Route 18 of the "Compagnie Internationale de Papier du Canada"; thence, on the southeast, following the said limit of the right of way of the said route; to its meeting with the western limit of the right of way of Route 35 on the northwest of Tapanee Lake; thence, on the south, following the western limit of the said right of way of Route 35 to its meeting with the southwestern limit of the right of way of McClaren Forestry Route; thence, on the southeast, following the southwestern limit of the right of way then, on the northeast, following the southeastern limit of the right of way of the said route, thence on the southeast, following the southwestern limit of the right of way of the said road passing by Lièvre River, Baker Lake and Dix-Milles Stream, to its meeting with the right bank of Rouge River, at the mouth of Dix-Milles Stream; thence, on the southwest, following the right bank of Route River to its meeting with the right shore of the outlet of Nomininguе Lake thence, on the northwest, following the right shore of the outlet of Nomininguе Lake to its meeting with the southern limit of the right of way of Route 11; thence, in a general northwestern direction, following the southern limit of the right of way of Route 11 to the southern limit of the right of way of Route 58; thence, on the northwest, following the southern limit of the right of way of Route 58 to the starting point.

Article 12. *Zone F-4:*

This part of Québec situated north of the Ottawa River, the perimeter of which may be described as follows:

Starting from a point situated at the meeting of the southern limit of the right of way of Route 58 with the south barrier of La Vérendrye Park; thence, in a general southeast direction, following the said southern limit of the right of way of Route 58 as well as that of Route 11 ot its meeting with the eastern limit of the right of way of Route 35; thence, in a general south direction, following the said eastern limit of the right of way of Route 35 and its prolongation on the south

Québec — Ontario, sur la rivière des Outaouais; de là dans une direction générale nord-ouest, en suivant ladite frontière Québec — Ontario sur la rivière des Outaouais jusqu'à sa rencontre avec la rive gauche de la rivière Schyan; de là dans une direction générale nord-est, en suivant la rive gauche de la rivière Schyan jusqu'à sa rencontre avec la rive sud du lac Schyan; de là dans une direction générale est, en suivant la rive sud du lac Schyan jusqu'à l'extrémité est dudit lac; de là Nord, 58° est environ 2.8 milles jusqu'à la rive droite de la rivière Noire; de là vers le sud-est, en suivant la rive droite de la rivière Noire jusqu'à son extrémité est dans le canton Brie; de là, est jusqu'à la rencontre de la rive gauche de l'émissaire du lac Duval avec la rive droite de la rivière Coulonge; de là vers le nord-ouest, en suivant la rive droite de la rivière Coulonge jusqu'à sa rencontre avec la rive gauche de la rivière Corneille; de là dans une direction générale nord-est, en suivant la rive gauche de la rivière Corneille jusqu'à son point le plus rapproché de la route 14 de la Compagnie Internationale de Papier du Canada (Chemin Catfish); de là, en suivant une ligne droite jusqu'à l'extrémité ouest de la limite sud de l'emprise de ladite route; de là vers l'est, en suivant la limite sud de l'emprise de ladite route jusqu'à la limite sud du parc de La Vérendrye; de là dans une direction générale sud-est, puis nord-est, en suivant la limite sud du parc de La Vérendrye jusqu'au point de départ.

Article 13. *Zone G:*

Cette partie du Québec située au nord du fleuve Saint-Laurent, dont le périmètre peut être décrit comme suit:

Partant de l'intersection de la limite sud des comtés bordant la rive nord du fleuve Saint-Laurent avec le prolongement au sud de la limite ouest de l'emprise de la route 19A; de là dans une direction générale nord-ouest, puis sud-ouest, puis nord-ouest, en suivant la limite sud-ouest, puis sud-est, puis sud-ouest de l'emprise de la route 19A jusqu'à sa rencontre avec la limite sud de l'emprise du chemin de fer Canadien National au nord de Saint-Tite; de là vers le nord-est, en suivant la limite sud de l'emprise dudit chemin de fer jusqu'à sa rencontre avec la limite ouest de l'emprise du chemin de fer Canadien National de Rivière-à-Pierre au lac Saint-Jean; de là vers le nord, en suivant la limite ouest de l'emprise dudit chemin de fer jusqu'à sa rencontre avec la rive droite de la rivière Batiscan au nord de la gare de Beaudet; de là vers le nord-est, en suivant la rive droite de la rivière Batiscan jusqu'à la limite ouest du parc des Laurentides; de là vers le nord, en suivant la limite ouest du parc des Laurentides jusqu'au point de rencontre de la rive gauche de la rivière Métabetchouan avec la limite sud de l'augmentation du canton Dequen; de là vers le nord, en suivant la rive gauche de la rivière Métabetchouan jusqu'à la rive sud du lac Saint-Jean; de là vers le sud-est, en suivant la rive sud du lac Saint-Jean jusqu'à sa rencontre avec la rive gauche de la rivière Saguenay; de là vers le sud-est, en suivant la rive gauche de la rivière Saguenay jusqu'à sa rencontre avec la limite sud des comtés bordant la rive nord du fleuve Saint-Laurent; de là vers le sud-ouest, en suivant la limite sud des comtés bor-

to its meeting with the Québec — Ontario border, on the Ottawa River; thence, in a general northwest direction, following the said Québec — Ontario border on the Ottawa River to its meeting with the left bank of Schyan River; thence, in a general northeast direction, following the left bank of Schyan River to its meeting with the southern shore of Schyan Lake; thence, in a general east direction, following the southern shore of Schyan Lake to the eastern extremity of the said lake; thence, on the north, 58° east, about 2.8 miles to the right bank of Noire River; thence, on the southeast, following the right bank of Noire River to its eastern extremity in the township of Brie; thence, east, to the meeting of the left shore of the outlet of Duval Lake with the right bank of Coulonge River; thence, on the northwest, following the right bank of Coulonge River to its meeting with the left bank of Corneille River; thence, on a general northeast direction, following the left bank of Corneille River to the point closest to Route 14 of "Compagnie Internationale de Papier du Canada" (Catfish Road); thence, following a straight line to the western extremity of the southern limit of the right of way of the said route; thence, on the east, following the southern limit of the right of way of the said route to the southern limit of La Vérendrye Park; thence, in a general southeast direction, then northeast, following the southern limit of La Vérendrye Park to the starting point.

Article 13. *Zone G:*

This part of Québec situated north of the St. Lawrence River, the perimeter of which may be described as follows:

Starting at the intersection of the southern limit of the counties bordering the north bank of the St. Lawrence River with the prolongation on the south of the western limit of the right of way of Route 19A; thence, in a general northwest direction, then southwest, then northwest, following the southwestern limit, then southeastern, then southwestern of the right of way of Route 19A to its meeting with the southern limit of the right of way of the Canadian National Railway north of Saint-Tite; thence, on the northeast, following the southern limit of the right of way of the said railroad to its meeting with the western limit of the right of way of the Canadian National Railway from Rivière-à-Pierre to St. John Lake; thence, on the north, following the western limit of the right of way of the said railroad to its meeting with the right bank of the Batiscan River north of Beaudet Station; thence, on the northeast, following the right bank of Batiscan River to the western limit of Laurentide Park; thence, on the north, following the western limit of Laurentide Park to the meeting point of the left bank of Métabetchouan River with the southern limit of the augmentation of the township of Dequen; thence, on the north, following the left bank of Métabetchouan River to the southern shore of St. John Lake; thence, on the southeast, following the southern shore of St. John Lake to its meeting with the left bank of Saguenay River; thence, on the southeast, following the left bank of Saguenay River to its meeting with the southern limit of the counties bordering the north bank of the St. Lawrence River; thence, on the

dant la rive nord du fleuve Saint-Laurent jusqu'au point de départ.

Article 14. *Zone H:*

Cette partie du Québec, dont le périmètre peut être décrit comme suit:

Partant d'un point situé à la rencontre de la limite est de l'emprise de la route 58 avec la limite sud de l'emprise du chemin de fer Canadien National à Senneterre; de là vers le sud-est, en suivant la limite sud de l'emprise du chemin de fer Canadien National jusqu'à sa rencontre avec la rive droite de la rivière Saint-Maurice à Duplessis; de là vers le nord-est, puis le sud-est, en suivant la rive droite de la rivière Saint-Maurice jusqu'à sa rencontre avec la rive gauche de la rivière Trenche; de là vers le nord, en suivant la rive gauche de la rivière Trenche jusqu'à sa rencontre avec la rive gauche de la rivière Raimbault; de là vers le nord, en suivant la rive gauche de la rivière Raimbault jusqu'à la limite sud de la réserve de Chibougamau; de là vers l'est, puis le nord-est, en suivant la limite sud puis la limite sud-est de la réserve de Chibougamau jusqu'à sa rencontre avec la rive droite de la rivière Chamouchouane; de là vers le sud-est, en suivant la rive droite de la rivière Chamouchouane jusqu'à sa rencontre avec la rive ouest du lac Saint-Jean; de là vers le sud-est, en suivant la rive sud-ouest du lac Saint-Jean jusqu'à sa rencontre avec la rive gauche de la rivière Métabetchouan, près de Desbiens; de là vers le sud, en suivant la rive gauche de la rivière Métabetchouan jusqu'à sa rencontre avec la limite ouest du parc des Laurentides; de là vers le sud, en suivant la limite ouest du parc des Laurentides jusqu'à sa rencontre avec la rive droite de la rivière Batiscan; de là vers le sud-ouest, en suivant la rive droite de la rivière Batiscan jusqu'à sa rencontre avec la limite ouest de l'emprise du chemin de fer Canadien National au nord de la gare de Beaudet; de là vers le sud, en suivant la limite ouest de l'emprise du chemin de fer Canadien National jusqu'à sa rencontre à Rivière-à-Pierre, avec la limite sud de l'emprise du chemin de fer Canadien National qui va de Rivière-à-Pierre à Saint-Tite; de là vers le sud-ouest, en suivant la limite sud de l'emprise de cette dernière ligne du chemin de fer Canadien National, jusqu'à sa rencontre à Saint-Tite, avec la limite sud de l'emprise de la route reliant Saint-Tite à Grand-Mère; de là vers le sud-ouest, en suivant la limite sud de l'emprise de la route qui relie Saint-Tite, Grand-Mère, Shawinigan, Saint-Paulin, Saint-Édouard, Saint-Didace et Saint-Gabriel de Brandon jusqu'à sa rencontre avec la limite ouest de l'emprise de la route 43, à Saint-Gabriel de Brandon; de là vers le nord-ouest, en suivant la limite ouest de l'emprise de la route 43 jusqu'à sa rencontre avec la limite sud de l'emprise de la route reliant Saint-Michel-des-Saints au canton Forbes, à Saint-Michel-des-Saints; de là vers le sud-ouest, en suivant la limite sud de l'emprise de la route reliant Saint-Michel-des-Saints au canton Forbes jusqu'à sa rencontre avec la limite sud-est du parc du Mont-Tremblant; de là dans une direction générale sud-ouest, puis nord-ouest, en suivant la limite sud-est, puis sud-ouest du parc du Mont-Trem-

southwest, following the southern limit of the counties bordering the north bank of the St. Lawrence River to the starting point.

Article 14. *Zone H:*

This part of Québec, the perimeter of which may be described as follows:

Starting from a point situated at the meeting of the eastern limit of the right of way of Route 58 with the southern limit of the right of way of the Canadian National Railway at Senneterre; thence, on the southeast, following the southern limit of the right of way of the Canadian National Railway to its meeting with the right bank of the Saint-Maurice River at Duplessis; thence, on the northeast, then the southeast, following the right bank of the Saint-Maurice River to its meeting with the left bank of Trenche River; thence, on the north, following the left bank of Trenche River to its meeting with the left bank of Raimbault River; thence, on the north, following the left bank of Raimbault River to the southern limit of the Chibougamau Reserve; thence, on the east, then the northeast, following the southern limit then the southeastern limit of the Chibougamau Reserve to its meeting with the right bank of the Chamouchouane River; thence, on the southeast, following the right bank of the Chamouchouane River to its meeting with the west shore of St. John Lake; thence, on the southeast, following the southwest shore of St. John Lake to its meeting with the left bank of the Métabetchouan River, near Desbiens; thence, on the south, following the left bank of Métabetchouan River to its meeting with the western limit of the Laurentide Park; thence, on the south, following the western limit of Laurentide Park to its meeting with the right bank of the Batiscan River; thence, on the southwest, following the right bank of the Batiscan River to its meeting with the western limit of the right of way of the Canadian National Railway north of Beaudet Station; thence, on the south, following the western limit of the right of way of the Canadian National Railway to its meeting at Rivière-à-Pierre, with the southern limit of the right of way of the Canadian National Railway which goes from Rivière-à-Pierre to Saint-Tite; thence, on the southwest, following the southern limit of the right of way of this last line of the Canadian National Railway, to its meeting at Saint-Tite, with the southern limit of the right of way of the route joining Saint-Tite to Grand-Nère; thence, on the southwest, following the southern limit of the right of way of the route which joins Saint-Tite, Grand-Mère, Shawinigan, Saint-Paulin, Saint-Édouard, Saint-Didace and Saint-Gabriel de Brandon to its meeting with the western limit of the right of way of Route 43, at Saint-Gabriel de Brandon; thence, on the northwest, following the western limit of the right of way of Route 43 to its meeting with the southern limit of the right of way joining Saint-Michel-des-Saints to the township of Forbes, at Saint-Michel-des-Saints; thence, on the southwest, following the southern limit of the right of way of the route joining Saint-Michel-des-Saints to the township of Forbes to its meeting with the southeastern limit of Mont-Tremblant Park; thence, in a general southwest direction, then northwest,

blant jusqu'à sa rencontre avec la rive droite de la rivière Rouge; de là vers le sud-ouest, en suivant la rive droite de la rivière Rouge jusqu'à sa rencontre avec la limite sud-ouest de l'emprise de la route forestière McLaren à l'embouchure du ruisseau Dix-Milles; de là dans une direction générale nord-ouest, puis sud-ouest, puis nord-ouest, en suivant la limite sud de l'emprise de ladite route jusqu'à sa rencontre avec la limite ouest de l'emprise de la route 35; de là vers le nord, en suivant la limite ouest de l'emprise de la route 35 jusqu'à sa rencontre avec la limite ouest de l'emprise de la route 18 de la Compagnie Internationale de Papier du Canada, au nord du lac Tapanee; de là dans une direction générale nord-ouest, en suivant la limite ouest de l'emprise de ladite route 18 jusqu'à sa rencontre avec la rive droite de la rivière Gatineau; de là vers le sud-ouest, en suivant la rive droite de la rivière Gatineau et la rive ouest du lac Baskatong jusqu'à sa rencontre avec la rive gauche de la rivière Gens-de-Terre; de là vers le nord-ouest, en suivant la rive gauche de la rivière Gens-de-Terre jusqu'à sa rencontre avec la limite sud-est du parc de LaVérendrye; de là, en suivant une direction générale nord-ouest, en suivant les limites est, nord-est et nord du parc de La Vérendrye, jusqu'à la limite est de l'emprise de la route 58; de là vers le nord, en suivant la limite est de l'emprise de la route 58 jusqu'au point de départ.

Article 15. *Zone I-1:*

Cette partie du Québec, dont le périmètre peut être décrit comme suit:

Partant d'un point situé à la rencontre de la frontière Québec — Ontario sur la rivière des Outaouais avec la rive gauche de la rivière Dumoine; de là vers le nord, en suivant la rive gauche de la rivière Dumoine jusqu'à sa rencontre avec la rive est du lac Dumoine; de là vers le nord, en suivant la rive est du lac Dumoine jusqu'à sa rencontre avec la limite sud du parc de La Vérendrye; de là vers l'est et le sud-est, en suivant la limite sud du parc de La Vérendrye jusqu'à sa rencontre avec la limite sud de l'emprise de la route 14 de la Compagnie Internationale de Papier du Canada; de là vers l'ouest, en suivant la limite sud de l'emprise de ladite route jusqu'à son point le plus rapproché de la rive gauche de la rivière Corneille; de là, en suivant une ligne droite dudit point à la rive gauche de la rivière Corneille; de là dans une direction générale sud, en suivant la rive gauche de la rivière Corneille jusqu'à sa rencontre avec la rive droite de la rivière Coulonge; de là vers le sud-est, en suivant la rive droite de la rivière Coulonge jusqu'à sa rencontre avec la rive gauche de l'émissaire du lac Duval; de là, ouest, jusqu'à la rive droite de la rivière Noire; de là dans une direction générale nord-ouest, en suivant la rive droite de la rivière Noire jusqu'à un point situé à environ 2.8 milles de l'extrémité est du lac Schyan, en direction sud 58° ouest; de là, sud 58° ouest, en suivant cette dernière ligne jusqu'à sa rencontre avec l'extrémité est du lac Schyan; de là vers l'ouest, en suivant la rive sud du lac Schyan jusqu'à sa rencontre avec la rive gauche de la rivière Schyan; de là dans une direction générale sud-ouest, en suivant la rive gauche du lac

following the southeastern limit, then southwest of Mont-Tremblant Park to its meeting with the right bank of Rouge River; thence, on the southwest, following the right bank of Rouge River to its meeting with the southwestern limit of the right of way of the McLaren Forestry Route at the mouth of Dix-Milles Stream; thence, in a general northwest direction, then southwest, then northwest, following the southern limit of the right of way of the said road to its meeting with the western limit of the right of way of Route 35; thence, on the north, following the western limit of the right of way of Route 35 to its meeting with the western limit of the right of way of Route 18 of the "Companie Internationale de Papier du Canada", north of Tapanee Lake, thence, in a general northwest direction, following the western limit of the right of way of said Route 18 to its meeting with the right bank of Gatineau River; thence, on the southwest, following the right bank of the Gatineau River and the west shore of Baskatong Lake to its meeting with the left bank of Gens-de-Terre River; thence, on the northwest, following the left bank of Gens-de-Terre River to its meeting with the southeastern limit of La Vérendrye Park; thence, following in a general northwest direction, following the east, northeast and north limits of La Vérendrye Park, to the eastern limit of the right of way of Route 58; thence, on the north, following the eastern limit of the right of way of Route 58 to the starting point.

Article 15. *Zone I-1:*

This part of Québec, the perimeter of which may be described as follows:

Starting from a point situated at the meeting of the Québec-Ontario border on the Ottawa River with the left bank of Dumoine River; thence, on the north, following the left bank of Dumoine River to its meeting with the east shore of Dumoine Lake; thence, on the north, following the east shore of Dumoine Lake to its meeting with the southern limit of La Vérendrye Park; thence, on the east and southeast, following the southern limit of La Vérendrye Park to its meeting with the southern limit of the right of way of Route 14 of the "Compagnie Internationale de Papier du Canada"; thence, on the west, following the southern limit of the right of way of the said road to its point closest to the left bank of Corneille River; thence, following a straight line of the said point to the left bank of Corneille River; thence, in a general south direction, following the left bank of Corneille River to its meeting with the right bank of Coulonge River; thence, on the southeast, following the right bank of Coulonge River to its meeting with the left shore of the outlet of Duval Lake; thence, west, to the right bank of Noire River; thence, in a general northwest direction, following the right bank of Noire River to a point situated at about 2.8 miles from the eastern extremity of Schyan Lake, in a southerly direction 58° west; thence, south 58° west, following this latter line to its meeting with the eastern extremity of Schyan Lake; thence, on the west, following the south shore of Schyan Lake to its meeting with the left bank of Schyan River; thence, in a general southwest direction, following the left shore of Schyan Lake to its meeting with the Québec — Ontario border

Schyan jusqu'à sa rencontre avec la frontière Québec — Ontario sur la rivière des Outaouais; de là vers le nord-ouest, en suivant ladite frontière Québec — Ontario jusqu'au point de départ.

Article 16. *Zone I-2:*

Cette partie du Québec, dont le périmètre peut être décrit comme suit:

Partant d'un point situé à la rencontre de la frontière inter-provinciale Québec — Ontario avec la limite entre les comtés de Témiscamingue et de Rouyn-Noranda; de là vers l'est, en suivant la ligne entre les comtés de Témiscamingue et de Rouyn-Noranda jusqu'à sa rencontre avec la limite ouest du parc de La Vérendrye; de là vers le nord, en suivant la limite ouest du parc de La Vérendrye, puis vers l'est, en suivant la limite nord dudit parc, puis vers le sud-est, le sud et le sud-est, en suivant la limite est dudit parc, puis vers le sud-ouest, le nord-ouest et l'ouest, en suivant la limite sud dudit parc jusqu'à sa rencontre avec la rive est du lac Dumoine; de là vers le sud, en suivant la rive est du lac Dumoine, la rive gauche de la rivière Dumoine jusqu'à sa rencontre avec la frontière Québec — Ontario sur la rivière des Outaouais; de là vers le nord-ouest, en suivant ladite frontière Québec — Ontario sur la rivière des Outaouais, sur le lac Témiscamingue et au nord dudit lac jusqu'au point de départ.

Article 17*: Zone J:*

Cette partie du Québec, dont le périmètre peut être décrit comme suit:

Partant d'un point situé à la rencontre de la frontière inter-provinciale Québec — Ontario avec la limite sud de l'emprise du chemin de fer Canadien National à l'ouest de La Reine, comté d'Abitibi-Ouest; de là vers le sud-est, en suivant la limite sud de l'emprise du chemin de fer Canadien National jusqu'à sa rencontre avec la limite est de l'emprise de la route 58 à Senneterre; de là vers le sud, en suivant la limite est de l'emprise de la route 58 jusqu'à sa rencontre avec la limite nord du parc de La Vérendrye; de là vers l'ouest, puis le sud, puis l'ouest, puis le sud, en suivant la limite nord dudit parc jusqu'à sa rencontre avec la ligne entre les comtés de Rouyn-Noranda et de Témiscamingue; de là vers l'ouest, en suivant la ligne entre les comtés de Rouyn-Noranda et de Témiscamingue, jusqu'à la frontière interprovinciale Québec — Ontario; de là vers le nord, en suivant ladite frontière jusqu'au point de départ.

Article 18. *Zone K:*

Cette partie du Québec, dont le périmètre peut être décrit comme suit:

Partant d'un point situé à la rencontre de la frontière Québec — Ontario avec le parallèle de latitude 50°; de là vers l'est, en suivant ledit parallèle de latitude jusqu'à sa rencontre avec la limite est de la réserve de Chibougamau; de là vers le sud-est, en suivant la limite est de la réserve de Chibougamau, puis vers le sud-ouest et l'ouest, en suivant la limite sud de ladite réserve jusqu'à sa rencontre avec la rive gauche de la rivière Raimbault; de là dans une direction générale

on the Ottawa River; thence, on the northwest, following the said Québec — Ontario border to the starting point.

Article 16. *Zone I-2:*

This part of Québec, the perimeter of which may be described as follows:

Starting from a point situated at the meeting of the Interprovicial Québec — Ontario border with the limit between the counties of Témiscamingue and Rouyn-Noranda; thence, on the east, following the line between the counties of Témiscamingue and Rouyn-Noranda to its meeting with the western limit of La Vérendrye Park; thence, on the north, following the western limit of La Vérendrye Park, then on the east, following the northern limit of the said park, then on the southeast, south and southeast, following the east limit of the said park, then on the southwest, northwest and west, following the southern limit of the said park to its meeting with the east shore of Dumoine Lake; thence, on the south, following the east shore of Dumoine Lake, the left bank of Dumoine River to its meeting with the Québec — Ontario border on the Ottawa River; thence, on the northwest, following the said Québec — Ontario border on the Ottawa River, on Témiscamingue Lake and north of the said lake to the starting point.

Article 17. *Zone J:*

This part of Québec, the perimeter of which may be described as follows:

Starting from a point situated at the meeting of the Interprovincial Québec — Ontario border with the southern limit of the right of way of the Canadian National Railway west of La Reine, county of Abitibi-West; thence, on the southeast, following the southern limit of the right of way of the Canadian National Railway to its meeting with the eastern limit of the right of way of Route 58 at Senneterre; thence, on the south, following the eastern limit of the right of way of Route 58 to its meeting with the northern limit of La Vérendrye Park; thence, on the west, then the south, west, south, following the northern limit of the said park to its meeting with the line between the counties of Rouyn-Noranda and Témiscamingue; thence, on the west, following the line between the counties of Rouyn-Noranda and Témiscamingue; to the Interprovincial Québec — Ontario border; thence, on the north, following the said border to the starting point.

Article 18. *Zone K:*

This part of Québec, the perimeter of which may be described as follows:

Starting from a point situated at the meeting of the Québec — Ontario border with the parallel of latitude 50°; thence, on the east, following the said parallel of the latitude to its meeting with the eastern limit of the Chibougamau Reserve; thence, on the southeast, following the eastern limit of the Chibougamau Reserve, then on the southwest and west, following the southern limit of the said reserve to its meeting with the left bank of Raimbault River; thence, in a general south

sud, en suivant la rive gauche de la rivière Raimbault jusqu'à sa rencontre avec la rive gauche de la rivière Trenche; de là vers le sud, en suivant la rive gauche de la rivière Trenche jusqu'à sa rencontre avec la rive gauche de la rivière Saint-Maurice; de là vers le nord-ouest, puis le sud-ouest, en suivant la rive gauche de la rivière Saint-Maurice jusqu'à sa rencontre avec la limite sud de l'emprise du chemin de fer Canadien National, à Duplessis; de là vers le nord-ouest, en suivant la limite sud de l'emprise du chemin de fer Canadien National jusqu'à sa rencontre avec la frontière Québec — Ontario; de là vers le nord, en suivant la frontière Québec — Ontario jusqu'au point de départ.

Article 19. *Zone L:*

La zone L comprend l'Ile d'Anticosti.

Article 20. *Zone M:*

Cette partie du Québec, dont le périmètre peut être décrit comme suit:

Partant d'un point situé à la rencontre de la limite nord-est de la réserve de Chibougamau avec le parallèle de latitude 50°; de là vers l'est, en suivant le parallèle de latitude 50° jusqu'à sa rencontre avec la limite sud dans le Saint-Laurent, des comtés bordant la rive nord dudit fleuve; de là vers le sud-ouest, en suivant ladite limite sud des comtés bordant la rive nord du fleuve Saint-Laurent jusqu'à la rencontre de la limite sud-ouest du comté de Saguenay avec la rive gauche de la rivière Saguenay; de là vers le nord-ouest, en suivant la rive gauche de la rivière Saguenay jusqu'à sa rencontre avec la limite sud-est de la réserve de Chicoutimi; de là vers le nord-est, puis le nord, en suivant la limite est de la réserve de Chicoutimi, puis vers le nord-ouest, en suivant la limite nord de ladite réserve, puis vers le sud-ouest, en suivant la limite ouest de ladite réserve jusqu'à sa rencontre avec la ligne extérieure nord-est du canton Le Mercier; de là vers le nord-ouest, en suivant la ligne extérieure nord-est des cantons Le Mercier, Carreau, Chastelain, Aulneau et Rouleau jusqu'à sa rencontre avec la rive gauche de la rivière Péribonka; de là vers le nord-est, en suivant la rive gauche de la rivière Péribonka, jusqu'au prolongement à l'est de la ligne extérieure nord du canton Saint-Onge; de là vers l'ouest, en suivant le prolongement à l'est de la ligne extérieure nord dudit canton, ladite ligne extérieure nord ainsi que la limite nord des cantons Tanguay, Ménard, La Trappe, Hémon, Bourbon, Condé, Damyville et Louvigny jusqu'à sa rencontre avec la limite est de la réserve de Chibougamau; de là vers le nord-ouest, en suivant la limite est de la réserve de Chibougamau jusqu'au point de départ.

Article 21. *Zone N:*

Cette partie du Québec, dont le périmètre peut être décrit comme suit:

Partant d'un point situé à la rencontre de la ligne extérieure nord du canton Louvigny avec la limite est de la réserve de Chibougamau; de là vers l'est, en suivant la limite nord des cantons Louvigny, Damy-

direction, following the left bank of the Raimbault River to its meeting with the left bank of Trench River; thence, on the south, following the left bank of Trench River to its meeting with the left bank of Saint-Maurice River; thence, on the northwest, then the southwest, following the left bank of the Saint-Maurice River to its meeting with the southern limit of the right of way of the Canadian National Railway, at Duplessis; thence, on the northwest, following the southern limit of the right of way of the Canadian National Railway to its meeting with the Québec — Ontario border; thence, on the north, following the Québec — Ontario border to the starting point.

Article 19. *Zone L:*

Zone L includes the Island of Anticosti.

Article 20. *Zone M:*

This part of Québec, the perimeter of which may be described as follows:

Starting from a point situated at the meeting of the northeastern limit of Chibougamau Reserve with the parallel of latitude 50°; thence, on the east, following the parallel of latitude 50° to its meeting with the southern limit in the St. Lawrence, counties bordering the north shore of the said river; thence, on the southwest, following the said southern limit of the counties bordering the north shore of the St. Lawrence River to its meeting with the southwestern limit of the county of Saguenay with the left bank of the Saguenay River; thence, on the northwest, following the left bank of the Saguenay River to its meeting with the southeastern limit of the Chicoutimi Reserve; thence, on the northeast, then the north, following the eastern limit of the Chicoutimi Reserve, then on the northwest, following the northern limit of the said reserve, then on the southwest, following the western limit of the said reserve to its meeting with the exterior northeastern line of the township of Le Mercier; thence, on the northwest, following the exterior northeastern line of the townships of Le Mercier, Garreau, Chastelain, Aulneau and Rouleau to its meeting with the left bank of Péribonka River; thence, on the northeast, following the left bank of Péribonka River, to the prolongation on the east of the exterior northern line of the township of Saint-Onge; thence, on the west, following the prolongation on the east of the exterior northern line of the said township, the said exterior northern line as well as the northern limit of the townships of Tanguay, Ménard, La Trappe, Hémon, Bourbon, Condé, Damyville and Louvigny to its meeting with the eastern limit of the Chibougamau Reserve; thence, on the northwest, following the eastern limit of the Chibougamau Reserve to the starting point.

Article 21. *Zone N:*

This part of Québec, the perimeter of which may be described as follows:

Starting from a point situated at the meeting of the exterior northern line of the township of Louvigny with the eastern limit of the Chibougamau Reserve; thence, on the east, following the northern limit of the

ville, Condé, Bourbon, Hémon, La Trappe, Ménard, Tanguay, Saint-Onge et son prolongement à l'est jusqu'à sa rencontre avec la rive gauche de la rivière Péribonka; de là vers le sud-ouest, en suivant la rive gauche de la rivière Péribonka jusqu'à sa rencontre avec la limite extérieure nord-est du canton Rouleau; de là vers le sud-est, en suivant la limite extérieure nord-est des cantons Rouleau, Aulneau, Chastelain, Garreau et Le Mercier jusqu'à la limite ouest de la réserve de Chicoutimi; de là vers le nord-est, en suivant la limite ouest de la réserve de Chicoutimi, puis vers le sud-est, en suivant la limite nord de ladite réserve, puis vers le sud, puis vers le sud-ouest, en suivant la limite est de ladite réserve jusqu'à sa rencontre avec la rive gauche de la rivière Saguenay; de là vers le nord-ouest, en suivant la rive gauche de la rivière Saguenay jusqu'à sa rencontre avec la rive est du lac Saint-Jean; de là vers le sud, puis l'ouest, puis le nord-ouest, en suivant les rives est, sud et sud-ouest du lac Saint-Jean jusqu'à la rencontre de cette dernière avec la rive droite de la rivière Chamouchouane; de là vers le nord-ouest, en suivant la rive droite de la rivière Chamouchouane et la limite est de la réserve de Chibougamau jusqu'au point de départ.

Article 22. *Zone O:*

La zone O comprend toute cette partie de la province située au nord du 50ième parallèle de latitude.

Article 23. *Zone P:*

La zone P comprend les Iles-de-la-Madeleine.

Les îles, îlots, battures font partie des mêmes zones que les comtés dans lesquels ces zones sont situées.

40064-o

townships of Louvigny, Damyville, Condé, Bourbon, Hémon, La Trappe, Ménard, Tanguay, Saint-Onge and its prolongation on the east the its meeting with the left bank of the Péribonka River; thence, on the south-west, following the left bank of the Péribonka River to its meeting with the northeastern limit of the township of Rouleau; thence, on the southeast, following the exterior northeastern limit of the townships of Rouleau, Aulneau, Chastelain, Garreau and Le Mercier to the western limit of the Chicoutimi Reserve; thence, on the northeast, following the western limit of the Chicoutimi Reserve; thence, on the northeast, following the western limit of the Chicoutimi Reserve; then on the southeast, following the northern limit of the said reserve, then on the south, then southwest, following the eastern limit of the said reserve to its meeting with the left bank of the Saguenay River to its meeting with the eastern shore of St. John Lake; thence, on the south, then east, then northwest, following the east, south and southwest shores of St. John Lake to the meeting of the latter with the right bank of Chamouchouane River thence, on the northwest, following the right bank of Chamouchouane River and the eastern limit of the Chibougamau Reserve to the starting point.

Article 22. *Zone O:*

Zone O includes all the part of the Province situated north of the 50th latitude parallel.

Article 23. *Zone P:*

Zone P includes the Magdalen Islands.

The isles, islands, reefs are part of the same zones as the counties in which these zones are situated.

40064

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1508

Québec, le 27 avril 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la Communauté Urbaine de Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre des Affaires municipales, ce qui suit:

Le délai mentionné à l'article 142 de la Loi de la Communauté Urbaine de Québec (chapitre 83 des lois de 1969) est prorogé jusqu'au 31 décembre 1971, selon la demande du conseil de la Communauté Urbaine de Québec formulée dans sa résolution du 18 mars 1971, conformément à l'article 282 de ladite loi.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

40065-o

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1508

Québec, April 27, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Québec Urban Community.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Municipal Affairs, that which follows:

The delay mentioned in section 142 of the Québec Urban Community Act (Chapter 83 of the Statutes of 1969) is extended until December 31, 1971, in accordance with the application by the Québec Urban Community Council, expressed in its resolution of March 18, 1971 and in accordance with section 282 of the said act.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

40065

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1573

Québec, le 27 avril 1971.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la population de certaines municipalités et la Loi de l'impôt sur la vente en détail.

ATTENDU QUE la population des municipalités qui font l'objet du présent règlement a été augmentée ou diminuée par annexion, depuis 1966, date du dernier dénombrement fait par l'ensemble de la province et reconnu valide aux fins de la répartition de la taxe aux municipalités par le lieutenant-gouverneur en conseil;

ATTENDU QU'en vertu du deuxième alinéa de l'article 42 de la Loi de l'impôt sur la vente en détail, lorsqu'il y a annexion partielle d'une municipalité par une autre, la nouvelle population de ces municipalités est déterminée par le lieutenant-gouverneur en conseil pour les fins de la distribution de la taxe à ces municipalités, le tout conformément à l'article 41 de ladite loi.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du Revenu:

QUE soit adopté le règlement ci-joint concernant certaines municipalités et la Loi de l'impôt sur la vente en détail.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Règlement concernant la population de certaines municipalités et la Loi de l'impôt sur la vente en détail.

La population des municipalités ci-après énumérées est, pour les fins mentionnées à l'article 41 de la Loi de l'impôt sur la vente en détail, celle que ces municipalités avaient immédiatement après l'annexion, à savoir:

Paroisse Ste-Anne de la Pocatière	949
Ville La Pocatière	3,795
Canton Albanel	1,448
Ville de Dolbeau	7,278
Canton Melbourne	1,066
Village Kinsburry	138
Cité de Lachute	12,381
Ville Ste-Scholastique	14,793
Ville Ste-Thérèse-Ouest	2,964
Canton Buckingham Partie Sud-Est	130
Ville de Buckingham	7,323
Canton de Granby	4,484
Canton de Shefford	1,632
Ville de Bromont	962
Paroisse St-Dominique-de-Jonquière	3,870
Cité de Jonquière	29,666
Ville de Baie d'Urfé	4,055
Ville de Ste-Anne-de-Bellevue	5,340
Lucerne	8,140
Cité de Hull	60,448

40071-o

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1573

Québec, April 27, 1971.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the population of certain municipalities and the Retail Sales Tax Act.

WHEREAS the population of the municipalities which form the subject of this regulation has either increased or decreased due to annexation since 1966, date of the last enumeration of inhabitants made for the whole province and deemed valid by the Lieutenant-Governor in Council for the purposes of the distribution of the tax to municipalities;

WHEREAS under paragraph 2 of section 42 of the Retail Sales Tax Act, when there is partial annexation of a municipality by another, the new population of these municipalities is determined by the Lieutenant-Governor in Council for the purposes of the distribution of the tax to those municipalities, the whole in accordance with section 41 of the said act;

IT IS ORDERED, therefore upon the recommendation of the Minister of Revenue:

THAT the appended regulation concerning certain municipalities and the Retail Sales Tax Act be adopted.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Regulation concerning the population of certain municipalities and the Retail Sales Tax Act.

The population of the municipalities hereafter listed is, for the purposes mentioned in section 41 of the Retail Sales Tax Act, the one that these municipalities had immediately following their annexation, that is:

Parish of Ste-Anne de la Pocatière	949
Town of La Pocatière	3,795
Township of Albanel	1,448
Town of Dolbeau	7,278
Township of Melbourne	1,066
Village of Kinsburry	138
City of Lachute	12,381
Town of Ste-Scholastique	14,793
Town of Ste-Thérèse West	2,964
Township of Buckingham South-East section	130
Town of Buckingham	7,323
Township of Granby	4,484
Township of Shefford	1,632
Town of Bromont	962
Parish of St-Dominique-de-Jonquière	3,870
City of Jonquière	29,666
Town of Baie d'Urfé	4,055
Town of Ste-Anne-de-Bellevue	5,340
Lucerne	8,140
City of Hull	60,448

40071

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1563

Québec, le 27 avril 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les écoles de conduite.

ATTENDU QUE suivant le sous-paragraphe « *e* », paragraphe 1 de l'article 82 du Code de la Route, (S.R.Q. 1964, chap. 231), le lieutenant-gouverneur en conseil peut règlementer les écoles de conduite;

ATTENDU QUE des représentations ont été faites pour que certaines modifications soient apportées à l'arrêté en conseil numéro 1064 du 25 juin 1963;

ATTENDU QUE suivant le rapport préparé par un comité chargé de faire une étude sur l'exploitation des écoles de conduite, il est opportun de donner suite à ses représentations;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre des transports:

QUE l'arrêté en conseil numéro 1064 du 25 juin 1963 et le règlement y annexé soient rescindés;

QUE le règlement régissant les écoles de conduite dont copie est annexée au présent arrêté en conseil soit approuvé;

QUE le présent arrêté en conseil entre en vigueur à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec.*

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1563

Québec, April 27, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING driving schools.

WHEREAS in accordance with sub-paragraph "*e*", subsection 1 of section 82 of the Highway Code, (R.S.Q. 1964, chapter 231), the Lieutenant-Governor in Council may regulate driving schools;

WHEREAS representations have been made that certain amendments be made to Order in Council number 1064 of June 25, 1963;

WHEREAS following upon the report drafted by a committee charged with making a study of the operation of driving schools, it is deemed expedient to give effect to these representations;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Transportation:

THAT Order in Council number 1064 of June 25, 1963 and the Regulations appended thereto be cancelled;

THAT the Regulations governing driving schools, of which a copy is appended to the present Order in Council, be approved;

THAT the present Order in Council take effect from the date of its publication in the *Québec Official Gazette.*

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

RÈGLEMENT SUR LES ÉCOLES DE CONDUITE

Le lieutenant-gouverneur en conseil décrète et ordonne ce qui suit:

Section I

DÉFINITIONS

1° Dans le présent règlement les expressions et mots suivants désignent:

a) « directeur »: le directeur du bureau des véhicules automobiles du Québec;

b) « leçon »: une période de soixante minutes consécutives consacrées à l'enseignement théorique ou pratique des connaissances nécessaires à la conduite des véhicules automobiles;

c) « cours de conduite » ou « cours »: un ensemble de leçons théoriques et pratiques;

d) « école de conduite » ou « école »: un établissement où l'on dispense des cours de conduite;

e) « exploitant »: le propriétaire d'une école de conduite;

f) « moniteur »: une personne qui donne des leçons pratiques au volant d'un véhicule automobile;

g) « instructeur »: un moniteur qui donne des leçons théoriques et pratiques en plus de celles qu'il peut donner au volant d'un véhicule automobile;

REGULATIONS GOVERNING DRIVING SCHOOLS

The Lieutenant-Governor in Council decrees and orders as follows:

Section I

DEFINITIONS

1. In the present Regulations the following expressions and words mean:

(*a*) "Director": the Director of the Motor Vehicle Bureau of the Province of Québec;

(*b*) "Lesson": a period of sixty consecutive minutes devoted to the teaching of the theoretical or practical knowledge necessary for driving motor vehicles;

(*c*) "Driving course" or "course": a course of theoretical and practical lessons;

(*d*) "Driving school" or "school": an establishment which gives driving courses;

(*e*) "Operator": the owner of a driving school;

(*f*) "Monitor": a person who gives practical lessons at the wheel of a motor vehicle;

(*g*) "Instructor": a monitor who gives theoretical and practical lessons in addition to those he may give at the wheel of a motor vehicle;

h) « permis » : un permis accordé en vertu du présent règlement.

Section II

LES ÉCOLES DE CONDUITE

§ 1.— *Les permis*

2° Nul ne peut exploiter une école de conduite, prétendre en exploiter une, agir de manière à laisser croire qu'il exploite une telle école ou donner ou offrir de donner des cours ou autre enseignement sur la conduite des véhicules automobiles moyennant rémunération ou autrement, s'il n'est détenteur d'un permis d'école de conduite délivré par le directeur.

3° Toute personne qui désire obtenir ce permis doit en faire la demande par écrit au directeur.

4° Ce permis est valable pour l'exploitation d'une école de conduite à titre personnel par son détenteur.

5° Dans le cas d'une société ou d'une corporation, le permis ne peut être délivré qu'à titre personnel au représentant légalement désigné de la société ou corporation, lequel est pour les fins du présent règlement, considéré comme propriétaire et possédant les qualités de propriétaire.

6° Le siège social d'une école de conduite est situé au Québec.

7° Toute personne qui désire exploiter une école de conduite doit posséder les qualité suivantes:

a) être âgée d'au moins vingt-cinq ans;

b) fournir un certificat de moralité et de bonne conduite;

c) être détentrice d'un certificat de scolarité de onzième année ou l'équivalent;

d) être détentrice d'un permis de chauffeur du Québec;

e) être en possession d'un permis d'instructeur depuis au moins trois ans;

f) produire une lettre d'appréciation.

8° Un employé du ministère des Transports ne peut posséder un intérêt quelconque, direct ou indirect, dans une école de conduite et si un tel intérêt lui était échu par succession ou donation, il doit y renoncer ou en disposer avec toute la diligence possible sous peine du retrait du permis.

9° Dans le cas d'une corporation, elle doit fournir au directeur une copie certifiée de ses lettres patentes et de tout autre document qui la régit, de même que la liste des membres de son conseil d'administration.

Dans le cas d'une société, elle doit fournir au directeur une copie certifiée de son acte de société ainsi que la liste des membres de la société. Le présent alinéa ne s'applique pas à une société coopérative, auquel cas la liste des membres du conseil d'dministration est suffisante.

10° Toute demande de permis d'école de conduite doit être accompagnée du paiement de la somme de $100 représentant les honoraires exigibles pour l'étude du dossier. Ce montant n'est remboursable en aucun cas.

11° Le coût du permis est de $50 payable à son obtention ou lors de son renouvellement. Le permis expire le 30 juin de chaque année.

(*h*) "Permit": a permit granted in accordance with the present Regulations.

Section II

DRIVING SCHOOLS

§ 1.— *Permits*

2. No person shall operate a driving school, claim to operate one, act in a manner which indicates he operates such a school, or give or offer to give courses or any other instruction on the driving of motor vehicles, whether for payment or otherwise, if he is not the holder of a driving school permit issued by the Director.

3. Any person who wishes to obtain a permit shall make application in writing to the Director.

4. This permit shall be valid for the operation of one driving school only and shall be in the holder's own name.

5. With respect to a company or corporation a permit shall only be issued in the personal name of the legally appointed representative designated by the company or corporation, which person is said to be the owner and to have the authority of the owner for all purposes of the present Regulations.

6. The head office of a driving school shall be in the Province of Québec.

7. Any person who wishes to operate a driving school shall conform to the following:

(*a*) be at least 25 years of age;

(*b*) furnish a certificate of morality and good conduct;

(*c*) be the holder of a school certificate for the eleventh grade, or the equivalent;

(*d*) be the holder of a chauffeur's permit issued by the Province of Québec;

(*e*) be the holder of an instructor's permit for at least three years;

(*f*) furnish a letter of reference.

8. No employee of the Department of Transportation may own any interest whatsoever, direct or indirect, in a driving school, and if any such interest falls to him, either through inheritance or by gift, he should renounce it or dispose of it with all possible dispatch under penalty of withdrawal of permit.

9. With respect to a corporation, it shall furnish the Director a certified copy of its letters patent as well as of any other governing document, together with a list of members of its board of directors.

With respect to a company, it shall furnish the Director a certified copy of its deed of partnership as well as a list of its shareholders. The present paragraph shall not apply to a cooperative for which a list of the board of directors shall suffice.

10. Each application for a driving school permit shall be accompanied by a remittance in the amount of $100 covering the fees due for the study of the file. This amount is not reimbursable under any circumstances.

11. The cost of the permit shall be $50 and shall be payable upon its obtainment or upon its renewal. The permit shall expire on June 30th of each year.

12° Le permis détenu pour une école de conduite doit être affiché à un endroit bien à la vue dans le local utilisé pour l'inscription des élèves. Si l'inscription est faite à plus d'un endroit à la fois le directeur peut émettre un duplicata.

13° L'exploitant d'une école de conduite:

a) doit maintenir une place d'affaires ouverte au public;

b) doit être propriétaire ou locataire du lieu occupé par l'école; une copie de l'acte de propriété ou du bail selon le cas est exigée;

c) doit régulièrement occuper et utiliser ce local pour les affaires concernant l'école;

d) doit utiliser un local conforme aux normes de la municipalité; une preuve à cet effet est exigée;

e) doit détenir un certificat d'hygiène d'un service municipal ou de toute autre autorité compétente;

f) doit avoir en permanence un bureau et une salle de cours facilement accessibles;

g) ne peut occuper ou partager un local avec un autre exploitant à moins d'avoir obtenu une autorisation écrite du directeur à cet effet;

h) ne peut utiliser comme siège social ou salle de cours, un emplacement situé dans une maison roulante, un local temporaire, un bureau de service d'appels téléphoniques, une maison de chambre, une chambre d'hôtel, un véhicule automobile ou dans tout autre endroit qui, de l'avis du directeur, n'est pas de nature sédentaire ou permanente.

§ 2.— *Les salles de cours*

14° Toute salle de cours utilisée pour les leçons doit:

a) avoir une superficie d'au moins deux cents pieds carrés;

b) être suffisamment éclairée, chauffée et ventilée;

c) contenir un ameublement pouvant permettre à au moins quinze personnes de s'asseoir, d'écrire et de suivre les cours avec aisance et confort;

d) contenir tout le matériel nécessaire à dispenser un enseignement adéquat de la conduite d'un véhicule automobile.

15° Le directeur peut autoriser l'utilisation d'unités mobiles aménagées pour dispenser des cours spécialisés.

§ 3.— *Les véhicules*

16° Tout véhicule utilisé par les élèves pour les leçons de pratique au volant doit:

a) être en parfait état de fonctionnement;

b) avoir été fabriqué depuis moins de trois ans, s'il s'agit d'un véhicule de promenade; tout véhicule d'une autre catégorie doit recevoir l'autorisation du directeur.

17° Les dispositifs de contrôle utilisés pour les véhicules servant aux leçons doivent être conformes aux prescriptions du directeur.

12. The permit held by a driving school shall be displayed in a prominent place in the premises used for the enrolment of pupils. If enrolment takes place at more than one premises at the same time, the Director may issue copies of the permit.

13. The operator of a driving school:

(*a*) shall maintain a place of business open to the public;

(*b*) shall be the owner or the leaseholder of the premises occupied by the driving school; a copy of the deed of ownership or the lease, as the case may be, shall be required;

(*c*) shall regularly occupy and use the premises for the business of the school;

(*d*) shall utilize the premises in conformity with the rules of the municipality; evidence to this effect shall be required;

(*e*) shall be the holder of a certificate of hygiene issued by a municipal health service or by any other competent authority;

(*f*) shall maintain an office and classroom on a permanent basis of easy accessibility;

(*g*) shall not occupy, or share, the premises of another operator unless permission in writing to this effect is granted by the Director;

(*h*) shall not utilize as head office or classroom, quarters in a trailer, temporary premises, a telephone answering service office, a rooming house, a hotel room, a motor vehicle, or any other site which, in the opinion of the Director, is neither of a settled nor permanent nature.

§ 2.— *Classrooms*

14. Each classroom used for the giving of lessons shall:

(*a*) measure at least two hundred square feet;

(*b*) have adequate lighting, heating and ventilation;

(*c*) be furnished to permit a minimum of fifteen persons to be seated, to write, and to follow the course with ease and comfort;

(*d*) contain all the material necessary to properly teach the driving of a motor vehicle.

15. The sanction of the Director shall be required for the utilization of mobile units fitted out for the giving of specialized courses.

§ 3.— *Vehicles*

16. Each vehicle used for the purpose of giving pupils practice lessons at the wheel shall:

(*a*) be in a perfect state of serviceability;

(*b*) have been manufactured no later than three years prior to use, with respect to a pleasure vehicle; a vehicle of any other category shall require the authorization of the Director.

17. The controlling mechanisms for vehicles used in the giving of lessons shall conform with the regulations laid down by the Director.

18° L'affichage à être apposé sur les véhicules des écoles doit être conforme aux prescriptions du directeur.

19° L'exploitant doit produire au directeur, par l'entremise de ses assureurs, une police d'assurance responsabilité émise en faveur de l'école de conduite, décrivant s'il y a lieu, toute automobile visée et promettant que cette police restera en vigueur indéfiniment à moins d'avis écrit donné au moins dix jours d'avance au directeur, par l'assureur concerné, l'avisant de l'annulation de son contrat. Le montant minimum de protection de cette police doit être de $200,000 pour dommages pouvant être causés au tiers et aux personnes qui prennent place dans le véhicule.

§ 4.— *Les bureaux*

20° Le directeur peut autoriser une école de conduite à tenir ailleurs qu'à son siège social un bureau où les seules activités permises sont l'information relative à la conduite des véhicules automobiles et l'inscription des élèves pour les cours de conduite.

Section III

LES PROGRAMMES

21° Le programme des cours de conduite des véhicules automobiles doit être conforme aux prescriptions du directeur.

22° Un cours offert par une école de conduite doit comporter le nombre minimum de huit leçons portant sur les connaissances théoriques et pratiques de la conduite des véhicules automobiles et le nombre minimum de six leçons de pratique au volant d'un véhicule automobile.

23° Un cours de conduite offert à un candidat au permis de conduire des véhicules automobiles doit:

a) être programmé de façon à ce que l'élève ne reçoive pas plus de deux leçons théoriques et pratiques et pas plus d'une leçon de pratique au volant, dans une journée;

b) et avoir une durée minimum de six jours.

24° La durée d'une leçon de pratique au volant d'un véhicule ne doit pas consister dans le fait d'aller chercher, reconduire ou retourner un élève à sa demeure ou à un point de repère déterminé.

Section IV

LE CAUTIONNEMENT

25° La demande d'un permis d'école doit être accompagnée d'un cautionnement de $2,000 fourni par le requérant selon l'une des modalités suivantes:

a) le dépôt d'un chèque visé fait à l'ordre du ministre des finances;

b) le dépôt d'une obligation ou d'un titre de créance, payable au porteur de la nature des obligations visées aux paragraphes *a*, *b* et *c* de l'article 981 du Code civil;

c) le dépôt d'une police de garantie au nom du ministre des transports du Québec émise par une compagnie autorisée à se porter caution au Québec.

18. The signs which shall be displayed on school vehicles shall conform with the regulations laid down by the Director.

19. The operator shall furnish the Director, through his insurers, a policy of liability insurance issued in the name of the driving school listing, with full details if necessary, every licenced automobile, and binding the insurer to maintain the policy in force indefinitely, unless written notice be given to the Director by the insurer ten days in advance of the cancellation of his contract. The minimum amount of coverage of this policy shall be $200,000 for damages which might be caused to a third party and to person in the vehicle.

§ 4.— *Offices*

20. A driving school shall obtain the authorization of the Director if it wishes to maintain, in addition to its head office, an office to be used for the sole purpose of giving information with respect to the driving of motor vehicles and the enrolment of pupils for driving courses.

Section III

PROGRAMS

21. The program of courses on driving motor vehicles shall conform with the regulations laid down by the Director.

22. A course offered by a driving school shall comprise a minimum number of eight lessons on the theoretical and practical knowledge of driving motor vehicles and a minimum number of six practice driving lessons at the wheel of a motor vehicle.

23. A driving course offered to any candidate for a driving permit for motor vehicles shall:

(*a*) be so programmed that the pupil shall not receive more than two lessons on theory and practice and not more than one lesson of practice driving at the wheel in one day;

(*b*) have a minimum duration of six days.

24. The duration of a lesson of practice driving at the wheel of a vehicle shall not include any time spent in driving to meet the pupil, driving him back, or returning him to his home or to any particular landmark.

Section IV

SURETY-BOND

25. An application for a driving school permit shall be accompanied by a surety-bond in the amount of $2,000 furnished by the applicant in accordance with any one of the following terms and conditions:

(*a*) deposit of a certified cheque payable to the order of the Minister of Finance;

(*b*) the deposit of a bond or debenture, payable to the bearer with the like governing restrictions referred to in paragraphs *a*, *b* and *c* of article 981 of the Civil Code;

(*c*) The deposit of a policy of indemnity in the name of the Minister of Transportation of the Province of Québec issued by a bonding company authorized to do business in the Province of Québec.

26° Ce cautionnement est transmis au ministre des finances du Québec qui le garde en fidéicommis pour en disposer conformément au présent règlement.

27° Le cautionnement pour une école de conduite sert à garantir aux élèves de cette école, le remboursement de la somme qu'ils lui ont versée pour toute leçon non reçue.

28° Tout élève qui fait au directeur la preuve qu'il n'a pas reçu le nombre de leçons prescrites par le présent règlement après en avoir payé le prix, peut être remboursé de la somme payée indûment, par le ministère des finances sur un rapport écrit à cette fin. Dans ce cas le cautionnement est forfait pour cette somme et il doit être complété pour être conforme à l'article 25, à défaut de quoi le permis est retiré par le directeur.

26. This surety-bond shall be conveyed to the Minister of Finance of the Province of Québec who shall keep it in trust for disposal in conformity with the present Regulations.

27. The surety-bond for a driving school shall serve as a guarantee of reimbursement to pupils of the school of the amount paid to the school for all lessons not received.

28. Any pupil who shall prove to the Director that he has not received the full number of lessons prescribed by the present Regulations after due payment of fees shall be entitled to reimbursement of the amount of the fees covering the lesson or lessons not received, upon submission of a report in writing to the Department of Finance. In such cases the surety-bond shall be deemed to be in forfeit for the amount in question and shall require to be re-established in full in order to conform with section 25, in default of which the premit shall be withdrawn by the Director.

Section V

LES INSTRUCTEURS ET LES MONITEURS

29° Nul ne peut utiliser, moyennant une rémunération directe ou indirecte, les services d'une personne comme moniteur ou instructeur ou des services analogues, si elle ne détient un permis à cette fin en vertu du présent règlement et si elle n'est à l'emploi d'une école de conduite et sous la surveillance, l'autorité et la responsabilité d'une telle école.

30° Nulle personne ne peut enseigner la conduite des véhicules automobiles moyennant rémunération, ni donner des leçons comme instructeur ou moniteur dans une école de conduite, si elle n'est détentrice d'un permis à cette fin délivré par le directeur.

31° Toute personne qui désire obtenir un permis d'instructeur ou de moniteur doit en faire la demande par écrit au directeur.

32° Toute personne qui désire obtenir un permis de moniteur doit:

a) être âgée d'au moins vingt et un ans;

b) fournir un certificat de moralité et de bonne conduite;

c) être détentrice d'un certificat de scolarité de onzième année ou l'équivalent;

d) être détentrice d'un permis de conduire du Québec depuis au moins trois ans;

e) ne pas avoir été trouvée ou s'être reconnue coupable à plus de deux infractions aux lois de la circulation dans l'année précédente;

f) ne pas s'être fait suspendre son permis de conduire dans les deux années précédentes;

g) produire deux lettres d'appréciation;

h) produire un certificat attestant qu'il a suivi un cours de formation de moniteur d'une durée minimum de quatre-vingts heures; ce cours doit être reconnu par le directeur;

i) subir avec succès les examens préparés par le directeur;

j) fournir un certificat médical.

Section V

INSTRUCTORS AND MONITORS

29. No person shall utilize, for eigher direct or indirect payment, the services of any person as monitor or instructor, or for like purpose, if said person who would provide such services does not hold the required permit stipulated in the present Regulations and if he is not employed by a driving school and subject to the supervision, authority and responsibility of such a school.

30. No person may teach the driving of motor vehicles for payment, nor give lessons as an instructor or monitor in a driving school, if he is not the holder of the required permit issued by the Director.

31. Any person who wishes to obtain an instructor's permit or a monitor's permit shall make application in writing to the Director.

32. Any person who wishes to obtain a monitor's permit shall:

(*a*) be at least twenty-one years of age;

(*b*) furnish a certificate of morality and good conduct;

(*c*) be the holder of a school certificate for the eleventh grade, or the equivalent;

(*d*) be the holder of a driving permit issued by the Province of Québec and have held one for at least the last three years;

(*e*) not have been found guilty of, nor otherwise be acknowledged to have committed, more than two traffic offences during the preceding year;

(*f*) not have had his driving permit suspended in the preceding two years;

(*g*) furnish two letters of reference;

(*h*) furnish a certificate proving that he has followed a monitor's course of a minimum duration of twenty-four hours; such a course shall require the Director's acceptance;

(*i*) pass the examinations prepared by the Director;

(*j*) furnish a medical certificate.

33° Tout candidat qui désire obtenir un permis d'instructeur doit en plus des exigences visées à l'article 32:

a) être détenteur d'un permis de moniteur;

b) avoir exercé comme moniteur dans une école de conduite pendant une période minimum de deux mille heures;

c) et subir avec succès les examens préparés par le directeur.

34° Tout candidat aux examens de moniteur en conduite des véhicules automobiles doit verser d'avance la somme de $10 représentant les frais d'examens.

35° Tout candidat aux examens d'instructeur en conduite des véhicules automobiles doit verser d'avance la somme de $20 représentant les frais d'examen.

36° Les honoraires exigés pour les examens de moniteur ou d'instructeur ne sont remboursables en aucun cas.

37° Le coût du permis d'instructeur ou de moniteur est de $10 payable à son obtention ou lors de son renouvellement.

38° Le permis d'instructeur ou de moniteur expire le 30 juin de chaque année.

39° Tout moniteur ou instructeur qui n'a pas renouvelé son permis ou qui n'a pas enseigné durant deux années consécutives doit se soumettre aux nouveaux examens d'aptitudes préparés par le directeur.

40° Le directeur peut délivrer à un moniteur qui est candidat à un examen d'instructeur un permis provisoire l'autorisant à donner des leçons théoriques et pratiques de la conduite des véhicules automobiles.

41° Le coût du permis provisoire d'instructeur est de $10 et sa durée maximum est de trois mois.

42° Le permis provisoire d'instructeur n'est pas renouvelable.

Section VI

LES FORMULES D'INSCRIPTION, FICHES, REGISTRES ET ATTESTATIONS

43° Une formule d'inscription apparaissant à l'annexe « A », fournie par le directeur doit être complétée pour tout élève inscrit à un cours de conduite des véhicules automobiles.

44° Dans les trente jours qui suivent la fin d'un cours, une copie de la formule d'inscription dûment complétée par l'école doit être adressée au directeur.

45° Une fiche doit être établie par l'école pour tout élève inscrit à un cours de conduite indiquant la date et la nature de chacune des leçons suivies, la signature du moniteur ou de l'instructeur et le numéro de la formule d'inscription. Cette fiche doit être tenue suivant la formule autorisée par le directeur.

46° Une copie dûment complétée de cette fiche doit être remise à l'élève à la fin du cours.

47° Tout élève qui se présente aux examens pour l'obtention d'un permis de conduire doit remettre à l'examinateur la copie de cette fiche portant sa signature et attestant qu'il a suivi tous les cours qui y sont indiqués.

33. Each candidate for an instructor's permit, in addition to the requirements of section 32, shall:

(*a*) be the holder of a monitor's permit;

(*b*) have acted in the capacity of monitor in a driving school during a minimum period of two thousand hours;

(*c*) pass the examinatoons prepared by the Director.

34. Each candidate for the examination of monitor in the driving of motor vehicles shall pay in advance the sum of $10 to cover examination costs.

35. Each candidate for the examination of instructor in the driving of motor vehicles shall pay in advance the sum of $20 to cover examination costs.

36. Under no circumstances shall the examination fees for instructor or monitor be reimbursable.

37. The cost of a permit of an instructor or monitor shall be $10, payable at the time of its obtainment or upon renewal.

38. The permit of an instructor or a monitor shall expire on June 30th of each year.

39. Any monitor or instructor who has not renewed his permit or who has not taught for a consecutive two-year period shall require to pass new qualification examinations prepared by the Director.

40. The Director may issue to any monitor who is a candidate for the examination of instructor a provisional authorization to give theoretical or practical lessons on the driving of motor vehicles.

41. The cost of a provisional instructor's permit shall be $10 and the maximum duration of the permit shall be three months.

42. The provisional instructor's permit shall not be renewable.

Section VI

PRESCRIBED DOCUMENT FOR ENROLMENT, FILES, REGISTERS AND CERTIFICATES

43. An enrolment form, as in appendix "A", furnished by the Director shall be completed for each pupil enrolled in a motor vehicle driving course.

44. A copy of the enrolment form duly completed by the school shall be sent to the Director within 30 days of the completion of each course.

45. A file shall be kept by the school for each pupil enrolled in a driving course recording the date and the nature of each lesson given, the signature of the monitor or instructor and the number of the enrolment form. This file shall be kept in the manner prescribed by the Director.

46. A copy of this file, duly completed, shall be given to the pupil at the end of the course.

47. Each pupil who takes a driving permit test shall give to the examiner his copy of this file bearing his signature and certifying that he has followed all the courses indicated therein.

48° Une école de conduite doit tenir à jour un registre dans lequel sont inscrits le nom de chaque élève, son adresse, sa date de naissance ainsi que le numéro de la formule d'inscription. Ce registre est tenu suivant la formule autorisée par le directeur.

49° Une école de conduite ne peut décerner qu'une attestation émise en son nom propre, sur laquelle il ne peut être fait aucune mention qui laisse croire qu'elle est décernée par le directeur, par le ministre ou le ministère des transports du Québec.

Section VII

LA PUBLICITÉ

50° Dans toute texte de publicité ou de réclame, il est interdit:

a) de promettre ou de laisser entendre que l'élève qui suit un cours sera assuré d'obtenir un permis de conduire;

b) de promettre des leçons gratuites, des prix, des récompenses de quelque sorte à ceux qui suivront un cours;

c) de faire une déclaration susceptible de jeter du discrédit sur une ou plusieurs écoles de conduite;

d) de faire des déclarations contraires à la vérité;

e) de faire mention d'un cours non indiqué au permis détenu par l'école;

f) de citer des lettres de recommendation ou d'appréciation.

Section VIII

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

51° Tout permis délivré en vertu du présent règlement demeure la propriété du ministre des transports du Québec.

52° Tout permis cesse d'être en vigueur et d'avoir effet dès qu'une des conditions prescrites pour son obtention cesse d'exister ou que son détenteur néglige ou refuse de se conformer à une demande du directeur en vertu du présent règlement.

53° Les prescriptions du directeur visées aux articles 17, 18, 21, 45 et 48 entrent en vigueur le jour de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

54° Le directeur peut refuser toute dénomination d'école de conduite s'il juge que cette dénomination est susceptible d'entraîner quelque confusion dans l'esprit du public. Deux ou plusieurs écoles peuvent avoir le même nom, si leur exploitant est la même personne.

55° Un permis est personnel et il ne peut être transféré qu'avec l'approbation préalable du directeur et qu'en autant que l'acquéreur s'est conformé aux conditions prescrites pour l'obtention d'un permis; par ailleurs, toute vente ou fusion d'école de conduite, toute transaction ou contrat de nature à produire un changement dans le contrôle ou l'administration d'une école de conduite, est sujet à la même approbation préalable et subordonné à l'observance des mêmes conditions.

56° Le directeur, ses préposés et toute personne désignée par lui peuvent, chaque jour non férié:

48. A driving school shall keep a register up to date in which shall be recorded the name of each pupil, his address, date of birth and the number of the enrolment form. This register shall be kept in the manner prescribed by the Director.

49. A driving school may issue one certificate only in its own name, on which no mention of any kind shall be made which might tend to mislead that it has been issued by the Director or the Department of Transportation of the Province of Québec.

Section VII

PUBLICITY

50. In the text of any publicity or advertising matter it shall be forbidden:

(*a*) to promise or to let it be understood that the pupil who takes a course shall be assured of obtaining a driving permit;

(*b*) to promise free lessons, prizes, or rewards of any kind whatsoever to those who take a course;

(*c*) to make any statement which may tend to discredit one or more driving schools;

(*d*) to make untrue statements;

(*e*) to mention any course not shown on the permit held by the school;

(*f*) to quote letters of recommendation or of appreciation.

Section VIII

TRANSITORY AND FINAL PROVISIONS

51. All permits issued under the present Regulations shall remain the property of the Minister of Transportation of the Province of Québec.

52. Any permit shall lapse and cease to have effect immediately one of the conditions necessary for its obtainment shall no longer be met, or if its holder shall neglect or refuse to comply with any request issued by the Director under the present Regulations.

53. The regulations of the Director referred to in sections 17, 18, 21, 45 and 48 shall come into force upon the day of their publication in the *Québec Official Gazette*.

54. The Director may reject any official name of a driving school if, in his opinion, such a name may cause confusion in the mind of the public. Two or more schools may have the same name if the same person is the operator of each.

55. A permit shall be the property of the person whose name appears thereon and may not be transferred without the prior consent of the Director, and only upon the purchaser complying with the conditions required for its obtainment; moreover, any sale or merger of a driving school, any transaction or contract of a kind which would bring about a change in the control or administration of a driving school, shall be subject to the same prior consent and subject to the observance of these same conditions.

56. The Director, his officials and all persons designated by him, may, upon any day that is not a holiday:

a) visiter tout local utilisé par une école de conduite;
b) examiner les registres, les fiches, les contrats relatifs aux activités de l'école;
c) exiger copie de tout document relatif à l'opération de l'école de conduite;
d) assister aux cours de conduite.

57° Les permis émis en vertu du règlement édicté par l'arrêté en conseil numéro 1064 adopté le 25 juin 1963 et expirant le 31 mars 1971 sont valides jusqu'au 30 juin 1971.

58° Le présent règlement entrera en vigueur à compter de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec.*

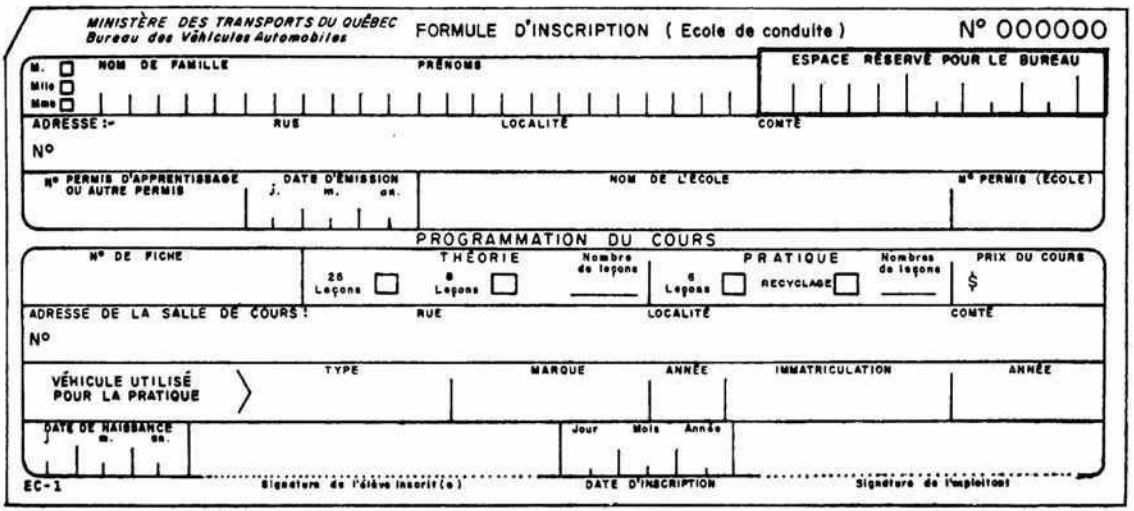
(*a*) visit any premises used by a driving school;
(*b*) examine the registers, files and contracts respecting the activities of the school;
(*c*) obtain a copy of any document respecting the operation of the driving school;
(*d*) attend any driving course.

57. The permits issued under the Regulations enacted by Order in Council number 1064 passed on June 25, 1963 and expiring on March 31, 1971 shall remain valid until June 30, 1971.

58. The present Regulations shall come into force upon their publication in the *Québec Official Gazette.*

ANNEXE « A »

SCHEDULE "A"



40070-o 40070

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1480

Québec, le 27 avril 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la réserve de chasse et de pêche du Parc Labelle.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 77, paragraphe *r*) de la Loi de la Conservation de la Faune, chapitre 58 des lois de 1969, le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir des réserves de chasse et de pêche;

ATIENDU QU'il est opportun de constituer en réserve de chasse et de pêche, un certain territoire situé dans les comtés de Labelle et Papineau, laquelle est connue sous le nom de « Réserve du Parc Labelle »;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche:

QU'un territoire d'une superficie de 450 milles carrés, situé dans les cantons de Labelle, Addington, Minerve,

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1480

Québec, April 27, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING the Fish and Game Reserve of Labelle Park.

WHEREAS, under section 77, paragraph (*r*) of the Wild-life Conservation Act (chapter 58 of the Statutes of 1969), the Lieutenant-Governor in Council may establish fish and game reserves;

WHEREAS it is deemed expedient to constitute into a fish and game reserve a certain territory situated in the counties of Labelle and Papineau, such territory being known under the name of "Labelle Park Reserve";

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Tourism, Fish and Fame:

THAT a territory having an area of 450 square miles, situated in the townships of Labelle, Addington,

Preston, Gagnon, Lesage, Montigny, Kiamika, Rivard, Rocheblave, Papineau, Wells, McGill, Dudley, soit constituée en réserve de chasse et de pêche sous le nom de « Réserve du Parc Labelle »; le périmètre de ce territoire étant décrit comme suit:

« Partant d'un point situé sur la ligne séparatrice des cantons de Preston et Papineau à l'intersection avec la rive nord du Lac Chevreuil; de là, dans des directions générales nord, ouest et sud suivant la limite nord de la réserve Papineau et son prolongement jusqu'à trois (3) chaînes de l'emprise est du chemin du Lac du Sourd; de là, vers le sud-ouest une ligne parallèle et distante de trois (3) chaînes de l'emprise est du chemin du Lac du Sourd jusqu'à l'intersection avec une ligne parallèle et distante de trois (3) chaînes à l'ouest de l'emprise du chemin conduisant au Lac de l'Aigle; de là, suivant ladite ligne parallèle et distante de trois (3) chaînes de l'emprise ouest du chemin du Lac de l'Aigle jusqu'au Lac de l'Aigle; de là, dans une direction générale nord-ouest en suivant la rive du Lac de l'Aigle jusqu'au ruisseau venant du Lac Serpent; de là, suivant ledit ruisseau jusqu'à la limite est du rang IX, canton de McGill; de là, vers le nord suivant la limite est du rang IX jusqu'à la limite est du lot I, du rang D, canton de McGill (chemin); de là, vers le nord suivant la ligne arrière (est) du rang D jusqu'à la limite est du Bloc « A »; de là, vers le nord, la limite est du Bloc « A »; la limite nord dudit Bloc jusqu'à son intersection avec la rive est du ruisseau situé à l'extrimité du Lac des Corbeaux; la rive est du ruisseau jusqu'à sa rencontre avec le lot I, soit le rang C; la limite est du rang C jusqu'à la ligne séparatrice des cantons McGill et Dudley; de là, vers l'ouest suivant la ligne séparant les cantons de Dudley et McGill jusqu'à l'intersection avec la limite ouest du rang IX; de là, suivant le prolongement de la limite ouest du rang IX jusqu'au Lac du Cerf; de là, vers le nord-est la rive du Lac du Cerf jusqu'au ruisseau venant du Lac Lefebvre; de là, vers le nord, la rive est dudit ruisseau et la rive est du Lac Lefebvre jusqu'à la limite sud du lot 42 du rang X; de là, vers l'est, la limite sud du lot 42, rang X, jusqu'à trois (3) chaînes de la rive ouest du Lac Gaucher; de là, une ligne parallèle et distante de trois (3) chaînes à l'ouest du Lac Gaucher jusqu'à la limite est du rang X; de là, vers le nord la limite est du rang X jusqu'à sa rencontre avec la rive sud-est du Lac Tomkin; ladite rive du Lac Tomkin jusqu'à sa rencontre avec la limite sud du lot 50 du rang XI; de là, vers l'est la limite sud du lot 50 du rang XI jusqu'à la limite ouest du rang XII; de là, vers le nord la limite ouest du rang XII jusqu'à la limite sud du lot 54 du rang XII; de là, vers l'est la limite sud du lot 54 du rang XII; de là, vers le nord la limite est du lot 54 du rang XII; de là, vers l'est suivant la limite sud du lot 55 du rang XIII, jusqu'à la ligne séparatrice des cantons de Rivard et Dudley; de là, vers le nord jusqu'au Lac Louvigny; de là, vers le nord-est en suivant la rive sud-est du Lac Louvigny jusqu'à la ligne séparatrice des cantons de Kiamika et Rivard; de là, vers l'est ladite ligne séparatrice des cantons de Kiamika et Rivard jusqu'à la limite est du rang IX du canton de Kiamika; de là, vers le nord suivant la ligne séparatrice des rangs IX et X jusqu'à

Minerve, Preston, Gagnon, Lesage, Montigny, Kiamika, Rivard, Rocheblave, Papineau, Wells, McGill and Dudley be constituted into a fish and game reserve, under the name of "Labelle Park Reserve"; the perimeter of such territory may be described as follows:

"Starting from a point located on the line dividing the townships of Preston and Papineau, at its intersection with the north shore of Lac Chevreuil; thence, in general northern, western and southern directions, following the northern limit of the Papineau Reserve and its extension to three (3) chains from the eastern right of way of the Lac-du-Sourd road; thence, southwesterly a line parallel and at a distance of three (3) chains from the eastern right of way of Lac-du-Sourd road to its intersection with a parallel line distant by three (3) chains west of the right of way of the road leading to Lac de l'Aigle; thence, along the said parallel line which is at three (3) chains from the western right of way of the Lac de l'Aigle road to Lac de l'Aigle; thence, in a general northwesterly direction, along the shore of Lac de L'Aigle to the stream which runs from Lac Sergent; thence, along the said stream to the eastern limit of Range IX, township of McGill; thence, towards the north, along the eastern limit of Range IX to the eastern limit of lot I, Range D, township of McGill; (road) thence, towards the north, along the rear line (east) of Range D to the eastern limit of Block "A"; thence, towards the north, the eastern limit of Block "A"; the northern limit of the said Block to its intersection with the eastern shore of the stream situated at the end of Lac des Corbeaux; the east shore of the stream to its meeting point with lot I, that is Range C; the eastern limit of Range C to the line dividing the townships of McGill and Dudley; thence, towards the west along the line dividing the townships of Dudley and McGill to the meeting point with the western limit of Range IX; thence, along the extension of the western limit of Range IX to Lac du Cerf; thence, towards the northeast the shore of Lac du Cerf to the stream running from Lac Lefebvre; thence, towards the north, the eastern shore of the said stream and the eastern shore of Lac Lefebvre to the southern limit of lot 42 of Range X; thence, towards the east, the southern limit of Lot 42, Range X, to three (3) chains from the western shore of Lac Gaucher; thence, a line parallel and distant by three (3) chains west of Lac Gaucher to the eastern limit of Range X; thence, towards the north the eastern limit of Range X to its meeting point with the southeastern shore of Lac Tomkin; the said shore of Lac Tomkin to its meeting point with the southern limit of lot 50, Range XI; thence, towards the east the southern limit of lot 50, Range XI to the western limit of Range XII; thence, towards the north the western limit of Range XII to the southern limit of lot 54 of Range XII; thence, towards the east the southern limit of lot 54 of Range XII; thence, towards the east along the southern limit of lot 55 of Range XIII, to the line dividing the townships of Rivard and Dudley; thence, towards the north to Lac Louvigny; thence, towards the northeast along the southeastern shore of Lac Louvigny to the line dividing the townships of Kiamika and Rivard; thence, towards the east the said dividing

la ligne séparant les lots 29 et 30 du rang X; de là, vers l'est suivant la ligne séparant les lots 29 et 30 des rangs X et XI jusqu'à une distance de trois (3) chaînes de la rive ouest du Lac Pimodon; de là, vers le nord-est, une ligne parallèle et distante de trois (3) chaînes de la rive nord-ouest du Lac Pimodon jusqu'à la limite de l'emprise sud-ouest du chemin Kiamika Nomininguе; de là, la limite de l'emprise sud-ouest dudit chemin jusqu'à la ligne séparatrice des rangs IV et V du canton de Montigny; de là, vers le sud la limite ouest du lot 23 du rang IV; de là, vers l'est la limite nord du lot 24 du rang IV jusqu'à la ligne séparatrice des rangs III et IV; de là, vers le nord, la ligne séparatrice des rangs III et IV jusqu'à la limite nord du lot 30 du rang III; de là, vers l'est la limite nord du lot 30 du rang III; de là, vers le sud la ligne séparatrice des rangs II et III jusqu'à la ligne séparatrice des lots 37 et 38 du rang II; de là, vers l'est la ligne séparatrice des lots 37 et 38 du rang II jusqu'au Lac Bruchési; de là, vers le sud en suivant la rive ouest du Lac Bruchési jusqu'à la ligne séparatrice des lots 48 et 49 du rang I du canton de Montigny; de là, vers l'est ladite ligne séparatrice des lots 48 et 49 du rang I; de là, sud suivant la ligne séparatrice des cantons de Montigny et Loranger jusqu'à la limite nord du canton de Lesage; de là, vers l'ouest la limite nord du canton jusqu'à la ligne séparatrice des rangs III et IV du canton de Lesage; de là, vers le sud ladite ligne séparatrice des rangs III et IV en contournant par l'ouest le lac jusqu'à la ligne séparatrice des lots 33 et 34 du rang III; de là, la ligne séparatrice des lots 33 et 34 du rang III jusqu'à la rive ouest du Lac Crochet; de là, dans des directions générales sud, est et nord la rive du Lac Crochet jusqu'à son extrémité nord; de là, franc nord jusqu'à la ligne séparatrice des cantons de Loranger et Lesage; de là, vers l'est la ligne séparatrice des cantons de Lesage et Loranger; vers le sud la ligne séparatrice des cantons de Lesage et Minerve jusqu'au Lac La Minerve; de là, la rive ouest dudit lac et la ligne arrière (ouest) des lots de villégiature du Lac La Minerve et du Lac aux Castors; vers le sud une ligne parallèle et distante de trois (3) chaînes à l'est de l'emprise du chemin jusqu'à la ligne séparatrice des lots 26 et 27 du rang II; de là, vers l'est ladite ligne séparatrice des lots 26 et 27 du rang II et du rang I jusqu'à la ligne séparatrice des cantons de Labelle et Gagnon; de là, vers le nord ladite ligne séparatrice des cantons jusqu'à la limite sud du lot 21 du rang II du canton de Labelle en contournant par l'est le Lac Lalonde; de là, vers l'est la limite sud du lot 21 du rang XI; de là, vers le nord la limite est du rang XI du canton de Labelle et la limite est du rang X du canton de La Minerve jusqu'à la ligne séparatrice des lots 3 et 4 du rang IX du canton de La Minerve; de là, vers l'est la ligne séparatrice des lots 3 et 4 du rang IX; vers le sud la ligne séparatrice des rangs IX et VIII en contournant le Lac Bourget, vers l'est jusqu'à la ligne séparatrice des cantons de La Minerve et Labelle; de là, vers l'est ladite ligne séparatrice des cantons jusqu'à la ligne séparatrice des rangs VIII et IX du canton de Labelle en contournant par le sud le Lac Malin; de là, vers le sud la ligne séparatrice des rangs VIII et IX en contournant le Lac Chapleau jusqu'à la

line between the townships of Kiamika and Rivard to the eastern limit of Range IX, township of Kiamiaka; thence, towards the north along the line dividing Ranges IX and X to the line dividing lots 29 and 30 of Range X; thence, towards the east along the line dividing lots 29 and 30 from Ranges X and XI to a distance of three (3) chains from the western shore of Lac Pimodon; thence, towards the northeast a line parallel and distant by three (3) chains from the northwestern shore of Lac Pimodon to the limit of the southwesterly right of way of Kiamika Nomininguе road; thence, the limit line of the southwesterly right of way of the said road to the line dividing ranges IV and V of the township of Montigny; thence, towards the south the western limit of lot 23 of Range IV; thence, towards the east the northern limit of lot 24 in Range IV to the line dividing Ranges III and IV; thence, towards the north, the line dividing Ranges III and IV to the northern limit of lot 30 of Range III; thence, towards the east the northern limit of lot 30 of Range III; thence, towards the south the line dividing Ranges II and III to the line dividing lots 37 and 38 of Range II; thence, towards the east the line dividing lots 37 and 38 of Range II to Lac Bruchési; thence, towards the south, along the western shore of Lac Bruchési to the line dividing lots 48 and 49 of Range I of the Township of Montigny; thence, towards the east the said line dividing lots 48 and 49 of Range I; thence, southerly along the dividing line of the townships of Montigny and Loranger to the northern limit of the township of Lesage; thence, towards the west the northern limit of the township to the line dividing Ranges III and IV in the township of Lesage; thence, towards the south the said dividing line of Ranges III and IV, going around the lake in a westerly direction to the line separating lots 33 and 34 in Range III; thence, the dividing line of lots 33 and 34 in Range III to the western shore of Lac Crochet; thence, in general southern, eastern and northern directions the shore of Lac Crochet to its northern end; thence, due north to the line dividing the townships of Loranger and Lesage; thence, towards the east the line dividing the townships of Lesage and Loranger; towards the south the line dividing the townships of Lesage and Minerve to Lac La Minerve; thence, the western shore of the said lake and the rear line (west) of the "vacationers" lots of Lac La Minerve and of Lac aux Castors; towards the south a line parallel and distant by three (3) chains east from the right of way to the line dividing lots 26 and 27 in Range II; thence, towards the east the said line dividing lots 26 and 27 of Range II and of Range I to the line dividing the townships of Labelle and Gagnon; thence, towards the north the said line dividing the townships to the southern limit of lot 21 of range II of the township of Labelle turning around Lac Lalonde towards the east; thence, towards the east the southern limit of lot 21 of Range XI; thence, towards the north the eastern limit of Range XI of the township of Labelle and the eastern limit of Range X of the township of La Minerve to the line dividing lots 3 and 4 of Range IX of the township of La Minerve; thence, towards the east the line dividing lots 3 and 4 of Range IX; towards the south the line

ligne séparatrice des lots 35 et 36 du rang VIII; de là, vers l'est la ligne séparatrice des lots 35 et 36 du rang VIII; de là, la limite est du lot 36 et la limite sud du lot 37 du rang VII; la limite sud du lot 37 du rang VI; vers le sud la ligne séparatrice des rangs V et VI, jusqu'à la ligne arrière des lots de villégiature du Lac Richardson; la ligne arrière des lots de villégiature du Lac Richardson en contournant ce dernier vers l'ouest; jusqu'à une ligne parallèle et distante de trois (3) chaînes de l'emprise est du chemin du Lac des Mauves jusqu'au Lac Codos, vers l'ouest la ligne arrière des lots de villégiature du Lac Codos; vers le sud la ligne séparatrice des lots 30 et 31 du rang IX du canton d'Addington; vers l'ouest la ligne séparatrice des rangs VIII et IX jusqu'au chemin du Lac Marie-Lefranc; de là, vers le sud-ouest la limite de l'emprise sud-est du chemin jusqu'à l'intersection du chemin du Lac Preston; de là, vers le nord-ouest une ligne parallèle et distance de trois (3) chaînes de la limite de l'emprise ouest du chemin du Lac Preston jusqu'au Lac Preston; de là, vers le nord-ouest la rive ouest du Lac Preston jusqu'à la limite nord du lot 44 du rang III du canton Preston; de là, vers l'ouest la limite nord du lot 44, du rang III et du rang IV jusqu'à la ligne arrière des lots de villégiature; de là, vers le nord la ligne arrière des lots de villégiature jusqu'à la ligne séparatrice des lots 10 et 11 du rang III du canton de Gagnon; de là, vers l'ouest la ligne séparatrice des lots 10 et 11 du rang III et du rang IV; vers le sud-ouest la rive ouest du Lac Gagnon et la ligne arrière des lots de villégiature dudit lac jusqu'au ruisseau Cimon; de là, vers le nord-ouest la rive nord du ruisseau Cimon jusqu'au chemin du Lac du Diable; de là, vers le sud-ouest une ligne parallèle et distante de trois (3) chaînes de la limite est de l'emprise du chemin du Lac du Diable jusqu'à la ligne séparatrice des cantons de Preston et Papineau. »

QUE publication soit faite dans la *Gazette officielle du Québec.*

Le greffier du Conseil exécutif,
40064-o JULIEN CHOUINARD.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1681

Québec, le 5 mai 1971.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des règlements relatifs à la provocation artificielle de la pluie.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 11 de la Loi concernant la provocation artificielle de la pluie sanction-

dividing Ranges IX and VIII going around Lac Bourget towards the east to the line dividing the townships of La Minerve and Labelle; thence, towards the east the said dividing line of townships to the dividing line of Ranges VIII and IX of the township of Labelle going around Lac Malin by the south; thence, towards the south the dividing line of Ranges VIII and IX going around Lac Chapleau to the dividing line of lots 35 and 36 of Range VIII; thence, towards the east the dividing line of lots 35 and 36 of Range VIII; thence, the eastern limit of lot 36 and the southern limit of lot 37 of Range VII; the southern limit of lot 37 of Range VI; towards the south the dividing line of Ranges V and VI to the rear line of the "vacationers" lots of Lac Richardson; the rear line of the "vacationers" lots of Lac Richardson, turning around the latter towards the west; to a line parallel and distant by three (3) chains from the right of way east of Lac des Mauves road to Lac Codos, towards the west the rear line of the "vacationers" lots of Lac Codos; towards the south the dividing line of lots 30 and 31 of Range IX of the township of Addington; towards the west the dividing line of Ranges VIII and IX to the Lac Marie-Lefranc road; thence, towards the southwest the limit of the southeastern road right of way to the intersection with the Lac Preston road; thence, towards the northwest a line parallel and distant by three (3) chains from the limit of the western right of way of Lac Preston road to Lac Preston; thence, towards the northwest the western shore of Lac Preston to the northern limit of lot 44, Range III, Township of Preston; thence, towards the west the northern limit of lot 44, Range III and Range IV to the rear line of the vacationers lots; thence, towards the north the rear line of the vacationers lots to the dividing line of lots 10 and 11 Range III, township of Gagnon, thence, towards the west the dividing line of lots 10 and 11 of Range III and of Range IV; towards the southwest the western shore of Lac Gagnon and the rear line of the vacationers lot of the said lake to Rousseau Cimon; thence, towards the northwest the northern shore of Ruisseau Cimon to the Lac du Diable road; thence, towards the southwest a line parallel and distant by three (3) chains from the eastern limit of the right of way of Lac du Diable to the dividing line of the townships of Preston and Papineau."

THAT publication be made in the *Québec Official Gazette.*

JULIEN CHOUINARD,
40064 *Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1681

Québec, May 5, 1971.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the regulations respecting the artificial inducement of rain.

WHEREAS under section 11 of the Act respecting the artificial inducement of rain, assented to on the 11th

née le 11 mars 1970, le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements pour:

a) déterminer les qualités requises de toute personne qui désire être déclarée habilitée à provoquer artificiellement de la pluie, les conditions que cette personne doit remplir, les rapports qu'elle doit produire et les droits qu'elle doit payer;

b) déterminer la forme de la demande du certificat visé à l'article 5, la forme, la teneur et la durée de ce certificat et les conditions de son renouvellement;

c) sous réserve de l'article 13, indiquer les cas où un certificat peut être révoqué.

ATTENDU QU'il y a lieu d'adopter de tels règlements pour assurer la bonne marche de la provocation artificielle de la pluie.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre des Richesses naturelles:

QUE soient adoptés les règlements dont le texte est joint aux présentes et intitulés « Règlements régissant la provocation artificielle de la pluie ».

QUE ces règlements aient force de loi après leur publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

of March 1970, the Lieutenant-Governor in Council may make regulations to:

(*a*) determine the qualifications required of any person who wishes to be declared qualified to induce rain artificially, the conditions which such person must fulfil, the returns which he must file and the duties which he must pay;

(*b*) determine the form of the application for the certificate contemplated in section 5, the form, tenor and term of such certificate and the conditions of its renewal;

(*c*) subject to section 13, indicate the cases in which a certificate may be cancelled.

WHEREAS it is expedient to adopt such regulations to ensure the proper carrying out of the artificial inducement of rain.

THEREFORE, IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Natural Resources:

THAT the regulations the text of which is appended to this order in Council and entitled "Regulations respecting the artificial inducement of rain", be adopted;

THAT such regulations come into force from their publication in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Règlements régissant la provocation artificielle de la pluie

Dans les présents règlements, les mots suivants signifient:

« certificat »: le certificat d'habilitation prévu aux articles 2, 4 et 5 du Bill 6 « Loi concernant la provocation artificielle de la pluie » sanctionné le 11 mars 1970.

« autorisation »: l'autorisation spéciale du ministre prévue à l'article 7 du Bill 6 « Loi concernant la provocation artificielle de la pluie » sanctionné le 11 mars 1970.

« Ministre »: le ministre des Richesses naturelles.

A — Certificat

1° Le certificat d'habilitation n'est accordé qu'à un météorologue diplômé ayant obtenu d'une université reconnue un diplôme en sciences appliquées, mention météorologie, au niveau de la maîtrise ou du doctorat, ou à une société ou corporation ayant au moins un météorologue diplômé à son emploi. Une attestation d'études de l'université où il a obtenu son diplôme ou une attestation de météorologue conseil de l'A.M.S. (American Meteorological Society) devra être annexée à la demande de certificat.

2° Toute demande de certificat doit être présentée sur la formule prescrite à l'annexe.

3° Tout certificat est daté du jour de son émission et valide pour une période de douze (12) mois.

4° Celui qui détient un certificat et désire le garder en vigueur doit en demander le renouvellement au ministre pas plus tard que trente (30) jours avant la date d'expiration du certificat.

Regulations respecting the artificial inducement of rain.

In these regulations the following words mean:

"certificate": the qualification certificate provided in sections 2, 4 and 5 of Bill 6 "An Act respecting the artificial inducement of rain" assented to on March 11, 1970;

"authorization": the special authorization of the Minister provided in section 7 of Bill 6 "An Act respecting the artificial inducement of rain, assented to on March 11, 1970;

"Minister": the Minister of Natural Resources.

A — Certificate

1. The qualification certificate may be granted only to a graduate from any recognized university with a degree in applied sciences who majored in meteorology as far as master's or doctor's degree, or any firm or corporation having at least one graduated meteorologist in its employ. A study certificate of the university where such person graduated or an attestation of a consultant meteorologist of the American Meteorological Society shall be annexed to the application for certificate.

2. Any application for certificate shall be made on the form prescribed in the schedule.

3. Every certificate shall be dated the day of its issuance and valid for a period of twelve (12) months.

4. Any person holding a certificate and wishing to maintain the same in force shall apply for the renewal thereof to the Minister not later than thirty (30) days before its expiration.

5° Le coût d'un certificat est de $50 pour la première année. Le coût de renouvellement d'un certificat est de $25 par année.

6° Sous réserve de l'article 13 du Bill 6, tout certificat peut être révoqué:

a) si l'organisme ou la compagnie détenteur d'un certificat est privé des services de météorologue diplômé pendant une période dépassant deux mois.

b) si le certificat a été obtenu par suite de fraude ou de fausses représentations.

c) si l'organisme ou la compagnie détenteur d'un certificat néglige de soumettre au ministre, dans les délais prévus, ses rapports d'opération ou d'évaluation des résultats.

B — Autorisation

7. Une demande d'autorisation n'est accordée par le ministre qu'au détenteur d'un certificat en vigueur.

8° Toute demande d'autorisation doit être présentée sur la formule prescrite à l'annexe.

9° La demande d'autorisation doit contenir:

a) les raisons pour lesquelles le requérant veut entreprendre des opérations de provocation de la pluie,

b) l'identification à l'aide d'une carte, à l'échelle d'au moins 1:500,000 de la zone visée par les opérations (zone-cible),

c) la période et la durée de l'opération pour laquelle l'autorisation est demandée,

d) la description des moyens qui seront utilisés pour provoquer artificiellement de la pluie, des instruments, de leur principe d'opération, de leur localisation,

e) une déclaration du nombre d'instruments dont l'usage est requis.

10° Sous réserve de l'article 10 du Bill 6, celui qui demande une autorisation devra prouver, à la satisfaction du ministre, qu'il a publié dans les journaux les avis requis par l'article 8 du Bill 6.

11° Celui qui demande une autorisation devra prouver, à la satisfaction du ministre, qu'il est détenteur d'une police d'assurance-responsabilités civiles d'au moins $500,000.

12° Le détenteur d'un certificat qui a obtenu une autorisation de provoquer artificiellement de la pluie soumettra au ministre un rapport trimestriel d'opération, décrivant:

a) les équipements utilisés,

b) les superficies effectivement visées par le système de provocation de la pluie,

c) les dates et le nombre d'heures pendant lesquelles le système a effectivement fonctionné.

Si l'opération dure moins de trois mois, le détenteur d'un certificat qui a obtenu une autorisation de provoquer artificiellement de la pluie, devra soumettre son rapport dans le mois qui suit la fin de l'opération.

13° Le détenteur d'un certificat qui a obtenu une autorisation de provoquer artificiellement de la pluie devra soumettre au ministre, avant le 31 mars de chaque année, un rapport d'évaluation quantitative des résultats des opérations de l'année précédente en suivant la méthode d'évaluation précisée dans l'autorisation.

14° Lorsque le détenteur d'un certificat est une corporation ou société anonyme, les rapports d'opération

5. The certificate shall cost $50 for the first year. The renewal of a certificate shall be $25 per year.

6. Subject to section 13 of Bill 6, any certificate may be cancelled:

(*a*) if the body or company holding a certificate has not the assistance of a graduated meteorologist for a period of more than two months;

(*b*) if the certificate was obtained through fraud or misrepresentation;

(*c*) if the body or company holding a certificate fails to supply the Minister with its operation and result valuation reports within the delays provided.

B — Authorization

7. No application for authorization is granted to anyone but the holder of a certificate in force.

8. Any application for authorization shall be made on the form prescribed in the schedule.

9. the application for authorization shall contain:

(*a*) the reasons for which the applicant wishes to engage into operations to induce rain artificially;

(*b*) the identification, by means of a map with a scale of at least 1: 500,000, of the zone being the object of the operations (target-zone);

(*c*) the period and duration of the operations for which authorization is applied for;

(*d*) the description of the means to be used to induce rain artificially, of the instruments, their operation system and location;

(*e*) a statement on the number of instruments the use of which is required.

10. Subject to section 10 of Bill 6 any person applying for authorization shall prove to the satisfaction of the Minister that he has published in newspapers the notices required in section 8 of Bill 6.

11. Any person applying for authorization shall prove to the satisfaction of the Minister that he is the holder of a civil liability insurance policy of at least $500,000.

12. The holder of a certificate having been granted the authorization to induce rain artifically shall submit to the Minister a trimestrial report of operation to describe:

(*a*) the equipments used;

(*b*) the areas effectively affected by the system of artificial inducement of rain;

(*c*) the dates and the number of hours during which the system has effectively been applied.

If the operation lasts for less than three months, the holder of certificate who was granted the authorization to induce rain artificially shall submit his report within one month after the end of the operations.

13. The holder of a certificate who was granted the authorization to induce rain artificially shall submit to the Minister, before the 31st of March of each year a quantitative valuation report on the results of the operations of the preceding year by complying with the valuation system given in the authorization.

14. When the holder of a certificate is a corporation or joint stock company the operation and valuation

et d'évaluation doivent être signés par un météorologue à l'emploi de cette même société ou corporation.

Demande d'un certificat d'habitation

Nom.....
Adresse.....Téléphone.....
Si société ou corporation, nom.....
Nom du secrétaire.....
Nom du président:.....
Adresse du siège social.....

Description des qualifications du personnel météorologique.

Pièces justificatives jointes: Diplôme universitaire ou Attestation de l'A.M.S.

Énumération des travaux antérieurs en météorologie.

Description des travaux antérieurs en modification du temps:

a) Réalisés dans la province de Québec:
b) Réalisés ailleurs:
Quelles méthodes ont été utilisées:
Instruments au sol ?
Instruments aéroportés ?
Matériel possédé:
a) Instruments: 1) Type
2) nombre
3) marque de fabrique
4) endroit d'entreposage
b) Principe d'opération:
Coût du Certificat initial: $50 inclus.
Signature.....

Adresser la demande de Certificat au:
Ministre des Richesses naturelles,
Hôtel du Gouvernement,
Québec, P.Q.

Demande d'une autorisation d'opérer

Nom.....
Adresse.....Téléphone.....
Si société ou corporation, nom.....
Nom du secrétaire.....
Nom du président.....
Adresse du siège social.....

But de l'opération:

Délimitation de la zone-cible sur carte 1:500,000, mode d'opération, nombre d'instruments, leur principe d'opération, leur localisation.

Période et durée de l'opération:

Nom du responsable qualifié (météorologue diplômé) de l'opération.

Pièces justificatives attestant que les avis requis par l'article 8 du Bill 6 ont été publiés ou mémoire explicatif dans le cas contraire.

Attestation d'assurance-responsabilités civiles d'au moins $500,000.

Pièces justificatives jointes:

Nous nous engageons à fournir au service de Météorologie du ministère des Richesses naturelles un rapport

reports shall be signed by a meteorologist in the employ of such corporation or company.

Application for qualification certificate

Name.....
Address.....Telephone.....
If firm or corporation, name.....
Name of the secretary.....
Name of the president.....
Address of corporate seat.....

Description of the qualifications of meteorological personnel.

Documents annexed: University degree or attestation of A.M.S.

List of previous work in meteorology.

Description of previous work to alter meteorological conditions

(*a*) performed in the Province of Québec
(*b*) performed outside
What were the methods used:
Ground instruments ?
Instruments in planes ?
Material owned:
(*a*) Instruments: (1) type
(2) quantity
(3) trade mark
(4) storing place
(*b*) System of operation
Cost of the initial certificate: $50 included.
Signed.....

Mail the application for certificate to:
Department of Natural Resources
Parliament Buildings
Québec, Québec

Application for the authorization to proceed

Name.....
Address.....Telephone.....
If firm or corporation, name.....
Name of the secretary.....
Name of the president.....
Address of corporate seat.....

Object of the operation

Delimitation of the target-zone on a map 1:500,000, mode of operation, how many instruments, their system of operating and location.

Time and duration of the operation:

Name of the qualified responsible person (graduated meteorologist) for the operation.

Documents to certify that the notices required under section 8 of Bill 6 were published or explanatory memorandum if there be no documents. Prove of civil liability insurance of at least $500,000.

Additional proofs:

We agree to supply the Meteorology Bureau of the Department of Natural Resources a trimestrial report

trimestriel d'opération et un rapport annuel d'évaluation des résultats de notre programme de provocation de la pluie basé sur la méthode statistique préconisée par le ministre.

Nous assurons le ministre des Richesses naturelles de notre entière collaboration de manière à faciliter au personnel du service de Météorologie l'inspection en tout temps, de l'instrumentation que nous utilisons aux fins de provocation de la pluie, et la vérification des procédures que nous suivons dans l'exécution du programme d'opération.

Signature.....

Adresser la demande d'autorisation au:
Ministre des Richesses naturelles,
Hôtel du Gouvernement,
Québec, P.Q. 40101-o

of operation and annual report to reckon the results of our program to induce rain artificially based on the statistic method recommended by the Minister.

We certify to the Minister of Natural Resources that we are willing to cooperate fully to facilitate for the personnel of the Meteorology Bureau the inspection at any time of the instruments which we use for the purposes of inducing rain artificially and verify the procedures which we follow to carry on the operation.

Signed.....

Mail the application for authorization to:
Department of Natural Resources
Parliament Buildings
Québec, Québec. 40101

Sociétés agricoles et laitières

Cercle d'amélioration du bétail d'Aston-Jonction

Avis est donné que, en vertu de l'arrêté en conseil No 1549 du 27 avril 1971, le lieutenant-gouverneur en conseil a autorisé la formation d'une société agricole et laitière sous le nom de « Cercle d'amélioration du bétail d'Aston-Jonction », avec siège social à Aston-Jonction, dans le comté de Nicolet, conformément à la Loi des sociétés agricoles et laitières (S.R.Q. 1964, chapitre 116).

Daté du bureau du ministre, le 7 mai 1971.

Le sous-ministre de l'Agriculture et de la colonisation,
GAÉTAN LUSSIER.

40069-o

Cercle d'amélioration du bétail de Baie-du-Febvre

Avis est donné que, en vertu de l'arrêté en conseil No 1556 du 27 avril 1971, le lieutenant-gouverneur en conseil a autorisé la formation d'une société agricole et laitière sous le nom de « Cercle d'amélioration du bétail de Baie-du-Febvre », avec siège social à Baieville, dans le comté d'Yamaska, conformément à la Loi des sociétés agricoles et laitières (S.R.Q. 1964, chapitre 116).

Daté du bureau du ministre, le 7 mai 1971.

Le sous-ministre de l'Agriculture et de la colonisation,
GAÉTAN LUSSIER.

40069-o

Cercle d'amélioration du bétail de Bécancour (Gentilly)

Avis est donné que, en vertu de l'arrêté en conseil No 1551 du 27 avril 1971, le lieutenant-gouverneur en conseil a autorisé la formation d'une société agricole et laitière sous le nom de « Cercle d'amélioration du bétail de Bécancour (Gentilly) », avec siège social à Gentilly, dans le comté de Nicolet, conformément à la Loi des

Farmers' and Dairymen's Associations

Cercle d'amélioration du bétail d'Aston-Jonction

Notice is given that, in pursuance of Order in Council No. 1549 of April 27, 1971, the Lieutenant-Governor in Council authorized the formation of a farmers' and dairymen's association, under the name of "Cercle d'amélioration du bétail d'Aston-Jonction », having its head office at Aston-Jonction, in the county of Nicolet, in accordance with the Farmers' and Dairymen's Association Act (R.S.Q., 1964, chapter 116).

Office of the Minister, May 7, 1971.

GAÉTAN LUSSIER,
Deputy Minister of Agriculture and Colonization.

40069

Cercle d'amélioration du bétail de Baie-du-Febvre

Notice is given that, in pursuance of Order in Council No. 1556 of April 27, 1971, the Lieutenant-Governor in Council authorized the formation of farmers' and dairymen's association, under the name of "Cercle d'amélioration du bétail de Baie-du-Febvre", having its head office at Baieville, in the county of Yamaska, in accordance with the Farmers' and Dairymen's Association Act (R.S.Q., 1964, chapter 116).

Office of the Minister, May 7, 1971.

GAÉTAN LUSSIER,
Deputy Minister of Agriculture and Colonization.

40069

Cercle d'amélioration du bétail de Bécancour (Gentilly)

Notice is given that, in pursuance of Order in Council No. 1551 of April 27, 1971, the Lieutenant-Governor in Council authorized the formation of a farmers' and dairymen's association, under the name of "Cercle d'amélioration du bétail de Bécancour (Gentilly)", having its head office at Gentilly, in the county of

sociétés agricoles et laitières (S.R.Q. 1964, chapitre 116).

Daté du bureau du ministre, le 7 mai 1971.

Le sous-ministre de l'Agriculture et de la colonisation,
GAÉTAN LUSSIER.

40069-o

Cercle d'amélioration du bétail de Crabtree

Avis est donné que, en vertu de l'arrêté en conseil No 1545 du 27 avril 1971, le lieutenant-gouverneur en conseil a autorisé la formation d'une société agricole et laitière sous le nom de « Cercle d'amélioration du bétail de Crabtree », avec siège social à Crabtree, dans le comté de Joliette, conformément à la Loi des sociétés agricoles et laitières (S.R.Q. 1964, chapitre 116).

Daté du bureau du ministre, le 7 mai 1971.

Le sous-ministre de l'Agriculture et de la colonisation,
GAÉTAN LUSSIER.

40069-o

Cercle d'amélioration du bétail de Deschênes (Manseau)

Avis est donné que, en vertu de l'arrêté en conseil No 1550 du 27 avril 1971, le lieutenant-gouverneur en conseil a autorisé la formation d'une société agricole et laitière sous le nom de « Cercle d'amélioration du bétail de Deschênes (Manseau) », avec siège social à Manseau, dans le comté de Nicolet, conformément à la Loi des sociétés agricoles et laitières (S.R.Q. 1964, chaptre 116).

Daté du bureau du ministre, le 7 mai 1971.

Le sous-ministre de l'Agriculture et de la colonisation,
GAÉTAN LUSSIER.

40069-o

Cercle d'amélioration du bétail de La Pérade

Avis est donné que, en vertu de l'arrêté en conseil No 1541 du 27 avril 1971, le lieutenant-gouverneur en conseil a autorisé la formation d'une société agricole et laitière sous le nom de « Cercle d'amélioration du bétail de La Pérade », avec siège social à Sainte-Anne-de-la-Pérade, dans le comté de Champlain, conformément à la Loi des sociétés agricoles et laitières (S.R.Q. 1964, chapitre 116).

Daté du bureau du ministre, le 7 mai 1971.

Le sous-ministre de l'Agriculture et de la colonisation,
GAÉTAN LUSSIER.

40069-o

Cercle d'amélioration du bétail de L'Assomption

Avis est donné que, en vertu de l'arrêté en conseil No 1538 du 27 avril 1971, le lieutenant-gouverneur en conseil a autorisé la formation d'une société agricole et laitière sous le nom de « Cercle d'amélioration du bétail de L'Assomption », avec siège social à L'Assomption, dans le comté de L'Assomption, conformément à la Nicolet, in accordance with the Farmers' and Dairymen's Association Act (R.S.Q., 1964, chapter 116).

Office of the Minister, May 7, 1971.

GAÉTAN LUSSIER,
Deputy Minister of Agriculture and Colonization.

40069

Cercle d'amélioration du bétail de Crabtree

Notice is given that, in pursuance of Order in Council No. 1545 of April 27, 1971, the Lieutenant-Governor in Council authorized the formation of a farmers' and dairymen's association, under the name of "Cercle d'amélioration du bétail de Crabtree", having its head office in Crabtree, in the county of Joliette, in accordance with the Farmers' and Dairymen's Association Act (R.S.Q., 1964, chapter 116).

Office of the Minister, May 7, 1971.

GAÉTAN LUSSIER,
Deputy Minister of Agriculture and Colonization.

40069

Cercle d'amélioration du bétail de Deschênes (Manseau)

Notice is given, that, in pursuance of Order in Council No. 1550 of April 27, 1971, the Lieutenant-Governor in Council authorized the formation of a farmers' and dairymen's association, under the name of "Cercle d'amélioration du bétail de Deschênes (Manseau)", having its head office at Manseau, in the county of Nicolet, in accordance with the Farmers' and Dairymen's Association Act (R.S.Q., 1964, chapter 116).

Office of the Minister, May 7, 1971.

GAÉTAN LUSSIER,
Deputy Minister of Agriculture and Colonization.

40069

Cercle d'amélioration du bétail de La Pérade

Notice is given that, in pursuance of Order in Council No. 1541 of April 27, 1971, the Lieutenant-Governor in Council authorized the formation of a farmers' and dairymen's association, under the name of "Cercle d'amélioration du bétail de La Pérade", having its head office at Sainte-Anne-de-la-Pérade, in the county of Champlain, in accordance with the Farmers' and Dairymen's Association Act (R.S.Q., 1964, chapter 116).

Office of the Minister, May 7, 1971.

GAÉTAN LUSSIER,
Deputy Minister of Agriculture and Colonization.

40069

Cercle d'amélioration du bétail de L'Assomption

Notice is given that, in pursuance of Order in Council No. 1538 of April 27, 1971, the Lieutenant-Governor in Council authorized the formation of a farmers' and dairymen's association, under the name of "Cercle d'amélioration du bétail de L'Assomption", having its head office at L'Assomption, in the county of L'Assomp-

Loi des sociétés agricoles et laitières (S.R.Q. 1964, chapitre 116).

Daté du bureau du ministre, le 7 mai 1971.

Le sous-ministre de l'Agriculture et de la colonisation,

40069-o GAÉTAN LUSSIER.

Cercle d'amélioration du bétail de Maskinongé

Avis est donné que, en vertu de l'arrêté en conseil No 1548 du 27 avril 1971, le lieutenant-gouverneur en conseil a autorisé la formation d'une société agricole et laitière sous le nom de « Cercle d'amélioration du bétail de Maskinongé », avec siège social à Louiseville, dans le comté de Maskinongé, conformément à la Loi des sociétés agricoles et laitières (S.R.Q. 1964, chapitre 116).

Daté du bureau du ministre, le 7 mai 1971.

Le sous-ministre de l'Agriculture et de la colonisation,

40069-o GAÉTAN LUSSIER.

Cercle d'amélioration du bétail de Mont-Laurier

Avis est donné que, en vertu de l'arrêté en conseil No 1547 du 27 avril 1971, le lieutenant-gouverneur en conseil a autorisé la formation d'une société agricole et laitière sous le nom de « Cercle d'amélioration du bétail de Mont-Laurier », avec siège social à Mont-Laurier, dans le comté de Labelle, conformément à la Loi des sociétés agricoles et laitières (S.R.Q. 1964, chapitre 116).

Daté du bureau du ministre, le 7 mai 1971.

Le sous-ministre de l'Agriculture et de la colonisation,

40069-o GAÉTAN LUSSIER.

Cercle d'amélioration de bétail de Sainte-Anne-des-Plaines

Avis est donné que, en vertu de l'arrêté en conseil No 1555 du 27 avril 1971, le lieutenant-gouverneur en conseil a autorisé la formation d'une société agricole et laitière sous le nom de « Cercle d'amélioration du bétail de Sainte-Anne-des-Plaines », avec siège social à Sainte-Anne-des-Plaines, dans le comté de Terrebonne, conformément à la Loi des cociétés agricoles et laitières (S.R.Q. 1964, chapitre 116).

Daté du bureau du ministre, le 7 mai 1971.

Le sous-ministre de l'Agriculture et de la colonisation,

40069-o GAÉTAN LUSSIER.

Cercle d'amélioration du bétail de Saint-Bonaventure

Avis est donné que, en vertu de l'arrêté en conseil No 1557 du 27 avril 1971, le lieutenant-gouverneur en conseil a autorisé la formation d'une société agricole et laitière sous le nom de « Cercle d'amélioration du bétail de Saint-Bonaventure », avec siège social à Saint-Bonaventure, dans le comté d'Yamaska, con-

tion, in accordance with the Farmers' and Dairymen's Association Act (R.S.Q., 1964, chapter 116).

Office of the Minister, May 7, 1971.

GAÉTAN LUSSIER,
Deputy Minister of Agriculture and Colonization.

40069

Cercle d'amélioration du bétail de Maskinongé

Notice is given that, in pursuance of Order in Council No. 1548 of April 27, 1971, the Lieutenant-Governor in Council authorized the formation of a farmers' and dairymen's association, under the name of "Cercle d'amélioration du bétail de Maskinongé", having its head office at Louiseville, in the county of Maskinongé, in accordance with the Farmers' and Dairymen's Association Act (R.S.Q., 1964, chapter 116).

Office of the Minister, May 7, 1971.

GAÉTAN LUSSIER,
Deputy Minister of Agriculture and Colonization.

40069

Cercle d'amélioration du bétail de Mont-Laurier

Notice is given that, in pursuance of Order in Council No. 1547 of April 27, 1971, the Lieutenant-Governor in Council authorized the formation of a farmers' and dairymen's association, under the name of "Cercle d'amélioration du bétail de Mont-Laurier", having its head office at Mont-Laurier, in the county of Labelle, in accordance with the Farmers' and Dairymen's Association Act (R.S.Q., 1964, chapter 116).

Office of the Minister, May 7, 1971.

GAÉTAN LUSSIER,
Deputy Minister of Agriculture and Colonization.

40069

Cercle d'amélioration de bétail de Sainte-Anne-des-Plaines

Notice is given that, in pursuance of Order in Council No. 1555 of April 27, 1971, the Lieutenant-Governor in Council authorized the formation of a farmers' and dairymen's association, under the name of "Cercle d'amélioration du bétail de Sainte-Anne-des-Plaines", having its head office in Sainte-Anne-des-Plaines, in the county of Terrebonne, in accordance with the Farmers' and Dairymen's Association Act (R.S.Q., 1964, chapter 116).

Office of the Minister, May 7, 1971.

GAÉTAN LUSSIER,
Deputy Minister of Agriculture and Colonization.

40069

Cercle d'amélioration du bétail de Saint-Bonaventure

Notice is given that, in pursuance of Order in Council No. 1557 of April 27, 1971, the Lieutenant-Governor in Council authorized the formation of a farmers' and dairymen's association, under the name of "Cercle d'amélioration du bétail de Saint-Bonaventure", having its head office at Saint-Bonaventure, in the

formément à la Loi des sociétés agricoles et laitières (S.R.Q. 1964, chapitre 116).

Daté du bureau du ministre, le 7 mai 1971.

Le sous-ministre de l'Agriculture et de la colonisation,

40069-o GAÉTAN LUSSIER.

Cercle d'amélioration du bétail de Saint-Boniface

Avis est donné que, en vertu de l'arrêté en conseil No 1554 du 27 avril 1971, le lieutenant-gouverneur en conseil a autorisé la formation d'une société agricole et laitière sous le nom de « Cercle d'amélioration du bétail de Saint-Boniface », avec siège social à Saint-Boniface, dans le comté de Saint-Maurice, conformément à la Loi des sociétés agricoles et laitières (S.R.Q. 1964, chapitre 116).

Daté du bureau du ministre, le 7 mai 1971.

Le sous-ministre de l'Agriculture et de la colonisation,

40069-o GAÉTAN LUSSIER.

Cercle d'amélioration du bétail de Saint-Félix-de-Valois

Avis est donné que, en vertu de l'arrêté en conseil No 1546 du 27 avril 1971, le lieutenant-gouverneur en conseil a autorisé la formation d'une société agricole et laitière sous le nom de « Cercle d'amélioration du bétail de Saint-Félix-de-Valois », avec siège social à Saint-Félix-de-Valois, dans le comté de Joliette, conformément à la Loi des sociétés agricoles et laitières (S.R.Q. 1964, chapitre 116).

Daté du bureau du ministre, le 7 mai 1971.

Le sous-ministre de l'Agriculture et de la colonisation,

40069-o GAÉTAN LUSSIER.

Cercle d'amélioration du bétail de Saint-Germain

Avis est donné que, en vertu de l'arrêté en conseil No 1544 du 27 avril 1971, le lieutenant-gouverneur en conseil a autorisé la formation d'une société agricole et laitière sous le nom de « Cercle d'amélioration du bétail de Saint-Germain », avec siège social à Saint-Germain, dans le comté de Drummond, conformément à la Loi des sociétés agricoles et laitières (S.R.Q. 1964, chapitre 116).

Daté du bureau du ministre, le 7 mai 1971.

Le sous-ministre de l'Agriculture et de la colonisation,

40069-o GAÉTAN LUSSIER.

Cercle d'amélioration du bétail de Saint-Hyacinthe

Avis est donné que, en vertu de l'arrêté en conseil No 1553 du 27 avril 1971, le lieutenant-gouverneur en conseil a autorisé la formation d'une société agricole et laitière sous le nom de « Cercle d'amélioration du bétail de Saint-Hyacinthe », avec siège social à Saint-

county of Yamaska, in accordance with the Farmers' and Dairymen's Association Act (R.S.Q., 1964, chapter 116).

Office of the Minister, May 7, 1971.

GAÉTAN LUSSIER,
Deputy Minister of Agriculture and Colonization.

40069

Cercle d'amélioration du bétail de Saint-Boniface

Notice is given that, un pursuance of Order in Council No. 1554 of April 27, 1997, the Lieutenant-Governor in Council authorized the formation of a farmers' and dairymen's association, under the name of "Cercle d'amélioration du bétail de Saint-Boniface", having its head office at Saint-Boniface, in the county of Saint-Maurice, in accordance with the Farmers' and Dairymen's Association Act (R.S.Q., 1964, chapter 116).

Office of the Minister, May 7, 1971.

GAÉTAN LUSSIER,
Deputy Minister of Agriculture and Colonization.

40069

Cercle d'amélioration du bétail de Saint-Félix-de-Valois

Notice is given that, in pursuance of Order in Council No. 1546 of April 27, 1971, the Lieutenant-Governor in Council authorized the formation of a farmers' and dairymen's association, under the name of "Cercle d'amélioration du bétail de Saint-Félix-de-Valois", having its head office at Saint-Félix-de-Valois, in the county of Joliette, in accordance with the Farmers' and Dairymen's Association Act (R.S.Q., 1964, chapter 116).

Office of the Minister, May 7, 1971.

GAÉTAN LUSSIER,
Deputy Minister of Agriculture and Colonisation.

40069

Cercle d'amélioration du bétail de Saint-Germain

Notice is given that, in pursuance of Order in Council No. 1544 of April 27, 1971, the Lieutenant-Governor in Council authorized the formation of a farmers' and dairymen's association, under the name of "Cercle d'amélioration du bétail de Saint-Germain", having its head office at Saint-Germain, in the county of Drummond, in accordance with the Farmers' and Dairymen's Association Act (R.S.Q., 1964, chapter 116).

Office of the Minister, May 7, 1971.

GAÉTAN LUSSIER,
Deputy Minister of Agriculture and Colonization.

40069

Cercle d'amélioration du bétail de Saint-Hyacinthe

Notice is given that, in pursuance of Order in Council No. 1553 of April 27, 1971, the Lieutenant-Governor in Council authorized the formation of a farmers' and dairymen's association, under the name of "Cercle d'amélioration du bétail de Saint-Hyacinthe", having

Hyacinthe, dans le comté de Saint-Hyacinthe, conformément à la Loi des sociétés agricoles et laitières (S.R.Q. 1964, chapitre 116).

Daté du bureau du ministre, le 7 mai 1971.

Le sous-ministre de l'Agriculture et de la colonisation,

40069-o GAÉTAN LUSSIER.

Cercle d'amélioration du bétail de Saint-Léonard-d'Aston

Avis est donné que, en vertu de l'arrêté en conseil No 1552 du 27 avril 1971, le lieutenant-gouverneur en conseil a autorisé la formation d'une société agricole et laitière sous le nom de « Cercle d'amélioration du bétail de Saint-Léonard-d'Aston », avec siège social à Saint-Léonard-d'Aston, dans le comté de Nicolet, conformément à la Loi des sociétés agricoles et laitières (S.R.Q. 1964, chapitre 116).

Daté du bureau du ministre, le 7 mai 1971.

Le sous-ministre de l'Agriculture et de la colonisation,

40069-o GAÉTAN LUSSIER.

Cercle d'amélioration du bétail de Saint-Maurice

Avis est donné que, en vertu de l'arrêté en conseil No 1542 du 27 avril 1971, le lieutenant-gouverneur en conseil a autorisé la formation d'une société agricole et laitière sous le nom de « Cercle d'amélioration du bétail de Saint-Maurice », avec siège social à Saint-Maurice, dans le comté de Champlain, conformément à la Loi des sociétés agricoles et laitières (S.R.Q. 1964, chapitre 116).

Daté du bureau du ministre, le 7 mai 1971.

Le sous-ministre de l'Agriculture et de la colonisation,

40069-o GAÉTAN LUSSIER.

Cercle d'amélioration du bétail de Sainte-Sabine

Avis est donné que, en vertu de l'arrêté en conseil No 1540 du 27 avril 1971, le lieutenant-gouverneur en conseil a autorisé la formation d'une société agricole et laitière sous le nom de « Cercle d'amélioration du bétail de Sainte-Sabine », avec siège social à Sainte-Sabine, dans le comté de Bellechasse, conformément à la Loi des sociétés agricoles et laitières (S.R.Q. 1964, chapitre 116).

Daté du bureau du ministre, le 7 mai 1971.

Le sous-ministre de l'Agriculture et de la colonisation,

40069-o GAÉTAN LUSSIER.

Cercle d'amélioration du bétail de Saint-Simon

Avis est donné que, en vertu de l'arrêté en conseil numéro 1539 du 27 avril 1971, le lieutenant-gouverneur en conseil a autorisé la formation d'une société agricole et laitière sous le nom de « Cercle d'amélioration du bétail de Saint-Simon », avec siège social à Saint-Simon,

its head office at Saint-Hyacinthe, in the county of Saint-Hyacinthe, in accordance with the Farmers' and Dairymen's Association Act (R.S.Q., 1964, chapter 116).

Office of the Minister, May 7, 1971.

GAÉTAN LUSSIER,
Deputy Minister of Agriculture and Colonization.

40069

Cercle d'amélioration du bétail de Saint-Léonard-d'Aston

Notice is given that, in pursuance of Order in Council No. 1552 of April 27, 1971, the Lieutenant-Governor in Council authorized the formation of a farmers' and dairymen's association, under the name of "Cercle d'amélioration du bétail de Saint-Léonard-d'Aston", having its head office at Saint-Léonard-d'Aston, in the county of Nicolet, in accordance with the Farmers' and Dairymen's Association Act (R.S.Q., 1964, chapter 116).

Office of the Minister, May 7, 1971.

GAÉTAN LUSSIER,
Deputy Minister of Agriculture and Colonization.

40069

Cercle d'amélioration du bétail de Saint-Maurice

Notice is given that, in pursuance of Order in Council No. 1542 of April 27, 1971, the Lieutenant-Governor in Council authorized the formation of a farmers' and dairymen's association, under the name of "Cercle d'amélioration du bétail de Saint-Maurice", having its head office at Saint-Maurice, in the county of Champlain, in accordance with the Farmers' and Dairymen's Association Act (R.S.Q., 1964, chapter 116).

Office of the Minister, May 7, 1971.

GAÉTAN LUSSIER,
Deputy Minister of Agriculture and Colonization.

40069

Cercle d'amélioration du bétail de Sainte-Sabine

Notice is given that, in pursuance of Order in Council No. 1540 of April 27, 1971, the Lieutenant-Governor in Council authorized the formation of a farmers' and dairymen's association, under the name of "Cercle d'amélioration du bétail de Sainte-Sabine", having its head office at Sainte-Sabine, in the county of Bellechasse, in accordance with the Farmers' and Dairymen's Association Act (R.S.Q., 1964, chapter 116).

Office of the Minister, May 7, 1971.

GAÉTAN LUSSIER,
Deputy Minister of Agriculture and Colonization.

40069

Cercle d'amélioration du bétail de Saint-Simon

Notice is given that, in pursuance of Order in Council number 1539 of April 27, 1971, the Lieutenant-Governor in Council authorized the formation of a farmers' and dairymen's association, under the name of "Cercle d'amélioration du bétail de Saint-Simon", having its

dans le comté de Bagot, conformément à la Loi des sociétés agricoles et laitières (S.R.Q. 1964, chapitre 116).

Daté du bureau du ministre, le 7 mai 1971.

Le sous-ministre de l'Agriculture et de la colonisation,

40069-o GAÉTAN LUSSIER.

Cercle d'amélioration du bétail de Saint-Tite

Avis est donné que, en vertu de l'arrêté en conseil numéro 1543 du 27 avril 1971, le lieutenant-gouverneur en conseil a autorisé la formation d'une société agricole et laitière sous le nom de « Cercle d'amélioration du bétail de Saint-Tite », avec siège social à Saint-Tite, dans le comté de Champlain, conformément à la Loi des sociétés agricoles et laitières (S.R.Q. 1964, chapitre 116).

Daté du bureau du ministre, le 7 mai 1971.

Le sous-ministre de l'Agriculture et de la colonisation,

40069-o GAÉTAN LUSSIER.

Cercle d'amélioration du bétail de Saint-Valère

Avis est donné que, en vertu de l'arrêté en conseil numéro 1536 du 27 avril 1971, le lieutenant-gouverneur en conseil a autorisé la formation d'une société agricole et laitière sous le nom de « Cercle d'amélioration du bétail de Saint-Valère », avec siège social à Saint-Valère, dans le comté d'Arthabaska, conformément à la Loi des sociétés agricoles et laitières (S.R.Q. 1964, chapitre 116).

Daté du bureau du ministre, le 7 mai 1971.

Le sous-ministre de l'Agriculture et de la colonisation,

40069-o GAÉTAN LUSSIER.

Cercle d'amélioration du bétail de Warwick

Avis est donné que, en vertu de l'arrêté en conseil numéro 1537 du 27 avril 1971, le lieutenant-gouverneur en conseil a autorisé la formation d'une société agricole et laitière sous le nom de « Cercle d'amélioration du bétail de Warwick », avec siège social à Warwick, dans le comté d'Arthabaska, conformément à la Loi des sociétés agricoles et laitières (S.R.Q. 1964, chapitre 116).

Daté du bureau du ministre, le 7 mai 1971.

Le sous-ministre de l'Agriculture et de la colonisation,

40069 GAÉTAN LUSSIER.

head office of Saint-Simon, in the county of Bagot, in accordance with the Farmers' and Dairymen's Association Act (R.S.Q., 1964, chapter 116).

Office of the Minister, May 7, 1971.

GAÉTAN LUSSIER,
Deputy Minister of Agriculture and Colonization.

40069

Cercle d'amélioration du bétail de Saint-Tite

Notice is given that, in pursuance of Order in Council number 1543 of April 27, 1971, the Lieutenant-Governor in Council authorized the formation of a farmers' and dairymen's association, under the name of "Cercle d'amélioration du bétail de Saint-Tite", having its head office at Saint-Tite, in the county of Champlain, in accordance with the Farmers' and Dairymen's Association Act (R.S.Q., 1964, chapter 116).

Office of the Minister, May 7, 1971.

GAÉTAN LUSSIER,
Deputy Minister of Agriculture and Colonization.

40069

Cercle d'amélioration du bétail de Saint-Valère

Notice is given that, in pursuance of Order in Council number 1536 of April 27, 1971, the Lieutenant-Governor in Council authorized the formation of a farmers' and dairymen's association, under the name of "Cercle d'amélioration du bétail de Saint-Valère", having its head office at Saint-Valère, in the county of Arthabaska, in accordance with the Farmers' and Dairymen's Association Act (R.S.Q., 1964, chapter 116).

Office of the Minister, May 7, 1971.

GAÉTAN LUSSIER,
Deputy Minister of Agriculture and Colonization.

40069

Cercle d'amélioration du bétail de Warwick

Notice is given that, in pursuance of Order in Council number 1537 of April 27, 1971, the Lieutenant-Governor in Council authorized the formation of a farmers' and dairymen's association, under the name of "Cercle d'amélioration du bétail de Warwick", having its head office at Warwick, in the county of Arthabaska, in accordance with the Farmers' and Dairymen's Association Act (R.S.Q., 1964, chapter 116).

Office of the Minister, May 7, 1971.

GAÉTAN LUSSIER,
Deputy Minister of Agriculture and Colonization.

40069-o

Chartes — demandes d'abandon de

Birkdale Agencies Inc.

Avis est par la présente donné que « Birkdale Agencies Inc. », corporation incorporée sous la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la ville de Montréal, présentera une application au ministre des

Charters — Applications for Surrender of

Birkdale Agencies Inc.

Notice is hereby given that "Birkdale Agencies Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions,

institutions financières, compagnies et coopératives pour obtenir permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 5e jour de mai 1971.

Les procureurs de la requérante,
BLAIN, PICHÉ, GODBOUT, EMERY,
40079-o BLAIN & VALLERAND.

La Compagnie de placements d'Iberville limitée

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « La Compagnie de placements d'Iberville limitée », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte, en vertu des dispositions de la Loi des compagnies.

Donné à Ste-Foy, ce 3e jour de mai 1971.

Les procureurs de la compagnie,
40080-o SIROIS & TREMBLAY, *notaires.*

Harrow Glove Company

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Harrow Glove Company », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la ville de Montréal, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Donné à Montréal, Québec, ce 27e jour d'avril 1971.

(Sceau) *Le secrétaire,*
40081 BERNARD GARMAISE.

Manbell Investments Ltd.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Manbell Investments Ltd. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la ville et le district de Montréal, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Donné à Montréal, le 6e jour de mai 1971.

Le secrétaire,
40082 BELLA COHEN.

Salois limitée

Avis est donné que la compagnie « Salois limitée » constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la cité de Sherbrooke, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Ottawa, ce 30e jour de mars 1971.

(Sceau) *Le secrétaire,*
40083 JOHN MCEACHRAN.

Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 5th day of May 1971.

BLAIN, PICHÉ, GODBOUT, EMERY,
BLAIN & VALLERAND,
40079-o *Attorneys for Petitioner.*

La Compagnie de placements d'Iberville limitée

Notice is hereby given that "La Compagnie de placements d'Iberville limitée", a corporation incorporated under the Companies Act, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec, for leave to surrender its charter, under the provisions of the Companies Act.

Dated at Ste-Foy, this 3rd day of May, 1971.

SIROIS & TREMBLAY, *Notaries,*
40080-o *Attorneys for the Company.*

Harrow Glove Company

Notice is hereby given that "Harrow Glove Company", a corporation incorporated under the Québec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, Québec, this 27th day of April 1971.

(Seal) BERNARD GARMAISE,
40081-o *Secretary.*

Manbell Investments Ltd.

Notice is hereby given that "Manbell Investments Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 6th day of May 1971.

BELLA COHEN,
40082-o *Secretary.*

Salois limitée

Notice is hereby given that "Salois limitée", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Sherbrooke, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Ottawa, this 30th day of March, 1971.

(Seal) JOHN MCEACHRAN,
40083-o *Secretary.*

Wingill Holdings Inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Wingill Holdings Inc. », constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la ville de Montréal, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Donné à Montréal, le 4 mai 1971.

Les procureurs de la compagnie,
40084 MARKS, SHAPIRO & WORSOFF.

Zusk Investments Ltd.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Zusk Investments Ltd. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la ville de Montréal, district de Montréal, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Donné à Montréal, ce 6e jour de mai 1971.

Le secrétaire,
40085 TOBA HOROWITZ.

Paul Brunet inc.

Avis est donné que la compagnie « Paul Brunet inc. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Québec, le 19 avril 1971.

(Sceau) *Le secrétaire,*
40113-o ROGER LÉTOURNEAU.

Fred Gendron inc.

Avis est donné que la compagnie « Fred Gendron inc. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province la permission d'abandonner sa charte.

Le procureur de la compagnie,
40114-o RÉAL DION.

Wingill Holdings Inc.

Notice is hereby given that "Wingill Holdings Inc.", a company incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec, for leave to surrender its charter pursuant to the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, May 4, 1971.

MARKS, SHAPIRO & WORSOFF,
40084-o *Attorneys for the company.*

Zusk Investments Ltd.

Notice is hereby given that "Zusk Investments Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the City of Montreal, district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 6th day of May, 1971.

TOBA HOROWITZ,
40085-o *Secretary.*

Paul Brunet inc.

Notice is given that "Paul Brunet inc.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Québec, April 19, 1971.

(Seal) ROGER LÉTOURNEAU,
40113 *Secretary.*

Fred Gendron inc.

Notice is given that "Fred Gendron inc.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

RÉAL DION,
40114-o *Attorney for the Company.*

Divers
Compagnies

Associated Lace and Fabric Corporation

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement spécial numéro « C », de la compagnie « Associated Lace (Québec) Corporation », constituée par lettres patentes en date du 9e jour d'août 1965, changeant son nom en celui de « Associated Lace and Fabric Corporation ».

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.
40086-o 3528-65

Miscellaneous
Companies

Associated Lace and Fabric Corporation

Notice is given that the Minister of Financial institutions, Companies and Cooperatives has approved the special by-law number "C", of the company "Associated Lace (Québec) Corporation", incorporated by letters patent dated the 9th day of August, 1965, changing its name into that of "Associated Lace and Fabric Corporation".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.
40086-o 3528-65

Association Canadienne-Française pour l'Avancement des Sciences inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 6 avril 1971, il a approuvé les nouveaux règlements généraux de l'« Association Canadienne-Française pour l'Avancement des Sciences inc. », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40087-o 90-31

L'Association des Commissions Scolaires de la Côte Nord du Golfe, Section 17

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 4, de « L'Association des Commissions Scolaires de la Côte-Nord du Golfe, Zone 17 », constituée par lettres patentes en date du 30e jour d'octobre 1961, changeant son nom en celui de « L'Association des Commissions Scolaires de la Côte Nord du Golfe, Section 17 ».

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40088-o 14829-61

Association du Hockey Mineur St-Eustache inc. St. Eustache Minor Hockey Association Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 14 avril 1971, il a approuvé le règlement numéro 1A (règlements généraux amendés) de l'« Association du Hockey Mineur St-Eustache inc. — St. Eustache Minor Hockey Association Inc. », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40089-o 1194-70

Brunelle, Lambert & Associés inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 4, de la compagnie « Sogestel inc. », constituée par lettres patentes en date du 12e jour de décembre 1968, changeant son nom en celui de « Brunelle, Lambert & Associés inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40090-o 5960-68

Club de Fraternité de Victoriaville inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 27 avril 1971, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Club de Fraternité de Victoriaville inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40091-o 840-70

Association Canadienne-Française pour l'Avancement des Sciences inc.

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on April 6, 1971, pursuant to section 226 of the Companies Act, he approved the new general by-laws of "Association Canadienne-Française pour l'avancement des Sciences inc.".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40087 90-31

L'Association des Commissions Scolaires de la Côte Nord du Golfe, Section 17

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number 4, of "L'Association des Commissions Scolaires de la Côte-Nord du Golfe, Zone 17 », incorporated by letters patent dated the 30th day of October 1961, changing its name into that of « L'Association des Commissions Scolaires de la Côte Nord du Golfe, Section 17".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40088-o 14829-61

Association du Hockey Mineur St-Eustache inc. St. Eustache Minor Hockey Association Inc.

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on April 14, 1971, pursuant to section 226 of the Companies Act, he approved by-law number 1A (amended general by-laws) of "Association du Hockey Mineur St-Eustache inc. — St. Eustache Minor Hockey Association Inc.".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40089 1194-70

Brunelle, Lambert & Associés inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number 4, of the company "Sogestel inc.", incorporated by letters patent dated the 12th day of December 1968, changing its name into that of "Brunelle, Lambert & Associés inc.".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40090-o 5960-68

Club de Fraternité de Victoriaville inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved on April 27, 1971 the general by-laws of the "Club de Fraternité de Victoriaville inc.", and such, in pursuance of section 225 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40091 840-70

Comité des Loisirs de St-Tite inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 21 avril 1971, il a approuvé les règlements généraux (numéro 1) de la corporation « Comité des Loisirs de St-Tite inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40092-o 5082-70

Comité des Loisirs de St-Tite inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved on April 21, 1971 the general by-laws (Number 1) of the "Comité des Loisirs de St-Tite inc.", and such, in pursuance of section 225 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40092 5082-70

Le Consortium de Recherche sur l'Eau

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 21 avril 1971, il a approuvé le règlement numéro 1 (règlements généraux) de la corporation « Le Consortium de Recherche sur l'Eau », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40093-o 3076-70

Le Consortium de Recherche sur l'Eau

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved on April 21, 1971 by-law number 1 (general by-laws) of "Le Consortium de Recherche sur l'Eau", and such, in pursuance of section 226 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40093 3076-70

Danis & Frère inc.

La compagnie « Danis & Frère inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le secrétaire,
ANDRÉ DANIS.

40094-o 12241-54

Danis & Frère inc.

Notice is given that "Danis & Frère inc." changed the number of its directors from 3 to 5.

ANDRÉ DANIS,
Secretary.

40094 12241-54

Dion & Beaudoin inc.

La compagnie « Dion & Beaudoin inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le secrétaire,
ROBERT BEAUDOIN.

40095-o 744-65

Dion & Beaudoin inc.

Notice is given that "Dion & Beaudoin inc." has changed the number of its directors from 4 to 3.

ROBERT BEAUDOIN,
Secretary.

40095 744-65

Down Town Fashions Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 16, de la compagnie « Premier Imports Limited », constituée par lettres patentes en date du 10e jour d'avril 1968, changeant son nom en celui de « Down Town Fashions Ltd. ».

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40096-o 1666-68

Down Town Fashions Ltd.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number 16, of the company "Premier Imports Limited", incorporated by letters patent dated the 10th day of April 1968, changing its name into that of "Down Town Fashions Ltd.".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40096-o 1666-68

Lennoxville Cleaner Inc.
Nettoyeur Lennoxville inc.

La compagnie « Lennoxville Cleaner Inc.— Nettoyeur Lennoxville inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le secrétaire,
FERNAND RODRIGUE.

40098-o 2207-66

Lennoxville Cleaner Inc.
Nettoyeur Lennoxville inc.

Notice is given that "Lennoxville Cleaner Inc.— Nettoyeur Lennoxville inc." has changed the number of its directors from 4 to 3.

FERNAND RODRIGUE,
Secretary.

40098-o 2207-66

Handbags, Ltd.

La compagnie « Handbags, Ltd. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
ABE SLUSER.

40097-o 3596-40

Handbags, Ltd.

Notice is given that "Handbags, Ltd." has changed the number of its directors from 3 to 4.

ABE SLUSER,
Secretary.

40097-o 3596-40

Monico inc.

La compagnie « Monico inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
HÉLÈNE PAYETTE-PLAMONDON.

40099-o 11928-60

Monico inc.

Notice is given that "Monico inc." has changed the number of its directors from 3 to 4.

HÉLÈNE PAYETTE-PLAMONDON,
Secretary.

40099 11928-60

Les Services Communautaires Hospitaliers de Québec

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 5, de la corporation « Service Central de Lingerie des Hôpitaux de Québec », constituée par lettres patentes en date du 16e jour de juin 1966, changeant son nom en celui de « Les Services Communautaires Hospitaliers de Québec ».

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40100-o 2544-66

Les Services Communautaires Hospitaliers de Québec

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number 5, of the corporation "Service Central de Lingerie des Hôpitaux de Québec", incorporated by letters patent dated the 16th day of June 1966, changing its name into that of "Les Services Communautaires Hospitaliers de Québec".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40100-o 2544-66

Association de la Construction de Montréal Montreal Construction Association

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 29 mars 1971, il a approuvé l'amendement à l'article 29 des règlements généraux de l'« Association de la Construction de Montréal — Montreal Construction Association », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40115-o 14637-62

Association de la Construction de Montréal Montreal Construction Association

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that under section 225 of the Companies Act he approved on March 29, 1971 the amendment to section 29 of the general by-laws of the "Association de la Construction de Montréal — Montreal Construction Association ».

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40115 14637-62

Logix Enterprises Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 24, de la compagnie « Universal Import Co. Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 16e jour d'avril 1963, changeant son nom en celui de « Logix Enterprises Ltd. ».

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40119-o 1597-63

Logix Enterprises Ltd.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 24, of the company "Universal Import Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated the 16th day of April 1963, changing its name into that of "Logix Enterprises Ltd.".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40119-o 1597-63

Veilleux Alignement Spécialités inc.

La compagnie « Veilleux Alignement Spécialités inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le secrétaire,
Mme BERNARDIN BOLDUC.

40120-o 1161-70

Veilleux Alignement Spécialités inc.

Notice is given that "Veilleux Alignement Spécialités inc." changed the number of its directors from 4 to 3.

Mrs. BERNARDIN BOLDUC,
Secretary.

40120 1161-70

The Ottawa Forest Protective Association
L'Association de Protection des Forêts de l'Outaouais

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 31 mars 1971, il a approuvé les amendements au règlement numéro A-1 de « The Ottawa Forest Protective Association — L'Association de Protection des Forêts de l'Outaouais », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40116-o 5055-65

Ben Alignment Service Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro IV, de la compagnie « Veilleux Alignement Spécialités inc. », constituée par lettres patentes en date du 18e jour de mars 1970, changeant son nom en celui de « Ben Alignment Service Inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40117-o 1161-70

Guerco inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 4, de la compagnie « Paris Ballons inc. », constituée par lettres patentes en date du 17e jour d'août 1967, changeant son nom en celui de « Guerco inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40118-o 3516-67

The Ottawa Forest Protective Association
L'Association de Protection des Forêts de l'Outaouais

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on March 31, 1971, pursuant to section 225 of the Companies Act, he gives notice that he approved the amendments to by-law A-1 of "The Ottawa Forest Protective Association — L'Association de Protection des Forêts de l'Outaouais".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40116 5055-65

Ben Alignment Service Inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. IV, of the company "Veilleux Alignement Spécialités inc.", incorporated by letters patent the 18th day of March 1970, changing its name into that of "Ben Alignment Service Inc.".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40117-o 1161-70

Guerco inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 4, of the company "Paris Ballons inc.", incorporated by letters patent dated the 17th day of August 1967, changing its name into that of "Guerco inc.".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40118-o 3516-67

Sièges sociaux

Electrophysical Instruments Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Electrophysical Instruments Ltd. », a transporté son siège social de 5622, avenue Hudson, Côte St-Luc, à 7401, avenue Chester, Montréal 265.

Le secrétaire,
NORMAN FRIEDMAN.

40121 1674-63

Les Entreprises Domil inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Entreprises Domil inc. », constituée en corporation par lettres patentes le 8 janvier 1971, et ayant son siège social dans la ville de Montréal a établi son bureau au numéro 2011, de la rue Salaberry.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 15e jour de janvier 1971.

Les procureurs dûment autorisés de la compagnie,
VALOIS & LATOUR.

40122-o 105-71

Head Offices

Electrophysical Instruments Ltd.

Notice is given that "Electrophysical Instruments Ltd.", has transferred its head office from 5622 Hudson Avenue, Côte St. Luc to 7401 Chester Avenue, Montreal 265.

NORMAN FRIEDMAN,
Secretary.

40121-o 1674-63

Les Entreprises Domil inc.

Notice is given that "Les Entreprises Domil inc.", incorporated by letters patent on January 8, 1971, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at number 2011 Salaberry Street.

From the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 15th day of January, 1971.

VALOIS & LATOUR,
Attorneys duly authorized by the Company.

40122 105-71

Veilleux Alignement Spécialités inc.

Avis est donné que la compagnie « Veilleux Alignement Spécialités inc. », constituée en corporation par lettres patentes, en vertu de la première partie de la Loi des compagnies en date du 18e jour de mars 1970, et ayant son siège social dans la ville de Sherbrooke, où elle avait son bureau jusqu'à aujourd'hui à 1650, rue Denault, l'a transporté à 1305, rue Galt ouest, à Sherbrooke.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie étant son siège social.

Donné à Sherbrooke, ce 25e jour de mars 1971.

La secrétaire,
MME BERNARDIN BOLDUC.

40123-o 1161-70

Adrien Bernard inc.

Avis est donné que la compagnie « Adrien Bernard inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 6 novembre 1969 et ayant son siège social à Rouyn, a établi son bureau à 255 ouest rue Perreault.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré comme le bureau principal de la compagnie.

Signé à Rouyn, le 24 mars 1971.

Le secrétaire,
YVETTE BERNARD BAILLARGEON.

40102-o 5228-69

Case Exporters Inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Case Exporters Inc. », constituée en corporation dans la province de Québec, en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes en date du 12 novembre 1970, et ayant son siège social en la cité de Lorraine, a établi son bureau principal au 26, rue de Metz, Lorraine, district judiciaire de Terrebonne.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Montréal, ce 12e jour de novembre 1970.

(Sceau) *Le président,*
J.-ALFRED BISAILLON.

40103-o 4959-70

Centre Metro inc.

Avis est donné que la compagnie « Centre Metro inc. », constituée par lettres patentes en date du 30 mai 1969 en vertu de la Loi des compagnies (Québec), a changé l'adresse de son siège social de Bureau 1007, 1115 ouest, rue Sherbrooke, dans la ville de Montréal, à Bureau 2260, 630 ouest, boulevard Dorchester dans la ville de Montréal.

Montréal, le 21 avril 1971.

Le secrétaire-adjoint,
MICHAEL DENNIS.

40104 2642-69

Veilleux Alignement Spécialités inc.

Notice is hereby given that the "Veilleux Alignement Spécialités inc.", company incorporated by letters patent, under Part I of the Companies Act, on the 18th day of March, 1970 and having, up to now, its head office in Sherbrooke, at 1650 Denault Street, has moved it to 1305 Galt Street West, Sherbrooke.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Sherbrooke, this 25th day of March, 1971.

MRS. BERNARDIN BOLDUC,
Secretary.

40123-o 1161-70

Adrien Bernard inc.

Notice is given that the company "Adrien Bernard inc.", constituted in corporation by letters patent dated November 6th, 1969, and having its head office in Rouyn, has established its office at 255 Perreault Street West.

As and from the date of the present notice, the said office will be considered as its main office.

Signed at Rouyn, March 24, 1971.

YVETTE BERNARD BAILLARGEON,
Secretary.

40102-o 5228-69

Case Exporters Inc.

Notice is hereby given that the company "Case Exporters Inc.", incorporated in the province of Québec, under Part I of the Companies Act, by letters patent bearing the date of November 12, 1970, and having its head office in the city of Lorraine, has established its office at civic number 26 de Metz Street, Lorraine, judicial district of Terrebonne.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Montreal, this 12th day of November, 1970.

(Seal) J.-ALFRED BISAILLON,
President.

40103-o 4959-70

Centre Metro inc.

Notice is hereby given that "Centre Metro inc.", incorporated by letters patent dated May 30th, 1969 under the Companies Act (Québec), has changed the location of its head office from Suite 1007, 1115 Sherbrooke Street West in the city of Montreal to Suite 2260, 630 Dorchester Boulevard West in the city of Montreal.

Montreal, April 21, 1971.

(Seal) MICHAEL DENNIS.
Assistant Secretary.

40104-o 2642-69

Frontier Inn (1970) Inc.

Avis est donné que la compagnie « Frontier Inn (1970) Inc. », constituée en corporation dans la province de Québec en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes en date du 20 novembre 1970, et ayant son siège social à Hemmingford, district de Beauharnois, a établi son bureau principal au numéro civique 459, rue Frontière, Hemmingford, province de Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Montréal, ce 20e jour de novembre 1970.

(Sceau) *Le président,*
J. Raoul Dumouchel.

40105-o 5113-70

Frontier Inn (1970) Inc.

Notice is hereby given that "Frontier Inn (1970) Inc.", incorporated under Part I of the Québec Companies Act, by letters patent dated November 20, 1970, and having its head office in Hemmingford, judicial district of Beauharnois, has established its office at civic number 459 Frontière Street, in Hemmingford, province of Québec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head

Dated at Montreal, this 20th day of November, 1970.

(Seal) J. Raoul Dumouchel,
President.

40105-o 5113-70

Placements Nolin inc.

Avis est donné que « Placements Nolin inc. », constituée en corporation par lettres patentes le 22 novembre 1960, et ayant son siège social situé à 131, 7e Rue, Québec 3, l'a transporté à 895, 1ère Avenue, Québec 3.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Québec, le 6e jour d'avril 1971.

(Sceau) *Le secrétaire,*
Jacqueline Nolin.

40106-o 15084-60

Placements Nolin inc.

Notice is given that "Placements Nolin inc.", incorporated by letters patent on November 22, 1960 and having its head office at 131, 7th Street, Québec 3, has moved it to 895 1st Avenue, Québec 3.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Dated in Québec on the 6th day of April, 1971.

(Seal) Jacqueline Nolin,
Secretary.

40106 15084-60

Ministère des institutions financières, compagnies et coopératives
Compagnies de fidéicommis

City Savings & Trust Company

Avis d'enregistrement

Avis est donné que « City Savings & Trust Company », compagnie constituée en vertu d'une loi de la province de l'Alberta et dont le siège social est à 10136, 100 Street, Edmonton, Alberta, a obtenu, en date du 1er mai 1971, le certificat prévu par l'article 18 de la Loi des compagnies de fidéicommis (S.R.Q. 1964, chapitre 287) l'autorisant à effectuer des prêts hypothécaires dans la province.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est à 71, rue St-Pierre, Québec au bureau d'affaires de son agent principal Me Ross Goodwin LL. B.

Donné en conformité de l'article 30 de la Loi des compagnies de fidéicommis ce 1er jour de mai 1971.

Pour le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
Ls-Philippe Bouchard.
Inspecteur des compagnies de fidéicommis.

40107-o Ls-Philippe Bouchard.

Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives
Trust Companies

City Savings & Trust Company

Notice of Registration

Notice is given that "City Savings & Trust Company", a company incorporated by an Act of the Province of Alberta and having its head office at 10136, 100 Street, Edmonton, Alberta, has been granted, on May 1st 1971, a certificate of registration as provided by article 18 of the Trust Companies Act (R.S.Q. 1964, chapter 287) authorizing the company to make mortgage loans in the Province.

The principal office of the company in the province is at 71, rue St-Pierre, Québec at the business office of its principal agent Me Ross Goodwin LL. B.

Given pursuant to section 30 of the Trust Companies Act this 1st day of May, 1971.

For the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives,
Ls-Philippe Bouchard.
Ls-Philippe Bouchard,
Inspector of Trust Companies.

40107-o

Ministère des institutions financières, compagnies et coopératives
Assurance

Canadian Slovak League
Kanadska Slovenska Liga

Avis d'émission de permis et de certificat d'enregistrement

Avis est donné, par les présentes, que « Canadian Slovak League — Kanadska Slovenska Liga », une société de secours mutuels, enregistrée sous le numéro 253, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 0150, qui l'autorise à compter du 15 mars 1971, à accorder à ses membres dans la Province, le bénéfice suivant: Assurance-vie dans les limites autorisées par sa loi constitutive, la constitution et ses règlements.

Le siège social de la société de secours mutuels est situé à 61 ouest, boulevard Golden, Welland, province d'Ontario.

La compagnie a nommé monsieur John Dvorsky, 15967, rue Perreault, Ste-Geneviève-de-Pierrefonds, son procureur dans la Province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des Institutions Financières, Compagnies et Coopératives, le 26 avril 1971.

Pour le ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives de la Province,
Le surintendant des assurances,
ROGER-A. CAMARAIRE.

40030-19-2-o

Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives
Insurance

Canadian Slovak League
Kanadska Slovenska Liga

Notice of Issue of License and Certificate of Registration

Notice is hereby given that "Canadian Slovak League — Kanadska Slovenska Liga", a mutual benefit association, registered under number 253, has obtained the license and certificate of registry number 0150, authorizing it, as from the 15th of March 1971, to grant to its members in the Province, the following benefit: Life, to the extent authorized by its Act of incorporation, Constitution and Laws.

The head office of the mutual benefit association is situated at 61, Golden Boulevard West, Welland, Ontario.

The company has appointed Mr. John Dvorsky, 15967, Perreault Street, Ste-Geneviève-de-Pierrefonds, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, the 26th of April, 1971.

For the Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,
Superintendent of Insurance.

40030-19-2-o

Bills — Assemblée nationale

CABINET DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

Québec, 7 mai 1971

Aujourd'hui, à midi et demi, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de sanctionner les bills suivants:

14 Loi favorisant la commercialisation du poisson.

15 Loi modifiant la Loi des marchés agricoles.

29 Loi de la Société de développement immobilier du Québec.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le secrétaire de la chancellerie, comme suit:

« Au nom de Sa Majesté, l'honorable lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills. »

40136-o

Bills — National Assembly

OFFICE OF THE LIEUTENANT-GOVERNOR

Québec, 7th of May 1971

This day, at half past twelve o'clock in the afternoon, the Honourable the Lieutenant-Governor was pleased to sanction the following bills:

14 An Act to promote the marketing of fish.

15 An Act to amend the Agricultural Marketing Act.

29 Québec Real Estate Development Corporation Act.

To these bills the Royal assent was pronounced by the Clerk of the Crown in Chancery in the following words:

"In Her Majesty's name, the Honourable the Lieutenant-Governor assents to these bills."

40136-o

Lettres patentes

The Royal Trust Company
Compagnie Trust Royal

Avis est donné que, en vertu de la Loi des compagnies, des lettres patentes en date du 10e jour de mars 1971 ont été émises par le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives à la compagnie « The Royal Trust Company — Compagnie Trust Royal », subdivisant 50,000 actions d'une valeur au pair de $100 chacune en 5,000,000 actions d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

40058 2509-00

Letters Patent

The Royal Trust Company
Compagnie Trust Royal

Notice is given that, under the Companies Act, letters patent, dated the 10th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "The Royal Trust Company — Compagnie Trust Royal", subdividing 50,000 shares of the par value of $100 each into 5,000,000 shares of the par value of $1 each.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40058-o 2509-00

Ministère des Terres et Forêts
Cadastre

Paroisse de St-Rémi

Cadastre officiel de la paroisse de St-Rémi, municipalité de la paroisse de St-Rémi, division d'enregistrement de Napierville.

Avis est par la présente donné que les lots 215-34 à 215-38, 215-43 à 215-46, 215-48 à 215-50, 215-58 à 215-78 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 21 avril 1971.

Le sous-ministre,
40109-o FERNAND BOUTIN.

Department of Lands and Forests
Cadastre

Parish of St-Rémi

Official cadastre of the parish of St-Rémi, municipality of the parish of St-Rémi, registration division of Napierville.

Notice is hereby given that lots 215-34 to 215-38, 215-43 to 215-46, 215-48 to 215-50, 215-58 to 215-78 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, April 21, 1971.

FERNAND BOUTIN,
40109-o *Deputy-minister.*

Changement de nom — Loi du
Demandes

Jerzy Marian Pisarzewski

Avis est par la présente donné que le procureur soussigné transmettra au ministre de la justice de la province une requête au nom de son client Jerzy Marian Pisarzewski aux fins d'obtenir un décret lui permettant de changer ses nom et prénoms en ceux de Mario Chicoine, le tout en vertu de la Loi du changement de nom.

Montréal, ce 22 avril 1971.

Le procureur du requérant,
39945-19-2-o CHARLES CODERRE, C.R.

Raymond Lachance

Avis est donné que Raymond Lachance, technicien, domicilié et résidant à 385 Place Louisiane, à Longueuil, district de Montréal, fera application au lieutenant-gouverneur en conseil pour un décret changeant son nom à celui de Yvon Vachon.

Montréal, le 19 avril 1971.

Le procureur du requérant,
40047-19-2-o RONALD N. COHEN, *avocat.*

Change of name — Act
Applications

Jerzy Marian Pisarzewski

Notice is hereby given that the undersigned attorney will apply to the Minister of Justice in the name of his client Jerzy Marian Pisarzewski in order to be henceforth legally known under the name and given name of Mario Chicoine, the whole pursuant to the Change of Name Act.

Montreal, April 22, 1971.

CHARLES CODERRE, Q.C.,
39945-19-2-o *Attorney for the petitioner.*

Raymond Lachance

Notice is hereby given that Raymond Lachance, technician, domiciled and residing at 385 Place Louisiane, in the city of Longueuil, district of Montreal will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing his name to that of Yvon Vachon.

Montreal, April 19, 1971.

RONALD N. COHEN, *Advocate,*
40047-19-2-o *Attorney for Petitioner.*

Suzanne (Suzan) Bailey

Avis est donné que Mlle Suzanne (Susan) Bailey, étudiante, domiciliée et résidant au 250 est, boulevard St-Joseph, app. 701, à Montréal, district de Montréal, a l'intention de demander à l'Honorable ministre de la Justice de la province de Québec, de changer son nom pour celui de Suzanne Lapointe, le tout conformément à la Loi.

Montréal, ce 27 avril 1971.

Le procureur de la requérante,
39998-19-2-o JACQUES MARQUIS, *avocat.*

Suzanne (Suzan) Bailey

Notice is given that Miss Suzanne (Susan) Bailey, student, domiciled and residing at 250 St. Joseph Boulevard East, Apt. 701, in Montreal, district of Montreal, wishes to apply to the Honourable Minister of Justice of the Province of Québec, to change her name for that of Suzanne Lapointe, the whole in conformity with the law.

Montreal, April 27, 1971.

JACQUES MARQUIS, *Advocate,*
39998-19-2 *Attorney for the petitioner.*

William Theodore Rosenthal (dit Russel)

Avis est donné par les présentes que William Theodore Rosenthal dit William Theodore Russel, domicilié à Montréal, au numéro 3494 rue Jeanne-Mance, app. 207, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour demander un décret changeant son nom en celui de William Theodore Russel.

Montréal, le 26 avril 1971.

Le procureur du requérant,
39999-19-2-o LOUISE LANGELIER, *notaire.*

William Theodore Rosenthal (dit Russel)

Notice is hereby given that William Theodore Rosenthal dit William Theodore Russel, domiciled in the city of Montreal, (address: 3494 Jeanne-Mance Street, Apt. 207) will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing his name to William Theodore Russel.

Montreal, April 26, 1971.

LOUISE LANGELIER, *Notary,*
39999-19-2-o *Attorney for Petitioner.*

Lise Ostiguy-Bédard

Avis est donné par les présentes, que Lise Ostiguy-Bédard, assistante-comptable, demeurant au 2720 boul. St-Joseph, app. #1, cité de Montréal, province de Québec, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir un décret lui permettant de changer son prénom de Lise en celui de Nathalie.

Ledit changement de prénom n'affectera aucune autre personne.

Montréal, ce 26 avril 1971.

Les procureurs de la requérante,
MES BERNIER, CHAPADOS,
39944-19-2-o VENNE & ASS.

Lise Ostiguy-Bédard

Notice is hereby given that Lise Ostiguy-Bédard, assistant-accountant, residing at 2720 St. Joseph Blvd., Apt. #1, city of Montreal, province of Québec, will apply to the Lieutenant-Governor in Council to obtain an order changing her given name of Lise to that of Nathalie.

Said change of given name will not affect anyone else.

Montreal, April 26, 1971.

MES BERNIER, CHAPADOS,
VENNE & ASS.,
39944-19-2-o *Attorneys for the petitioner.*

Nathan Sam

Avis est par les présentes donne que Nathan Sam, résidant dans la cité de Laval s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir un décret lui permettant de changer son nom en celui de Norman Joseph Samuels.

40110-20-2 NORMAN SAMUELS.

Nathan Sam

Notice is hereby given that Nathan Sam residing in the city of Laval will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing his name to Norman Joseph Samuels.

40110-20-2-o NORMAN SAMUELS.

David Mletchkowitch

Avis est par les présentes donné que David Mletchkowitch, résidant et domicilié au 3250, Forest Hill Avenue, en les cité et district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil, pour un décret changeant son nom de David Mletchkowitch, en celui de David Mars. Ledit changement de nom devant aussi concerner son épouse Helen (kurtzman) Bernard.

Montréal, ce 3 mai 1971.

Le procureur des requérants,
40060-20-2-o Me JACOB ROTHMAN.

David Mletchkowitch

Notice is hereby given that David Mletchkowitch, residing and domiciled at 3250 Forest Hill Avenue, in the city and district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council to have his name changed from David Mletchkowitch to David Mars. Said change of name will also benefit his wife Helen (kurtzman) Bernard.

Montreal, May 3, 1971.

Me JACOB ROTHMAN,
40060-20-2-o *Attorney for the petitioner.*

Joseph Laurent Roger Beaudoin

Avis est par les présentes donné que Joseph Laurent Roger Beaudoin, vendeur, domicilié et résidant au No 320 rue Thibeau, en la cité du Cap-de-la-Madeleine, district de Trois-Rivières, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir un décret changeant son nom en celui de Roger Brunelle.

Trois-Rivières, ce 4 mai 1971.

Les procureurs du requérant,
40072-20-2-o LEBRUN & MOREAU, *avocats.*

Joseph Laurent Roger Beaudoin

Notice is hereby given that Joseph Laurent Roger Beaudoin, seller, residing at 320 Thibeau Street, in the city of Cap-de-la-Madeleine, district of Trois-Rivières, will apply to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Québec for an order changing his name to Roger Brunelle.

Trois-Rivières, this May 4, 1971.

LEBRUN & MOREAU, *advocates,*
40072-20-2-o *Attorneys for the petitioner.*

Giuseppe Garofano

Avis est par les présentes donné que Giuseppe Garofano, chômeur, résidant au 7223 De l'Épée, appartement 2, dans les cités et district de Montréal, fera application au lieutenant-gouverneur en conseil pour changer son nom de Giuseppe Garofano à Giuseppe Lanzon.

Montréal, le 28 avril 1971.

Les procureurs du requérant,
40073-20-2-o KRAVITZ & KRAVITZ, *avocats.*

Giuseppe Garofano

Notice is hereby given that Giuseppe Garofano, unemployed, residing at 7223 De l'Épée, Apartment 2, in the city and district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council to have his name changed from Giuseppe Garofano to Giuseppe Lanzon.

Montreal, April 28, 1971.

KRAVITZ & KRAVITZ, *advocates,*
40073-20-2-o *Attorneys for the petitioner.*

Marie France Liliane Martin

Avis est par les présentes donné que Marie France Liliane Martin, étudiante de Pointe St-Charles, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec afin d'obtenir un arrêté changeant son nom de Marie France Liliane Martin en celui de Marie France Liliane Lapierre.

Montréal, le 1er mai 1971.

Les procureurs de la requérante,
MARTINEAU, WALKER, ALLISON,
40074-20-2-o BEAULIEU, PHELAN & MACKELL.

Marie France Liliane Martin

Notice is hereby given that Marie France Liliane Martin, student of Pointe St. Charles in the district of Montreal will apply to the Lieutenant-Governor in Council for the Province of Québec to have her name changed from Marie France Liliane Martin to Marie France Liliane Lapierre.

Montreal, May 1, 1971.

MARTINEAU, WALKER, ALLISON,
BEAULIEU, PHELAN & MACKELL,
40074-20-2-o *Attorneys for the applicant.*

Ministère de l'Industrie et du Commerce

Loi sur les pêcheries

Règlement de pêche du Québec

Avis de pêche aux coquillages

Vu la décision du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social à l'effet que les coquillages des régions coquillières situées le long des côtes et des eaux:

N-11-1.2 région s'étendant de la division des cantons Cannon et Fitzpatrick — au pont de la route 15 — Rivière Pentecôte.

N-11-1.4 région s'étendant du Crooked Island (Baie aux Outardes) — Pointe Sproule.

ne sont plus toxiques à un point qui les rend dangereux pour la consommation *à l'état cru.*

À ces causes et conformément à l'article 6, paragraphe 1, du Règlement de pêche du Québec, par les présentes,

Department of Industry and Commerce

Fisheries Act

Québec Fishery Regulation

Notice respecting the fishing of shellfish

In view of the decision rendered by the Minister of National Health and Social Welfare to the effect that shellfish in and along the shores and waters of:

N-11-1.2 the area extending from the division of the townships of Cannon and Fitzpatrick — to the bridge of Route 15 — Pentecôte River.

N-11-1.4 the area extending from Crooked Island (Baie aux Outardes) — Sproule Point.

are no longer toxic to a degree which makes them unsafe for use as a *raw food.*

Therefore, pursuant to section 6, paragraph 1 of the Québec Fishery Regulation, the Minister hereby opens

il plaît au ministre d'ouvrir lesdites régions à la pêche et de permettre à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coquillages provenant desdites régions.

Québec, le 30 avril 1971.

Le ministre de l'Industrie et du commerce,

40067-o GÉRARD-D. LEVESQUE.

the said area to fishing and permits whomsoever to fish for, take or possess shellfish from these areas.

Québec, April 30, 1971.

GÉRARD-D. LEVESQUE,

40067 *Minister of Industry and Commerce.*

Loi sur les pêcheries

Règlement de pêche du Québec

Avis de pêche aux coquillages

Vu la décision du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social à l'effet que les coquillages des régions coquillières situées le long des côtes et des eaux:

N-4.4.2 région s'étendant 1,000 pieds à l'est de la rivière Colombier — quai de l'Anse Noire

ne sont plus toxiques à un point qui les rend dangereux pour la consommation *à l'état cru.*

À ces causes et conformément à l'article 6, paragraphe 1, du Règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au Ministre d'ouvrir lesdites régions à la pêche et de permettre à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coquillages provenant desdites régions.

Québec, le 27 avril 1971.

Le ministre de l'Industrie et du commerce,

40067-o GÉRARD-D. LEVESQUE.

Fisheries Act

Québec Fishery Regulation

Notice respecting the fishing of shellfish

In view of the decision rendered by the Minister of National Health and Social Welfare to the effect that shellfish in and along the shores and waters of:

N-4.4.2 the area extending 1,000 feet east of Colombier River — Anse Noire Wharf

are no longer toxic to a degree which makes them unsafe for use as a *raw food.*

Therefore, pursuant to section 6, paragraph 1 of the Québec Fishery Regulation, the Minister hereby opens the said area to fishing and permits whomsoever to fish for, take or possess shellfish from these areas.

Québec, April 27, 1971.

GÉRARD-D. LEVESQUE,

40067 *Minister of Industry and Commerce.*

Loi sur les pêcheries

Règlement de pêche du Québec

Avis de pêche aux coquillages

Vu la décision du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social à l'effet que les coquillages des régions coquillières situées le long des côtes et des eaux:

N-3.2.1 région s'étendant de la Pointe de la Baie des 1,000 vaches (Pointe de la péninsule de Portneuf) — 1,000 pieds au sud-ouest du dépotoir municipal de Ste-Anne de Portneuf.

N-3.2.6 région s'étendant de la partie extérieure de l'Ile du Havre

sont toxiques à un point qui les rend dangereux pour la consommation *à l'état cru.*

À ces causes et conformément à l'article 6, paragraphe 1, du Règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au ministre de fermer lesdites régions à la pêche et d'interdire à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coquillages provenant desdites régions.

La présente interdiction ne s'applique pas cependant aux producteurs licenciés (Arrêté en conseil, Québec 1963-779) pour la mise en conserve seulement.

Québec, le 27 avril 1971.

Le ministre de l'Industrie et du commerce,

40067-o GÉRARD-D. LEVESQUE.

Fisheries Act

Québec Fishery Regulation

Notice respecting the fishing of shellfish

In view of the decision rendered by the Minister of National Health and Welfare to the effect that shellfish in and along the shores and waters of:

N-3.2.1 the area extending from the Baie des Mille Vaches (the tip of the Portneuf Peninsula) to 1,000 feet southwest of the municipal dump of St. Anne of Portneuf.

N-3.2.6 the area comprising the exterior part of Ile du Havre

are toxic to a degree which makes them unsafe for use as a *raw food.*

Therefore, and pursuant to section 6, paragraph 1 of the Québec Fishery Regulation, the Minister hereby closes the said areas to fishing and forbids whomsoever to fish for, take or possess shellfish from the said areas.

This interdiction does not apply, however, to licensed producers (Order in Council, Québec 1963-779) for canning purposes only.

Québec, April 27, 1971.

GÉRARD-D. LEVESQUE,

40067 *Minister of Industry and Commerce.*

Ministère des Affaires municipales

Ville de Ste-Thérèse-Ouest

J'ai approuvé, en vertu de l'article 22 du chapitre 48 des lois de 1970, Loi concernant les environs du nouvel aéroport international, les règlements nos RV-27 et RV-33 du conseil municipal de la ville de Sainte-Thérèse-Ouest créant une Commission d'urbanisme, régissant la construction, le zonage, les permis de construction, les conditions et le tarif d'émission.

Ces règlements entreront en vigueur le jour de la publication du présent avis.

40065-o *Le ministre des Affaires municipales.*

Ville de Lorraine

Erratum

J'ai approuvé, en vertu de l'article 22 du chapitre 48 des lois de 1970, Loi concernant les environs du nouvel aéroport international, les règlements Nos 54, 55 et 56 du conseil municipal de la ville de Lorraine créant une Commission d'urbanisme, régissant la construction, le zonage, les permis de construction, les conditions et le tarif d'émission.

Ces règlements entreront en vigueur le jour de la publication du présent avis.

Le ministre des Affaires municipales,

40065-o MAURICE TESSIER.

Department of Municipal Affairs

Town of St. Thérèse-West

I have approved, under section 22 of Chapter 48 of the Statutes of 1970, an Act respecting the vicinity of the new international airport, By-laws Nos. RV-27 and RV-33 of the municipal council of the Town of St. Thérèse-West, establishing a Town-planning Commission governing the construction, zoning, building permits, the conditions and the tariff of issue.

These by-laws shall become effective on the date of publication of this notice.

40065 *Minister of Municipal Affairs.*

Town of Lorraine

Erratum

I have approved, in accordance with section 22 of chapter 48 of the Statutes of 1970, an Act respecting the vicinity of the new international airport, Regulations Nos 54, 55 and 56 of the municipal council of the town of Lorraine, creating a town-planning Commission, governing the construction, zoning, building permits and the conditions and tariff of such permits.

These regulations shall become effective on the day of publication of the present notice.

MAURICE TESSIER,

40065 *Minister of Municipal Affairs.*

Nomination

Avis est donné que, par arrêté en conseil numéro 687, en date du 24 février 1971, il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de faire, par commission sous le grand sceau de la province, la nomination suivante:

M. Jacques Lebel, avocat, de Montréal: conseil en Loi de la reine.

Québec, le 11 mai 1971.

JEAN ALARIE,

40134-o *Sous-procureur général adjoint.*

Appointment

Notice is given that, by Order in Council number 687 dated February 24, 1971, it pleased the Lieutenant-Governor in Council to make, by commission under the Great Seal of the Province, the following appointment:

Mr. Jacques Lebel, advocate, of Montreal: Queen's Counsel learned in the law.

Québec, May 11, 1971.

JEAN ALARIE,

40134 *Assistant Deputy Attorney General.*

Compagnies étrangères *Permis*

Repco Auto Parts (Canada) Ltd.

Avis est donné que, en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Repco Auto Parts (Canada) Ltd. » a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnies, est M. P.-André Gervais, avocat et procureur, de Montréal.

Extra-Provincial Companies *Licenses*

Repco Auto Parts (Canada) Ltd.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Repco Auto Parts (Canada) Ltd." has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. P.-André Gervais, barrister and solicitor, of Montreal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi au 1203, Édifice IBM, 5, place Ville-Marie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives.

J.-ALBERT GAGNON.

40058 26-71

World of Beauty Club, Ltd.

Avis est donné que, en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « World of Beauty Club, Ltd. » a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans la procédures contre ladite compagnie, est C. T. Corporation System (Canada), Ltd., 55, d'Auteuil, Québec.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi au 55, d'Auteuil, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

40058 30-71

The principal office of the company in the Province is at 1203 IBM Building, 5 Place Ville-Marie, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40058-o 26-71

World of Beauty Club, Ltd.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "World of Beauty Club, Ltd." has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is C.T. Corporation System (Canada), Ltd., 55 d'Auteuil, Québec.

The principal office of the company in the Province is at 55 d'Auteuil, Québec, judicial district of Québec.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40058-o 30-71

Avis divers

Ville de Montréal

(articles 33 et 34)

Mise en application d'un programme de rénovation « Ilots des Voltigeurs »

Conformément aux articles 33 et 34 de la Loi de la Société d'Habitation du Québec (15-16 Elizabeth II, chapitre 55), avis public est par les présentes donné que le Conseil municipal de Montréal a adopté, lors d'une assemblée spéciale tenue au lieu ordinaire des séances du Conseil le 22 avril 1971, un programme de rénovation recouvrant, d'une part, le territoire borné au nord par l'emplacement de l'entreprise Laurentian Spring Water Limited à la ligne d'expropriation de l'autoroute Transcanadienne, à l'est par la rue de la Visitation, au sud par la rue Notre-Dame, à l'ouest par la rue Montcalm et d'autre part celui limité au nord par la rue Notre-Dame, à l'est par la rue Panet, au sud par l'extrémité est des cours de triage du Canadien Pacifique et à l'ouest par l'arrière des lots de la rue Panet. Ce programme est dénommé « Ilots des Voltigeurs ».

Le programme détaillé de rénovation a pour objectifs de permettre aux résidents de se retirer d'un milieu impropre à l'habitation en raison de la nocivité de l'environnement et de son absence d'équipement, d'encourager le développement industriel du secteur et de compléter l'aménagement de la grille de rue déjà modifiée par le tracé de la Transcanadienne.

Les nouvelles réglementations et modifications aux règlements existants, adoptés en vertu de ce programme et devant entrer en vigueur en vertu de l'article 41 de la Loi de la Société d'Habitation du Québec au moment

Miscellaneous Notices

City of Montreal

(Sections 33 and 34)

Detailed renewal programme "Ilots des Voltigeurs"

In accordance with sections 33 and 34 of the Québec Housing Corporation Act (15-16 Elizabeth II, chapter 55), public notice is hereby given that the Municipal Council of the city of Montreal adopted, at a special meeting held at its usual meeting place on April 22, 1971, a renewal programme covering, for one part, the territory bounded on the north by the site of the Laurentian Spring Water Limited concern at the expropriation line of the Trans-Canada Highway, on the east by Visitation Street, on the south by Notre-Dame Street, on the west by Montcalm Street and, on the other hand, the territory bounded on the north by Notre-Dame Street, on the east by Panet Street, on the south by the east extremity of the Canadian Pacific freight yards and, on the west, by the rear of the Panet Street lots. This programme is entitled "Ilots des Voltigeurs".

The purport of this detailed renewal programme is to allow residents to move out of an area which is unsuitable for residential purposes because of the undesirable character of the environment and of the lack of adequate facilities, to promote the industrial development of the sector and to complete the layout of the street network which has already been altered to meet the requirements of the Trans-Canada Highway.

The new regulations and amendments to existing by-laws adopted pursuant to such programme and to become effective pursuant to section 41 of the Québec Housing Corporation Act at the time the territory to

où le territoire dans lequel elles doivent s'appliquer est décrété « zone de rénovation », sont les suivantes: modification au zonage actuel par l'adoption par le Conseil du programme de rénovation intitulé « Ilots des Voltigeurs ».

Les intéressés pourront consulter les documents constituant ce programme au 330 est, de la rue Saint-Paul, chambre 102, aux heures normales d'ouverture des bureaux. De plus, les intéressés pourront s'y procurer une ou des copies du programme de rénovation au prix unitaire de $10.

Enfin, les intéressés peuvent transmettre par écrit leurs objections au programme, à la Société d'habitation du Québec, 1995 ouest, boulevard Charest, Sainte-Foy, Québec 10 et ce, pas plus tard que le huitième jour de juin 1971.

Le greffier de la Ville,
MARC BOYER, C.R.

Hôtel de Ville,
Montréal, le 26 avril 1971.

40077-o

which they shall apply is declared a "renewal zone", are the following: amendments to the present zoning regulations through the adoption by Council of the renewal programme entitled "Ilots des Voltigeurs".

The documents relating to such programme are available at 330 Saint-Paul Street East, Room 102, where they can be examined at any time during normal business hours. Moreover, parties concerned may secure at the above-mentioned address one or several copies of the renewal programme at a unit cost of $10.

Finally, parties concerned may submit, in writing, their objections to the programme to the Québec Housing Corporation, 1995 Charest Boulevard West, Sainte-Foy, Québec 10, not later than the eighth day of June 1971.

MARC BOYER, Q.C.,
City Clerk.

City Hall,
Montreal, April 26, 1971.

40077-o

Barreau du Québec

Avis est donné qu'à l'expiration des trente jours suivant cette publication, les modifications suivantes seront soumises à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil:

Modifications du Règlement I

L'article 10 dudit Règlement est modifié en remplaçant le paragraphe 2 par le suivant:

« 2. Nul ne peut être admis à un examen s'il n'a complété de façon satisfaisante l'entraînement professionnel prévu à l'article 8 dans les trois ans qui précèdent la date de cet examen. »

Le 5 mai 1971.

Le secrétaire-général,
JACQUES TISSEUR.

40076-o

Bar of the Province of Québec

Notice is given that upon the expiry of thirty days following such publication, the following amendments will be submitted to the Lieutenant-Governor in Council for approval:

Amendments to By-law I

Article 10 of the said By-law is amended by replacing paragraph 2 by the following:

"2. No one may be admitted to an examination unless he has completed satisfactorily the professional training provided for in Article 8 within the three years preceding the date of such examination."

May 5, 1971.

Secretary-General,
JACQUES TISSEUR.

40076-o

Municipalité du village de St-Ambroise
Municipalité de St-Ambroise

Aux contribuables des susdites municipalités, avis public est par les présentes donné par les soussignés secrétaires-trésoriers des susdites municipalités que:

La municipalité du Village de St-Ambroise et la municipalité de St-Ambroise, dûment autorisées par leur conseil respectif, adressent au lieutenant-gouverneur en conseil, une requête afin d'obtenir des lettres patentes fusionnant leur territoire respectif en une nouvelle municipalité nommé « Village de St-Ambroise » aux conditions mentionnées dans la requête conjointe.

Ces conditions sont les suivantes:

a) Le nom de la nouvelle municipalité est « Village de St-Ambroise »;

b) Le territoire de la nouvelle municipalité est celui déterminé par la description technique, en date du 8 avril 1971 préparé par Monsieur Michel Corriveau, arpenteur-géomètre;

c) La nouvelle municipalité prend le statut de village et est régie par le Code municipal;

d) Jusqu'à la première élection générale, le conseil provisoire sera composé de tous les membres des deux

Municipality of the Village of St-Ambroise
Municipality of St-Ambroise

Public notice is hereby given to the ratepayers of the aforesaid municipalities, by the undersigned secretary-treasurers of the aforesaid municipalities, that:

The municipality of the Village of St-Ambroise and the municipality of St-Ambroise, duly authorized by their respective council, will present a petition to the Lieutenant-Governor in Council in order to receive letters patent amalgamating their respective territory into a new municipality called "Village of St-Ambroise" on the conditions mentioned in the joint petition.

The conditions are the following:

(*a*) The name of the new municipality is: "Village of St-Ambroise";

(*b*) The territory of the new municipality is that determined by the technical description, dated April 8, 1971, prepared by Mr. Michel Corriveau, land-surveyor;

(*c*) The new municipality takes the statute of Village and is governed by the Municipal Code;

(*d*) Until the first general election, the provisional council shall be composed of all the members of both

conseils existant avant la fusion. Le quorum sera de huit (8) membres. Les deux maires actuels alterneront comme maire du Conseil provisoire pour deux périodes égales qui couvriront le temps séparant la première assemblée et la date des premières élections. Le premier maire à exercer ce rôle sera déterminé lors de la première assemblée;

e) La première élection générale du maire et des conseillers aura lieu le premier dimanche de novembre suivant le trentième jour de l'entrée en vigueur des lettres patentes; la durée du mandat des membres du conseil est de trois (3) ans et, quant au premier mandat, conforme aux dispositions des articles 249 *c* et *d* du Code municipal;

f) Le siège de chacun des conseillers est numéroté de un (1) à six (6). Le conseil est formé d'un maire (1) et de six conseillers (6) élus.

g) La première séance du conseil provisoire sera tenue le premier lundi juridique du mois suivant l'entrée en vigueur des lettres patentes. Elle aura lieu à 20.00 heures dans la salle de l'Hôtel de Ville à Saint-Ambroise;

h) Les règlements, résolutions, procès-verbaux, rôles d'évaluation, rôles de perception et autres actes de chacune des municipalités requérantes demeurent en vigueur dans le territoire pour lequel ils ont été faits jusqu'à ce qu'ils soient amendés, annulés ou abrogés par la nouvelle municipalité;

i) Tous les biens mobiliers et immobiliers appartenant à chacune des municipalités mentionnées dans la présente requête, deviendront propriété de la nouvelle municipalité;

j) Les emprunts à long terme contractés par chacune des municipalités seront remboursés conformément aux clauses d'imposition de chacun de ces règlements;

k) La nouvelle municipalité procèdera en 1972 à la confection d'un nouveau rôle d'évaluation. Les rôles d'évaluation qui sont en vigueur dans les deux municipalités au moment de l'entrée en vigueur des lettres patentes constitueront le rôle de la nouvelle municipalité jusqu'à la confection du premier rôle en 1972;

l) La Cour municipale de la Ville de Jonquière, ayant juridiction sur le territoire du Village de St-Ambroise avant l'entrée en vigueur des lettres patentes, aura juridiction sur tout le territoire de la nouvelle municipalité;

m) Tous les employés des deux municipalités demeureront à l'emploi de la nouvelle municipalité, au poste qui leur est assigné, à des conditions au moins égales à celles qu'ils détenaient auparavant, et cela jusqu'à décision contraire de la nouvelle municipalité;

n) Le secrétaire-trésorier de la nouvelle municipalité est le secrétaire-trésorier de l'ancienne municipalité du Village de St-Ambroise;

o) Le taux de la taxe foncière générale applicable au territoire de chacune des municipalités au moment de l'entrée en vigueur des lettres patentes restera le même jusqu'au premier janvier 1972;

p) Le surplus accumulé et les surplus futurs de la section électricité seront utilisés à l'amélioration du territoire desservi par le réseau de distribution de l'électricité de la nouvelle municipalité;

councils existing before the amalgamation. The quorum shall be of eight (8) members. The two existing mayors shall alternate as mayor of the provisional Council for two even periods which shall cover the time separating the first meeting and the date of the first elections. The first mayor to carry out this roll shall be determined at the first meeting;

(*e*) The first general election of the mayor and councillors shall be held on the first Sunday of November following the thirtieth day of the coming into force of the letters patent; the term of office of the members of the council is of three (3) years and, with respect to the first term of office, conformable to the provisions of section 249 *c* and *d* of the Municipal Code;

(*f*) The seat of each of the councillors is numbered from one (1) to six (6). The council is formed of a mayor (1) and six (6) elected councillors.

(*g*) The first sitting of the provisional council will be held on the first judicial Monday of the month following the coming into force of the letters patent. It shall be held at 20.00 o'clock in the Town Hall of Saint-Ambroise;

(*h*) The by-laws, resolutions, minutes, valuation rolls, collection rolls and other deeds of each of the petitioning municipalities remain in force in the territory for which they were made until they are amended, cancelled or repealed by the new municipality;

(*i*) All the movable and immovable property belonging to each of the municipalities mentioned in this petition shall become the property of the new municipality;

(*j*) Long-dated loans contracted by each of the municipalities shall be refunded in conformity with the assesment clauses of each of these by-laws;

(*k*) The new municipality shall proceed in 1972 to the making up of a new valuation roll. The valuation rolls which are in force in the two municipalities at the time of the coming into force of the letters patent shall constitute the roll of the new municipality until the making up of the first roll in 1972;

(*l*) The Municipal Court of the town of Jonquière, having jurisdiction on the territory of the Village of St-Ambroise before the coming into force of the letters patent, shall have jurisdiction on all the territory of the new municipality;

(*m*) All the employees of the two municipalities will remain in the employ of the new municipality, at the post assigned them, on conditions at least equal to those which they held formerly, and such, up to a decision to the contrary by the new municipality;

(*n*) The secretary-treasurer of the new municipality is the secretary-treasurer of the former municipality of the Village of St-Ambroise;

(*o*) The rate of the general land tax applicable to the territory of each of the municipalities at the time of the coming into force of the letters patent will remain the same until the first day of January, 1972;

(*p*) The surplus accumulated and the future surpluses of the Electricity Section shall be used for the improvement of the territory served by the electrical distributing system of the new municipality;

q) La nouvelle municipalité deviendra effective conformément à la loi;

Il peut-être pris connaissance du règlement relatif à la fusion, ainsi que la requête conjointe aux bureaux des secrétaires-trésoriers de chacune des municipalités.

Les propriétaires peuvent s'opposer à la fusion durant le mois qui suit celui des publications requises par la loi et faire connaître les motifs de leur oppositions en s'adressant par écrit à la Commission municipale du Québec, Hôtel du Gouvernement, Ville de Québec.

Le secrétaire-trésorier,
JEAN-ROCH CLAVEAU,
Municipalité du Village de St-Ambroise.

Le secrétaire-trésorier,
JACQUES ASSELIN,
40002-19-2-o Municipalité de St-Ambroise.

(q) The new municipality will become effective in conformity with the law;

Acknowledgment of the by-law relating to the amalgamation, as well as the joint petition at the offices of the secretary-treasurers of each of the municipalities, can be made.

The proprietors may oppose the amalgamation during the month which follows that of the publications required by law and make known the motives of their opposition by writing to the Québec Municipal Commission, Government House, Québec City.

JEAN-ROCH CLAVEAU,
Secretary-Treasurer,
Municipality of the Village of St-Ambroise.

JACQUES ASSELIN,
Secretary-Treasurer,
40002-19-2 Municipality of St-Ambroise.

Ville de Montréal

(Articles 33 et 34)
Programme détaillé de rénovation
« Albert - St-Jacques »

Ville de Montréal, province de Québec. Mise en application d'un programme de rénovation — Albert-St-Jacques.

Conformément aux articles 33 et 34 de la Loi de la Société d'Habitation du Québec (15-16 Elizabeth II, chapitre 55), avis public est par les présentes donné que le Conseil municipal de Montréal a adopté, lors d'une assemblée spéciale tenue au lieu ordinaire des séances du Conseil le 22 avril 1971, un programme de rénovation recouvrant une superficie de 32.93 acres et délimité au nord par la rue Saint-Jacques, à l'est par la rue Guy, au sud par la rue Albert et une partie de son prolongement vers l'est, à l'ouest par l'avenue Atwater.

Ce programme a pour objectif l'élimination des occupations non-conformes à la résidence particulièrement de la voie ferrée et la récupération des terrains ainsi libérés, l'élaboration de programmes de logements conformément aux besoins de la population de la Petite Bourgogne d'abord et d'une population d'apport ensuite, l'intégration de la partie sud de la Petite Bourgogne à sa partie nord conformément au plan général de réaménagement, le contrôle des espaces libres privés et publics, la mise en place d'une graille de rues plus fonctionnelle et la réfection des utilités publiques.

Les nouvelles réglementations et modifications aux règlements existants, adoptés en vertu de ce programme et devant entrer en vigueur en vertu de l'article 41 de la Loi de la Société d'Habitation du Québec au moment où le territoire dans lequel elles doivent s'appliquer est décrété « zone de rénovation », sont les suivantes: modification au zonage actuel par l'adoption par le Conseil du programme de rénovation intitulé « Albert-St-Jacques ».

Les intéressés pourront consulter les documents constituant ce programme au 330 est, de la rue Saint-Paul, chambre 102 et au Bureau de Quartier de la Petite Bourgogne, au 2454 de la rue Workman, aux

City of Montreal

(Sections 33 and 34)
Detailed renewal programme
"Albert - St-Jacques"

City of Montreal, Province de Québec. Implementation of a renewal programme — Albert-St-Jacques.

In accordance with Sections 33 and 34 of the Québec Housing Corporation Act (15-16 Elizabeth II, Chapter 55), public notice is hereby given that the Municipal Council of the City of Montreal adopted, at a special meeting held at its usual meeting place on April 22, 1971, a renewal programme covering an area of 32.93 acres bounded on the north by Saint-Jacques Street, the east by Guy Street, the south by Albert Street and a section of its extension eastwards and the west by Atwater Avenue.

The purport of this programme is the elimination of occupancies inconsistent with residential occupancies, the railway tracks in particular, and the recovery of the parcels of land thus made available, the development of housing programmes in keeping with the needs of the population of "La Petites Bourgogne" to begin with and with those of an added population afterwards, the integration of the south sector of "La Petite Bourgogne" to its north sector in accordance with the master redevelopment plan, the control of private and public open spaces, the establishment of a more functional street network and the rebuilding of public utilities.

The new regulations and amendments to existing by-laws adopted pursuant to such programme and to become effective pursant to Section 41 of the Québec Housing Corporation Act at the time the territory to which they shall apply is declared a "renewal zone", are the following: amendments to the present zoning regulations through the adoption by Council of the renewal programme entitled "Albert-Saint-Jacques".

The documents relating to such programme are available at the "Petite Bourgogne" District Office, 2454 Workman Street, and at 330 Saint-Paul Street East, Room 102, where they can be examined at any

heures normales d'ouverture des bureaux. De plus, les intéressés pourront s'y procurer une ou des copies du programme de rénovation au prix unitaire de $10.

Enfin, les intéressés peuvent transmettre par écrit leurs objections au programme, à la Société d'Habitation du Québec, 1995 ouest, boulevard Charest, Sainte-Foy, Québec 10 et ce, pas plus tard que le vingt-troisième jour de juin 1971.

Le greffier de la Ville,
MARC BOYER, C.R.

Hôtel de Ville,
Montréal, le 26 avril 1971.

40077-o

time during normal business hours. Moreover, parties concerned may secure at the two above-mentioned addresses one or several copies of the renewal programme at a unit cost of $10.

Finally, parties concerned may submit, in writing, their objections to the programme to the Québec Housing Corporation, 1995 Charest Boulevard West, Sainte-Foy, Québec 10, no later than the twenty-third day of June 1971.

MARC BOYER, Q.C.,
City Clerk.

City Hall,
Montreal, April 26, 1971.

40077-o

Village de Dunham

Avis est donné que la municipalité du village de Dunham s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil, conformément à l'article de la Loi de la fusion volontaire et tel quel, qu'autorisé par le règlement numéro 272, adopté à l'assemblée régulière du 4 mai 1971, pour l'obtention de lettres patentes fusionnant le village et le canton de Dunham suivant la requête conjointe résumée ci-après:

1. Le nom de la nouvelle municipalité est « Ville de Dunham ».

2. La nouvelle municipalité prend le statut de ville et est régie par la Loi des cités et villes.

3. La première élection générale aura lieu le premier dimanche de Novembre 1971 si les lettres patentes sont en vigueur le premier août de cette année, si elles sont en vigueur après cette date, elle aura lieu le premier dimanche de Novembre 1972. Les élections générales subséquentes auront lieu tous les quatre ans, le premier dimanche de Novembre.

4. À compter de la première élection générale, le conseil est formé d'un maire et de six conseillers élus.

5. Le territoire de la nouvelle municipalité sera divisé en six quartiers représentés chacun par un conseiller et nommés comme suit: 1, 2, 3, 4, 5, 6.

6. Les règlements, résolutions, procès-verbaux, rôles d'évaluation, rôles de perception et autres actes de chacune des municipalités requérantes demeurent en vigueur dans le territoire pour lequel ils ont été faits jusqu'à ce qu'ils soient amendés, annulés ou abrogés par la nouvelle municipalité.

7. Le taux de la taxe foncière générale applicable au territoire de chacune des municipalités au moment de l'entrée en vigueur des lettres patentes restera le même jusqu'au premier janvier 1972.

8. La nouvelle municipalité deviendra effective conformément à la loi.

Tout intéressé peut prendre connaissance de ce règlement et en obtenir copie au bureau de l'hôtel de ville à Dunham aux heures régulières de bureau.

Les propriétaires ont le droit de s'opposer au cours du mois qui suit le présent avis.

Donné à Dunham, ce 7e jour de mai 1971.

Le secrétaire-trésorier,
PIERRE BERNIER.

40111-20-2-o

Village of Dunham

Notice is given that the municipality of the village of Dunham will apply to the Lieutenant-Governor in Council, under a section of the Voluntary Amalgamation of Municipalities Act and as authorized by By-law No. 272 adopted at the regular meeting of May 4, 1971, to be granted letters patent amalgamating the village and the township of Dunham, in accordance with the joint petition hereinafter summarized:

1. The name of the new municipality will be "Town of Dunham".

2. The new municipality will have the status of a town and will be governed by the Cities and Towns Act.

3. The first general election will take place on the first Sunday of November 1971 if the letters patent become effective on August 1st of this year; if they become effective after such date, the election will take place on the first Sunday of November 1972. Subsequent general elections will take place every four years on the first Sunday of November.

4. As of the first general election, the council will consist of a mayor and six councillors, all to be elected.

5. The territory of the new municipality will be divided into six wards, each one represented by one councillor and to be known as follows: 1, 2, 3, 4, 5, 6.

6. The by-laws, resolutions, minutes, valuation rolls, collection rolls and other deeds for each of the petitioning municipalities shall remain in force in the territory for which they have been made until amended, cancelled or repealed by the new municipality.

7. The rate of the general land tax applicable to the territory of each of the municipalities at the time of the coming into force of the letters patent shall remain the same up to January 1st, 1972.

8. The new municipality shall come into being in accordance with the Act.

Any interested party may obtain a copy of this by-law at the office of the Town Hall, at Dunham, during the usual office hours.

Property-owners have the right to object to the amalgamation in the month following publication of the present notice.

Dated at Dunham, this 7th day of May, 1971.

PIERRE BERNIER,
Secretary-Treasurer.

40111-20-2

Canton de Dunham

Avis est donné que la Municipalité du Canton de Dunham s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil, conformément à l'article de la Loi de la fusion volontaire et tel quel, qu'autorisé par le règlement numéro 105, adopté à l'assemblée régulière du 3 mai 1971, pour l'obtention de lettres patentes fusionnant le Canton et le Village de Dunham suivant la requête conjointe résumée ci-après:

1. Le nom de la nouvelle municipalité est « Ville de Dunham ».

2. La nouvelle municipalité prend le statut de ville et est régie par la Loi des cités et villes.

3. La première élection générale aura lieu le premier dimanche de novembre 1971 si les lettres patentes sont en vigueur le premier août de cette année, si elles sont en vigueur après cette date, elle aura lieu le premier dimanche de novembre 1972. Les élections générales subséquentes auront lieu tous les quatre ans, le premier dimanche de novembre.

4. A compter de la première élection générale, le conseil est formé d'un maire et de six conseillers élus.

5. Le territoire de la nouvelle municipalité sera divisé en six quartiers représentés chacun par un conseiller et nommés comme suit: 1, 2, 3, 4, 5, 6.

6. Les règlements, résolutions, procès-verbaux, rôles d'évaluation, rôles de perception et autres actes de chacune des municipalités requérantes demeurent en vigueur dans le territoire pour lequel ils ont été faits jusqu'à ce qu'ils soient amendés, annulés ou abrogés par la nouvelle municipalité.

7. Le taux de la taxe foncière générale applicable au territoire de chacune des municipalités au moment de l'entrée en vigueur des lettres patentes restera le même jusqu'au premier janvier 1972.

8. La nouvelle municipalité deviendra effective conformément à la loi.

Tout intéressé peut prendre connaissance de ce règlement et en obtenir copie au bureau de l'Hôtel de Ville à Dunham aux heures régulières de bureau.

Les propriétaires ont le droit de s'opposer au cours du mois qui suit le présent avis.

Donné à Dunham, ce 7e jour de mai 1971.

Le secrétaire-trésorier,
PIERRE BERNIER.

40111-20-2-o

Township of Dunham

Notice is given that the Municipality of the Township of Dunham will apply to the Lieutenant-Governor in Council, under a section of the Voluntary Amalgamation of Municipalities Act and as authorized by by-law No. 105 adopted at the regular meeting of May 3, 1971, to be granted letters patent amalgamating the township and the village of Dunham, in accordance with the joint petition hereinafter summarized:

1. The name of the new municipality will be "Town of Dunham".

2. The new municipality will have the status of a town and will be governed by the Cities and Towns Act.

3. The first general election will take place on the first Sunday of November 1971 if the letters patent become effective on August 1st of this year; if they become effective after such date, the election will take place on the first Sunday of November 1972. Subsequent general elections will take place every four years on the first Sunday of November.

4. As of the first general election, the Council will consist of a mayor and six councillors, all to be elected.

5. The territory of the new municipality will be divided into six wards, each one represented by one councillor and to be known as follows: 1, 2, 3, 4, 5, 6.

6. The by-laws, resolutions, minutes, valuation rolls, collection rolls and other deeds for each of the petitioning municipalities shall remain in force in the territory for which they have been made until amended, cancelled or repealed by the new municipality.

7. The rate of the general land tax applicable to the territory of each of the municipalities at the time of the coming into force of the letters patent shall remain the same up to January first, 1972.

8. The new municipality shall come into being in accordance with the Act.

Any interested party may obtain a copy of this by-law at the office of the Town Hall, at Dunham, during the usual office hours.

Property-owners have the right to object to the amalgamation in the month following publication of the present notice.

Dated at Dunham, this 7th day of May, 1971.

PIERRE BERNIER,
Secretary-Treasurer.

40111-20-2

Ville de Québec

Programme détaillé de rénovation
Aire 10 — Zone 2

Mise en application d'un programme de rénovation

Conformément aux articles 33 et 34 de la Loi de la Société d'Habitation du Québec (chap. 55 des lois de 1966-67), avis public est, par les présentes, donné que le Conseil municipal de la ville de Québec a adopté lors d'une assemblée régulière tenue au lieu ordinaire des séances du Conseil, à l'Hôtel de ville de Québec, le 23 avril 1971, le règlement numéro 1910 pour adopter un programme détaillé de rénovation concernant le

City of Québec

Detailed renewal program
Area 10 — Zone 2

Carrying on of a renewal program

In conformity with sections 33 and 34 of the Québec Housing Corporation Act (chapter 55 of the statutes of 1966-67) public notice is hereby given that the Municipal Council of the city of Québec has adopted at a regular meeting held at the usual place for the meeting of the Council, at the City Hall of Québec, on April 23, 1971 by-law number 1910 to adopt a detailed renewal program respecting the territory of

territoire de la ville désigné sous le nom de « Aire 10 — Zone 2 » et délimité comme suit:

Secteur A: borné par les rues De la Couronne, St-François, Mgr Gauvreau et le boulevard Charest;

Secteur B: borné par le boulevard Charest, les rues Du Pont, De la Chapelle, St-Vallier et De la Couronne;

Secteur C: Comprenant les îlots bordés par le boulevard Charest et les rues Mgr Gauvreau, Des Prairies et Du Pont, De la Chapelle et St-Vallier.

Les principaux travaux à exécuter consistent en un réaménagement de ces secteurs pour les affecter principalement aux fonctions commerciales et administratives, par la création d'un mail couvert sur la rue St-Joseph, par la réalisation d'un centre d'activités à l'extrémité ouest du mail, par l'implantation d'un centre commercial et administratif dans les secteurs B et C. Le programme prévoit également la réfection des infrastructures et la réorganisation de la trame urbaine en certains endroits.

Les nouvelles règlementations et modifications aux règlements existants adoptés en vertu de ce programme et devant entrer en vigueur en vertu de l'article 41 de la Loi de la Société d'Habitation du Québec au moment où le territoire dans lequel elles doivent s'appliquer est décrété « Zone de rénovation », sont les suivantes:

— le règlement numéro 127 et ses amendements « concernant la construction sur le boulevard Charest » ne s'applique plus à l'Aire 10 — Zone 2;

— le règlement numéro 24B « concernant la construction des bâtisses » régira le territoire décrit ci-dessus;

Modifications au zonage actuel par l'adoption par le Conseil d'une nouvelle règlementation concernant le zonage prévue dans le programme détaillé de rénovation intitulé « Aire 10 — Zone 2 ».

Les intéressés pourront consulter les documents constituant ce programme au Service d'urbanisme de la ville de Québec, ch. 551, Hôtel de Ville, rue Desjardins, Québec, aux heures normales d'ouverture des bureaux.

De plus, les intéressés pourront se procurer au même endroit, une ou des copies du Programme de Rénovation au prix unitaire de $5.

Enfin, les intéressés peuvent transmettre par écrit leurs objections au programme, à la Société d'Habitation du Québec, 1995 ouest, boulevard Charest, Ste-Foy, Québec 10, et ce, au plus tard le vingt-troisième jour de juin (23 juin) 1971.

Donné à Québec, ce 3e jour de mai 1971.

Le greffier de la ville de Québec,

40078-o PIERRE F. CÔTÉ, *avocat.*

Ville de Québec

Programme détaillé de rénovation
Aire 10 — Zone I

Mise en application d'un programme de rénovation

Conformément aux articles 33 et 34 de la Loi de la Société d'Habitation du Québec (chap. 55 des lois de 1966-67), avis public est, par les présentes, donné que

the city designated under the name of "Area 10 — Zone 2" which is so bounded:

Sector A: by De la Couronne, St-François and Mgr Gauvreau Streets and Charest Boulevard;

Sector B: by Charest Boulevard and Du Pont, De la Chapelle, St-Vallier and De la Couronne Streets;

Sector C: comprising the blocks bounded by Charest Boulevard and Mgr Gauvreau, Des Prairies and Du Pont Streets, De la Chapelle and St-Vallier Streets.

The main work to be carried on consists in a new disposition of such sectors to use them chiefly for business and administration purposes by setting a roofed mall on St-Joseph Street, building a community center at the west end of the mall and establishing a commercial and administration center in sectors B and C. The program provides further for the restoration of substructures and the resetting of blocks and streets in certain places.

The new by-laws and the amendments to existing by-laws adopted under such program and to come into force under section 41 of the Québec Housing Corporation Act when the territory in which they shall apply is declared a "renewal zone", shall be the following:

— by-law number 127 and amendments "respecting building on Charest Boulevard" shall no longer apply to Area 10 — Zone 2;

— by-law number 24B "respecting the erection of constructions" shall apply on the territory above described;

Amendment to present zoning by the adoption by the council of new by-laws respecting the zoning provided in the detailed renewal program called "Area 10 — Zone 2".

Any interested person may consult the documents establishing such program at the Planning Department of the city of Québec, room 551, City Hall, Desjardins Street, Québec city, during regular office hours.

Moreover any interested person may get at the same place one or more copies of the renewal program at the price of $5. a copy.

Finally the interested persons may send in writing any objection to the program to the Québec Housing Corporation, 1995 Charest Boulevard West, Ste. Foy, Québec 10, though not later than on the twenty-third day of June (June 23), 1971.

Given at Québec, this 3rd day of May, 1971.

PIERRE F. CÔTÉ, *Advocate,*

40078 *Clerk of the city of Québec.*

City of Québec

Detailed renewal program
Area 10 — Zone I

Carrying out of a renewal program

In conformity with sections 33 and 34 of the Québec Housing Corporation Act (chapter 55 of the statutes of 1966-67) public notice is hereby given that the municipal

le Conseil municipal de la ville de Québec a adopté lors d'une assemblée régulière tenue au lieu ordinaire des séances du conseil, à l'Hôtel de ville de Québec, le 23 avril 1971, le règlement numéro 1909 pour adopter un programme détaillé de rénovation concernant le territoire de la ville désigné sous le nom de « Aire 10 — Zone I » et délimité comme suit:

Secteur A: par les rues Notre-Dame des Anges, Caron, Charest et St-Anselme;

Secteur B: par les rues Dorchester, St-François, Caron et De la Salle;

Secteur C: par les rues De la Chapelle, St-François, de l'Église et Du Roi.

Les principaux travaux à exécuter consistent en un réaménagement de ces secteurs pour les affecter principalement à la fonction résidentielle, par la construction de logements nouveaux, l'élimination des structures vétustes, la réhabilitation de bâtiments actuels encore en bon état. Le programme prévoit secondairement l'implantation de diverses autres fonctions, commerces, loisirs, stationnements, ainsi que la réfection des infrastructures et la réorganisation de la trame urbaine en certains endroits.

Les nouvelles réglementations et modifications aux règlements existants adoptés en vertu de ce programme et devant entrer en vigueur en vertu de l'article 41 de la Loi de la Société d'Habitation du Québec au moment où le territoire dans lequel elles doivent s'appliquer est décrété « Zone de rénovation », sont les suivantes:

le règlement numéro 127 et ses amendements « concernant la construction sur le boulevard Charest » ne s'applique plus à l'Aire 10 — Zone I;

le règlement numéro 24B « concernant la construction des bâtisses » régira le territoire décrit ci-dessus;

Modifications au zonage actuel par l'adoption par le conseil d'une nouvelle réglementation concernant le zonage prévue dans le programme détaillé de rénovation intitulé « Aire 10 — Zone I ».

Les intéressés pourront consulter les documents constituant ce programme au Service d'urbanisme de la ville de Québec, ch. 551, Hôtel de ville, rue Desjardins, Québec, aux heures normales d'ouverture des bureaux.

De plus, les intéressés pourront se procurer au même endroit, une ou des copies du Programme de Rénovation au prix unitaire de $5.

Enfin, les intéressés peuvent transmettre par écrit leurs objections au programme, à la Société d'Habitation du Québec, 1995 ouest, boulevard Charest, Ste-Foy, Québec 10, et ce, au plus tard le vingt-troisième jour de juin (23 juin) 1971.

Donné à Québec, ce 3e jour de mai 1971.

Le greffier,

40078-o PIERRE F. CÔTÉ, *avocat.*

council of the city of Québec has adopted at a regular meeting held at the usual place for the meetings of the council, at the city hall of Québec, on April 23, 1971 by-law number 1909 to adopt a detailed renewal program respecting the territory of the city designated under the name of "Area 10 — Zone I" which is so bounded:

Sector A: by Notre-Dame des Anges, Caron, Charest and St-Anselme streets;

Sector B: by Dorchester, St-François, Caron and De la Salle streets;

Sector C: by De la Chapelle, St-François, de l'Église and Du Roi streets.

The main work to carry on consits in a new disposition of such sectors to use them chiefly for residential purpose, by building new dwellings, removing decayed structures and restoring present buildings still in good condition. The program provides further for the establishment of various other conveniences, business, entertainment, parking as well as the restoration of substructures and the resetting of the blocks and streets in certain places.

The new by-laws and the admendments to existing by-laws adopted under such program and to come into force under section 41 of the Québec Housing Corporation Act when the territory in which they shall apply is declared a "renewal zone", shall be the following:

by-law number 127 and amendments "respecting building on Charest Boulevard" shall no longer apply to Area 10 — Zone I;

by-law number 24B "respecting the erection of constructions" shall apply on the territory above described;

Amendment to present zoning by the adoption by the council of new by-laws respecting the zoning provided in the detailed renewal program called "Area 10 — Zone I".

Any interested person may consult the documents establishing such program at the Planning Department of the city of Québec, room 551, City Hall, Desjardins street, Québec city, during regular office hours.

Moreover any interested person may get at the same place one or more copies of the renewal program at the price of $5 a copy.

Finally the interested persons may send in writing any objection to the program to the Québec Housing Corporation, 1995 Charest Boulevard West, Ste. Foy, Québec 10, though not later than on the twenty-third day of June (June 23), 1971.

Given at Québec, May 3, 1971.

PIERRE F. CÔTÉ, *lawyer,*

40078 *Clerk.*

Ville Vanier

(Anciennement ville de Québec-Ouest)

Tirage d'obligations

Les obligations suivantes émises en vertu du règlement No 289, de la ville de Québec-Ouest, maintenant ville Vanier, ont été tirées au sort:

Town of Vanier

(Formerly Town of Québec West)

Drawing of bonds

The following bonds issued under By-law No. 289 of the town of Québec West, now town of Vanier, have been drawn:

Dénominations de $500: 2, 28, 36, 38, 40, 65, 77, 99, 133, 166, 176, 206, 207, 231, 239, 249, 257, 296, 311, 312, 317, 322, 326, 339, 357, 412.

Dénominations de $100: 1, 8, 68, 70, 71, 76, 101, 117, 173, 177, 194, 210, 224, 258, 259, 268, 289, 293, 311, 321, 326, 356, 367, 377, 394, 413, 432, 451, 452, 464, 473, 504, 514, 523, 536, 538, 553, 576.

Lesdites obligations seront remboursables le 1er juillet 1971, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

Québec, le 6 mai 1971.

Le greffier,
ROGER GAUVIN.

40137-o

Denominations of $500: 2, 28, 36, 38, 40, 65, 77, 99, 133, 166, 176, 206, 207, 231, 239, 249, 257, 296, 311, 312, 317, 322, 326, 339, 357, 412.

Denominations of $100: 1, 8, 68, 70, 71, 76, 101, 117, 173, 177, 194, 210, 224, 258, 259, 268, 289, 293, 311, 321, 326, 356, 367, 377, 394, 413, 432, 451, 452, 464, 473, 504, 514, 523, 536, 538, 553, 576.

The said bonds will be redeemable on July 1, 1971, on which date they will no longer bear interest.

Québec, May 6, 1971.

ROGER GAUVIN,
Town Clerk.

40137

Demandes à la Législature

Corporation des officiers municipaux agréés du Québec

Avis est par les présentes donné que la « Corporation des officiers municipaux agréés du Québec » s'adressera à l'Assemblée Nationale du Québec, au cours de la présente session, pour demander l'adoption d'une loi amendant sa charte afin de modifier les buts de la corporation et la qualification requise de ses membres, ainsi que pour créer un bureau d'examinateurs, prévoir la tenue d'examens, et pour permettre l'admission de membres de l'Institut des officiers municipaux de finance et d'administration du Québec et pour toute autre fin.

Québec, ce 27 avril 1971.

Le procureur de la requérante,
MAURICE JACQUES, C.R.

39931-18-4-o

La Commission des écoles catholiques Baldwin-Cartier

Avis public est, par les présentes, donné que les commissaires d'écoles de La Commission des écoles catholiques Baldwin-Cartier s'adresseront à l'Assemblée Nationale de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'un loi pour les fins suivantes: confirmation du nom de la Commission scolaire; amendement aux articles 91 et 103 de la Loi de l'Instruction publique; ratification d'une cession d'immeubles à la Succession Richard Meloche; faire déclarer la Commission scolaire propriétaire absolue et incommutable d'un certain immeuble ayant été cédé par Charles St-Denis, pour fins scolaires; autorisation de pouvoir disposer d'un immeuble donné à la Commission Scolaire de Roxboro par Remy Realty Limited; abroger les articles 7, 10, 11, 13, 14 et 15 du chapitre 131 des lois de 1957/1958 et les articles 1, 3 et 4 du chapitre 154 des Lois de 1959/1960: et pour autres fins.

Montréal, le 8 avril 1971.

Les procureurs,
LACROIX, VIAU, BÉLANGER, HÉBERT,
MAILLOUX & BEAUREGARD.

40000-19-4-o

Applications to Legislature

Corporation of Chartered Municipal Officers of Québec

Notice is hereby given that the "Corporation of Chartered Municipal Officers of Québec" will petition the National Assembly of the Province of Québec, at its present session, to modify the dispositions of its charter, among others: to amend the purposes of the Corporation and the required qualifications of its members, to establish an examining body, and to provide for examination, to authorize the admission of the members of the Institute of Municipal Finance or Administration Officers of Québec, and for any other purposes.

Québec, April 27, 1971.

MAURICE JACQUES, Q.C.,
Solicitor for Petitioner.

39931-18-4-o

Catholic School Commission of Baldwin-Cartier

Public notice is hereby given that the members of the Catholic School Commission of Baldwin-Cartier, will apply to the National Assembly of the Province of Québec, at its present session, for the adoption of an act, for the following purposes: to confirm the name of the School Commission; to amend Sections 91 and 103 of the Education Act; to ratify the cession of an immoveable to the Estate Richard Meloche; to declare the School Commission absolute owner of a certain immoveable given by Charles St-Denis, for school purposes; to authorize to sell an immoveable given to the School Commission of Roxboro by Remy Realty Limited; to repeal Sections 7, 10, 11, 13, 14 and 15 of Chapter 131 of the Statutes 1957/1958 and Sections 1, 3 and 4 of Chapter 154 of the Statutes of 1958/1959; and for other purposes.

Montreal, April 8, 1971.

LACROIX, VIAU, BÉLANGER, HÉBERT,
MAILLOUX & BEAUREGARD,
Attorneys.

40000-19-4-o

Communauté orthodoxe grec de la ville de Laval
Greek Orthodox Community of the city of Laval

Avis est par les présentes donné que Panagiotis Stylianoudakis, mécanicien; Constantine Ragas, épicier; Michael Maragoudakis, dessinateur; Constantine Diskos, boulanger; Panagiotis Dionisopoulos, vendeur; Sotirios Kalogeropoulos, technicien en électronique; Panagiotis Tsakonas, vendeur; Minas, Georgiadis, chimiste, tous de Ville Laval, district de Montréal, et Evangelos A. Hadjis, avocat, des cité et district de Montréal, s'adresseront à l'Assemblée nationale de la province de Québec à sa prochaine session ou la suivante, demandant un décret incorporant la « Communauté orthodoxe grec de la ville de Laval — Greek Orthodox Community of the City of Laval ».

Montréal, ce 13 avril 1971.

Le procureur des requérants,
ME EVANGELOS A. HADJIS.

39738-17-4-o

L'Église Baptiste Évangélique de Sherbrooke

Avis est donné que les soussignés: Armand Desrochers, marchand, Jacques Alexanian, pasteur, Armand Bilodeau, journalier, Jack Cochrane, professeur, et H. Allan Johnston, médecin, tous de la cité de Sherbrooke, adresseront une requête au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour demander la constitution en corporation de l'Église Baptiste Évangélique de Sherbrooke en vertu des dispositions de la Loi de la constitution de certaines Églises, chap. 305, Statuts refondus de la province de Québec, 1964, et amendements.

Sherbrooke, Québec, le 7 mai 1971.

ARMAND DESROCHERS, JACQUES ALEXANIAN,
ARMAND BILODEAU, JACK COCHRANE,
H. ALLAN JOHNSTON.

40138-20-4-o

Greek Orthodox Community of the city of Laval
Communauté orthodoxe grec de la ville de Laval

Notice is hereby given that Panagiotis Stylianoudakis, mechanic; Constantine Ragas, grocer; Michael Maragoudakis, designer; Constantine Diskos, baker; Panagiotis Dionisopoulos, salesman; Sotirios Kalogeropoulos, electronics technician; Panagiotis Tsakonas, salesman; Minas, Georgiadis, chemist, all of the city of Laval, district of Montreal, and Evangelos A. Hadjis, advocate, of the city and district of Montreal, will apply to the National Assembly of the Province of Québec at its next or next succeeding session to request the passing of a bill incorporating "Greek Orthodox Community of the City of Laval — Communauté orthodoxe grec de la ville de Laval".

Montreal, April 13, 1971.

ME EVANGELOS A. HADJIS,
Attorney for the Petitioners.

39738-17-4-o

L'Église Baptiste Évangélique de Sherbrooke

Notice is hereby given that the undersigned: Armand Desrochers, merchant, Jacques Alexanian, pastor, Armand Bilodeau, journeyman, Jack Cochrane, teacher, and H. Allan Johnston, physician, all of the city of Sherbrooke, will present a petition to the Lieutenant-Governor of the Province of Québec for incorporation of "L'Église Baptiste Évangélique de Sherbrooke" under the Church Incorporation Act, chapter 305, Revised Statutes of the Province of Québec, 1964, and amendments.

Sherbrooke, Québec, May 7, 1971.

ARMAND DESROCHERS, JACQUES ALEXANIAN,
ARMAND BILODEAU, JACK COCHRANE,
H. ALLAN JOHNSTON.

40138-20-4

Ministère de l'Éducation

Joliette (Prot.)

Demande est faite d'annexer le territoire présentement sous la juridiction des syndics d'écoles pour la municipalité de l'Érablière, dans le comté de Joliette, à la nouvelle municipalité scolaire protestante de Joliette, telle que formée par l'arrêté en conseil 1506, en date du 27 avril 1971.

Le 4 mai 1971.

Le ministre de l'Éducation,
GUY SAINT-PIERRE.

40045-19-2

Trois-Rivières-Cap-de-la-Madeleine (Prot.)

Demande est faite d'annexer, pour les protestants seulement, le territoire actuel de la municipalité scolaire de Cap-de-la-Madeleine, dans le comté de Champlain, à la municipalité scolaire protestante de Trois-Rivières-Cap-de-la-Madeleine, dans les comtés de Champlain et Trois-Rivières.

Québec, le 4 mai 1971.

Le ministre de l'Éducation,
GUY SAINT-PIERRE.

40057-19-2-o 990-01

Department of Education

Joliette (Prot.)

Application is made to annex the territory now under the jurisdiction of the school trustees for the municipality of l'Érablière in the county of Joliette to the new Protestant school municipality of Joliette as erected by Order in Council 1506, dated April 27, 1971.

May 4, 1971.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Education.

40045-19-2-o

Trois-Rivières-Cap-de-la-Madeleine (Prot.)

A petition is made to annex, for Protestants only, the present territory of the school municipality of Cap-de-la-Madeleine, in the county of Champlain, to the Protestant School Municipality of Trois-Rivières-Cap-de-la-Madeleine, in the counties of Champlain and Trois-Rivières.

Québec, May 4, 1971.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Education.

40057-19-2 990-01

Malartic (Protestante)

Il a plu au lieutenant-gouverneur par arrêté en conseil numéro 1638, en date du 5 mai 1971, d'ériger en une nouvelle municipalité scolaire, pour les protestants seulement, le territoire actuellement sous la juridiction des syndics d'écoles pour la municipalité de Malartic, dans le comté d'Abitibi-Est, sous le nom de Malartic (protestante), dans le comté d'Abitibi-Est.

Québec, le 11 mai 1971.

Le ministre de l'Éducation,
GUY SAINT-PIERRE.

40144-o 970-03-B

Otterburn — Mont St-Hilaire

Erratum

Dans la *Gazette officielle du Québec* du 27 mars 1971, Vol. 103, No 13, à la page 2704 et du 3 avril 1971, Vol. 103, No 14, page 2819, il faut remplacer le nom de St-Hilaire, diss. par Otterburn — Mont St-Hilaire.

Québec, le 11 mai 1971.

Le ministre de l'Éducation,
GUY SAINT-PIERRE.

40144-o 980-03

Port-Cartier (Protestants)

Il a plu au lieutenant-gouverneur par arrêté en conseil numéro 1636, en date du 5 mai 1971, d'ériger en une nouvelle municipalité scolaire, pour les protestants seulement, le territoire actuellement sous la juridiction des syndics d'écoles pour la municipalité de Port-Cartier, dans le comté de Saguenay, sous le nom de Port-Cartier (protestante), dans le comté de Saguenay.

Québec, le 11 mai 1971.

Le ministre de l'Éducation,
GUY SAINT-PIERRE.

40144-o 990-03-I

Portneuf (Protestants)

Il a plu au lieutenant-gouverneur par arrêté en conseil numéro 1637, en date du 5 mai 1971, d'ériger en une nouvelle municipalité scolaire, pour les protestants seulement, le territoire actuellement sous la juridiction des syndics d'écoles pour la municipalité de Portneuf, dans le comté de Portneuf, sous le nom de Portneuf (protestante), dans le comté de Portneuf.

Québec, le 11 mai 1971.

Le ministre de l'Éducation,
GUY SAINT-PIERRE.

40144-o 990-03-G

Soulanges (Protestants)

Il a plu au lieutenant-gouverneur par arrêté en conseil numéro 1638, en date du 5 mai 1971, d'ériger en une nouvelle municipalité scolaire, pour les protestants seulement, le territoire actuellement sous la juridiction des syndics d'écoles pour la municipalité de Soulanges, dans le comté de Vaudreuil-Soulanges,

Malartic (Protestant)

The Lieutenant-Governor in Council was pleased, by Order in Council number 1638 of May 5, 1971, to erect into a new school municipality, for Protestants only, the territory now under the jurisdiction of the school trustees for the municipality of Malartic, in the county of Abitibi East, under the name of Malartic (Protestant), in the county of Abitibi East.

Québec, May 11, 1971.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Education.

40144 970-03-B

Otterburn — Mont St-Hilaire

Erratum

In the *Québec Official Gazette* of March 27, 1971, Vol. 103, No. 13, page 2704, and in that of April 3, 1971, Vol. 103, No. 14, page 2819, the name of St-Hilaire, diss. should be replaced by Otterburn — Mont St-Hilaire.

Québec, May 11, 1971.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Education.

40144 980-03

Port-Cartier (Protestant)

The Lieutenant-Governor in Council was pleased, by Order in Council number 1636 of May 5, 1971, to erect into a new school municipality, for Protestants only, the territory now under the jurisdiction of the school trustees for the municipality of Port-Cartier, in the county of Saguenay, under the name of Port-Cartier (Protestant), in the county of Saguenay.

Québec, May 11, 1971.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Education.

40144 990-03-I

Portneuf (Protestant)

The Lieutenant-Governor in Council was pleased, by Order in Council number 1637 of May 5, 1971, to erect into a new school municipality, for Protestants only, the territory now under the jurisdiction of the school trustees for the municipality of Portneuf, in the county of Portneuf, under the name of Portneuf (Protestant), in the county of Portneuf.

Québec, May 11, 1971.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Education.

40144 990-03-G

Soulanges (Protestant)

The Lieutenant-Governor in Council was pleased, by Order in Council number 1638 of May 5, 1971, to erect into a new school municipality, for Protestants only, the territory now under the jurisdiction of the school trustees for the municipality of Soulanges, in the county of Vaudreuil-Soulanges, under the name of

sous le nom de Soulanges (protestante), dans le comté de Vaudreuil-Soulanges.

Québec, le 11 mai 1971.

Le ministre de l'Éducation,
GUY SAINT-PIERRE.

40144-o 910-01

Springer Mountain (Protestants)

Il a plu au lieutenant-gouverneur par arrêté en conseil numéro 1636, en date du 5 mai 1971, d'ériger en une nouvelle municipalité scolaire, pour les protestants seulement, le territoire actuellement sous la juridiction des syndics d'écoles pour la municipalité de ville de Chapais, dans le comté d'Abitibi-Est, sous le nom de Springer Mountain (protestante), dans le comté d'Abitibi-Est.

Québec, le 10 mai 1971.

Le ministre de l'Éducation,
GUY SAINT-PIERRE.

40144-o 990-03-L

Soulanges (Protestant), in the county of Vaudreuil-Soulanges.

Québec, May 11, 1971.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Education.

40144 910-01

Springer Mountain (Protestant)

The Lieutenant-Governor in Council was pleased, by Order in Council number 1636 of May 5, 1971, to erect into a new school municipality, for Protestants only, the territory now under the jurisdiction of the school trustees for the municipality of the town of Chapais, in the county of Abitibi East, under the name of Springer Mountain (Protestant), in the county of Abitibi East.

Québec, May 10, 1971.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Education.

40144 990-03-L

Examen des Agronomes

La Corporation des Agronomes de la province de Québec

Agronomists Examination

La Corporation des Agronomes de la province de Québec

TABLEAU DES INSCRIPTIONS POUR L'ADMISSION À LA PRATIQUE DE LA PROFESSION D'AGRONOME
TABLE OF ENTRIES FOR ADMISSION TO THE PRACTICE OF THE PROFESSION OF AGROLOGIST

Noms et prénoms Names and surnames	Âge	Domicile Residence	Institutions
Amyot, Bruno	22	2072, St-Ange, Ancienne-Lorette, comté de Chauveau, P.Q.	Faculté d'agriculture de l'Université Laval.
Arsenault, Jean	24	St-Elzéar, comté de Bonaventure, P.Q.	Faculté d'agriculture de l'Université Laval.
Audet, Daniel	21	B #50, Frampton, comté de Dorchester, P.Q.	Faculté d'agriculture de l'Université Laval.
Audet, Raymond	20	St-Ubald, comté de Portneuf, P.Q.	Faculté d'agriculture de l'Université Laval.
Bélanger, Bruno	22	645, rue Lemire, Longueuil, P.Q.	Faculté d'agriculture de l'Université Laval.
Bélanger, Jean-Hugues	25	St-Médard, comté de Rimouski, P.Q.	Faculté d'agriculture de l'Université Laval.
Brousseau, René	23	1190, boul. St-Cyrille, App. 3, Québec 6, P.Q.	Faculté d'agriculture de l'Université Laval.
Côté, Donald	23	125, rue Ste-Anne, app. 72, Québec, P.Q.	Faculté d'agriculture de l'Université Laval.
Côté, Jean	23	Rang des Iles, St-Gédéon, comté du Lac St-Jean, P.Q.	Faculté d'agriculture de l'Université Laval.
Drapeau, Raynald	21	Rang St-André, Jonquière, P.Q.	Faculté d'agriculture de l'Université Laval.
Drapeau, Ronald	21	R.R. No 3, St-Henri, comté de Lévis, P.Q.	Faculté d'agriculture de l'Université Laval.
Dufour, Jean-Claude	21	7, avenue Forget, Clermont, comté de Charlevoix, P.Q.	Faculté d'agriculture de l'Université Laval.
Dupuis, Gilles	27	85, Willow, app. 507, Guelph, Ontario	University of Guelph, Guelph, Ontario.
Fillon, Robert	22	Rue Beaumont, Beaumont, comté de Bellechasse, P.Q.	Faculté d'agriculture de l'Université Laval.
Fortier, Michel	24	St-Antoine de Tilly, comté de Lotbinière, P.Q.	Faculté d'agriculture de l'Université Laval.
Fortin, Raymonde	21	3548, avenue Royale, Giffard, Québec 5, P.Q.	Faculté d'agriculture de l'Université Laval.
Fortin, Rémy	23	710, Place Horizon, app. 2, Ste-Foy, Québec 10, P.Q.	Faculté d'agriculture de l'Université Laval.

Noms et prénoms Names and surnames	Âge	Domicile Residence	Institutions
Fournier, Pierre	22	519A, rue Commerciale, St-David, comté de Lévis, P.Q.	Faculté d'agriculture de l'Université Laval.
Gaudette, Claude	29	C.P. 144, 3e Avenue, La Pocatière, comté de Kamouraska, P.Q.	Faculté d'agriculture de l'Université Laval.
Gingras, Denis	25	1883, rue Des Érables, Plessisville, comté de Mégantic, P.Q.	Faculté d'agriculture de l'Université Laval.
Girard, Yvan	25	932, rang St-Pierre, Chicoutimi, P.Q.	Faculté d'agriculture de l'Université Laval.
Lacasse, Jean-Marc	23	C.P. 443, 166, rue Cartier, La Guadeloupe, comté de Frontenac, P.Q.	Faculté d'agriculture de l'Université Laval.
Lavoie, Marcel	22	12, rang St-Louis, Notre-Dame de Pierreville, comté de Yamaska, P.Q.	Faculté d'agriculture de l'Université Laval.
Lefebvre, Germain	21	116, rue Boyer, Beauharnois, comté de Beauharnois, P.Q.	Faculté d'agriculture de l'Université Laval.
Léger, Pierre-Paul	24	308, 2e Rue Est, app. 407, Cornwall, province d'Ontario	Faculté d'agriculture de l'Université Laval.
Marcoux, Arthur	25	Beaumont, comté de Bellechasse, P.Q.	Faculté d'agriculture de l'Université Laval.
Marx, Georges	29	1212, rue Jean-Talon, Notre-Dame des Laurentides	Faculté d'agriculture de l'Université Laval.
Masson, Jean-R.	26	175, St-Laurent, Maskinongé, comté de Maskinongé, P.Q.	Faculté d'agriculture de l'Université Laval.
McDonald, Stuart-R.	25	Box 39, R.R. 1, Station Dalhousie, comté de Soulanges	Faculté d'agriculture de l'Université Laval.
Moineau, Denis	22	3, St-Jean-Baptiste, St-Romuald, comté de Lévis, P.Q.	Faculté d'agriculture de l'Université Laval.
Morin, Jacques	22	880, Côte Ste-Geneviève, Québec, P.Q.	Faculté d'agriculture de l'Université Laval.
Nadeau, Gilles	23	79, St-François Ouest, Québec 8, P.Q.	Faculté d'agriculture de l'Université Laval.
Noël, Jean-Gilles	23	195, rue Berthiaume, Québec 3, P.Q.	Faculté d'agriculture de l'Université Laval.
Philibert, Marius	21	R.R. No 1, Petite-Matane, comté de Matane, P.Q.	Faculté d'agriculture de l'Université Laval.
Tremblay, Gaétan	25	10, Hôtel de Ville, St-Honoré, comté de Dubuc	Faculté d'agriculture de l'Université Laval.
Tremblay, Pierre	22	10674, avenue Royale, Ste-Anne de Beaupré, comté de Montmagny, P.Q.	Faculté d'agriculture de l'Université Laval.
Trottier, Claude	23	R.R. No 4, Normandin, comté de Roberval, P.Q.	Faculté d'agriculture de l'Université Laval.
Trottier, Pierre	24	R.R. No 4, Normandin, comté de Roberval, P.Q.	Faculté d'agriculture de l'Université Laval.
Vézina, Gilles	19	400, avenue Claudel, Québec 8, P.Q.	Faculté d'agriculture de l'Université Laval.

Montréal 357, le 7 mai 1971 — Montreal 357, May 7, 1971.

Le secrétaire général de La Corporation des Agronomes de la province de Québec,
THÉODORE MONGEON, *Agronome,*
Secretary General of La Corporation des Agronomes de la province de Québec.

40112-20-2-o

Soumissions — Demandes de

Village de Lafontaine
Comté de Terrebonne

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Fernand Campbell, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 70, 106e Avenue, village de Lafontaine, comté de Terrebonne, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mercredi, le 2 juin 1971, pour l'achat de $346,500 d'obligations du village de Lafontaine, comté de Terrebonne, datées du 15 juin 1971 et remboursables en série du 15 juin 1972 au 15 juin 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%,

Tenders — Requests for

Village of Lafontaine
County of Terrebonne

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Fernand Campbell, Secretary-Treasurer, at the City Hall, 70, 106th Avenue, village of Lafontaine, county of Terrebonne, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., on Wednesday, June 2, 1971, for the purchase of an issue of $346,500 of bonds for the village of Lafontaine, county of Terrebonne, dated June 15, 1971 and redeemable serially from June 15, 1972 to June 15, 1991 inclusively, with interest at a rate not less than 7½%, nor more than 8½%,

payable semi-annuellement les 15 juin et 15 décembre de chaque année. Cependant, un taux non inférieur à 6½% pourra être utilisé pour les amortissements du 15 juin 1972 au 15 juin 1976 inclusivement, et seulement pour ces années d'amortissement.

Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 juin 1971.

Tableau d'amortissement — $346,500 — 20 ans

Année	*Capital*
15 juin 1972	$13,500
15 juin 1973	14,000
15 juin 1974	14,500
15 juin 1975	16,000
15 juin 1976	16,500
15 juin 1977	12,500
15 juin 1978	12,500
15 juin 1979	13,500
15 juin 1980	14,000
15 juin 1981	15,000
15 juin 1982	16,000
15 juin 1983	16,000
15 juin 1984	18,000
15 juin 1985	19,000
15 juin 1986	20,000
15 juin 1987	21,000
15 juin 1988	21,500
15 juin 1989	23,000
15 juin 1990	24,000
15 juin 1991	26,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $26,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 juin 1991.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Jérôme.

payable semi-annually on June 15th and December 15th of each year. However, a rate of not less than 6½% may be used for the bonds redeemable from June 15, 1972 to June 15, 1976 inclusively, and for those years only.

The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

For adjudication only, interest shall be calculated as from June 15, 1971.

Table of redemption — $346,500 — 20 years

Year	*Capital*
June 15, 1972	$13,500
June 15, 1973	14,000
June 15, 1974	14,500
June 15, 1975	16,000
June 15, 1976	16,500
June 15, 1977	12,500
June 15, 1978	12,500
June 15, 1979	13,500
June 15, 1980	14,000
June 15, 1981	15,000
June 15, 1982	16,000
June 15, 1983	16,000
June 15, 1984	18,000
June 15, 1985	19,000
June 15, 1986	20,000
June 15, 1987	21,000
June 15, 1988	21,500
June 15, 1989	23,000
June 15, 1990	24,000
June 15, 1991	26,000

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. One- to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. One- to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. One- to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. One- to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than $26,000, and if greater than the latter amount, the said surplus only must comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the table of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption excluding the maturity of June 15, 1991.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Jérôme.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $26,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 15 juin de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

Le village de Lafontaine s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 juin 1971, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 80 — $59,500 — aqueduc, égouts, voirie; 85 — $85,000 — protection contre l'incendie; 86 — $72,500 — éclairage; 88 — $129,500 — pavage.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 2 juin 1971, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 70, 106e Avenue, village de Lafontaine, comté de Terrebonne, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Lafontaine (Comté de Terrebonne), ce 5 mai 1971.

Le secrétaire-trésorier,
FERNAND CAMPBELL.

Hôtel de Ville, 70, 106e Avenue, village de Lafontaine (Comté de Terrebonne), P.Q.
Téléphone: 438-2264, code 514. 40061-o

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $26,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on June 15th of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturities appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The village of Lafontaine agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days following June 15, 1971, without a written authorization from the successful tenderer of the present notice.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 80 — $59,500 — aqueduct, sewers, roads; 85 — $85,000 — protection against fires; 86 — $72,500 — lighting; 88 — $129,500 — paving.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Wednesday, June 2, 1971, at 8:00 o'clock p.m., at the City Hall, 70, 106th Avenue, village of Lafontaine, county of Terrebonne, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Lafontaine (County of Terrebonne), May 5, 1971.

FERNAND CAMPBELL,
Secretary-Treasurer.

City Hall, 70, 106th Avenue, village of Lafontaine (County of Terrebonne), P.Q.
Telephone: 438-2264, code 514. 40061

Ville de Lévis
Comté de Lévis

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Me Jacques Forgues, greffier, Hôtel de ville, 225, Côte du Passage, Lévis, comté de Lévis, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 31 mai 1971, pour l'achat de $749,000 d'obligations de la ville de Lévis, comté de Lévis, datées du 15 juin 1971 et remboursables en série du 15 juin 1972 au 15 juin 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 15 juin et 15 décembre de chaque année. Cependant, un taux non inférieur à 6½% pourra être utilisé pour les amortissements du 15 juin 1972 au 15 juin 1976 inclusivement, et seulement pour ces années d'amortissement.

Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 juin 1971.

City of Lévis
County of Lévis

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Me Jacques Forgues, clerk, at the City Hall, 225 Côte du Passage, Lévis, county of Lévis, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., on Monday, May 31, 1971, for the purchase of an issue of $749,000 of bonds for the city of Lévis, county of Lévis, dated June 15, 1971 and redeemable serially from June 15, 1972 to June 15, 1991 inclusively, with interest at a rate not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on June 15th and December 15th of each year. However, a rate of not less than 6½% may be used for the bonds redeemable from June 15, 1972 to June 15, 1976 inclusively, and for those years only.

The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

For adjudication only, interest shall be calculated as from June 15, 1971.

Tableau d'amortissement — $749,000 — 20 ans

Année	*Capital*
15 juin 1972	$ 16,000
15 juin 1973	18,000
15 juin 1974	19,000
15 juin 1975	20,000
15 juin 1976	22,000
15 juin 1977	24,000
15 juin 1978	26,000
15 juin 1979	29,000
15 juin 1980	31,000
15 juin 1981	34,000
15 juin 1982	18,000
15 juin 1983	19,000
15 juin 1984	21,000
15 juin 1985	23,000
15 juin 1986	24,000
15 juin 1987	26,000
15 juin 1988	29,000
15 juin 1989	31,000
15 juin 1990	33,000
15 juin 1991	286,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $35,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 juin 2001 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 15 juin 1991 au montant de $286,000 comprend un solde de $249,000 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
15 juin 1992	$ 17,000
15 juin 1993	18,000
15 juin 1994	20,000
15 juin 1995	22,000
15 juin 1996	23,000
15 juin 1997	25,000
15 juin 1998	27,000
15 juin 1999	30,000
15 juin 2000	32,000
15 juin 2001	35,000

Table of redemption — $749,000 — 20 years

Year	*Capital*
June 15, 1972	$ 16,000
June 15, 1973	18,000
June 15, 1974	19,000
June 15, 1975	20,000
June 15, 1976	22,000
June 15, 1977	24,000
June 15, 1978	26,000
June 15, 1979	29,000
June 15, 1980	31,000
June 15, 1981	34,000
June 15, 1982	18,000
June 15, 1983	19,000
June 15, 1984	21,000
June 15, 1985	23,000
June 15, 1986	24,000
June 15, 1987	26,000
June 15, 1988	29,000
June 15, 1989	31,000
June 15, 1990	33,000
June 15, 1991	286,000

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. One- to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. One- to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. One- to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. One- to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than $35,000, and if greater than the latter amount, the said surplus only must comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the tables of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of June 15, 2001 of the renewable part hereafter indicated.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the case of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The maturity of June 15, 1991 in the amount of $286,000 includes a balance of $249,000, renewable for an additional 10-year period, and maturing as follows:

Year	*Capital*
June 15, 1992	$ 17,000
June 15, 1993	18,000
June 15, 1994	20,000
June 15, 1995	22,000
June 15, 1996	23,000
June 15, 1997	25,000
June 15, 1998	27,000
June 15, 1999	30,000
June 15, 2000	32,000
June 15, 2001	35,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Lévis.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $286,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 15 juin de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La ville de Lévis s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 juin 1971, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 753 — $85,000 — aqueduc, égouts, voirie, etc.; 793 — $409,000 — construction d'un hôtel de ville; 829 — $18,900 — achat de terrain; 835 — $9,000 — aqueduc et égouts; 852 — $37,000 — achat d'un camion à incendie; 858 — $70,000 — achat de machineries; 859 — $79,400 — aqueduc, égouts, voirie; 860 — $19,000 — pavage; 862 — $14,200 — aménagement de terrain de stationnement; 871 — $7,500 — voirie.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 31 mai 1971, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 225, Côte du Passage, Lévis, comté de Lévis, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Lévis (Comté de Lévis), ce 5 mai 1971.

Le greffier,
Me JACQUES FORGUES.

Hôtel de ville, 225, Côte du Passage,
Lévis, (Comté de Lévis), P.Q.
Téléphone: 833-3261, code 418. 40062-o

Saint-Joseph-d'Alma
Lac Saint-Jean-Est

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Daniel Gagnon, secrétaire-trésorier, Bureau de la corporation, 1311, rue Du Pont, Case postale 157, Alma, comté du Lac St-Jean-Est, P.Q., jusqu'à 7.30 heures du soir, mardi, le 1er juin 1971, pour l'achat de $205,000 d'obligations de St-Joseph-d'Alma, comté du Lac Saint-Jean-Est, datées du 15 juin 1971 et remboursables en série du 15 juin 1972 au 15 juin 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 15 juin et 15 décembre de chaque année. Cependant, un taux non inférieur à 6½% pourra être

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Lévis.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $286,000 and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on June 15th of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturities appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The city of Lévis agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days following June 15, 1971, with a written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 753 — $85,000 — aqueduct, sewers, roads, etc.; 793 — $409,000 — construction of a City Hall; 829 — $18,900 — purchasing of land; 835 — $9,000 — aqueduct and sewers; 852 — $37,000 — purchasing of a fire truck; 858 — $70,000 — purchasing of machinery; 859 — $79,400 — aqueduct, sewers, roads, 860 — $19,000 — paving; 862 — $14,200 — planning of parking lot; 871 — $7,500 — roads.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, May 31, 1971, at 8:00 o'clock p.m., at the City Hall, 225 Côte du Passage, Lévis, county of Lévis, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Lévis (County of Lévis), May 5, 1971.

Me JACQUES FORGUES,
Clerk.

City Hall, 225 Côte du Passage,
Lévis (County of Lévis), P.Q.
Telephone: 833-3261, code 418. 40062

Saint-Joseph-d'Alma
County of Lake St. John-East

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Daniel Gagnon, Secretary-Treasurer, at the Office of the Corporation, 1311 Du Pont Street, Post Office Box 157, Alma, county of Lake St. John-East, P.Q., until 7:30 o'clock p.m., on Tuesday, June 1, 1971, for the purchase of an issue of $205,000 of bonds for St-Joseph-d'Alma, county of Lake St. John-East, dated June 15, 1971 and redeemable serially from June 15, 1972 to June 15, 1991 inclusively, with interest at a rate not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on June 15th and December 15th of each year. However, a rate of not less than 6½% may be used for the bonds

utilisé pour les amortissements du 15 juin 1972 au 15 juin 1976 inclusivement, et seulement pour ces années d'amortissement.

Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 juin 1971.

Tableau d'amortissement — $205,000 — 20 ans

Année	*Capital*
15 juin 1972	$ 3,500
15 juin 1973	4,000
15 juin 1974	4,500
15 juin 1975	5,000
15 juin 1976	5,500
15 juin 1977	6,000
15 juin 1978	6,500
15 juin 1979	7,000
15 juin 1980	8,000
15 juin 1981	8,500
15 juin 1982	9,500
15 juin 1983	10,500
15 juin 1984	11,000
15 juin 1985	12,500
15 juin 1986	13,500
15 juin 1987	15,000
15 juin 1988	16,000
15 juin 1989	17,500
15 juin 1990	19,500
15 juin 1991	21,500

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $21,500 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 juin 1991.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Alma.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

redeemable from June 15, 1972 to June 15, 1976 inclusively, and for those years only.

The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

For adjudication only, interest shall be calculated as from June 15, 1971.

Table of redemption — $205,000 — 20 years

Year	*Capital*
June 15, 1972	$ 3,500
June 15, 1973	4,000
June 15, 1974	4,500
June 15, 1975	5,000
June 15, 1976	5,500
June 15, 1977	6,000
June 15, 1978	6,500
June 15, 1979	7,000
June 15, 1980	8,000
June 15, 1981	8,500
June 15, 1982	9,500
June 15, 1983	10,500
June 15, 1984	11,000
June 15, 1985	12,500
June 15, 1986	13,500
June 15, 1987	15,000
June 15, 1988	16,000
June 15, 1989	17,500
June 15, 1990	19,500
June 15, 1991	21,500

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. One- to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. One- to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. One- to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. One- to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than $21,500, and if greater than the latter amount, the said surplus only must comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the table of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption excluding the maturity of June 15, 1991.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Alma.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $21,500, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 15 juin de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La corporation municipale de St-Joseph-d'Alma s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 juin 1971, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu du règlement numéro 147 — $205,000 — aqueduc, égouts, etc.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 1er juin 1971, à 7.30 heures du soir, Bureau de la corporation, 1311, rue Du Pont, Case postale 157, Alma, comté du Lac St-Jean-Est, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Joseph-d'Alma (Comté du Lac Saint-Jean-Est), ce 5 mai 1971.

Le secrétaire-trésorier,
DANIEL GAGNON.

Bureau de la Corporation, 1311, rue Du Pont,
Case postale 157, Alma, (Lac Saint-Jean-Est), P.Q.
Téléphone: 662-3017, code 418. 40063-o

Ville de Saint-Eustache
Comté de Deux-Montagnes

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Henri Hémond, greffier, Hôtel de ville, 235, rue St-Eustache, St-Eustache, comté de Deux-Montagnes, Québec, jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 31 mai 1971, pour l'achat de $455,500 d'obligations de la ville de St-Eustache, comté de Deux-Montagnes, datées du 15 juin 1971 et remboursables en série du 15 juin 1972 au 15 juin 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½, payable semi-annuellement les 15 juin et 15 décembre de chaque année. Cependant, un taux non inférieur à 6½% pourra être utilisé pour les amortissements du 15 juin 1972 au 15 juin 1976 inclusivement, et seulement pour ces années d'amortissement.

Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 juin 1971.

Tableau d'amortissement — $455,500 — 20 ans

Année	*Capital*
15 juin 1972	$ 3,000
15 juin 1973	3,000

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $21,500, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on June 15th of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Municipal Corporation of St-Joseph-d'Alma agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days following June 15, 1971, without a written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to by-law number 147 — $205,000 — aqueduct, sewers, etc.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, June 1, 1971, at 7:30 o'clock p.m., at the Office of the Corporation, 1311 Du Pont Street, Post Office Box, 157, Alma, county of Lake St. John-East, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Joseph-d'Alma (County of Lake St. John-East), May 5, 1971.

DANIEL GAGNON,
Secretary-Treasurer.

Office of the Corporation 1311, rue Du Pont,
Post Office Box 157, Alma (Lake St. John-East), P.Q.
Telephone: 662-3017, code 418. 40063

Town of Saint-Eustache
County of Two-Mountains

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Henri Hémond, Town Clerk, Town Hall, 235 Saint-Eustache Street, Saint-Eustache, county of Two-Mountains, Québec, until 8:00 o'clock in the evening, Monday, May 31, 1971, for the purchase of a bond issue of $455,500, bonds of the town of Saint-Eustache, county of Two-Mountains, dated June 15, 1971 and redeemable serially from June 15, 1972 to June 15, 1991 inclusively, with interest at a rate of not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on June 15th and December 15th of each year. However, a rate of not less than 6½% may be used for the bonds redeemable from June 15, 1972 to June 15, 1976 inclusively, and for those years only.

The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual amortizations, as shown on the tables of redemption in this notice.

For adjudication only, interest will be calculated as from June 15, 1971.

Table of redemption — $455,500 — 20 years

Year	*Capital*
June 15, 1972	$ 3,000
June 15, 1973	3,000

15 juin 1974	$ 4,500
15 juin 1975	4,500
15 juin 1976	4,500
15 juin 1977	4,500
15 juin 1978	5,500
15 juin 1979	5,500
15 juin 1980	6,500
15 juin 1981	7,000
15 juin 1982	7,500
15 juin 1983	8,500
15 juin 1984	8,500
15 juin 1985	9,500
15 juin 1986	11,000
15 juin 1987	12,000
15 juin 1988	13,500
15 juin 1989	14,000
15 juin 1990	15,000
15 juin 1991	307,500

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $5,500, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 juin 2011 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 15 juin 1991 au montant de $307,500 comprend un solde de $290,000 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
15 juin 1992	$ 16,000
15 juin 1993	18,500
15 juin 1994	19,500
15 juin 1995	21,000
15 juin 1996	23,000
15 juin 1997	25,500
15 juin 1998	28,000
15 juin 1999	30,500
15 juin 2000	33,000
15 juin 2001	36,500
15 juin 2002	2,500
15 juin 2003	3,000
15 juin 2004	3,000
15 juin 2005	3,500

June 15, 1974	$ 4,500
June 15, 1975	4,500
June 15, 1976	4,500
June 15, 1977	4,500
June 15, 1978	5,500
June 15, 1979	5,500
June 15, 1980	6,500
June 15, 1981	7,000
June 15, 1982	7,500
June 15, 1983	8,500
June 15, 1984	8,500
June 15, 1985	9,500
June 15, 1986	11,000
June 15, 1987	12,000
June 15, 1988	13,500
June 15, 1989	14,000
June 15, 1990	15,000
June 15, 1991	307,500

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. One- to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. One- to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. One- to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. One- to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than $5,500 and if greater than the latter amount, said surplus only must comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the table of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, the maturity of June 15, 2011 of the renewable part hereinafter mentioned being excluded.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and they shall comprise one only of the terms, save in the case of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The June 15, 1991 maturity, in the amount of $307,500, covers a balance of $290,000 renewable for an additional 20-year period and maturing as follows:

Year	*Capital*
June 15, 1992	$ 16,000
June 15, 1993	18,500
June 15, 1994	19,500
June 15, 1995	21,000
June 15, 1996	23,000
June 15, 1997	25,500
June 15, 1998	28,000
June 15, 1999	30,500
June 15, 2000	33,000
June 15, 2001	36,500
June 15, 2002	2,500
June 15, 2003	3,000
June 15, 2004	3,000
June 15, 2005	3,500

15 juin 2006	$3,500
15 juin 2007	4,000
15 juin 2008	4,000
15 juin 2009	4,500
15 juin 2010	5,000
15 juin 2011	5,500

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Eustache.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $307,500, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 15 juin de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La ville de St-Eustache s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 juin 1971, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 590 — $66,500 — aqueduc, égouts, électricité; 592 — $19,000 — voirie; 612 (tel que modifié) — $370,000 — aqueduc, égouts, voirie, électricité.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 31 mai 1971, à 8 heures du soir, Hôtel de ville. 235, rue St-Eustache, St-Eustache, comté de Deux-Montagnes, Québec.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Saint-Eustache (Comté de Deux-Montagnes), ce 6 mai 1971.

Le greffier,
HENRI HÉMOND.

Hôtel de ville, 235, rue St-Eustache,
Saint-Eustache,
(Comté de Deux-Montagnes), Québec,
Téléphone: 473-4667, code 514. 40124-o

Village de Valcourt
Comté de Shefford

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Me Paul-Armand Giguère, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 1155, rue Saint-Joseph, Valcourt, comté de Shefford, P.Q., jusqu'à 7.30 heures du soir, mercredi, le 2 juin 1971, pour l'achat de $643,500 d'obligations du village de Valcourt, comté de Shefford, datées du 15 juin 1971 et remboursables par série du 15 juin 1972 au 15 juin 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux

June 15, 2006	$3,500
June 15, 2007	4,000
June 15, 2008	4,000
June 15, 2009	4,500
June 15, 2010	5,000
June 15, 2011	5,500

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Saint-Eustache.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $307,500, and such surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on June 15th of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The town of Saint-Eustache agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days following June 15, 1971, without a written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued under the following by-laws: 590 — $66,500 — aqueduct, sewers, electricity; 592 — $19,000 — roads; 612 (as amended) — $370,000 — aqueduct, sewers, roads, electricity.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held Monday, May 31, 1971, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 235 Saint-Eustache Street, Saint-Eustache, county of Two-Mountains, Québec.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Saint-Eustache (County of Two-Mountains), May 6, 1971.

HENRI HÉMOND,
Town Clerk.

Town Hall, 235 Saint-Eustache Street,
Saint-Eustache,
(County of Two-Mountains), Québec,
Telephone: 473-4667, code 514. 40124

Village of Valcourt
County of Shefford

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Me Paul-Armand Giguère, Secretary-Treasurer, at the Town Hall, 1155 Saint-Joseph Street, Valcourt, county of Shefford, P.Q., until 7:30 p.m., on Wednesday, June 2, 1971, for the purchase of an issue of $643,500 of bonds for the Village of Valcourt, county of Shefford, dated June 15, 1971 and redeemable serially from June 15, 1972 to June 15, 1991 inclusively, with interest at a rate of

non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 15 juin et 15 décembre de chaque année. Cependant, un taux non inférieur à 6½% pourra être utilisé pour les amortissements du 15 juin 1972 au 15 juin 1976 inclusivement, et seulement pour ces années d'amortissements.

Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuls entiers, tel que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 juin 1971.

not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on June 15th and December 15th of each year. However, a rate of not less than 6½% may be used for the bonds redeemable from June 15, 1972 to June 15, 1976 inclusively, and for those years only.

The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, as shown on the tables of redemption in this notice.

For adjudication only, interest shall be calculated as from June 15, 1971.

Tableau d'amortissement — $643,500 — 20 ans

Année	*Capital*
15 juin 1972	$ 2,000
15 juin 1973	2,000
15 juin 1974	2,000
15 juin 1975	2,000
15 juin 1976	3,000
15 juin 1977	2,500
15 juin 1978	3,000
15 juin 1979	3,500
15 juin 1980	4,000
15 juin 1981	4,500
15 juin 1982	4,000
15 juin 1983	4,500
15 juin 1984	5,000
15 juin 1985	6,000
15 juin 1986	6,500
15 juin 1987	7,500
15 juin 1988	7,500
15 juin 1989	8,500
15 juin 1990	8,500
15 juin 1991	557,000

Table of redemption — $643,500 — 20 years

Year	*Capital*
June 15, 1972	$ 2,000
June 15, 1973	2,000
June 15, 1974	2,000
June 15, 1975	2,000
June 15, 1976	3,000
June 15, 1977	2,500
June 15, 1978	3,000
June 15, 1979	3,500
June 15, 1980	4,000
June 15, 1981	4,500
June 15, 1982	4,000
June 15, 1983	4,500
June 15, 1984	5,000
June 15, 1985	6,000
June 15, 1986	6,500
June 15, 1987	7,500
June 15, 1988	7,500
June 15, 1989	8,500
June 15, 1990	8,500
June 15, 1991	557,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $58,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 juin 2011 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. One- to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. One- to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. One- to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. One- to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than $58,000, and if greater than the latter amount, the said surplus only must comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the tables of redemptions appearing in this notice, and starting with the last years of redemptions excluding the maturity of June 15, 2011 of the renewable part hereafter indicated.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

L'échéance du 15 juin 1991 au montant de $557,000 comprend un solde de $547,500 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
15 juin 1992	$ 9,500
15 juin 1993	10,500
15 juin 1994	11,500
15 juin 1995	12,500
15 juin 1996	13,500
15 juin 1997	15,500
15 juin 1998	17,500
15 juin 1999	19,000
15 juin 2000	21,000
15 juin 2001	23,000
15 juin 2002	25,000
15 juin 2003	28,000
15 juin 2004	31,000
15 juin 2005	33,000
15 juin 2006	36,000
15 juin 2007	40,000
15 juin 2008	43,000
15 juin 2009	48,000
15 juin 2010	52,000
15 juin 2011	58,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Valcourt.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $557,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 15 juin de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

Le village de Valcourt s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 juin 1971, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu du règlement numéro 118 — $643,500 — construction d'un réseau d'aqueduc.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, mercredi, le 2 juin 1971, à 7.30 heures du soir, Hôtel de Ville, 1155, rue St-Joseph, Valcourt, comté de Shefford, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Valcourt (Comté de Shefford), ce 12 mai 1971.

Le secrétaire-trésorier,
Me Paul-Armand Giguère.

Hôtel de Ville, 1155, rue St-Joseph,
Valcourt, (Shefford), P.Q.
Téléphone: 532-3471, 532-3313, code 514. 40145-o

The June 15, 1991 maturity in the amount of $557,000 includes a balance of $547,500 renewable for an additional 20-year period, and maturing as follows:

Year	*Capital*
June 15, 1992	$ 9,500
June 15, 1993	10,500
June 15, 1994	11,500
June 15, 1995	12,500
June 15, 1996	13,500
June 15, 1997	15,500
June 15, 1998	17,500
June 15, 1999	19,000
June 15, 2000	21,000
June 15, 2001	23,000
June 15, 2002	25,000
June 15, 2003	28,000
June 15, 2004	31,000
June 15, 2005	33,000
June 15, 2006	36,000
June 15, 2007	40,000
June 15, 2008	43,000
June 15, 2009	48,000
June 15, 2010	52,000
June 15, 2011	58,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Valcourt.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $557,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on June 15th of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Village of Valcourt agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days following June 15, 1971, without a written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to by-law number 118 — $643,500 — construction of an aqueduct system.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Wednesday, June 2, 1971, at 7:30 o'clock p.m., at the Town Hall, 1155 St-Joseph Street, Valcourt, county of Shefford, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Valcourt (County of Shefford), May 12, 1971.

Me Paul-Armand Giguère,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 1155 St-Joseph Street,
Valcourt, (Shefford), P.Q.
Telephone: 532-3471, 532-3313, code 514. 40145

La Commission scolaire régionale Duvernay

Comté de Laval

Siège social: 3983, boulevard Levesque, Duvernay, ville de Laval, P.Q.

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Achille Corbo, secrétaire-trésorier, jusqu'à 4.30 heures de l'après-midi, bureau de la commission, 3983, boulevard Levesque, Duvernay, ville de Laval, P.Q., et par après jusqu'à 8 heures du soir, école Leblanc, 195, Montée Massé, Duvernay, ville de Laval, P.Q., mardi, le 1er juin 1971, pour l'achat de $750,000 d'obligations pour la commission scolaire régionale de Duvernay, comté de Laval, datées du 15 juin 1971 et remboursables par série, du 15 juin 1972 au 15 juin 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 15 juin et 15 décembre de chaque année. Cependant, un taux non inférieur à 6½% pourra être utilisé pour les amortissements du 15 juin 1972 au 15 juin 1976 inclusivement, et seulement pour ces années d'amortissement.

Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 juin 1971.

Tableau d'amortissement — $750,000 — 20 ans

Année	*Capital*
15 juin 1972	$16,000
15 juin 1973	18,000
15 juin 1974	19,000
15 juin 1975	21,000
15 juin 1976	22,000
15 juin 1977	24,000
15 juin 1978	26,000
15 juin 1979	28,000
15 juin 1980	30,000
15 juin 1981	33,000
15 juin 1982	35,000
15 juin 1983	38,000
15 juin 1984	41,000
15 juin 1985	45,000
15 juin 1986	48,000
15 juin 1987	52,000
15 juin 1988	56,000
15 juin 1989	61,000
15 juin 1990	66,000
15 juin 1991	71,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

Regional School Board of Duvernay

County of Laval

Head Office: 3983 Levesque Boulevard, Duvernay, city of Laval, P.Q.

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Achille Corbo, Secretary-Treasurer, up to 4:30 o'clock p.m., at the Office of the School Board, 3983 Levesque Boulevard, Duvernay, city of Laval, P.Q., and thereafter up to 8:00 o'clock p.m., Leblanc School, 195 Montée Massé, Duvernay, city of Laval, P.Q., Tuesday, June 1, 1971, for the purchase of a bond issue of $750,000 for the regional school board of Duvernay, county of Laval, dated June 15, 1971 and redeemable serially from June 15, 1972 to June 15, 1991 inclusively, with interest at a rate of not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on June 15th and December 15th of each year. However, a rate of not less than 6½% may be used for the bonds redeemable from June 15, 1972 to June 15, 1976 inclusively, and for those years only.

The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual amortizations, as shown on the tables of redemption in this notice.

For adjudication only, interest will be calculated as from June 15, 1971.

Table of redemption — $750,000 — 20 years

Year	*Capital*
June 15, 1972	$16,000
June 15, 1973	18,000
June 15, 1974	19,000
June 15, 1975	21,000
June 15, 1976	22,000
June 15, 1977	24,000
June 15, 1978	26,000
June 15, 1979	28,000
June 15, 1980	30,000
June 15, 1981	33,000
June 15, 1982	35,000
June 15, 1983	38,000
June 15, 1984	41,000
June 15, 1985	45,000
June 15, 1986	48,000
June 15, 1987	52,000
June 15, 1988	56,000
June 15, 1989	61,000
June 15, 1990	66,000
June 15, 1991	71,000

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. One- to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $71,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 juin 1991.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Laval.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation, sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $71,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 15 juin de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé, égal à 1% du montant de l'emprunt.

La commission scolaire régionale Duvernay s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 juin 1971, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu de la résolution du 17 novembre 1970 — $750,000 — aménagement d'écoles secondaires.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue, mardi, le 1er juin 1971, à 8 heures du soir, école Leblanc, 195, Montée Massé, Duvernay, ville de Laval, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Laval (Comté de Laval), ce 10 mai 1971.

Le secrétaire-trésorier,
ACHILLE CORBO.

Bureau de la commission, 3983, boulevard Levesque,
Duvernay (Ville de Laval), P.Q.
Téléphone: 324-6420, code 514. 40135-o

2. One- to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. One- to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. One- to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than $71,000 and if greater than the latter amount, the said surplus only must comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the table of redemption appearing above, and starting with the last years of redemption, the maturity of June 15, 1991 being excluded of the renewable part hereinafter mentioned.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and they shall comprise one only of the terms, save in the case of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to the law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Laval.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $71,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on June 15th of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The regional school board of Duvernay agrees not to bring out new bonds on the Canadian market within the sixty days following June 15, 1971, without a written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued under the following resolution of November 17, 1970 — $750,000 — the building of secondary schools.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held Tuesday, June 1, 1971, at 8:00 o'clock p.m., Leblanc school, 195 Montée Massé, Duvernay, city of Laval, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Laval (County of Laval), May 10, 1971.

ACHILLE CORBO,
Secretary-Treasurer.

Office of the Board, 3983 Levesque Boulevard,
Duvernay (City of Laval), P.Q.
Telephone: 324-6420, code 514. 40135

Arrêtés en conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1594

Québec, le 5 mai 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le territoire de la municipalité de Ste-Adèle, comté de Terrebonne.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 5 de la Loi des heures d'affaires des établissements commerciaux (chapitre 60 des lois de 1969), le lieutenant-gouverneur en conseil peut, pour les fins de ladite loi, déclarer certains endroits comme étant des endroits touristiques, soustrayant ainsi les établissements qui y sont situés à l'application de ladite loi;

ATTENDU QU'il y a lieu de déclarer endroit touristique le territoire de la municipalité de Ste-Adèle, comté de Terrebonne, pour la période s'étendant du 1er juin 1971 au 30 septembre 1971, pour soustraire les établissements commerciaux qui y sont situés à l'application de la Loi des heures d'affaires des établissements commerciaux;

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre de l'Industrie et du Commerce:

QUE soit déclaré endroit touristique le territoire de la municipalité de Ste-Adèle, comté de Terrebonne, pour la période s'étendant du 1er juin 1971 au 30 septembre 1971, pour soustraire les établissements commerciaux qui y sont situés à l'application de la Loi des heures d'affaires des établissements commerciaux.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

40067-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1595

Québec, le 5 mai 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le territoire de la municipalité de St-Jean-Port-Joli, comté de l'Islet.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 5 de la Loi des heures d'affaires des établissements commerciaux (chapitre 60 des lois de 1969), le lieutenant-gouverneur en conseil peut, pour les fins de ladite loi, déclarer certains endroits comme étant des endroits touristiques, soustrayant ainsi les établissements qui y sont situés à l'application de ladite loi;

ATTENDU QU'il y a lieu de déclarer endroit touristique le territoire de la municipalité de St-Jean-Port-Joli, comté de l'Islet, pour la période s'étendant du 1er juin 1971 au 30 septembre 1971, pour soustraire les établissements commerciaux qui y sont situés à l'application de la Loi des heures d'affaires des établissements commerciaux;

Orders in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1594

Québec, May 5, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the territory of the municipality of St. Adèle, county of Terrebonne.

WHEREAS, under section 5 of the Commercial Establishments Business Hours Act (chapter 60 of the statutes of 1969), the Lieutenant-Governor in Council may, for the purposes of the said Act, declare certain areas as tourist areas, thus exempting the establishments therein located from enforcement of the said Act;

WHEREAS it is deemed expedient to declare as a tourist area the territory of the municipality of St. Adèle, county of Terrebonne, for the period extending from June 1, 1971 to September 30, 1971 in order to exempt the commercial establishments therein located from enforcement of the Commercial Establishments Business Hours Act;

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Industry and Commerce:

THAT the territory of the municipality of St. Adèle, county of Terrebonne, for the period extending from June 1, 1971 to September 30, 1971, be declared a tourist area in order to exempt the establishments therein located from enforcement of the Commercial Establishments Business Hours Act.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

40067

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1595

Québec, May 5, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the territory of the municipality of St-Jean-Port-Joli, county of L'Islet.

WHEREAS, under section 5 of the Commercial Establishments Business Hours Act (chapter 60 of the statutes of 1969), the Lieutenant-Governor in Council may, for the purposes of the said Act, declare certain areas as tourist areas, thus exempting the establishments therein located from enforcement of the said Act;

WHEREAS it is deemed expedient to declare as a tourist area the territory of the municipality of St-Jean-Port-Joli, county of l'Islet, for the period extending from June 1, 1971 to September 30, 1971 in order to exempt the commercial establishments therein located from enforcement of the Commercial Establishments Business Hours Act.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre de l'Industrie et du Commerce:

QUE soit déclaré endroit touristique le territoire de la municipalité de St-Jean-Port-Joli, comté de l'Islet, pour la période s'étendant du 1er juin 1971 au 30 septembre 1971, pour soustraire les établissements commerciaux qui y sont situés à l'application de la Loi des heures d'affaires des établissements commerciaux.

Le greffier du Conseil exécutif,
40067-o JULIEN CHOUINARD.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Industry and Commerce:

THAT be declared a tourist area the territory of the municipality of St-Jean-Port-Joli, county of L'Islet, for the period extending from June 1, 1971, in order to exempt the commercial establishments therein located from enforcement of the Commercial Establishments Business Hours Act.

JULIEN CHOUINARD,
40067 *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1601

Québec, le 5 mai 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les règlements de la Loi de l'assurance-hospitalisation.

ATTENDU QU'il est nécessaire de modifier ou d'abroger certaines dispositions des règlements de la Loi de l'assurance-hospitalisation (S.R.Q. 1964, chapitre 163, article 8);

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du ministre des Affaires Sociales:

QU'en vertu des articles 7 et 8 de la Loi de l'assurance-hospitalisation, les modifications aux règlements de la Loi de l'assurance-hospitalisation jointes au présent arrêté en conseil soient adoptées et qu'elles entrent en vigueur à compter du 1er juin 1971, après publication dans la *Gazette officielle de Québec.*

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Modifications des règlements de la Loi de l'assurance-hospitalisation, (S.R.Q. 1964, chapitre 163).

1. L'article 9 des règlements de la Loi de l'assurance-hospitalisation est modifié en retranchant le deuxième alinéa du troisième (3) paragraphe commençant par les mots: « Cependant, si la personne assurée . . . » et en le remplaçant par le suivant:

« Dans tous les autres cas, l'hôpital doit facturer le taux mentionné dans l'annexe « C » pour la chambre privée et semi-privée, lorsqu'une telle chambre a été requise par le malade ou en son nom. »

2. L'annexe « C » est remplacé par le suivant:

« *Annexe « C »*

1. *Classification et affichage*

Le ministre procède à la classification et à l'affichage des taux dans toutes les chambres des hôpitaux sous contrat avec l'assurance-hospitalisation, conformément aux règles ci-après énoncées.

2. *Chambres privées et semi-privées*

a) Une chambre privée est une chambre à un (1) lit ayant une superficie d'au moins 100 pi. c.,;

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1601

Québec, May 5, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the regulations under the Hospital Insurance Act.

WHEREAS it is necessary to amend or repeal certain provisions of the regulations under the Hospital Insurance Act (Q.R.S. 1964, chapter 163, section 8).

THEREFORE, IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Social Affairs:

THAT under sections 7 and 8 of the Hospital Insurance Act the amendments to the regulations under the Hospital Insurance Act annexed to this order in Council be adopted and come into force from their publication in the *Québec Official Gazette.*

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Amendments to the regulations under the Hospital Insurance Act (Q.R.S. 1964, chapter 163).

1. Article 9 of the regulations under the Hospital Insurance Act is amended by striking out the second paragraph of sub-article (3) beginning with the words: "However, if the insured person . . ." and replacing it by the following:

"In every other case the hospital shall charge the rate mentioned in schedule "C" private or semi-private accomodation whenever such accomodation was required by the sick person or in his name."

2. Schedule "C" is replaced by the following:

" *Schedule "C"*

1. *Classification and posting-up*

The Minister shall proceed to the classification and posting up of rates in all the rooms of the hospitals under contract with the Hospital Insurance in conformity with the following rules.

2. *Private and semi-private rooms*

(*a*) A private room is a room with one (1) bed and an area of at least 100 sq. foot;

b) une chambre semi-privée est une chambre à deux (2) lits, ayant une superficie d'au moins 80 pi. c., par lit;

c) une chambre privée ou semi-privée doit offrir à chaque malade l'équipement de base suivant:

Un système d'appel électrique, un lit d'hôpital, une table et une lumière de chevet, un fauteuil, un placard ou meuble de rangement.

3. *Taux quotidiens des chambres privées*

Taux minimum: $8.00

a) Chambre ayant une superficie de 105 à 125 pi. c., avec lavabo et téléphone: $10.00

b) chambre ayant une superficie d'au moins 125 pi. c., avec téléphone, toilette et lavabo privés ou partageables avec une autre chambre privée: $12.00

c) chambre ayant une superficie d'au moins 125 pi. c., avec téléphone, chambre de bain complète partageable avec une autre chambre privée: $14.00

d) chambre ayant une superficie d'au moins 125 pi. c., avec téléphone, chambre de bain privée complète et équipement plus complet: $16.00

e) chambre avec salon (suite): $20.00

4. *Taux quotidiens des chambres semi-privées*

Taux minimum: $5.00

a) chambre avec lavabo et toilette communiquante: $5.50

b) chambre avec téléphone, lavabo et toilette privés ou communiquants: $6.00

c) chambre avec équipement complet: $7.00

5. *Responsabilité*

Tant que l'affichage n'aura pas été fait dans chaque chambre, le directeur général des finances de chaque hôpital devra reviser les taux présentement en vigueur conformément au présent règlement et faire rapport au ministre, indiquant les listes des chambres privées et semi-privées, leurs anciens taux, leurs nouveaux taux, ainsi qu'un relevé des chambres soustraites à la liste des chambres privées et semi-privées en vertu du présent règlement. »

40133-o

(*b*) a semi-private room is a room with two (2) beds and an area of at least 80 sq. foot per bed;

(*c*) any private or semi-private room shall supply any sick person the following basic accomodation:

An electric bell system, one hospital bed, table and bedside lamp, arm-chair, wall-cupboard or dresser.

3. *Daily rates of private rooms*

Minimum rate: $8.00

(*a*) Room of an area of 105 to 125 sq. foot, with washstand and telephone: $10.00

(*b*) Room of an area of at least 125 sq. foot, with telephone, toilet and washstand being private or to be shared with another private room: $12.00

(*c*) Room of an area of at least 125 sq. foot, with telephone, full private bathroom to be shared with another private room: $14.00

(*d*) Room of an area of at least 125 sq. foot, with telephone, full private bathroom and better equiped: $16.00

(*e*) Room with drawing-room (suite): $20.00

4. *Daily rates of semi-private rooms*

Minimum rate: $5.00

(*a*) Room with washstand and shared toilet: $5.50

(*b*) Room with telephone, washstand and private or shared toilet: $6.00

(*c*) Fully equiped room: $7.00

5. *Liability*

As long as the posting-up will not have been made in each room, the director general of finance of each hospital shall revise the rates presently in force in conformity with these regulations and report to the Minister supplying the list of private and semi-private rooms, their former and new rates as well as a list of the rooms taken out of the list of private and semi-private rooms under these regulations. "

40133

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1600

Québec, le 5 mai 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les règlements de la Loi de l'assurance-hospitalisation.

ATTENDU QU'il est nécessaire de modifier ou d'abroger certaines dispositions des règlements de la Loi de l'assurance-hospitalisation (S.R.Q. 1964, chapitre 163, article 8);

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du ministre des Affaires sociales:

QU'en vertu des articles 7 et 8 de la Loi de l'assurance-hospitalisation, les modifications aux règlements de la Loi de l'assurance-hospitalisation jointes au présent

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1600

Québec, May 5, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the regulations under the Hospital Insurance Act.

WHEREAS it is necessary to amend or repeal certain provisions of the regulations under the Hospital Insurance Act (Q.R.S. 1964, chapter 163, section 8).

Therefore, it is ordered, upon the recommendation of the Minister of Social Affairs:

THAT under sections 7 and 8 of the Hospital Insurance Act the amendments to the regulations under the Hospital Insurance Act annexed to this order in Council

arrêté en conseil soient adoptées et qu'elles entrent en vigueur à compter de leur publications dans la *Gazette officielle du Québec.*

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Modifications des règlements de la Loi de l'assurance-hospitalisation, (S.R.Q. 1964, chapitre 163).

L'annexe « A » des règlements de la Loi de l'assurance-hospitalisation est modifié de la façon suivante:

1. En ajoutant au début de l'annexe « A », après le titre « Règles servant à déterminer les montants à payer aux hôpitaux », un sous-titre devant se lire:

« I. *Exclusions* »

2. En remplaçant le paragraphe *g* par le paragraphe suivant:

« *g*) Les revenus de l'hôpital provenant de la location des chambres privées et semi-privées. »

3. En ajoutant après le paragraphe *p* les deux sous-titres suivants:

« II. *Subventions*

Outre les budgets des dépenses courantes de fonctionnement et du remboursement des achats d'équipement, le ministre peut payer au bénéfice des hôpitaux, le produit de subventions pour absorber le coût des charges financières résultant d'emprunts temporaires ou obligataires.

En considération de ces paiements, les hôpitaux doivent faire intervenir le ministre aux contrats de dépôt et d'emprunt avec les banques et les autres institutions analogues pour en ratifier les termes et conditions et fixer la limite de leur pouvoir d'emprunt à court terme. Tout excédent à cette limite doit être autorisé par le ministre et faire l'objet de communication directe par les banques au ministre, d'informations périodiques sur l'utilisation de ces marges de crédit.

III. *Régimes incitatifs*

Le ministre peut établir des régimes incitatifs pour encourager la poursuite de l'efficacité et la réalisation des objectifs et des programmes approuvés.

Le produit de ces régimes n'est pas défalqué du budget des hôpitaux. »

40133-o

be adopted and come into force from their publication in the *Québec Official Gazette.*

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Amendments to the regulations under the Hospital Insurance Act (Q.R.S. 1964, chapter 163).

Schedule "A" of the regulations under the Hospital Insurance Act is amended as follows:

1. by adding at the beginning of schedule "A", after the title "Rules for determining amounts to be paid to hospitals", a sub-title as follows:

"I. *Exclusions*"

2. by replacing paragraph *g* by the following paragraph:

"*g*) the revenues of the hospital from the renting of private and semi-private rooms";

3. by adding after paragraph *p* the following subtitles:

"II. *Grants*

In addition to current operation expenses and the repayment of equipment purchases, the Minister may pay to the benefit of hospitals the proceeds of grants to balance the cost of financial charges resulting from temporary or debenture loans.

In consideration of such payments hospitals shall be represented by the Minister when signing deposit or loan agreements with banks or other similar institutions, to ratify the terms and conditions thereof and fix the limit of their authorization to be made short loans. Any excess over such limit shall be authorized by the Minister and be from time to time the object of direct communication by banks to the Minister, of information on the use of such credit margin.

III. *Promotion system*

The Minister may establish systems to promote the pursuit of efficiency and the carrying out of the objects of approved programs.

The proceeds therefrom shall not be deducted from the budget of such hospitals."

40133

Vente pour taxes

Cité de Dorval

Avis public est par les présentes donné par le soussigné Armand DelTorchio, greffier de la cité de Dorval, que les propriétés ci-dessous décrites seront vendues à l'enchère publique à la salle municipale, No 60 Avenue Martin à Dorval, P.Q. LUNDI, le SEPTIÈME jour de JUIN 1971, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales, spéciales, scolaires et autres, avec intérêts, plus les frais subséquents encourus à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payées avant la vente.

Sale for Taxes

City of Dorval

Public notice is hereby given by the undersigned Armand DelTorchio, city clerk of the city of Dorval, that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the Municipal Hall, No. 60 Martin Avenue at Dorval, P.Q. on MONDAY, the SEVENTH day of JUNE, 1971 at TEN o'clock in the forenoon, for the non-payment of municipal, special, school and other taxes, with interest plus costs which shall subsequently be incurred, unless said taxes, interests and costs are paid before the sale.

La Commission municipale du Québec, par décision en date du 14 avril 1971, a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles sous l'autorité de la Loi des cités et villes, article 550 (S.R.Q. 1964, chapitre 193).

The Québec Municipal Commission by a decision dated April 14th, 1971 has authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers of the immovables under the authority of Article 550 of the Cities and Towns Act (R.S.Q. 1964, chapter 193).

Cadastre de la paroisse de Lachine — Cadastre of the parish of Lachine

No d'ordre / Order No.	Nom / Name	Cadastre	Subdivision
1	Inconnu-Unknown	1	P. 40.
2	Smyth, J. M.	2	360, 361, 362.
3	Inconnu-Unknown	P. 4	
4	Inconnu-Unknown	P. 4	
5	Strecko, Frank	4	92.
6	Hewson, Douglas Roger	9	P. 436.
7	Pezoulas, Peter	11	323, P. 324.
8	Luben, Claude	11	437-438.
9	Sava, Mlle-Miss Helen	P. 818, P. 819	
10	Marcotte, Maurice-R.	865	116.

Donné en la cité de Dorval, P.Q., ce 3e jour de mai 1971.

Le greffier,
ARMAND DELTORCHIO,
Cité de Dorval.

40075-20-2-o

Given at Dorval, P.Q., this 3rd day of May, 1971.

ARMAND DELTORCHIO,
City Clerk.
City of Dorval.

40075-20-2-o

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

DRUMMOND

Canada — Province de Québec
District de Drummond

Cour Supérieure, Bref No 2032. { L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, demandeur, *vs* RODRIGUE BOUGIE, défendeur.

Désignation

« Une terre, connue aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le huitième rang du canton de Kingsey, sous les numéros sept B et Sept D (7B et 7D) avec les bâtisses y érigées.

Sauf et à distraire du lot 7B la partie vendue par Charles Letarte à Eusèbe Martel, comme emplacement de fromagerie, par acte enregistré à Drummondville sous le No 36,916, B. 48, ainsi que la partie vendue à la municipalité du canton de Kingsey, pour une route, par acte enregistré sous le No 63,509, B. 81.

À la charge des servitudes actives et passives, apparentes ou occultes pouvant l'affecter, et notamment:

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

DRUMMOND

Canada — Province of Québec
District of Drummond

Superior Court, Writ No. 2032. } QUÉBEC FARM CREDIT BUREAU, plaintiff, *vs* RODRIGUE BOUGIE, defendant.

Description

"A piece of land, known on the official plan and book of reference of the cadastre for the eighth range of the township of Kingsey under numbers seven B and seven D (7B and 7D) with the buildings thereon erected.

Save and to withdraw from lot 7B that part sold by Charles Letarte to Eusèbe Martel, as a site for a cheese-dairy, by a deed registered at Drummondville, under No. 36,916, B. 48 as well as the part sold to the municipality of the township of Kingsey, for a road, by a deed registered under No. 63,509, B. 81.

Subject to the active and passive servitudes, apparent or unapparent which might affect it, in particular:

1° Une servitude de passage en faveur de The Shawinigan Water & Power Co., suivant acte enregistré à Drummondville sous le No 68,392, B. 85.

2° Un droit de passage accordé par Alfred Letarte à Herman Robidas, par acte enregistré sous le No 67,939, B. 84.

Sauf et à distraire: « Un immeuble, de figure irrégulière, mesurant environ 1,075′ de largeur le long de la ligne de division des huitième et neuvième rangs du canton de Kingsey, et contenant environ six arpents en superficie, connu et désigné comme une partie de l'extrémité nord-est du lot sept B (P. 7B) dans le huitième rang, du cadastre officiel pour le canton de Kingsey, comté de Drummond. Lequel immeuble est borné en front, au sud-ouest et au sud-est, par la route actuelle en suivant les sinuosités, d'un côté au nord-ouest par la nouvelle route reliant le rang du Plateau à la nouvelle route conduisant à Kingsey Falls et en profondeur au nord-ouest par les terres du neuvième rang.

Sauf et à distraire dudit immeuble un emplacement de forme irrégulière, mesurant 206′ le long de la route, 68′ de profondeur dans sa ligne ouest, 135′ de profondeur dans sa ligne nord-est le long de la ligne de division des terres du huitième et du neuvième rangs, et 143′ de largeur dans sa ligne de profondeur (nord-ouest), lequel terrain distrait est le coin est de l'immeuble ci-dessus décrit et appartient à Adolphe Proulx & Fils. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Drummond, Palais de Justice, Drummondville, JEUDI, le DIX-SEPTIÈME jour de JUIN 1971, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
STEPHEN DOLAN.

Drummondville,
ce 7e jour de mai 1971.

40139-o

1. A servitude giving right of way to The Shawinigan Water & Power Co. following a deed registered at Drummondville under No. 68,392, B. 85.

2. A servitude giving right of way given by Alfred Letarte to Herman Robidas, by deed registered under No. 67,939, B. 84.

Save and to withdraw: "An immovable property, of irregular dimensions, measuring approximately 1,075′ wide along the division line between the eighth and ninth ranges of the township of Kingsey, and comprising approximately six acres in area, known and designated as being part of the northeastern extremity of lot seven B (P. 7B) in the eight range, on the official cadastre of the township of Kingsey, county of Drummond. Which immovable property is bounded in front, towards the southwest and southeast, by the existing road along its curves, on the one side towards the northwest by the new road linking the range of the Plateau to the new road leading to Kingsey Falls and in depth towards the northwest by the lands of the ninth range.

Save and to withdraw from the said immovable property a piece of land of irregular dimensions, measuring 206′ along the road, 68′ in depth in its western line, 135′ in depth in its northeastern line along the division line between the lands of the eighth and ninth ranges, and 143′ in length in its depth (northwest), which land to be withdrawn is the eastern corner of the immovable property described above and belonging to Adolphe Proulx & Fils."

To be sold at the Registry Office of the division of Drummond, Court House, Drummondville, THURSDAY, the SEVENTEENTH day of JUNE, 1971, at TEN o'clock in the forenoon.

STEPHEN DOLAN,
Sheriff.

Drummondville,
this 7th day of May, 1971.

40139

GASPÉ

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Gaspé

Cour Supérieure, No 8568. } SOCIÉTÉ NATIONALE DE FIDUCIE, 385 est, rue Sherbrooke, Montréal, P.Q., demanderesse, *vs* JONES BUILDING LTD., Petit Pabos, comté de Gaspé Sud, P.Q., défenderesse.

« Un emplacement faisant partie du lot soixante-quatorze subdivision huit (74-8) du premier rang du cadastre officiel de la municipalité de Pabos, ville de Chandler, comté de Gaspé Sud, mesurant cent trente-quatre pieds et un dixième (134.1′) au nord, cent soixante-dix pieds (170′) à l'est, cent quarante-deux pieds et cinq dixièmes (142.5′) au sud et quarante pieds et cent trente pieds (40′ x 130′) à l'ouest, et borné comme suit: au nord par le résidu du lot 74-8 appartenant à la Banque Royale du Canada, à l'est par la rue de l'Hôtel de Ville, au sud par la rue Commerciale Ouest, puis à l'ouest par une autre partie du lot 74-8 appartenant à

GASPÉ

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Québec
District of Gaspé

Supérior Court, No. 8568. } SOCIÉTÉ NATIONALE DE FIDUCIE, 385 Sherbrooke Street East, Montreal, P.Q., plaintiff, *vs* JONES BUILDING LTD., Petit Pabos, county of Gaspé South, P.Q., defendant.

"An emplacement forming part of lot seventy-four subdivision eight (74-8) of the first range of the official cadastre of the municipality of Pabos, town of Chandler, county of Gaspé South, measuring one hundred and thirty-four feet and one-tenth (134.1′) on the north, one hundred and seventy feet (170′) on the east, one hundred and forty-two feet and five-tenths (142.5′) on the south and forty feet and one hundred and thirty feet (40′ x 130′) on the west, and bounded as follows: on the north by the remainder of lot 74-8 belonging to the Royal Bank of Canada, on the east by the Hôtel de Ville Street, on the south by Commercial

« Les Immeubles Continental Ltée », avec le centre d'achat dessus construit, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du district de Gaspé, au Palais de Justice à Percé, JEUDI, le DIX-SEPTIÈME jour de JUIN, 1971, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif intérimaire,
JEAN BOURGET.

Bureau du Shérif,
Percé, le 6 mai 1971.

40131-o

Street West, then on the west by another part of lot 74-8 belonging to "Les Immeubles Continental Ltée", with the shopping center built thereon, circumstances and dependencies."

To be sold at the Registry Office of the district of Gaspé, at the Court House in Percé, on THURSDAY, the SEVENTEENTH day of the month of JUNE, 1971, at TEN o'clock in the morning.

JEAN BOURGET,
Acting Sheriff.

Sheriff's Office,
Percé, May 6, 1971.

40131

HULL

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour Supérieure, No 13,561. { YOLANDE VALDRON, ménagère, domiciliée et résidant au No 67, de la rue Massey, en la ville de Moncton, province du Nouveau-Brunswick, demanderesse, *vs* PIERRE MONGEON, journalier, domicilié et résidant au No 1320, de la rue Potvin, cité de Templeton, Est, district de Hull, défendeur.

« Un terrain connu et désigné comme étant une partie du lot vingt-quatre B (24B-ptie), rang un au cadastre du canton de Buckingham, paroisse de l'Ange-Gardien, mesurant soixante-quinze pieds (75′) de largeur en front sur le chemin public par cent trente-cinq pieds (135′) de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, borné comme suit: au nord et à l'ouest, par partie du même lot, propriété du vendeur; à l'est, par le chemin public et au sud par partie du même lot, propriété de Roger Bernicky. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Papineau, à Papineauville, le DIX-SEPTIÈME jour du mois de JUIN 1971, à TROIS heures de l'après-midi.

Shérif adjoint intérim.,
JEAN-GUY ROCHON.

Bureau du Shérif,
ce 30 avril, 1971.

40125-o

HULL

Canada — Province of Québec
District of Hull

Superior Court, No. 13,561. { YOLANDE VALDRON, housewife, domiciled and residing at 67 Massey Street, in the city of Moncton, Province of New Brunswick, plaintiff, *vs* PIERRE MONGEON, labourer, domiciled and residing at 1320 Potvin Street, city of Templeton East, district of Hull, defendant.

"A piece of land known and designated as forming a part of lot twenty-four B (24B-P.), range one on the cadastre of the township of Buckingham, parish of Ange-Gardien, measuring seventy-five feet (75′) in width in front on the public road by one hundred and thirty-five feet (135′) in depth, English measure and more or less, bounded as follows: on the north and west, by part of the same lot, property of the vendor; on the east, by the public road and on the south by part of the same lot, property of Roger Bernicky."

To be sold at the Registry Office of the division of Papineau, at Papineauville, on the SEVENTEENTH day of the month of JUNE, 1971, at THREE o'clock in the afternoon.

JEAN-GUY ROCHON,
Acting Assistant Sheriff.

Sheriff's Office,
April 30, 1971.

40125

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Joliette

Cour Supérieure, No 25,207. { CANADA PERMANENT TRUST COMPANY, corps politique et dûment constitué en corporation, ayant une place d'affaires dans la ville et le district de Montréal, demanderesse, *contre* LA MAI VALLÉE INC., corps politique et incorporé, ayant sa place d'affaires à Rawdon, comté de Montcalm, district de Joliette, défenderesse.

« Une partie du lot numéro seize B du huitième rang du canton de Rawdon, de forme irrégulière, bornée au nord par le lot numéro 16b-1, au sud par le lot numéro

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Québec
District of Joliette

Superior Court, No. 25,207. { CANADA PERMANENT TRUST COMPANY, a body politic and corporate duly incorporated, having a place of business in the city and district of Montreal, plaintiff, *versus* LA MAI VALLÉE INC., a body politic and corporate, having its place of business in Rawdon, county of Montcalm, district of Joliette, defendant.

"A part of lot number sixteen B of the eight range of the township of Rawdon, of irregular form, bounded to the north by lot No. 16b-1, to the south by lot No.

16b (rue) et au sud-ouest par le lot numéro 16b, partant du point d'intersection des lots numéros 16b-1 et 16b-2 (rue) et tournant à angle de trente-quatre degrés et cinquante minutes de la ligne sud du lot numéro 16b-1, une distance de deux cent quarante-quatre pieds et soixante-huit centièmes de pied (244.68′), de là, tournant à angle de cent soixante-treize degrés et deux minutes (173°2′) sur une distance de quatre-vingt-quatre pieds et huit dixièmes de pied (84.8′); de là, tournant à angle de cent soixante-douze degrés et quarante-sept minutes (172°47′) sur une distance de quinze pieds et quatre-vingt-neuf centièmes de pied (15.89′); de là, tournant à angle de cent six degrés et cinquante-trois minutes (106°53′) une distance de quatorze pieds et soixante-six centièmes de pied (14.66′); de là, tournant à angle de cent vingt-neuf degrés et sept minutes (129°07′) une distance de cent neuf pieds et quatre-vingt-dix-huit centièmes (109.98′); de là, tournant à angle de cent soixante-sept degrés et quarante-huit minutes (167°48′) une distance de soixante-treize pieds et soixante-neuf centièmes (74.69′); de là, tournant à angle de cent quinze degrés et vingt-huit minutes (115°28′) une distance de deux cent quarante-deux pieds et soixante-cinq centièmes (242.65′) jusqu'au point de départ.

La section du lot numéro 16b décrite ci-dessus comprend une superficie de vingt-six mille deux cent quatre-vingt-trois pieds carrés et six dixièmes, mesures anglaises ou six cent trois millièmes d'acre.

2° Une partie du lot numéro seize B du huitième rang du canton de Rawdon, de forme irrégulière, bornée au nord par le lot numéro 16b-3, au sud-est par la ligne de rang entre les septième et huitième rangs, au sud-ouest et au sud par le centre d'un ruisseau, et au nord-ouest par le lot numéro 16B (rue) partant de l'intersection du lot numéro 16b-3 avec la ligne de rang et tournant à angle de trente-quatre degrés et quarante-deux minutes (34°42′) de la ligne sud du lot numéro 16b-3 sur une distance de huit cent vingt pieds (820′) jusqu'au centre du ruisseau mentionné ci-dessus, partant de l'intersection des lots numéros 16b-2 (rue) et 16b-3 et tournant à angle de cent vingt-cinq degrés et vingt-neuf minutes (125°29′) une distance de soixante pieds et quarante-huit centièmes (60.48′); de là, tournant à angle de cent quatre-vingt-dix-neuf degrés et trente-six minutes (199°36′) une distance de deux cent cinquante-six pieds et soixante-deux centièmes (256.62′); de là, tournant à angle de cent quatre-vingt-six degrés et cinquante-huit minutes (186°58′) une distance de quatre-vingt-treize pieds (93′) jusqu'au centre du ruisseau.

La section décrite ci-dessus du lot numéro 16b comprend une superficie de deux cent quarante-six mille sept cent quarante-cinq pieds carrés, mesures anglaises ou cinq acres et six cent soixante-quatre millièmes.

Le tout, tel qu'il apparaît sur un plan préparé par Stanley J. Rowan, arpenteur-géomètre du Québec, à Rawdon, le 4 novembre 1964.

3° Un lopin de terre, connu et désigné comme étant une partie du lot numéro trois de la subdivision du lot original numéro seize B (p. 16b-3) du huitième rang du canton de Rawdon, de forme triangulaire, mesurant trente-cinq pieds (35′) de largeur le long de la rue et

16b (street) and to the southwest by lot No. 16b, starting at the point of intersection of lots Nos 16b-1 and 16b-2 (street) and turning an angle of thirty-four degrees and fifty-five minutes from the southern line of lot No. 16b-1 a distance of two hundred and forty-four feet and sixty-eight hundredths (244.68′) thence, turning an angle of one hundred and seventy-three degrees and two minutes (173°2′) a distance of eighty-four feet and eighth tenths (84.80′); thence turning an angle of one hundred and seventy-two degrees and forty-seven minutes (172°47′) a distance of fifteen feet and eighty-nine hundredths (15.89′); thence turning an angle of one hundred and six degrees and fifty-three minutes (106°53′) a distance of fourteen feet and sixty-six hundredths (14.66′) thence turning an angle of one hundred and twenty-nine degrees and seven minutes (129°07′) a distance of one hundred and nine feet and ninety-eight hundredths (109.98′) thence turning to an angle of one hundred and sixty-seven degrees and forty-eight minutes (167°48′) a distance of seventy-three feet and sixty-nine hundredths (73.69′); thence turning an angle of one hundred and fifteen degrees and twenty-eight minutes (115°28′) a distance of two hundred and forty-two feet and sixty-five hundredths to the point of beginning.

The above described section of lot No. 16b contains an area of twenty-six thousand two hundred and eighty-three and six tenths square feet, English measure or six hundred and three thousandths of an acre.

2. A part of lot number sixteen B of the eight range of the township of Rawdon, of irregular form, bounded to the north by lot No. 16b-3, to the southeast, by the range line between the seventh and eighth ranges, to the southwest and south by the center of a stream, and to the northwest by lot No. 16B (street) starting at the intersection of lot No. 16b-3, with the range line and turning an angle of thirty-four degrees and forty-two minutes (34°42′) from the southern line of lot No. 16b-3 distance of eight hundred and twenty feet (820′) to the center of the above mentioned stream, starting from the intersection of lots Nos 16b-2 (street) and 16b-3 and turning an angle of one hundred and twenty-five degrees and twenty-nine minutes (125°29′) a distance of sixty feet and forty-eight hundredths (60.48′); thence turning an angle of one hundred and ninety-nine degrees and thirty-six minutes (199°36′) a distance of two hundred and fifty-six feet and sixty-two hundredths (256.62′) thence turning an angle of one hundred and eighty-six degrees and fifty-eight minutes (186°58′) a distance of ninety-three feet (93′) to the center of the stream.

The above described section of lot No. 16b contains an area of two hundred and forty-six thousand seven hundred and forty-five square feet, English measure or five acres and six hundred and sixty-four thousandths.

The whole, as shown on a plan prepared by Stanley J. Rowan, Québec Land Surveyor, at Rawdon, dated November 4th, 1964.

3. A piece of land, known and designated as being a part of lot number three of the subdivision of the original lot number sixteen B (p. 16b-3) of the eight range of the township of Rawdon, of triangular form, measuring thirty-five feet (35′) width along the street

sept cent vingt-neuf pieds et un dixième (729.1′) de longueur du côté sud et borné au nord par une autre partie du lot numéro 16b-3, au sud par une partie du lot numéro 16b et à l'ouest par une rue (lot numéro 16b-2).

Avec les bâtisses y érigées. »

Et avec tous les meubles, matériel et installations fixes qui s'y trouvent et qui ont été immobilisées par destination.

Pour être vendus au bureau de la division d'enregistrement de Montcalm, à Sainte-Julienne, MERCREDI, le VINGT-TROISIÈME jour de JUIN 1971 à ONZE heures du matin.

Le shérif,
JEAN-MARC MARION.

Bureau du Shérif,
Joliette, ce 6 mai 1971.

40126

and seven hundred and twenty-nine feet and one tenth (729.1′) long on the south side and bounded to the north by other part of lot No. 16b-3, to the south by a part of lot No. 16b and to the west by a street (lot No. 16b-2)

With the buildings thereon erected."

And with all the furniture, equipment and fixtures therein which have been immobilized by destination.

To be sold at the office of the Registration Division of Montcalm, at Sainte-Julienne, WEDNESDAY, the TWENTY-THIRD day of JUNE, 1971, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JEAN-MARC MARION,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Joliette, May 6, 1971.

40126-o

MONTRÉAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Montréal

Cour Supérieure, No. 800 529. { ALLIANCE-NORAC LTD., corporation légalement constituée ayant sa principale place d'affaires au 110 ouest, blvd Crémazie, en les cité et district de Montréal, demanderesse, *vs* LES ENTREPRISES LAFLEUR (1961) LTÉE, corporation légalement constituée ayant sa principale place d'affaires au 50 Place Crémazie, en les cité et district de Montréal, défenderesse, et ÉMILE ASSELIN, domicilié et résidant au 40 Elmwood, Westmount, district de Montréal, défendeur.

« Un emplacement vacant situé en la paroisse de St-François de Sales, cité de Laval, connu et désigné comme étant le lot numéro soixante-cinq de la subdivision du lot originaire numéro six (6-65), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse St-François de Sales.

Ainsi que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble, sans aucune exception ni réserve de la part du débiteur, et notamment sujet à une ligne homologuée, établie par le dépôt d'un plan enregistré à Laval sous le numéro 190 et d'un Jugement de la cour supérieure du district de Montréal, en date du vingt-sept avril mil neuf cent soixante-quatre (1964), enregistré sous le numéro 293.

Avec les bâtisses dessus y érigées et construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Laval, 155, boulevard Je Me Souviens, en la cité de Laval, le DIX-SEPTIÈME jour de JUIN 1971 à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.

Bureau du Shérif,
Montréal, le 7 mai 1971.

40127-o

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Québec
District of Montreal

Superior Court: No. 800 529. { ALLIANCE-NORAC LTD., a corporation legally incorporated having its principal place of business at 110 Crémazie Boulevard West, in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* LES ENTREPRISES LAFLEUR (1961) LTÉE, a corporation legally incorporated having its principal place of business at 50 Place Crémazie, in the city and district of Montreal, defendant, and ÉMILE ASSELIN, domiciled and residing at 40 Elmwood, Westmount, district of Montreal, defendant.

"A vacant emplacement situated in the parish of St-François de Sales, city of Laval, known and designated as forming lot number sixty-five of the subdivision of original lot number six (6-65), on the official plan and in the book of reference of the parish of St-François de Sales.

As the whole is now found, with all servitudes, active and passive, apparent or occult attached to the said immovable, without any exception nor reservation on the part of the debtor, and notably subject to a homologated line, established by the deposit of a plan registered at Laval under number 190 and by the judgment of the Superior Court of the district of Montreal, dated the twenty-seventh day of April one thousand nine hundred and sixty-four (1964), registered under number 293.

With buildings erected and built thereon, circumstances and dependencies."

To be sold at the Registry Office of the county of Laval, at 155 Je Me Souviens Boulevard, in the city of Laval, on the SEVENTEENTH day of JUNE, 1971, at ELEVEN o'clock in the morning.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, May 7, 1971.

40127

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Cour Supérieure, No 803 951. G. A. LEGAULT CONSTRUCTION LTÉE, corps politique et légalement constitué et ayant une place d'affaires à Ste-Geneviève, district de Montréal, demandeur, *vs* WILLIAM G. JONES, domicilié et résidant au 1001, Rive Boisée, Pierrefonds, district de Montréal, défendeur.

« Un certain emplacement vacant, ayant front sur la rue Dalton, à Pierrefonds, connu et désigné comme étant la partie onze de la subdivision numéro dix-neuf du lot originaire numéro cent cinquante (150-19-11) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Geneviève.

Le tout avec servitude en faveur de Bell Canada, en vertu des clauses d'un acte de servitude enregistré à Montréal, sous le numéro 1830095 et d'un autre acte de servitude en faveur de la cité de Pierrefonds, ledit acte ayant été enregistré à Montréal, sous le numéro 1974704.

Ladite propriété telle qu'elle est présentement avec circonstances, dépendances et droits y rattachés. »

Pour être vendu au bureau du protonotaire, chambre #129, au Vieux Palais de Justice, dans la cité de Montréal, le DIX-SEPTIÈME jour de JUIN 1971 à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.

Bureau du Shérif,
Montréal, le 7 mai 1971. 40128-o

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
District of Montreal

Superior Court: No. 803 951. G. A. LEGAULT CONSTRUCTION LTÉE, body politic and legally incorporated and having a place of business at Ste-Geneviève, district of Montreal, plaintiff, *vs* WILLIAM G. JONES, domiciled and residing at 1001 Rive Boisée, Pierrefonds, district of Montreal, defendant.

"A certain vacant emplacement fronting on Dalton Street, at Pierrefonds, known and designated as forming part eleven of subdivision number nineteen of original lot number one hundred and fifty (150-19-11) on the official plan and in the book of reference of the parish of Ste-Geneviève.

The whole with a servitude in favor of Bell Canada, pursuant to the clauses of an Act of Servitude registered in Montreal, under number 1830095 and another Act of Servitude in favor of the city of Pierrefonds, the said act having been registered at Montreal, under number 1974704.

The said property as it is now with circumstances, dependencies and the rights attached thereto."

To be sold at the Office of the Prothonotary, Room #129, at the Old Court House, in the city of Montreal, on the SEVENTEENTH day of JUNE, 1971, at ELEVEN o'clock in the morning.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, May 7, 1971. 40128

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Cour Provinciale, No 271 546. VILLE DE LAVAL, corps politique et incorporé, ayant son siège social à ville de Laval, district de Montréal, demanderesse, *vs* ÉDOUARD GOYER, du 3785 Botrel à Montréal, P.Q., ès-qualité d'exécuteur testamentaire à la succession Paul Goyer, défendeur.

La subdivision numéro deux cent soixante et un du lot originaire numéro quarante, (40-261), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Rose, division d'enregistrement de Laval.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Laval, district de Montréal le DIX-SEPTIÈME jour de JUIN 1971 à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.

Bureau du Shérif,
Montréal, le 7 mai 1971. 40129-o

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
District of Montreal

Provincial Court: No. 271 546. CITY OF LAVAL, body politic and corporate, having its head office in the city of Laval, district of Montreal, plaintiff, *vs* ÉDOUARD GOYER of 3785 Botrel, in Montreal, P.Q., in his capacity as testamentary executor of the estate of Paul Goyer, defendant.

Subdivision number two hundred and sixty-one of original lot number forty (40-261), on the official plan and in the book of reference of the parish of Sainte-Rose, registration division of Laval.

To be sold at the registry office of the county of Laval, district of Montreal, on the SEVENTEENTH day of JUNE, 1971, at TWO o'clock in the afternoon.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, May 7, 1971. 40129

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
Cour Supérieure — District de Montréal

No 796 183. DAME ANNA VINCIGUERRA, ménagère, résidant au 2317, rue Victor Doré, cité et district de Montréal, demanderesse, *vs* DAME ROSARIA BLEFARI, ayant

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
Superior Court — District of Montreal

No. 796 183. MRS. ANNA VINCIGUERRA, housewife, residing at 2317 Victor Doré Street, in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* MRS. ROSARIA BLEFARI,

sa dernière résidence connue au 1247, 12e Avenue, Pointe-aux-Trembles, district de Montréal, et ANTONIO DIONDO, ayant sa dernière résidence connue au 1247, 12e Avenue, Pointe-aux-Trembles, district de Montréal, défendeurs, et LE REGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Montréal, mis en cause.

Un emplacement situé en la ville de Pointe-aux-Trembles ayant front sur la Douzième Avenue, connu et désigné comme étant composé:

a) des subdivisions deux cent quatre-vingt-quatre et deux cent quatre-vingt-cinq du lot originaire numéro cent soixante-dix-sept (177-284 et 285) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Pointe-aux-Trembles;

b) d'une partie de la subdivision deux cent quatre-vingt-six dudit lot originaire (177 ptie 286) auxdits plan et livre de renvoi officiels, mesurant douze pieds et demi (12.5′) de largeur sur quatre-vingt pieds (80′) de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins; et bornée, en front vers le sud-ouest par la Douzième Avenue, d'un côté vers le nord-ouest par le résidu de ladite subdivision deux cent quatre-vingt-six, en arrière vers le nord-est par une ruelle connue comme étant la subdivision deux cent quatre-vingt-neuf dudit lot originaire (177-289) et de l'autre côté vers le sud-est par ladite subdivision deux cent quatre-vingt-cinq dudit lot (177-285) plus haut décrits.

Avec la maison dessus construite et portant le numéro civique 1247, de la Douzième Avenue.

Pour être vendu au bureau du protonotaire, chambre #129, au Vieux Palais de Justice, dans la cité de Montréal, le DIX-SEPTIÈME jour de JUIN 1971, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.

Bureau du Shérif,
Montréal, ce 7 mai 1971.
40130-o

having her last known residence at 1247, 12th Avenue, Pointe-aux-Trembles, district of Montreal, and ANTONIO DIONDO, having his last known residence at 1247, 12th Avenue, Pointe-aux-Trembles, district of Montreal, defendants, and THE REGISTRAR of the registration division of Montreal, mis en cause.

An emplacement situated in the city of Pointe-aux-Trembles fronting on Twelfth Avenue, known and designated as being composed:

(*a*) of subdivisions two hundred and eighty-four and two hundred and eighty-five of original lot number one hundred and seventy-seven (177-284 and 285) on the official plan and in the book of reference of the parish of Pointe-aux-Trembles;

(*b*) of a part of subdivision two hundred and eighty-six of said original lot (177 P. 286) on the said official plan and in the book of reference, measuring twelve feet and one-half (12.5′) in width by eighty feet (80′) in depth, English measure and more or less; and bounded, in front on the southwest by Twelfth Avenue, on one side on the northwest by the remainder of said subdivision two hundred and eighty-six, in the rear, on the northeast, by a lane known as forming subdivision two hundred and eighty-nine of said original lot (177-289) and on the other side on the southeast by said subdivision two hundred and eighty-five of said lot (177-285) hereabove described.

With the house constructed thereon and bearing civic number 1247 Twelfth Avenue.

To be sold at the Office of the Prothonotary, Room #129, at the Old Court House, in the city of Montreal, on the SEVENTEENTH day of JUNE, 1971, at TWO o'clock in the afternoon.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, May 7, 1971.
40130

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No 5596. DAME MARIE FRANCE FACIEU, commis, domiciliée au 1130 rue Maricourt, Ste-Foy, district de Québec, P.Q., *vs* JULES ÉTIENNE ALCARAZ, résidant au 2794, Mont-Royal, Ste-Foy, district de Québec.

La subdivision numéro 144 du lot originaire numéro 214 du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Foy, division d'enregistrement de Québec, avec maison dessus construite, circonstances et dépendances, connu et désigné comme étant le numéro 1015 de la rue Louis Riel, à Ste-Foy, P.Q.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, 20 avenue Chauveau, Québec, le QUINZIÈME jour du mois de JUIN 1971, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
RAYMOND HAINS.

Bureau du Shérif,
Québec, le 11 mai 1971.
40141-o

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: Superior Court, No. 5596. Mrs. MARIE FRANCE FACIEU, clerk domiciled at 1130 Maricourt Street, St. Foy, district of Québec, P.Q., *vs* JULES ÉTIENNE ALCARAZ, residing at 2794 Mount Royal, St. Foy, district of Québec.

Subdivision number 144 of original lot number 214 of the official cadastre of the parish of St. Foy, registration division of Québec, with a house built thereon, circumstances and dependencies, known and designated as being number 1015 Louis Riel Street, in St. Foy, P.Q.

To be sold at the Québec Registry Office, 20 Chauveau Avenue, Québec, on the FIFTEENTH day of the month of JUNE, 1971, at TEN o'clock in the morning.

RAYMOND HAINS,
Assistant Sheriff.

Sheriff's Office,
Québec, May 11, 1971.
40141

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No 3973. } DAME DENISE BOULAY, ménagère, domiciliée et résidant à 25, rue Wilson, St-Romuald, comté de Lévis, P.Q., *vs* YVON BOULAY, résidant à 15, rue Ménard, Lauzon, comté de Lévis, P.Q.

« Un emplacement situé en la cité de Lauzon, du côté nord-est de la rue Ménard, connu et désigné comme étant la subdivision numéro quarante-trois du lot originaire numéro cent soixante-trois (163-43) du cadastre officiel revisé du village de Lauzon, (partie Est) cité de Lauzon, Quartier Routhier, mesurant quarante pieds de largeur sur soixante-dix pieds de profondeur, contenant en superficie deux mille huit cents pieds carrés (2,800′ p.c.) mesure anglaise avec maison dessus construite, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Lévis, 113, rue St-Georges, Lévis, P.Q., le DIX-SEPTIÈME jour du mois de JUIN 1971, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
RAYMOND HAINS.

Bureau du Shérif,
Québec, le 11 mai 1971. 40140-o

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No. 788-D. } THÉRÈSE LABBÉ LAPOINTE, 128, Bonaventure, Charlesbourg-Ouest, district de Québec, *contre* RAYMOND LAPOINTE, 349, de Lachapelle, Québec.

« Le résidu du lot 200-3 du cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg, division d'enregistrement de Québec, avec bâtisse dessus construite, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, 20, Avenue Chauveau, Québec, P.Q., le SEIZIÈME jour du mois de JUIN 1971, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
RAYMOND HAINS.

Bureau du Shérif,
Québec, le 11 mai 1971. 40142-o

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: Cour Provinciale, No 57-317. } VAQUET INC., corporation légalement constituée ayant son siège social en la municipalité de l'Ancienne-Lorette, district de Québec, *vs* ROBERT PARÉ, domicilié au numéro 25, avenue Chauveau, Ancienne-Lorette, district de Québec.

« Un lopin de terre mesurant approximativement un arpent et demi par dix arpents, portant le numéro 30-P du cadastre officiel de la municipalité de Ste-Jeanne de Pont-Rouge, comté de Portneuf. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Portneuf, à Cap-Santé, comté de Portneuf, le SEIZIÈME jour du mois de JUIN 1971, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
RAYMOND HAINS.

Bureau du Shérif,
Québec, le 11 mai 1971. 40143-o

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit : Superior Court, No. 3973. } MRS. DENISE BOULAY, housewife, domiciled and residing at 25 Wilson Street, St-Romuald, county of Lévis, P.Q., *vs* YVON BOULAY, residing at 15 Ménard Street, Lauzon, county of Lévis, P.Q.

"An emplacement situated in the city of Lauzon, on the northeast side of Ménard Street, known and designated as forming subdivision number forty-three of original lot number one hundred and sixty-three (163-43) of the official revised cadastre of the Village of Lauzon, (East part), city of Lauzon, Routhier Ward, measuring forty feet in width by seventy feet in depth, containing in area, two thousand eight hundred square feet (2,800′ sq. ft.) English measure, with a house built thereon, circumstances and dependencies."

To be sold at the Lévis Registry Office, 113 St-Georges Street, Lévis, P.Q., on the SEVENTEENTH day of the month of JUNE, 1971, at TEN o'clock in the morning.

RAYMOND HAINS,
Assistant Sheriff.

Sheriff's Office,
Québec, May 11, 1971. 40140

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: Superior Court, No: 788-D. } THÉRÈSE LABBÉ LAPOINTE, 128 Bonaventure, Charlesbourg West, district of Québec, *against* RAYMOND LAPOINTE, 349 Lachapelle, Québec.

"The remainder of lot 200-3 of the official cadastre of the parish of Charlesbourg, registration division of Québec, with a building constructed thereon, circumstances and dependencies."

To be sold at the Québec Registry Office, 20 Chauveau Avenue, Québec, P.Q., on the SIXTEENTH day of the month of JUNE, 1971, at TEN o'clock in the morning.

RAYMOND HAINS,
Assistant Sheriff.

Sheriff's Office,
Québec, May 11, 1971. 40142

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit : Provincial Court, No. 57-317. } VAQUET INC., corporation legally incorporated, having its head office in the municipality of L'Ancienne-Lorette, district of Québec, *vs* ROBERT PARÉ, domiciled at number 25 Chauveau Avenue, Ancienne-Lorette, district of Québec.

"A piece of land measuring approximately one arpent and a half by ten arpents, bearing number 30-P on the official cadastre of the municipality of Sainte-Jeanne de Pont-Rouge, county of Portneuf."

To be sold at the Portneuf Registry Office, at Cap-Santé, county of Portneuf, on the SIXTEENTH day of the month of JUNE, 1971, at TEN o'clock in the forenoon.

RAYMOND HAINS,
Assistant Sheriff.

Sheriff's Office,
Québec, May 11, 1971. 40143

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure, District de Montréal. No. 802-248.

PLACEMENTS ERCO INC., corps politique, dûment incorporé, ayant son siège social en la ville de Montréal, district de Montréal, demanderesse, *vs* DAME LUCIENNE JOANNETTE, veuve en premières noces et non remariée de Julien Blain, domiciliée et résidant au 7089, rue des Écores (Appartement No 2), en la ville de Montréal, province de Québec, défenderesse.

« Les lots numéros cinquante-huit et cent huit de la subdivision originaire numéro sept « D » (7D-58 et 7D-108) dans le quinzième (15e) rang aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton de Magog, ci-devant Bolton, sans bâtisse. Sujet à la servitude perpétuelle de droit de passage à pied à travers le lot numéro quarante de la subdivision du lot originaire numéro sept « D » (7D-40) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton de Magog, auparavant Bolton, dans le quinzième rang, pour avoir accès au lac. »

Pour être vendus au bureau d'enregistrement, à Stanstead Plain, MARDI, le QUINZIÈME jour de JUIN 1971, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Palais de Justice, Sherbrooke, le 5 mai 1971.

Le shérif, DONAT JACQUES. 40132-o

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris

Superior Court, District of Montreal. No. 802-248.

PLACEMENTS ERCO INC., body politic, duly incorporated, having its head office in the city of Montreal, district of Montreal, plaintiff, *vs* DAME LUCIENNE JOANNETTE, unmarried widow of Julien Blain, domiciled at 7089 des Écores street (apartment no. 2), in the city of Montreal, Province of Québec, defendant.

"Lots Nos, fifty-eight and one hundred and eight of the original subdivision No. seven "D" (7D-58 and 7D-108) in the fifteenth (15th) range on the official plan and reference book of the cadastre for the township of Magog, formerly Bolton, without buildings. Subject to perpetual servitude of right of way by foot on lot No. forty of the subdivision of the original lot No. seven "D" (7D-40) on the official plan and reference book of the cadastre for the township of Magog, formerly Bolton, in the fifteenth range, to gain access to the lake."

To be sold at the Registry Office, at Stanstead Plain, TUESDAY, the FIFTEENTH day of JUNE, 1971, at TEN a.m.

Office of the Sheriff, Court House, Sherbrooke, May 5, 1971.

DONAT JACQUES, *Sheriff*. 40132

INDEX No 20

ARRÊTÉS EN CONSEIL — ***ORDERS IN COUNCIL***

1478 — Chasse, *division de la province en vingt-trois zones* ... 3880
1478 — Hunting, *dividing of the province into twenty-three zones* ... 3880
1479 — Réserve de chasse et de pêche du parc Joliette ... 3879
1479 — Game and Fish Reserve of Joliette Park ... 3879
1480 — Réserve de chasse et de pêche du parc Labelle ... 3901
1480 — Fish and Game Reserve of Labelle Park ... 3901
1508 — Communauté urbaine de Québec ... 3892
1508 — Québec Urban Community ... 3892
1563 — Écoles de conduite ... 3894
1563 — Driving schools ... 3894
1564 — Livre, *aide à l'édition et à la production* ... 3875
1564 — Book, *promotion of editing and publishing* ... 3875
1565 — Accréditation des libraires (*Modifications aux règlements*) ... 3877
1565 — Booksellers accreditation (*Amendments to the regulations*) ... 3877
1566 — Aide aux libraires accrédités ... 3876
1566 — Assistance to accredited booksellers ... 3876
1573 — Loi de l'impôt sur la vente en détail (*concernant la population de certaines municipalités*) ... 3893
1573 — Retail Sales Tax Act (*concerning the population of certain municipalities*) ... 3893
1594 — Ste-Adèle, municipalité, comté de Terrebonne « *endroit touristique* » ... 3953
1594 — St. Adèle, municipality, county of Terrebonne "*a tourist area*" ... 3953
1595 — St-Jean-Port-Joli, municipalité, comté de L'Islet « *endroit touristique* » ... 3953
1595 — St-Jean-Port-Joli, municipality, county of L'Islet "*a tourist area*" ... 3953
1600 — Loi de l'assurance-hospitalisation (*Règlements*) ... 3955
1600 — Hospital Insurance Act (*Regulations*) ... 3955
1601 — Loi de l'assurance-hospitalisation (*Règlements*) ... 3954
1601 — Hospital Insurance Act (*Regulations*) ... 3954
1681 — Provocation artificielle de la pluie (*Règlements*) ... 3904
1681 — Artificial inducement of rain (*Regulations*) ... 3904

AVIS DIVERS — MISCELLANEOUS NOTICES

Barreau du Québec (*Mod. au règl. no 1*) ... 3929
Bar of the Province of Québec (*Amend. to the By-law No. 1*) ... 3929
Dunham, canton-township (*Requête-Petition*) ... 3933
Dunham, village (*Requête-Petition*) ... 3932
Montréal, ville-city (*Programme de rénovation-Renewal Program "Albert-St-Jacques"*) ... 3931
Montréal, ville-city (*Programme de rénovation-Renewal Program "Ilots des Voltigeurs"*) ... 3928
Québec, ville-city (*Programmes de rénovation-Renewal Programs "Aire-Area No 10, Zone I, Zone II"*) ... 3933
St-Ambroise, munic. (*Requête-Petition*) ... 3929
St-Ambroise, village (*Requête-Petition*) ... 3929
Vanier, ville-town (*Tirage d'obligations-Drawing of bonds*) ... 3935

CHANGEMENT DE NOM — Loi du — CHANGE OF NAME ACT

Demandes: — *Applications:*

Bailey, Suzanne (Suzan) ... 3924
Beaudoin, Joseph Laurent Roger ... 3925
Garofano, Giuseppe ... 3925
Lachance, Raymond ... 3923
Martin, Marie France Liliane ... 3925
Mletchkowitch, David ... 3924
Ostiguy-Bédard, Lise ... 3924
Pisarzewski, Jerzy Marian ... 3923
Rosenthal, William Theodore (dit Russel) ... 3924
Sam, Nathan ... 3924

BILLS — BILLS

Sanctioned ... 3922
Sanctionnés ... 3922

COMPAGNIES ÉTRANGÈRES — EXTRA-PROVINCIAL COMPANIES

Permis: — *Licenses:*

Repco Auto Parts (Canada) Ltd ... 3927
World of Beauty Club, Ltd ... 3928

COMPAGNIES — LOI DES — COMPANIES ACT

Demandes d'abandon de charte — *Applications for Surrender of Charter*

Birkdale Agencies Inc. ... 3913
Brunet (Paul) inc. ... 3915
Compagnie de placements d'Iberville limitée (La) ... 3914
Gendron (Fred) inc. ... 3915
Harrow Glove Company ... 3914
Manbell Investments Ltd. ... 3914
Salois limitée ... 3914
Wingill Holdings Inc ... 3915
Zusk Investments Ltd. ... 3915

Divers — *Miscellaneous*

Associated Lace and Fabric Corporation (*Nom-Name ch.*) ... 3915
Association canadienne-française pour l'avancement des sciences inc. (*Règl.-By-laws*) ... 3916
Association de la construction de Montréal (*Règl.*) ... 3918
Association de protection des forêts de l'Outaouais (L') (*Règl.*) ... 3919
Association des commissions scolaires de la Côte Nord du Golfe (L') (*Nom-Name ch.*) ... 3916
Association du hockey mineur St-Eustache inc. (*Règl.*) ... 3916
Ben Alignement Service Inc. (*Nom-Name ch.*) 3919
Brunelle, Lambert & associés inc. (*Nom-Name ch.*) ... 3916
Club de fraternité de Victoriaville inc. (*Règl.-By-laws*) ... 3916
Comité des loisirs de St-Tite inc. (*Règl.-By-laws*) ... 3917
Consortium de recherche sur l'eau (Le) (*Règl.-By-laws*) ... 3917
Danis & frère inc. (*Dir.*) ... 3917
Dion & Beaudoin inc. (*Dir.*) ... 3917
Down Town Fashions Ltd. (*Nom-Name ch.*) 3917
Guerco inc. (*Nom-Name ch.*) ... 3919
Handbags Ltd. (*Dir.*) ... 3918
Lennoxville Cleaner Inc. (*Dir.*) ... 3917
Logix Enterprises Ltd. (*Nom-Name ch.*) ... 3918
Monico inc. (*Dir.*) ... 3918
Montreal Construction Association (*By-laws*) 3918
Nettoyeur Lennoxville inc. (*Dir.*) ... 3917
Ottawa Forest Protective Association (The) (*By-laws*) ... 3919
St. Eustache Minor Hockey Association Inc. (*By-laws*) ... 3916
Services Communautaires Hospitaliers de Québec (Les) (*Nom-Name ch.*) ... 3918
Veilleux alignement spécialités inc. (*Dir.*) 3918

Lettres patentes	Letters Patent
A. & R. Auto-Press Inc.	3853
Agentech inc.	3827
Alimentation J.A. Drolet inc.	3827
Amparo construction inc.	3827
Arcon ltée	3828
Association de danse ADRQ	3828
Association des embouteilleurs Co-Fa-Spri du Québec inc. (L')	3828
Automobile M. Bourgault inc.	3829
Bas-culottes Lola ltée (Les)	3829
Beaumont Camping Inc.	3830
Bell Aluminium inc.	3830
Boucherie Germain Dubé inc.	3830
Boudreau (R & M) & frères inc.	3831
Bourgault (M.) Automobile Inc.	3829
Brochu construction inc.	3831
Caboteurs unis de Québec inc.	3831
Camping Beaumont inc.	3830
Carrousel Packaging Inc.	3840
Centre de culture physique de Saint-Jean inc.	3832
Centre de parachutage Lévisien inc.	3832
Centre Jour inc.	3833
Centre professionnel de modernisation mécanique inc.	3833
Club Âge d'Or de Cowansville inc.	3834
Club de kayak Les Voyageurs de Montréal	3834
Club Lions Val d'Or Métropolitain inc.	3834
Club sportif Compton inc.	3835
Colossal Contractor Co. Ltd.	3835
Compagnie de gestion & d'administration (C.G.A.) inc. (La)	3835
Compagnie Trust Royal	3923
Construction générale Sphex ltée	3836
Construction Journeault inc.	3836
Coquille Métropolitaine inc. (La)	3836
Corporation des entrepreneurs en entretien ménager de Québec	3837
D.O.C. inc.	3837
D.R. construction inc.	3838
David (Michel) inc.	3838
Démolition E.G.R. inc.	3838
Desjardins (P.) & H. Power Enterprises, Inc.	3842
Dimension Engraving Ltd.	3839
Domaine Petit Lac Bowker ltée	3839
E.G.R. Demolition Inc.	3838
Édifice Trever inc.	3839
Emballages Carrousel inc. (Les)	3840
Entreprises d'Aquitaine ltée (Les)	3840
Entreprises H. Legault inc.	3841
Entreprises Lucien Turcotte inc. (Les)	3841
Entreprises Parexco ltée (Les)	3841
Entreprises P. Desjardins & H. Power, inc.	3842
Entreprises Telar inc. (Les)	3842
Équipe Sociale Féminine de Terrebonne inc.	3842
Fondation Fernand Levasseur inc.	3843
G.P. Conditioning Air Services Ltd.	3855
Galeries de l'Habit inc. (Aux)	3843
Garneau (Raoul) Clothing Inc.	3858
Hôtel Opemiska inc.	3843
Immeubles Major (1971) inc.	3844
Immeubles Rustar inc. (Les)	3844
Imperméabilisation G.D. inc.	3845
Importations Taron inc. (Les)	3845
Inter-Video inc.	3845
Jardins de Savoie inc.	3846
Jet camping inc.	3846
Laboratoires en recherche esthétique et cosmétique (Laresco) inc. (Les)	3846
Lamer (Henri) inc.	3847
Lemire (Yvon inc.	3847
Levisian Parachute Centre Inc.	3832
Ligue de soccer senior inter-cités inc.	3847
Little Bowker Lake Domain Ltd.	3839
Mailloux (F.) ltée	3848
Major Real Estate (1971) Inc.	3844
Manoir St-Philippe inc.	3848
Marché Grand'Mère inc.	3848
Marché St-Norbert inc.	3849
Mechanical Modernization Professional Center Inc.	3833
Moreau (Luc) inc.	3849
Motel Hôtel Aztec inc.	3849
Palardy (J. R.) inc.	3850
Pâtisserie Faim de Loup ltée	3850
Perrault (Claude) inc.	3850
Placement Plaza ltée	3851
Placements B.F.P. inc. (Les)	3851
Placements Caco inc. (Les)	3852
Placements D.T.V. inc.	3852
Plantations Eden inc. (Les)	3852
Presse-auto A. & R. inc.	3853
Québec United Coasters Inc.	3831
Renovex inc.	3853
Restaurants Brisebois & Martel inc. (Les)	3853
Ringdex inc.	3854
Royal Trust Company (The)	3923
St-Philippe transport inc.	3854
Scieries de l'Est inc.	3854
Services de conditionnement d'air G.P. ltée (Les)	3855
Société Alfi inc. (La)	3855
Société de Gestion Clan Savard inc.	3856
Société immobilière L.L.G. inc.	3856
Sonimages inc.	3856
Taverne industrielle de Tracy inc.	3857
Têtu (J. A.) ltée	3857
Thibault (J. A.) inc.	3857
Vêtements Raoul Garneau inc. (Les)	3858
Vitrerie A. Lavoie ltée	3858

Lettres patentes supplémentaires	Letters Patent supplementary
Agence Publicitaire le P.G. de Granby inc.	3858
Airmotive Precision Products Inc.	3859
B. B. C. Machine Shop Inc.	3859
Berlind Phonograph Company, Limited	3859
Boudreau, Ferron, Dévost & Associés ltée	3859
Circuit Québec-Ste-Croix inc. (Le)	3860
Dandurand Automobiles inc.	3860
East Market Ltd.	3861
Entreprises Dan-Marc inc. (Les)	3860
Gaudreault (J. Oscar) ltée	3860
Immeubles Rouville incorporée (Les)	3861

Lettres patentes supplémentaires (*suite*) — ***Letters Patent supplementary*** (*continued*)

Marché de l'Est ltée 3861
Place Québec inc. 3861
Poupart (C.) ltée 3861
Produits de Précision Aéromobiles inc. 3859
Sarrazin Automobile incorporée (F.) 3862
Trudeau (J. P.) inc. 3862

Sièges sociaux — ***Head Offices***

Bernard (Adrien) inc. 3920
Case Exporters Inc. 3920
Centre Metro inc. 3920
Electrophysical Instruments Ltd. 3919
Entreprises Domil inc. (Les) 3919
Frontier Inn (1970) Inc. 3921
Placements Nolin inc. 3921
Veilleux alignement spécialités inc. 3920

DEMANDES À LA LÉGISLATURE — ***APPLICATIONS TO LEGISLATURE***

Catholic School Commission of Baldwin-Cartier 3936
Commission des écoles catholiques Baldwin-Cartier (La) 3936
Communauté orthodoxe grec de la ville de Laval 3937
Corporation des officiers municipaux agréés du Québec 3936
Corporation of Chartered Municipal Officers of Québec 3936
Église Baptiste Évangélique de Sherbrooke 3937
Greek Orthodox Community of the city of Laval 3937

Examens des Agronomes — ***Agronomists Examinations***

Province (*Admission à la pratique-Admission to the practice*) 3939

MINISTÈRES — ***DEPARTMENTS***

Affaires municipales — ***Municipal Affairs***

Lorraine, ville-town (*Erratum*) 3927
Ste-Thérèse-Ouest-West (*Règl.-By-laws RV 27, RV 33*) 3927

Éducation — ***Education***

Municipalité scolaire de: — *School Municipality of:*

Joliette (Prot.) (*Dem.-Appl.*) 3937
Malartic (Prot.) (*Acc.-Grant.*) 3938
Otterburn — Mont-St-Hilaire (*Erratum*) 3938
Port-Cartier (Prot.) (*Acc.-Grant.*) 3938
Portneuf (Prot.) (*Acc.-Grant*) 3938
Soulanges (Prot.) (*Acc.-Grant.*) 3938
Springer Mountain (Prot.) (*Acc.-Grant.*) 3939
Trois-Rivières, Cap-de-la-Madeleine (Prot.) (*Dem.-Appl.*) 3937

Institutions financières compagnies et coopératives — ***Financial Institutions Companies and Cooperatives***

Assurance: — *Insurance:*

Canadian Slovak League (*Permis*) 3922
Kanadska Slovenska Liga (*License*) 3922

Compagnies de fidéicommis: — *Trust Companies:*

City Savings & Trust Company (*Enregistrement-Registration*) 3921

Industrie et Commerce — ***Industry and Commerce***

Avis de pêche aux coquillages 3925
Notice respecting the fishing of shellfish 3925

Terres et forêts — ***Lands and Forests***

Cadastre: — *Cadastre:*

St-Rémi, par. 3923

Voirie — ***Roads***

Entretien de route discontinué 3874
Maintenance of roads discontinued 3874

NOMINATION — ***APPOINTMENT***

Conseil en Loi de la reine: — *Queen's Counsel learned in the law:*

Lebel, Jacques 3927

Sociétés agricoles et laitières — ***Farmers's and Dairymen's Associations***

Cercle d'amélioration du bétail d'Aston-Jonction (*Formation*) 3908
Cercle d'amélioration du bétail de Baie-du-Febre (*Formation*) 3908
Cercle d'amélioration du bétail de Bécancour (Gentilly) (*Formation*) 3908
Cercle d'amélioration du bétail de Crabtree (*Formation*) 3909
Cercle d'amélioration du bétail de Deschênes (Manseau) (*Formation*) 3909
Cercle d'amélioration du bétail de La Pérade (*Formation*) 3909
Cercle d'amélioration du bétail de L'Assomption (*Formation*) 3909
Cercle d'amélioration du bétail de Maskinongé (*Formation*) 3910
Cercle d'amélioration du bétail de Mont-Laurier (*Formation*) 3910
Cercle d'amélioration du bétail de Ste-Anne-des-Plaines (*Formation*) 3910
Cercle d'amélioration du bétail de St-Bonaventure (*Formation*) 3910
Cercle d'amélioration du bétail de St-Boniface (*Formation*) 3911
Cercle d'amélioration du bétail de St-Félix-de-Valois (*Formation*) 3911

Sociétés agricoles et laitières — ***Farmers' and Dairymen's Associations*** *(suite)* — *(continued)*

Cercle d'amélioration du bétail de St-Germain (*Formation*) ... 3911
Cercle d'amélioration du bétail de St-Hyacinthe (*Formation*) ... 3911
Cercle d'amélioration du bétail de St-Léonard d'Aston (*Formation*) ... 3912
Cercle d'amélioration du bétail de St-Maurice (*Formation*) ... 3912
Cercle d'amélioration du bétail de Ste-Sabine (*Formation*) ... 3912
Cercle d'amélioration du bétail de St-Simon (*Formation*) ... 3912
Cercle d'amélioration du bétail de St-Tite (*Formation*) ... 3913
Cercle d'amélioration du bétail de St-Valère (*Formation*) ... 3913
Cercle d'amélioration du bétail de Warwick (*Formation*) ... 3913

SOUMISSIONS — demandes de — ***TENDERS — Requests for***

Duvernay, c.s.r.-r.s.b. ... 3951
Lafontaine, village ... 3940
Lévis, ville-city ... 3942
St-Eustache, ville-town ... 3946
St-Joseph-d'Alma ... 3944
Valcourt, village ... 3948

VENTES — ***SALES***

SHÉRIFS — ***SHERIFFS***

Drummond — ***Drummond***

Office du crédit agricole du Québec (L') *vs* Bougie ... 3957
Québec Farm Credit Bureau (The) *vs* Bougie ... 3957

Gaspé — ***Gaspé***

Société nationale de fiducie *vs* Jones Building Ltd. ... 3958

Hull — ***Hull***

Valdron *vs* Mongeon ... 3959

Joliette — ***Joliette***

Canada Permanent Trust Company *vs* La Mai Vallée inc. ... 3959

Montréal — ***Montreal***

Alliance-Norac Ltd. *vs* Les entreprises Lafleur (1961) ltée *et al* ... 3961
Laval, ville-city *vs* Goyer ... 3962
Legault (G.A.) Construction ltée *vs* Jones ... 3962
Vinciguerra *vs* Blefari *et al* ... 3962

Québec — ***Québec***

Boulay *vs* Boulay ... 3964
Facieu *vs* Alcaraz ... 3963
Lapointe *vs* Lapointe ... 3964
Vaquet inc. *vs* Page ... 3964

Saint-François — ***Saint-François***

Placements Erco inc. *vs* Joannette ... 3900

Taxes — ***Taxes***

Dorval, cité-city ... 3956
Mégantic, comté-county ... 3866
Rosemère, ville-town ... 3862
Trois-Rivières, cité-city ... 3868

Maintenant en vente *Now on sale*

Lois du Québec 1970

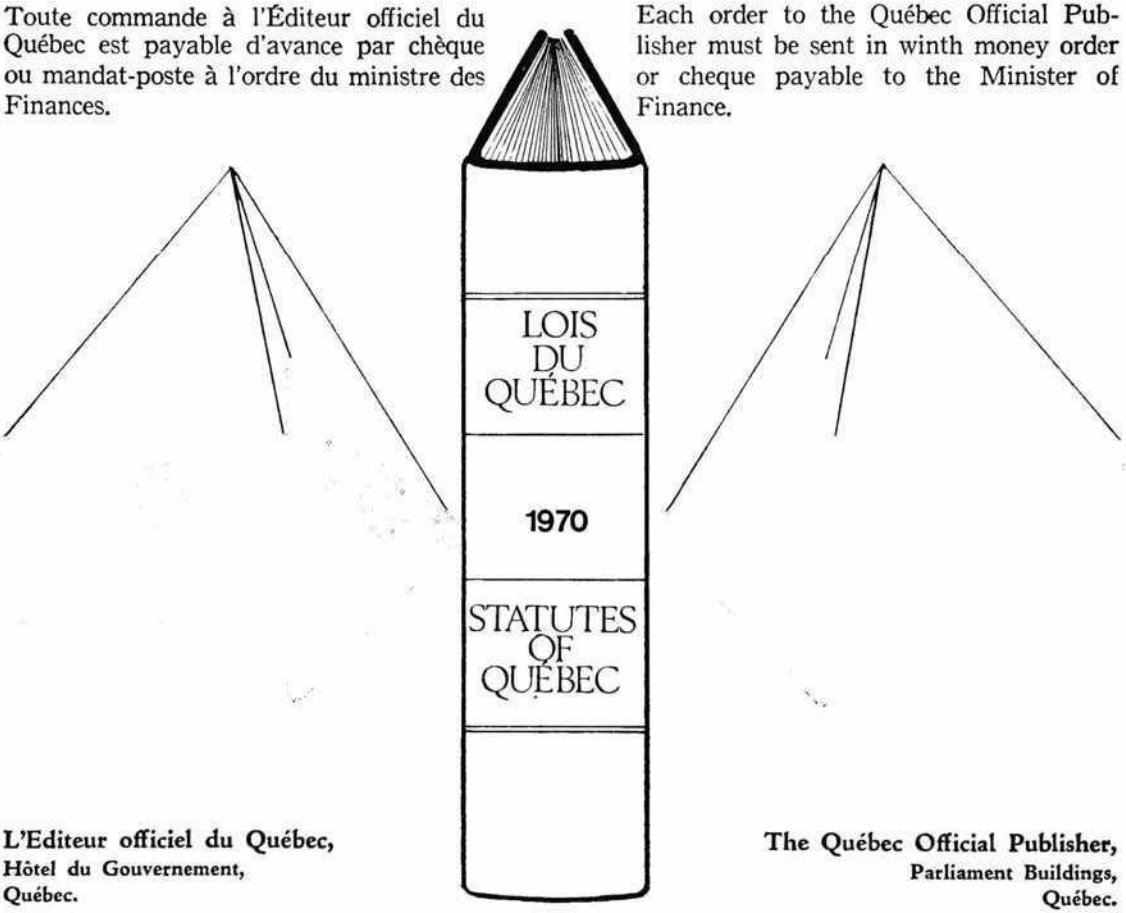
Reliure toile . . . $15
Reliure chagrin rouge $25

Toute commande à l'Éditeur officiel du Québec est payable d'avance par chèque ou mandat-poste à l'ordre du ministre des Finances.

Statutes of Québec 1970

Cloth bound . . . $15
Red morocco-leather $25

Each order to the Québec Official Publisher must be sent in winth money order or cheque payable to the Minister of Finance.



L'Editeur officiel du Québec,
Hôtel du Gouvernement,
Québec.

The Québec Official Publisher,
Parliament Buildings,
Québec.

Comptoirs de vente à MONTRÉAL Books Stores

Centrale d'artisanat du Québec,
(comptoir des publications)
1450, rue Saint-Denis

Wilson & Lafleur, (limitée),
39 ouest, rue Notre-Dame

Librairie des Presses de l'Université de Montréal

à SAINT-HYACINTHE : le Comptoir du Livre, 1391, Calixa-Lavallée, Saint-Hyacinthe, Qué.